

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONTRIBUTION DES TERRES DES FEMMES
À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN BOLIVIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
CÉCILE COLLINGE

JUIN 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS¹

Ma profonde gratitude va d'abord à mon directeur, Monsieur Stéphane Bernard, professeur au Département de géographie à l'Université du Québec à Montréal, pour son écoute, ses conseils avisés, sa confiance, ses encouragements, sa disponibilité ainsi que pour l'aspect toujours agréable de nos rencontres. J'ai appris beaucoup avec Stéphane, mais surtout j'ai appris avec un plaisir sans cesse renouvelé et avec l'envie d'en connaître toujours davantage; c'est un privilège tellement apprécié.

Merci aux évaluateurs qui, par leur lecture attentive et leurs commentaires minutieux, m'ont permis d'enrichir mon texte.

Le plus grand des mercis est pour mon amie « Magui », Maria Agar Valencia Mendez, sans qui ce terrain de maîtrise n'aurait tout simplement pas eu lieu. Aller rencontrer les paysannes du fin fond de la Bolivie, ces femmes pauvres, discriminées, invisibles et marginalisées, requiert beaucoup de contacts... et de doigté. Magui est à l'origine de tous les contacts qui m'ont conduit jusqu'à ces paysannes. Travailleuse sociale, œuvrant auprès des femmes des quartiers pauvres du nord de La Paz depuis plus de trente ans, Magui m'a fait profiter de sa vaste expérience et son imposant réseau de connaissances et d'amitiés. De plus, durant mes deux séjours en Bolivie, Magui m'a aussi accueillie chez elle comme une sœur. Lorsque je partais sur le terrain, elle s'assurait de ma sécurité comme une mère. Chez elle, pour que je puisse travailler à mon aise, j'étais traitée comme une princesse... Mille mercis à Magui pour son immense générosité et son amitié vieille d'un quart de siècle... »

¹ Travaillant à temps plein comme ingénieure, j'ai choisi de ne demander aucune bourse. L'argent étant limité, je crois que d'autres étudiants en ont beaucoup plus besoin que moi... J'ai assumé moi-même les frais des voyages et des séjours en Bolivie.

Chez Magui, il y avait une fée du logis : Maria Lobos, son employée domestique pendant près de vingt ans. Au fil de mes séjours boliviens, Maria est aussi devenue mon amie. Je remercie Maria particulièrement pour ses succulentes soupes chaudes qui me réchauffaient le cœur et le corps lorsque le climat de l'Altiplano me congelait jusqu'à l'os. Merci pour les repas et pour la maison toujours propre, merci pour tous les trajets partagés, merci pour l'accueil chaleureux quand je revenais du terrain et, surtout, merci pour nos complicités et nos fous rires.

Merci à Teresa Valencia Mendez y Rolando Rivas qui m'ont accueillie chez eux à Cochabamba.

Je tiens à remercier sincèrement toutes les femmes, et les quelques hommes, qui, en Bolivie, m'ont fourni de précieux renseignements, ont permis les contacts avec les paysannes et m'ont servi d'accompagnatrices et de traductrices : Claudia Rivas Valencia et Benjamin Gossweiler, Rosa Fernandez, Brina Quispe Serano, Isabel Lopez, Alejandra Ramos, Sonia Tarquino, Francisca Quispe, Vladimir Paniagua, Stanley Estevez, Gabi Martinez, Elba Crespo, Wilma Gutierrez Vargas et, les dernières, mais non les moindres, Maria Luisa Vargas, pour ses contacts et ses points de vue éclairés sur la situation bolivienne, et Alicia Condori, pour sa gentillesse et pour le plaisir d'avoir parcouru l'Altiplano de nombreuses fois avec elle.

Du plus profond de mon cœur, je remercie chacune des paysannes que j'ai eu le privilège de rencontrer. Je ne peux les nommer, mais toutes m'ont profondément et durablement touchée. Je les remercie pour leur générosité envers moi, pour leur courage exemplaire, pour leur beauté et pour leur grandeur. Ces femmes pauvres, marginalisées, discriminées et invisibles sont pour moi de grandes femmes; elles m'ont donné des leçons d'humilité et de courage. Mille mercis.

De plus, je remercie toutes les personnes qui ont enrichi ma vie au cours de cette épreuve qu'est la réalisation d'une maîtrise : une expérience toujours exigeante et

une aventure passionnante quand, comme moi, on est dans la cinquantaine! Merci à mes professeurs, aux autres étudiants, au personnel du Département de géographie, à mes amis et à ma famille. Un merci particulier va à mon amie Dominique Lefebvre pour sa ténacité dans ses encouragements. Finalement, pour cet amour immense qui fait tellement de bien dans les moments difficiles, merci à ma Maman (merci pour la relecture de tout le texte ! Quelle chance que Maman soit encore parmi nous et vive d'esprit à 89 ans !) et à mon fils, Germain.

Une dernière pensée...

Je ne peux terminer cette partie plus personnelle sans parler d'une femme à qui j'ai souvent pensé depuis 26 ans et surtout au cours de mes contacts avec les Boliviennes. Cette femme, que je n'ai jamais rencontrée, dont je ne connais même pas le nom, est à l'origine de mon intérêt pour les Boliviennes pauvres, discriminées, marginalisées et invisibles. Cette femme n'est pas une vue de l'esprit, elle est une femme de chair et de douleur qui a vraiment existé. Cette femme, c'est la mère biologique de ma fille adoptive, adoptée à La Paz en 1989, alors âgée de sept ans. Je ne sais pas si la mère biologique de ma fille est morte, mais si cette femme sans nom avait disposé de la santé, du soutien et des ressources nécessaires pour accompagner un enfant pendant 20 ans, « notre » fille n'aurait pas tant souffert. C'est pourquoi ce travail de recherche est dédié à ma fille... et à sa mère.

Avec fierté,
à la mémoire de Rosa Delvaux (1871-1957), mon arrière-grand-mère,
paysanne du Condroz belge et mère de 9 enfants.
Le respect de celles et ceux qui cultivent la terre et nous nourrissent m'a été légué.

Avec tendresse,
à Céleste et Clara, mes petites-filles adorées,
qui ont du sang bolivien dans les veines.
Puissent-elles hériter d'une terre fertile et vivre en harmonie avec leur *Pachamama*.

Avec chagrin et gratitude,
à ma fille...
...et à sa mère.

AVANT-PROPOS

Cette recherche exploratoire sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie est issue d'un intérêt personnel pour ce pays, et plus particulièrement pour les Boliviennes, mais aussi d'un manque de données sur les paysannes des petites unités de production familiale, des femmes souvent pauvres, discriminées, marginalisées et invisibles. Par ailleurs, cette recherche s'est également construite au fil des contacts et des possibilités concrètes sur le terrain.

Dès le départ, pour des raisons professionnelles (un travail à temps plein comme ingénieure), nous avons convenu de réaliser la partie terrain en deux temps. Le premier terrain devait servir à vérifier la faisabilité de la méthodologie élaborée et à obtenir quelques résultats préliminaires. À l'origine, nous avions prévu de réaliser cette recherche dans la région de Cochabamba, un lieu d'agriculture diversifiée, familiale et communautaire, souvent appelé le « jardin potager » de la Bolivie. Toutefois, lors du premier séjour en Bolivie, deux faits ont contribué à une réorientation du territoire choisi. D'une part, dans la région de Cochabamba, la structure de pouvoir en place nous dirigeait vers les femmes les plus proches des autorités et donc les mieux organisées et les mieux nanties, alors que nous recherchions plutôt les femmes invisibles, inconnues du pouvoir et recevant le moins de soutien et de services. D'autre part, grâce à plusieurs de nos contacts – des femmes des secteurs pauvres de la capitale, La Paz, certaines issues de familles rurales –, il devenait plus aisé de rencontrer des paysannes de l'Altiplano, au nord de La Paz. Nous avons donc adapté notre projet à la réalité du terrain.

Ainsi, lors du premier terrain, en janvier 2013, nous avons rencontré seize femmes : huit de la région de Cochabamba et huit de l'Altiplano. Lors du second terrain, de juin à août 2013, trente-cinq des trente-huit femmes interviewées pratiquaient

l'agriculture sur l'Altiplano, les trois autres produisaient dans les vallées, plus éloignées mais toujours dans le département de La Paz, et vendaient leur production à El Alto, la ville adjacente à La Paz.

* * *

Par ailleurs, deux métaconcepts sont à la base de cette recherche : terres des femmes et souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, notion définie à l'origine par l'organisation paysanne internationale *Vía campesina*, est devenue une expression en vogue et, comme toutes les locutions à la mode, elle est souvent utilisée à tort et à travers et nécessite donc d'être précisée. Reprenons ici le sens original, qui sera celui considéré dans cette maîtrise. Selon *Vía campesina*, la souveraineté alimentaire est « le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire des aliments de base » et « le droit de produire sa nourriture sur son propre territoire ». Elle donne la « priorité à une production vivrière, saine, de bonne qualité et culturellement appropriée, destinée au marché intérieur [...] respectant la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles ». Elle implique « des prix décents pour les paysans et paysannes » ainsi que la protection « contre les importations à bas prix ». Elle comporte « la nécessité de stopper le processus d'industrialisation des modes de production et de développer une agriculture paysanne durable » (Desmarais, 2008, p. 46-47). Par ailleurs, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la sécurité alimentaire assure « une alimentation suffisante, sûre et nutritive » (FAO, 2006). Ainsi, au droit individuel de la sécurité alimentaire, soit le droit à l'alimentation, la souveraineté alimentaire ajoute un droit collectif et politique, le droit à la production de nourriture.

À notre connaissance, le métaconcept de terres des femmes² n'est pas défini ailleurs, même s'il renvoie au concept géographique de territoire, entre autres, défini par Raffestin (1986). Il nous est apparu nécessaire de créer ce métaconcept pour tisser les liens entre les paysannes et tout ce qui participe à leur contribution à la souveraineté alimentaire : leurs actions de productrices, leur apport à la reproduction, leurs engagements dans leurs collectivités. Les terres des femmes comprennent la terre de l'habitat, les terres cultivées par les femmes – qu'elles en soient propriétaires ou non –, les terres utilisées pour les échanges (les lieux où vendre, acheter, se rencontrer), de même que les longues terres linéaires des trajets parcourus. Elles incluent aussi leurs représentations : la terre symbolique, la terre telle qu'imaginée, la terre rêvée, la terre comme lieu d'insécurité et d'aliénation ou de pouvoir et d'autonomisation. Ici, le métaconcept de terres de femmes s'inscrit dans la géographie féministe.

² En 1967, alors que nous étions une enfant, Montréal était l'hôte d'un événement marquant pour la ville, l'Exposition universelle intitulée « Terre des Hommes » (*Man and his World*, en anglais). Nous adorions aller à « l'Expo », où nous découvrons le monde et nous apprenions beaucoup. Toutefois, la fillette de 10 ans que nous étions à l'époque se sentait exclue de l'expression « Terre des Hommes ». N'y avait-il pas aussi une « Terre des femmes » ? La création, dans cette maîtrise, du métaconcept « terres des femmes » se veut une douce et sympathique revanche sur l'exclusion ressentie dans l'enfance !

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	vi
LISTE DES FIGURES	xiv
LISTE DES TABLEAUX	xv
RÉSUMÉ	xvi
ABSTRACT	xvii
RESUMEN	xvii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CONTEXTE SOCIAL ET TERRITORIAL	3
1.1 Un pays pauvre	3
1.2 Un gouvernement indigéniste	5
1.3 La situation agraire	8
1.4 Droits des peuples et droits des femmes	10
1.5 Le principe de souveraineté alimentaire dans la Constitution	10
1.6 La situation sociale et territoriale des paysannes	11
1.7 L'Altiplano de La Paz et les vallées de Cochabamba : deux régions agricoles différentes	13
1.8 La malnutrition persistante	14
1.9 Pertinence géographique, sociale et scientifique	15
CHAPITRE II	
PROBLÉMATIQUE	17
2.1 Cadre théorique : le féminisme et l'approche genre et développement	19
2.1.1 Le féminisme	19
2.1.2 L'approche genre et développement	21
2.1.3 La recherche de l'essentiel	23

2.2 Postulats explicatifs	24
2.2.1 L'effet de lieu	24
2.2.2 L'effet de culture	25
2.2.3 L'effet de genre	26
2.3 Cadre conceptuel : les terres des femmes et la souveraineté alimentaire	27
2.3.1 Les terres de femmes	27
2.3.2 La souveraineté alimentaire	29
2.3.3 Les concepts liant les terres des femmes et souveraineté alimentaire	31
CHAPITRE III	
CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	33
3.1 Cadre opératoire	33
3.2 Cadre spatio-temporel	34
3.3 Des métaconcepts aux indicateurs	35
3.3.1 Le système de production alimentaire	36
3.3.2 Les rayons d'action des femmes	37
3.3.3 L'alimentation	42
3.4 La structure de la preuve	42
3.4.1 Les sources	42
3.4.2 Le mode d'échantillonnage	44
3.5 L'éthique	45
3.6 La cueillette des données	48
3.6.1 La grille d'entretien du pré-terrain	49
3.6.2 Le déroulement du pré-terrain	49
3.6.3 L'analyse de la méthodologie du pré-terrain	50
3.6.4 La grille d'entretien du terrain	51
3.6.5 Le déroulement du terrain	53
3.7 Traitement et analyse	54

CHAPITRE IV	
RÉSULTATS	57
4.1 Production alimentaire	58
4.1.1 Appropriation des terres par les femmes	58
4.1.2 Accès des femmes aux ressources techniques, financières, éducatives et humaines	60
4.1.2.1 Les ressources techniques	60
4.1.2.2 Les ressources financières	63
4.1.2.3 Le soutien éducatif	64
4.1.2.4 Le soutien humain dans le travail au champ	65
4.1.2.5 Le soutien infrastructurel	67
4.1.3 Contraintes à la production	68
4.1.4 Production effective	70
4.1.4.1 Les cultures	71
4.1.4.2 L'élevage	73
4.1.5 Utilité de la production	74
4.1.5.1 La transformation des cultures	75
4.1.5.2 L'utilisation des cultures et de leurs transformations	75
4.1.5.3 La transformation des produits de l'élevage	77
4.1.5.4 L'utilisation des animaux et des produits de l'élevage	77
4.1.5.5 Les revenus générés par les productions	79
4.1.5.6 Les destinataires et l'utilisation des revenus générés par les femmes	80
4.2 Rayons d'action des femmes	81
4.2.1 Localisation des terres des femmes	81
4.2.2 Trajets pour rejoindre les terres de culture, d'élevage et d'échanges	84
4.3 Alimentation	87
4.3.1 Accessibilité physique et économique à une nourriture de qualité et culturellement appropriée	89
4.3.2 Moyens de subsistance des femmes	92
4.3.3 Consommation alimentaire des femmes et des familles	95
4.3.3.1 Caractéristiques des aliments consommés	95

4.3.3.2 Origine des aliments consommés	103
4.3.3.3 Diversité et adéquation culturelle des aliments consommés	103
4.4 Autonomie des femmes	104
4.4.1 Sa capacité à produire ce dont elle a besoin	105
4.4.2 Son alimentation	105
4.4.3 Son bien-être général	106
4.4.4 Son niveau de vie économique	106
4.4.5 Son autonomie, sa liberté	107
4.4.6 Sa situation dans sa famille	108
4.4.7 Sa situation dans sa communauté	108
4.4.8 Sa capacité à donner ce qu'elle veut à ses enfants	109
4.4.9 Son pouvoir sur sa propre vie	109
4.4.10 Sa relation avec la Pachamama	110
4.5 Réponses aux trois questions secondaires	111
4.5.1 Quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques?	111
4.5.1.1 Représentation des terres des femmes, à travers les cartes mentales des paysannes	113
4.5.1.2 Analyse des caractéristiques des terres des femmes à travers le cadre théorique, les postulats explicatifs et le cadre conceptuel	122
4.5.2 Comment le travail des femmes participe-t-il à la souveraineté alimentaire des paysannes, de leur famille, de leur communauté et de leur région?	126
4.5.2.1 Contribution du travail des femmes à la souveraineté alimentaire à quatre échelles	128
4.5.2.2 Analyse des liens entre le travail des femmes et la souveraineté alimentaire à travers les cadres théorique et conceptuel et les postulats explicatifs	130
4.5.3 Dans quelle mesure les terres des femmes participent-elles à l'autonomisation des paysannes?	132
4.5.3.1 Les points de vue des paysannes sur leur autonomie	132
4.5.3.2 Analyse de l'autonomisation des paysannes à travers les cadres théorique et conceptuel et les postulats explicatifs	133
4.6 Réponse à la question de recherche	135

CHAPITRE V	
DISCUSSION	136
5.1 Discussion de la méthodologie	136
5.1.1 Les deux périodes du terrain de recherche : un avantage pour la méthodologie	136
5.1.2 La grille d'entrevue du terrain de juillet : une disposition efficace et efficiente mais certaines sections en trop	138
5.1.3 L'échantillon des paysannes recrutées : de la variété mais un possible manque de représentativité	142
5.1.4 Les conditions de l'entrevue : les personnes présentes et la contrainte linguistique	146
5.2 Discussion des résultats	148
5.2.1 Les terres des femmes : questions de recherche et défis pour l'avenir	149
5.2.2 La souveraineté alimentaire apportée par le travail des femmes : par et pour la famille mais rudimentaire	151
5.2.2.1 Quatre échelles différemment engagées	152
5.2.2.2 Des soutiens qui n'atteignent pas les femmes	153
5.2.2.3 Améliorer rendements et productivité tout en respectant la <i>Pachamama</i> * et en améliorant la condition des paysannes	157
5.2.3 L'autonomie des paysannes : multifactorielle	158
5.3 Retour à la question principale	163
CONCLUSION	164
LES ANNEXES	167
ANNEXE A. SOURCES UTILISÉES POUR RECUEILLIR LES DONNÉES EN FONCTION DE CHAQUE INDICATEUR	168
ANNEXE B. GRILLE D'ENTREVUE DE JANVIER 2013	171
ANNEXE C. GRILLE D'ENTREVUE DE JUILLET 2013	173
ANNEXE D. RÉSULTATS BRUTS PRÉSENTÉS SELON L'ORDRE DE LA GRILLE D'ENTREVUE DE JUILLET 2013	181
BIBLIOGRAPHIE	227
LEXIQUE	238

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Altiplano (2500 à plus de 4000 m) et basses terres	6
Figure 1.2	Concentration de la population et altitude supérieure à 4000 m	7
Figure 3.1	Arborescence des métaconcepts aux variables	38
Figure 4.1	Paysannes choisissant les pommes de terre les plus avantageuses pour servir de semences pour la prochaine saison	61
Figure 4.2	Divers types de lieux d'échanges	88
Figure 4.3	Deux cartes mentales rudimentaires représentant une maison et un champ	114
Figure 4.4	Deux cartes mentales, de type dessin, représentant une maison, un ou des chemins et un seul type de culture	114
Figure 4.5	Deux cartes mentales représentant des champs entourant une maison, une cour intérieure et des informations sur les animaux	115
Figure 4.6	Quatre cartes mentales de la région de Cochabamba	116
Figure 4.7	Deux cartes mentales, de type plan, représentant le morcellement des terres	117
Figure 4.8	Deux cartes mentales, de type paysage, comprenant la maison, des champs, des chemins, les montagnes et d'autres éléments	118
Figure 4.9	Deux cartes mentales colorées, de type paysage, comprenant un ensemble d'éléments	118
Figure 4.10	Une carte mentale, de type croquis, d'une jeune paysanne	119
Figure 4.11	Une carte mentale d'une paysanne, comprenant deux dessins	120
Figure 4.12	Trois cartes et croquis, contribution des maris des paysannes	125
Figure 5.1	Trois cartes mentales dessinées par des filles de paysannes	160
Figure L.1	Pommes de terre séchant au soleil de l'Altiplano	241

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1	Concepts-clés, variables et indicateurs	39
Tableau 4.1	Types de cultures et quantités cultivées	72
Tableau 4.2	Types d'élevage et quantités d'animaux élevés	74
Tableau 4.3	Prix de vente des animaux	80
Tableau 4.4	Coûts des achats alimentaires par semaine, selon la taille du ménage	91
Tableau 4.5	Encadré : Une observation gustative !	99

RÉSUMÉ

Le milieu rural de l'Altiplano bolivien est constitué de petites unités de production agricole, familiales et communautaires, dans lesquelles l'ensemble des membres participe aux cultures et à l'élevage. Toutefois, les données sur les activités des paysannes, apport souvent informel et sous-estimé, manquent cruellement. Le but de cette recherche exploratoire est de déterminer dans quelle mesure les terres des femmes de l'Altiplano bolivien participent à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des paysannes. Notre hypothèse est que malgré un accès limité à la terre, peu de ressources et de soutien, les paysannes contribuent notablement à la souveraineté alimentaire et que cette contribution participe à leur autonomie. La méthodologie a consisté en des entrevues de paysannes, des observations de leurs terres de productions et d'échanges et des représentations, par les paysannes, de cartes mentales de leurs terres. Nous avons rencontré 54 paysannes que nous avons interrogées sur leurs terres, leurs productions, leur alimentation, leurs échanges marchands et leurs perceptions de leurs situations.

Les résultats indiquent que les paysannes travaillent des terres qui appartiennent à quelqu'un de leur famille, rarement à elles-mêmes. Elles produisent des pommes de terres, des céréales, quelques légumes et élèvent différents animaux, principalement : vaches, moutons, cochons, lamas, cochons d'Inde, poules. Pour produire, elles comptent sur l'aide familiale, mais ne disposent que de ressources techniques rudimentaires, de ressources financières pratiquement inexistantes, de soutiens institutionnel, municipal et gouvernemental inégaux et insuffisants. Leur niveau d'éducation est variable, les plus âgées étant souvent analphabètes. Leurs productions servent d'abord et très majoritairement à l'autoconsommation familiale. Chaque semaine, dans une ville de proximité, elles vendent et troquent de rares surplus contre quelques fruits et des achats essentiels, entre autres : huile, sucre, gaz naturel, effets scolaires. Les niveaux d'autonomie des paysannes sont très variables et dépendent, non pas tant de leurs terres, mais surtout de différents soutiens relationnels.

MOTS CLÉS : Bolivie, souveraineté alimentaire, terres des femmes, paysannes, autonomisation.

ABSTRACT

On the Bolivian Altiplano, rural areas are built around small, familial and communal agricultural production units, of which all members participate to growing crops and raising livestock. Data on the activities of peasant women, however, is desperately missing because their contribution is often informal and underestimated. The purpose of this exploratory research is to determine the extent to which the lands of women in the Bolivian Altiplano play a part, first, in local food sovereignty and, second, in these women's empowerment. Our assumption is that peasant women contribute noticeably to food sovereignty, despite limited access to the land and a lack of resources and support, and that this contribution plays a part in their self-empowerment. The methodology included interviews with peasant woman, observations of their production and trade lands, and mental maps of their own lands drawn by the peasant women. We met 54 peasant women and questioned them about their land, production, diet, barter and trade, and their perception of their own situation.

The results indicate that peasant women work on lands that are owned by relatives, seldom by themselves. They produce potatoes, cereals, few vegetables, and they breed various animals, including : cows, sheep, pigs, lamas, guinea pigs and hens. Peasant women can rely on help from their families in farming tasks, but have access to only basic technical equipment, virtually non-existent financial resources, and uneven, inadequate support from institutions, municipalities and other levels of government. Their level of education varies, the eldest often being illiterate. Their productions are used first and foremost for family self-consumption. Every week, in a nearby city, peasant women sell and barter scarce surplus for fruit and basic purchases like oil, sugar, fuel and school supplies. The level of empowerment of peasant women is highly variable, depending less on their lands than on their different relational support systems.

KEY WORDS : Bolivia, food sovereignty, women's lands, peasant women, empowerment.

RESUMEN

El medio rural del Altiplano boliviano está constituido de pequeñas unidades de producción agrícola, familiares y comunitarias, en las cuales el trabajo de las culturas y de la ganadería se comparte con las otras personas. Sin embargo, los datos sobre las actividades de las campesinas, aporte informal y poco valorado, faltan y su carencia se deja sentir cruelmente. El objetivo de esta investigación exploratoria es de determinar en que medida las tierras de las mujeres del Altiplano boliviano contribuyen a la soberanía alimentaria de su región y al empoderamiento de las campesinas. Nuestra hipótesis es que a pesar de un acceso limitado a la tierra, pocos recursos y apoyo, las campesinas contribuyen de manera notable a la soberanía alimentaria y que este aporte participa en su empoderamiento. La metodología incluyó entrevistas de campesinas, observaciones de sus tierras de producciones y de intercambios, además de representaciones, por las campesinas, de mapas mentales de sus tierras. Nos reunimos con 54 campesinas a las que interrogamos sobre sus tierras, sus producciones, su alimentación, sus intercambios mercantiles y sus percepciones de su situación.

Los resultados indican que las campesinas trabajan tierras que pertenecen a alguien de su familia, raramente de ellas mismas. Producen papas, cereales, algunas verduras y crían varios animales: vacas, ovejas, cerdos, lamas, conejillo de Indias y gallinas. Para producir, cuentan con la asistencia familiar, pero disponen de recursos técnicos rudimentarios y de casi ningún recurso financiero; además faltan los apoyos institucional, municipal y gubernamental, cuales son insuficientes y desiguales. El nivel educativo de las campesinas es variable, a menudo las mayores son analfabetas. Sus producciones sirven sobre todo para el autoconsumo familiar. Cada semana, en una ciudad cercana, venden y truecan sus raros excedentes por algunas frutas y compras esenciales como: aceite, azúcar, gas y efectos escolares. Los niveles de empoderamiento de las campesinas son muy variables y dependen, no tantos de sus tierras, pero sobre todo de diferentes apoyos relacionales.

PALABRAS CLAVES : Bolivia, soberanía alimentaria, tierras de las mujeres, campesinas, empoderamiento.

INTRODUCTION

Une étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole et de l'Organisation internationale du travail rapporte que selon des données officielles, en Amérique Latine, plus de 50 % des femmes en agriculture seraient inactives ! En réalité, les données sur ces femmes manquent cruellement. Cette valeur, reconnaît l'étude (FAO, IFAD et ILO, 2010), reflète plutôt le fait que le travail de ces femmes est informel, pas rémunéré et donc largement sous-estimé. Cette recherche-ci sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie vise, très modestement, à éclairer la réalité des paysannes oubliées des statistiques.

Cette recherche sur les paysannes boliviennes se situe dans le cadre de la géographie féministe, « une géographie qui prend explicitement en compte la ségrégation spatiale entre les sexes » (Gilbert, 1987, p. 287). L'imbrication de deux métaconcepts, d'une part, la souveraineté alimentaire – concept développé par l'organisation paysanne internationale *Vía campesina* – et, d'autre part, les terres des femmes – concept que nous avons défini pour exprimer la réalité observée –, nous a permis de nous dissocier du point de vue dominant, masculin, pour envisager la situation des paysannes, avec elles, selon des perspectives de femmes.

Ce mémoire de maîtrise comprend cinq chapitres. Le premier chapitre présente le contexte social et territorial de la Bolivie et, plus spécifiquement, des régions où nous avons recueilli les données de terrain : l'Altiplano entourant la ville de La Paz et des vallées de Cochabamba. La réalité indigène, typique de la Bolivie, ainsi que la situation agraire, y tiennent une place importante.

Le chapitre deux, sur la problématique, comprend les questions de recherche ainsi que les cadres théorique et conceptuel qui permettent d'y répondre. La question

principale de la recherche est la suivante : dans quelle mesure les terres des femmes de l'Altiplano bolivien participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des paysannes?

Le troisième chapitre développe le cadre d'analyse et la démarche méthodologique adoptée pour la cueillette de données sur le terrain en Bolivie. Notre méthodologie, comprenant des entrevues avec des paysannes, des observations des terres et des cartes mentales dessinées par les paysannes nous a permis de recueillir des données sur la situation des terres des femmes d'une cinquantaine de paysannes.

Les résultats font l'objet du chapitre quatre. Ils mènent aux différentes réponses données aux questions de recherche. Le dernier chapitre discute la méthodologie employée et les résultats obtenus. Cette recherche a permis de répondre positivement à la question de recherche sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire régionale et à l'autonomie des paysannes.

CHAPITRE I

CONTEXTE SOCIAL ET TERRITORIAL

1.1 Un pays pauvre

Malgré certaines améliorations socioéconomiques, la Bolivie est toujours considérée comme le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud (Franqueville, 2000; Giblin, 2006; Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, 2013). Pourtant, avec un territoire d'un peu plus d'un million de kilomètres carrés (Lavaud, 2006), étagé et habité sur plus de 4000 m, regorgeant de ressources naturelles, et une population d'une dizaine de millions d'habitants (Beuscart, 2010; Gravel, 2009; PNUD, 2014a), dont une majorité d'Autochtones (55 à 62 % selon les sources; Gravel, 2009; Langlois, 2008), ce pays enclavé n'est ni surpeuplé, ni dépourvu. D'ailleurs, les marchés des grandes villes abondent de primeurs à faire saliver les plus gourmands, même si un cinquième de la population souffre de malnutrition (Maluf *et al.*, 2009). Les paysans, et surtout les paysannes, sont surreprésentés parmi les plus pauvres (INE, 2014a; Trudel Bellefeuille, 2011). Dans ce chapitre sur le contexte social et territorial, nous présentons d'abord le contexte global bolivien pour traiter par la suite la situation agraire, la réalité des paysannes puis, plus spécifiquement, les lieux de la recherche.

En 2012, l'indice de développement humain (IDH) de la Bolivie n'est que de 0,675, ce qui classe ce pays au 108^e rang sur les 208 répertoriés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2014b). L'indice de développement

humain ajusté aux inégalités (IDHI)⁵ est de 0,444 (PNUD, 2014c) et l'indice de Gini atteint 0,51⁶ (PNUD, 2014a). L'espérance de vie y est de 66,9 ans (PNUD, 2014b). En Bolivie, en 2011, selon l'Institut national de statistique bolivien, 44,9 % de la population vit dans la pauvreté et 20,9 % dans une pauvreté extrême⁷ (INE, 2014a).

« Pour mieux exposer les différences dans la distribution des progrès entre hommes et femmes » (PNUD, 2011a), le PNUD a introduit une nouvelle mesure, l'indice d'inégalités de genre (IIG), lequel repose sur cinq indicateurs : taux de participation de la population active, niveau d'instruction, représentation parlementaire, mortalité maternelle et fécondité chez les adolescentes. En Bolivie, en 2012, l'IIG est de 0,474 et le pays se situe au 97^{ème} rang mondial pour cet indice. (PNUD, 2014d). Cette valeur est surtout le résultat d'une piètre santé reproductive et d'un faible niveau d'instruction, deux facteurs liés à l'alimentation, car, d'une part, le taux d'activité des femmes en Bolivie, qui est de 64,1 %, se compare à celui des pays développés et, d'autre part, 30,1 % des sièges au Parlement national sont occupés par des femmes, plus que dans la plupart des vieilles démocraties (PNUD, 2014d)⁸.

⁵ « L'IDH ajusté aux inégalités (IDHI) est une mesure du développement humain des individus dans une société qui tient compte des inégalités. » Si l'égalité est parfaite, l'IDH égale l'IDH. (PNUD, 2011b).

⁶ À titre de comparaison, au Canada, les valeurs sont les suivantes. IDH = 0,911, 11^{ème} rang (PNUD, 2014b). IDHI = 0,832 (PNUD, 2014c). Indice de Gini = 0,33 (PNUD, 2011c).

⁷ Les limites de pauvreté et de pauvreté extrême sont déterminées par le revenu mensuel personnel disponible. Elles diffèrent selon les lieux (villes et campagne). En décembre 2009, les limites de pauvreté étaient de 424 Bs / mois / personne en milieu rural et de 595 Bs / mois / personne en moyenne pour les milieux urbains ; les limites de pauvreté extrême étaient respectivement de 243 et 314 Bs / mois / personne (INE, 2014a). À titre indicatif, un boliviano, ou Bs, valait environ 6,50\$ canadien en 2013.

⁸ À titre de comparaison, au Canada, les valeurs sont les suivantes. IIG = 0,119, au 12^{ème} rang mondial. Taux de femmes actives = 61,9. Pourcentage des femmes ayant un siège au Parlement national = 28. (PNUD, 2014d).

Parmi les difficultés auxquelles la Bolivie doit faire face, il y a la pauvreté de sa population rurale. En 2011, le tiers de la population bolivienne est rural (INE, 2014a). En une trentaine d'années, la population bolivienne est passée d'une nette majorité rurale (58 % en 1976) à une nette majorité urbaine, une tendance qui s'accroît chaque année (Langlois, 2008). Toutefois, la ruralité demeure synonyme de pauvreté. En effet, en 2011, 61,3 % des ruraux sont pauvres et 41,3 % extrêmement pauvres, comparativement à, respectivement, 36,4 % et 10,8 % des urbains; près d'un million et demi de ruraux vivent en situation d'extrême pauvreté, toujours selon l'Institut national de statistique bolivien (INE, 2014a). Pourtant, le pays évolue, comme nous le décrivons ci-dessous, et ces changements atteignent le monde rural.

1.2 Un gouvernement indigéniste

L'État plurinational de Bolivie reconnaît 36 peuples autochtones (Rousseau, 2009) – dont les Quechuas (30 % de la population du pays) et les Aymaras (25 %) – et 37 langues officielles (Patrianueva, 2011). Indépendant depuis 1825, le pays a élu son premier président indigène en 2006. Evo Morales a réformé la Constitution pour redonner droit et dignité à la population autochtone, entre autres en créant des structures politiques et juridiques locales indigènes (Jacob et Le Meur, 2009; Trudel Bellefeuille, 2011). Il a aussi nationalisé certaines ressources naturelles, dont les hydrocarbures (Gravel, 2009). Toutefois, ce gouvernement du Mouvement vers le socialisme (MAS⁹), indigéniste, ne plaît pas à la minorité qui compose les classes privilégiées depuis des siècles. En Bolivie, la politique – de même que la démographie, l'économie, les aspects sociaux et culturels – suit à peu près le relief (voir les cartes des figures 1 et 2). Ainsi, la plaine amazonienne couvre 59 % de la superficie du pays, la région andine, 28 %, et la région subandine, 13 % (INE, 2012a). Néanmoins, la vaste majorité de la population vit sur l'Altiplano andin et dans les vallées subandines (entre 2500 et 4200 mètres d'altitude); elle est composée principalement de Quechuas, d'Aymaras et de métis et soutient le MAS.

⁹ MAS : *Movimiento al socialismo*. De plus, en espagnol, « *más* » signifie « plus ».

Dans les basses terres, l'*Oriente*, là où sont situés les hydrocarbures, la population est surtout blanche et, sauf dans la ville de Santa Cruz, plutôt clairsemée; « marqué par un fort esprit régionaliste, voire séparatiste après la défaite [de la guerre] du Chaco [en 1935] » (Roux, 2007, p. 342), l'*Oriente*, autonomiste (Lavaud, 2006), en revendique davantage depuis l'arrivée d'Evo Morales (Dory, 2006; Gravel, 2009).

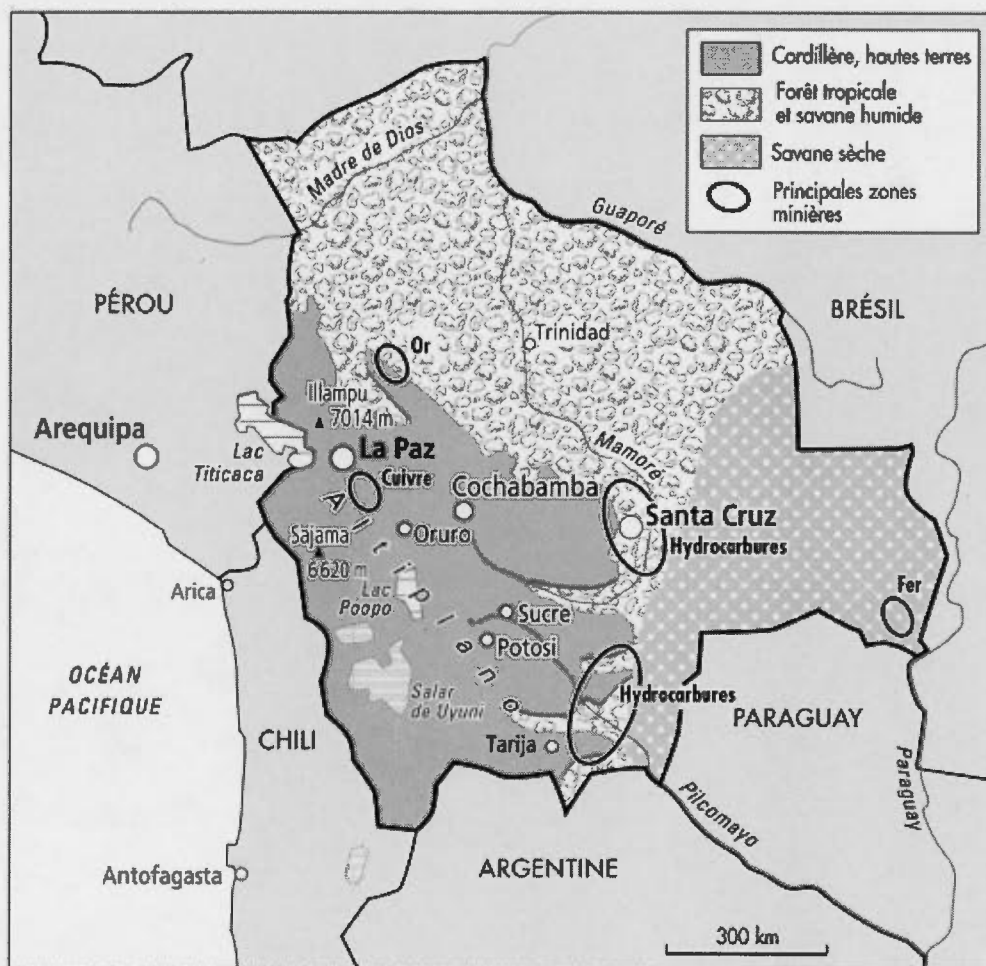


Figure 1.1 Altiplano (2500 à plus de 4000m) et basses terres (Lavaud, 2006, p. 64).

La Bolivie

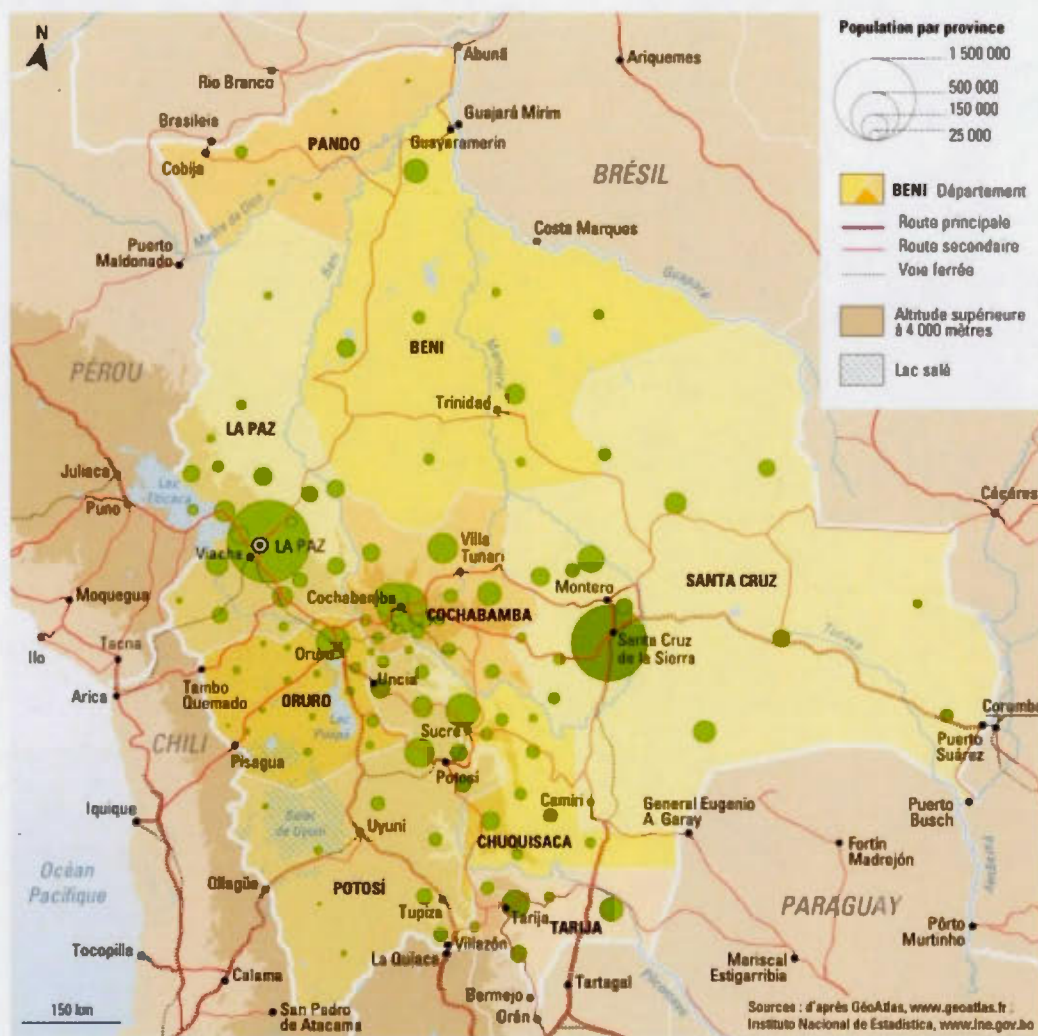


Figure 1.2 Concentration de la population et altitude supérieure à 4000 m (Atelier de cartographie de Sciences Po, 2009, une section de la carte).

« La Bolivie vit aujourd'hui une période d'importants changements politiques, sociaux et économiques, parallèles à la construction d'imaginaires et de projets postcoloniaux et post-néolibéraux » (Stefanoni, 2009, p. 42). En effet, depuis le début de la présidence d'Evo Morales, la situation politique, territoriale, sociale et agraire, est en mouvance.

1.3 La situation agraire

En 1953, la Bolivie a réalisé une importante réforme agraire, qui demeure toutefois inachevée (Klein, 2006) et dont le succès mitigé a encore des effets négatifs aujourd'hui (Gravel, 2009). Avant l'arrivée des Européens en Amérique, les Quechuas et les Aymaras vivaient en communautés agraires, les *Ayllus*, des unités économiques et religieuses où le territoire et la culture de la terre étaient communautaires (Lehmann, 2012). Cette organisation sociale a survécu à la colonie et à l'indépendance de la Bolivie (Langlois, 2008). À la fin du XIX^e siècle, les communautés autochtones ont toutefois été dépossédées de leurs terres communales (Rousseau, 2009). « Quelques familles ont accaparé les meilleures terres, laissant aux indigènes et aux métis des terres peu productives qu'ils partagent en petits lopins » (Klein, 2006, p. 203). À la base des rapports sociaux, deux modes de tenures des terres se combinent alors : le *latifundio*, un grand domaine privé, souvent lieu de monoculture, où les indigènes sont des métayers et le *minifundio*, soit une petite propriété privée, inférieure à cinq hectares, qui donne lieu à une agriculture de subsistance des paysans autochtones (Klein, 2006).

La Révolution de 1952, qui apporte entre autres le droit de vote universel et une réforme de l'éducation, comprend l'objectif de moderniser la ruralité (Rousseau, 2009). « Une réforme agraire constitue les paysans autochtones des hautes terres – Aymaras et Quechuas – en petits propriétaires terriens. Les meilleures terres de la région orientale du pays – les basses terres – restent intouchées par cette réforme » (Rousseau, 2009, p. 145). Dans les villages de l'Altiplano, de nombreuses

communautés ont profité de la réforme agraire pour reconstituer les *Ayllus* et organiser la production agricole sur une base communale (Langlois, 2008).

Toutefois, dans les années 1980, la situation change. D'une part, les paysans autochtones n'arrivent plus à survivre sur des parcelles devenues insuffisantes avec l'accroissement de la population (Langlois, 2008). D'autre part, les programmes d'ajustements structurels imposés par le Fonds Monétaire International (FMI), loin d'apporter la croissance promise (Stiglitz, 2002), en démantelant les structures étatiques en vigueur depuis 1952 (Svampa, 2009), marginalisent les milieux ruraux où la pauvreté explose (Gravel, 2009).

Après des manifestations populaires, le gouvernement reconnaît, dans la Constitution de 1994, les Terres Communautaires d'Origine (TCO), issues de l'époque précolombienne. Il s'agit d'un type de propriété agraire où les paysans et les communautés indigènes développent leurs propres systèmes communautaires d'organisation économique, sociale et culturelle. Ainsi, dans l'unité territoriale identitaire qu'est la TCO, la distribution, l'usage et la redistribution des terres sont régis par les règles de la communauté, selon les us et coutumes de chaque communauté (CEJIS, CENDA et CEDIB, 2009).

Au début du XXI^e siècle, le portrait agraire et paysan est le suivant (Roux, 2007). Il n'existe toujours pas de cadastre rural complet en Bolivie. Incapables d'accroître leur production, leurs terres étant trop petites et l'équipement technique manquant, les paysans de l'Altiplano vivent dans des conditions précaires de pauvreté. L'agriculture ethnique et le retour à l'*Ayllu* sont vus par le mouvement paysan indigène comme une réponse à la mondialisation capitaliste contrôlée par les États-Unis, considérés responsables de bien des maux en Bolivie. Par ailleurs, « au nom du réalisme économique », certains jugent le *minifundio* « économiquement obsolète » et en recommandent « l'intégration à un marché des terres agricoles » (Roux, 2007, p. 347). Cette situation amène plusieurs changements sociaux. « En 2001 le constat est là : beaucoup de jeunes ont déserté les campagnes, nombre de

femmes sont devenues agricultrices à temps plein, les hommes ne revenant au mieux que pour les semailles et les récoltes » (Roux, 2007, p. 343). Avant de considérer plus en détail la situation des paysannes, nous abordons ci-dessous les droits des peuples indigènes et ceux des femmes, puis, dans la section suivante, quelques aspects légaux concernant le monde rural et la paysannerie.

1.4 Droits des peuples et droits des femmes

Poursuivant sa route vers la reconnaissance des droits et des modes de vie autochtones, en 1991, la Bolivie ratifie la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux (C169)¹⁰, de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2011a). Cette convention est à la fois basée sur la non-discrimination hommes-femmes et sur le respect des valeurs et des pratiques sociales et culturelles des peuples indigènes (OIT, 2011b). Or, il arrive que les us et coutumes des peuples de la Bolivie soient discriminatoires envers les femmes. Les droits des femmes ne sont pas respectés dans les juridictions autochtones, entre autres leur droit à la propriété, sans compter que de nombreuses femmes subissent de la violence familiale et conjugale (Trudel Bellefeuille, 2011). Il y a ainsi division entre l'État-nation – qui a ratifié la C169 – et les gouvernements locaux autochtones, qui revendiquent le respect de leurs valeurs et pratiques – pas toujours démocratiques et souvent discriminatoires – au nom de cette même convention (Lavaud, 2006).

1.5 Le principe de souveraineté alimentaire dans la Constitution

En janvier 2009, la Bolivie a adopté une nouvelle Constitution (« Bolivie... », 2009). Les mouvements paysans et indigènes ont participé aux assemblées constituintes qui ont précédé cette adoption et ils sont à l'origine de la présence du principe de

¹⁰ Convention que le Canada n'a toujours pas ratifiée, en juillet 2014 (OIT, 2014).

souveraineté alimentaire dans la nouvelle Constitution (Chiriboga, 2009; Développement et Paix, 2010). Ils ont mis l'accent sur un nouveau modèle de développement rural en remplacement du modèle néolibéral (Maluf *et al.*, 2009). Entre autres choses, « [...] la loi de réforme agraire reconnaît pleinement l'existence d'une économie familiale et communautaire, au lieu de la traiter comme un sous-secteur clandestin, à peine tolérable, destiné à se fondre d'urgence dans une économie agraire marchande » (Jacob et Le Meur, 2009, p. 27). À une époque et dans un contexte où les États se désengagent, en Bolivie, l'État a plutôt repris un rôle important. Le programme de Développement rural intégré, qui garantit la sécurité et la souveraineté alimentaires, comprend notamment, d'une part, la priorité à la production et à la consommation d'aliments originaires du territoire bolivien, d'autre part, le fait de favoriser les petits producteurs et de limiter l'expansion de la grande entreprise (Chiriboga, 2009; Maluf *et al.*, 2009). Ainsi, en Bolivie, l'agriculture familiale produit 70 % du maïs et du riz, ainsi que la quasi-totalité des pommes de terre et de la *yuca* (manioc) (Chiriboga, 2009), qui sont tous des aliments à la base du régime alimentaire des Boliviens.

1.6 La situation sociale et territoriale des paysannes

C'est dans ce contexte économique, politique, social et territorial, complexe et fragmenté, que les femmes autochtones rurales sont pauvres et marginalisées (Trudel Bellefeuille, 2011). Bien que la nouvelle Constitution de 2009 garantisse aux femmes l'accès à la propriété terrienne sans discrimination, dans la réalité, les normes et pratiques communautaires ainsi que la division sexuelle du travail font que les femmes ont rarement accès à la propriété de la terre, même la terre qu'elles travaillent (Trudel Bellefeuille, 2011). Pour comprendre la situation des paysannes, il faut aussi noter que, malgré la prétention du gouvernement actuel d'avoir éradiqué l'analphabétisme¹¹, on estime qu'environ 20 % des femmes le sont, ce fléau pouvant

¹¹ En 2008, officiellement, le taux d'alphabétisme des 15 à 24 ans atteignait 99 % (PNUD, 2014a).

affecter jusqu'à 50 % des autochtones rurales (Rousseau, 2009; Trudel Bellefeuille, 2011). Par ailleurs, beaucoup de femmes indigènes n'ont pas de cartes d'identité; elles n'ont donc pas accès aux services sociaux (Rousseau, 2009).

Parmi les autres difficultés que vivent les femmes indigènes, il y a la ségrégation spatiale. « En Bolivie, l'espace est fortement ségrégué en fonction du sexe/genre et de l'ethnicité racialisée » (Rousseau, 2009, p. 147). Les Blancs et les métis occupent le centre puis les Autochtones la périphérie urbaine et les régions rurales. Ce sont les Autochtones, les plus pauvres, dont les femmes, qui circulent le plus.

Toutefois, il faut noter que la mobilité spatiale des populations andines est un ancien phénomène qui compte aussi des aspects positifs. En effet, pour profiter d'un environnement sain et d'un menu varié, les indigènes précolombiens migraient entre les différents étages écologiques (Franqueville, 2000; Mazoyer et Roudart, 1997). De nos jours, un phénomène de double résidence, temporaire ou permanent, est également fréquent pour des raisons familiales, économiques et culturelles (Franqueville, 2000). Ainsi, de nombreux Boliviens, dont des paysans et des paysannes, vivent pour une période plus ou moins longue en Argentine, où ils gagnent davantage qu'en Bolivie. Cette migration massive leur permet, d'une part, d'envoyer de l'argent à la famille restée au pays, d'autre part, de recréer une véritable communauté culturelle bolivienne dans leur patrie d'adoption, que celle-ci soit temporaire ou permanente (Recalde, 2012). Bien que ce phénomène migratoire soit important en termes de nombre de personnes et d'impacts économiques des deux côtés de la frontière, la mobilité vers l'Argentine compte néanmoins son lot d'inconvénients et de difficultés familiales et sociales pour les femmes, dont les paysannes (Recalde, 2012).

En Bolivie-même, la mobilité spatiale des femmes autochtones – lesquelles sont fortement associées au commerce informel très présent dans le pays – occasionne, notamment pour les paysannes, de longs trajets, effectués pour vendre leurs produits en ville (Rousseau, 2009). Cette mobilité affecte encore plus les femmes

responsables d'une famille monoparentale, dont le nombre est en croissance depuis les dernières décennies (Rousseau, 2009).

En bref, sans un accès garanti à la terre, régulièrement sans carte d'identité, souvent analphabètes, fréquemment seules responsables d'une famille, majoritairement confinées au commerce informel, non reconnu et non comptabilisé, obligées de voyager sur de grandes distances... les paysannes indigènes sont maintenues dans l'invisibilité, la marginalisation, la discrimination et la pauvreté. Dans la prochaine section, nous présentons les deux régions où vivent les paysannes que nous avons rencontrées lors nos terrains de maîtrise.

1.7 L'Altiplano de La Paz et les vallées de Cochabamba : deux régions agricoles différentes

Le département de La Paz – comprenant la capitale, La Paz – est de forme presque rectangulaire, tout en longueur, à l'est du Lac Titicaca. La section sud-ouest du département comprend une partie de l'Altiplano, vaste plateau situé à une altitude d'environ 4000 m (voir Figure 2). Le département de La Paz est traversé par la Cordillère orientale, à l'est de laquelle se situent également des vallées et des basses terres. En 2013, l'Institut national de la statistique bolivien estime la population du département de La Paz à près de 3 millions d'habitants, répartie ainsi : un peu plus de 2 millions d'urbains – principalement dans l'agglomération La Paz-El Alto (environ 1,7 million d'habitants) ainsi que dans les villes de moyenne importance gravitant autour (voir figure 2) – et environ 900 000 ruraux (INE, 2014b). Cette population, urbaine et rurale, vit très majoritairement sur l'Altiplano et dans les vallées subandines du département de La Paz. Les peuples indigènes habitent l'Altiplano depuis des millénaires (Spahni, 1974) et y pratiquent une agriculture adaptée à l'altitude et au climat (Franqueville, 2000; Mazoyer et Roudart, 1997). Toutefois, malgré la tradition agricole millénaire, « la terre y est peu fertile et souffre d'une faible pluviosité » (Villareal, 2007, p. 277) ; la productivité y est extrêmement

faible (Villáreal, 2007). On y cultive surtout des pommes de terre, des céréales (blé, quinoa,...) et du fourrage (luzerne) (INE, 2014c), en plus d'y faire de l'élevage (Franqueville, 2000). Malgré les réformes agraires, ou à cause de leur inachèvement, « plus de la moitié des familles paysannes de l'Altiplano ne disposent que d'un demi-hectare, la moyenne étant de 1,7 hectares dans les provinces Omasuyos et Los Andes du département de La Paz » (Franqueville, 2000, p. 19). Ainsi, vivre de l'agriculture dans l'Altiplano du département de La Paz demeure un défi.

Au centre de la Bolivie, dans la partie descendante des hautes terres, le département de Cochabamba (voir les cartes des figures 1 et 2) compte, en 2013, près de deux millions d'habitants, dont environ 675 000 ruraux (INE, 2014b). C'est un lieu d'agriculture familiale et communautaire (Franqueville, 2000). Les cultures et les élevages y sont abondants et diversifiés. On y cultive des céréales (maïs, blé, riz, orge,...), des fruits (bananes, raisins, pêches,...), des légumes (tomates, fèves, pois,...), des tubercules (pommes de terre, manioc,...), du fourrage (luzerne,...), du café, de la canne à sucre et plus encore (INE, 2012b). L'élevage y est également important et varié. On y trouve notamment des animaux de laitages (Franqueville, 2000), du bétail, des lamas et des alpacas (INE, 2012c). Entre autres choses, le département de Cochabamba compte plus de la moitié de l'élevage avicole du pays (INE, 2012c). Pourtant, malgré la tradition agricole millénaire, la diversité des productions et l'abondance de produits dans les marchés, la malnutrition des ruraux persiste depuis des siècles; c'est le sujet de la prochaine section.

1.8 La malnutrition persistante

Ce qui frappe le visiteur étranger qui déambule dans les marchés du pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud, c'est l'abondance, la diversité et la fraîcheur des étalages. Toutefois, malgré cette variété agricole, la malnutrition est importante. En effet,

à partir de documents historiques et d'enquêtes particulières permettant des comparaisons entre générations, [on note] que depuis l'indépendance (1825) ni la taille des Aymara de l'Altiplano ni celle des Quechua des Vallées n'ont changé [...]. Une telle stagnation prouve que les conditions générales de vie des ruraux ne se sont pas améliorées depuis plus d'un siècle et demi. On constate donc le maintien d'une dénutrition fort élevée en milieu rural, alors que la majorité des ruraux sont des producteurs agricoles qui subviennent encore à une grande partie de leur alimentation (Franqueville, 2000, p. 137).

De nos jours, dans l'ensemble du pays, la malnutrition affecte 22 % de la population et 32 % des enfants de moins de 5 ans (Maluf *et al.*, 2009). En Bolivie, la malnutrition n'est pas en lien avec la production agricole ni avec la disponibilité, le problème est économique. En effet, « Accolé à la ville de Cochabamba, Quillacollo est le lieu d'un important marché où l'abondance et la variété des produits offerts est impressionnante. La malnutrition n'est pas un problème de production agricole, mais de pouvoir d'achat » (Franqueville, 2000, p. 143). Il semble toutefois qu'une des explications de cette opposition entre abondance et pauvreté sur un même territoire se trouve dans le fait que l'agriculture de subsistance pratiquée dans les *minifundios* est faiblement insérée dans les circuits commerciaux nationaux, ce qui confine les communautés indigènes à la marginalisation et la pauvreté (Guibert et Velut, 2011).

1.9 Pertinence géographique, sociale et scientifique

Une synthèse de cette mise en contexte souligne la pertinence géographique, sociale et scientifique du sujet. Sur le plan géographique, on constate que les réformes agraires n'ont pas répondu aux attentes des paysans (Klein, 2006) et que les types de propriétés foncières sont en évolution (Langlois, 2008). Les petites unités de production familiale et communautaire, qu'elles soient de l'Altiplano ou des vallées, sont celles qui sont encouragées dans les discours gouvernementaux (Chiriboga, 2009; Maluf *et al.*, 2009). Toutefois, on peut s'interroger sur le soutien concret, politique et social, reçu par ces unités de production, souvent informelles et donc probablement non répertoriées.

Les différents éléments exposés précédemment illustrent l'intérêt social de documenter la réalité des femmes travaillant dans les systèmes de production alimentaire familiale et communautaire. En Bolivie, la pauvreté rurale (INE, cité dans Maluf *et al.*, 2009; INE, 2014a), les inégalités sociales, dont l'inégalité de genre (PNUD, 2014c et 2014d), de même que la marginalisation des femmes autochtones rurales (Rousseau, 2009; Trudel Bellefeuille, 2011) justifient qu'on s'intéresse à la réalité de ces paysannes.

La justification scientifique du sujet découle du manque de données. Rappelons que selon une étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de l'Organisation internationale du travail (OIT), les données sur les femmes en agriculture manquent cruellement. D'après les données officielles, en Amérique Latine, plus de 50 % des femmes en agriculture seraient inactives ! En réalité, ces données sont plutôt l'indice que le travail de ces femmes est informel, pas rémunéré et donc largement sous-estimé, selon cette étude (FAO, IFAD, ILO, 2010).

En bref, malgré une volonté constitutionnelle de restitution des Terres communautaires d'origine (TCO), une réforme agraire qui intègre le principe de souveraineté alimentaire, un engagement étatique pour l'égalité des sexes et les droits autochtones (Convention 169 de l'OIT), un gouvernement indigéniste qui reconnaît l'économie familiale et communautaire, une production agricole abondante et diversifiée, les paysannes indigènes demeurent particulièrement désavantagées sur les plans de la propriété foncière, de leur situation nutritionnelle et de leur autonomie socioéconomique. Il est donc pertinent de chercher à comprendre leur réalité.

CHAPITRE II

PROBLÉMATIQUE

Compte tenu de ce qui précède, voici la question principale qui soutient la recherche :

Dans quelle mesure les terres des femmes de l'Altiplano bolivien participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des paysannes ?

Nous postulons que les femmes ont un accès limité et précaire à la terre, peu de ressources, peu de soutien sur ces terres et que, malgré tout, avec leurs terres, les femmes contribuent à leur propre souveraineté alimentaire ainsi qu'à celle de leur famille, de leur communauté et de la région. De plus, nous croyons que l'invisibilité et la marginalisation de ces paysannes font que leur apport est méconnu et sous-estimé, tout comme leur niveau d'autonomisation.

Les raisons qui laissent supposer l'accès limité et précaire à la terre, le manque de ressources et de soutien, ont été exposées plus haut dans ce texte. C'est l'abondance des étals qui nous incite à croire à une contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire de la région, même si les données sur la malnutrition des enfants et la pauvreté des femmes semblent indiquer le contraire. L'analyse à quatre échelles (de la femme, de sa famille, de sa communauté et de sa région) vise à découvrir les apports variés des terres ainsi que les lacunes de la réalité paysanne de l'Altiplano, pour ainsi révéler leurs répercussions sur la souveraineté alimentaire des femmes elles-mêmes jusqu'à leurs retombées sur la région.

Trois questions secondaires, et les trois objectifs secondaires qui y sont associés, devraient nous permettre de tester cette hypothèse et de répondre à la question principale.

- 1) Dans les différents systèmes de production alimentaire familiale et communautaire de l'Altiplano bolivien, quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques? L'objectif est de tracer un portrait des terres utilisées par les femmes pour l'agriculture familiale et communautaire, incluant les lieux d'échanges, les espaces couverts par les trajets et ce que ces terres permettent ou exigent en termes de production, de rayons d'action et d'alimentation.

- 2) Comment le travail des femmes sur ces terres participe-t-il, directement ou indirectement, à la souveraineté alimentaire des paysannes elles-mêmes, de leur famille, de leur communauté et de leur région? L'objectif est de déterminer les contributions des femmes à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire leurs contributions à une production alimentaire « vivrière, saine, de bonne qualité, culturellement appropriée, destinée au marché intérieur [...] diversifiée, respectant la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles » (Desmarais, 2008, p. 47). Les contributions à la souveraineté alimentaire sont analysées à quatre échelles. L'échelle de la paysanne elle-même permet de s'assurer que sa réalité ne soit pas occultée par celle de son mari ou de sa famille; sa contribution à sa propre souveraineté alimentaire se mesure entre autres par son alimentation ou par ses revenus. L'échelle de la famille s'explique car les unités de production sont d'abord familiales; l'autoconsommation est une contribution essentielle à vérifier. L'échelle de la communauté se justifie car c'est la base de l'organisation sociale; les partages, les échanges de biens et de services sont des contributions éventuelles. L'échelle de la région est incontournable car c'est à cette échelle que se situent les marchés publics et les réseaux d'échanges.

- 3) Dans quelle mesure les terres des femmes participent-elles à l'autonomisation des paysannes? L'objectif est de découvrir si, selon les points de vue exprimés par les paysannes, ces terres les libèrent ou les contraignent dans les différentes sphères de leur vie, soient les sphères productive, reproductive et collective.

2.1 Cadre théorique : le féminisme et l'approche genre et développement

Les données retransmises dans l'étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de l'Organisation internationale du travail (OIT), citée plus haut et indiquant que la moitié des paysannes latino-américaines sont inactives (FAO, IFAD et ILO, 2010), ne sont que le reflet de l'androcentrisme de la société, c'est-à-dire d'une occultation, le plus souvent inconsciente, de la réalité des femmes (Michel, 2000). C'est dans l'optique de sortir du point de vue dominant masculin que le cadre théorique de cette recherche est le féminisme. Plus spécifiquement, nous y utilisons l'approche genre et développement, une démarche féministe provenant des études sur le développement international. En outre, cette recherche s'inscrit dans le champ de la géographie féministe. D'abord, le féminisme et la géographie féministe, ensuite, l'approche genre et développement, sont traités ci-dessous.

2.1.1 Le féminisme

Le féminisme peut se définir comme :

une prise de conscience d'abord individuelle, puis ensuite collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes y occupent dans une société donnée, à un

moment donné de son histoire. Il s'agit aussi d'une lutte pour changer ces rapports et cette situation (Toupin, 1998, p.10).

Le féminisme s'oppose donc à « une vision mâle du monde qui, en bout de compte, opprime les femmes » (Crête, 2003, p. 263). L'androcentrisme, que combat le féminisme, est également présent en science.

En effet, la science n'est pas neutre, elle est biaisée par le fait qu'elle se développe dans une société sexuellement et socialement stratifiée. Dans un monde où le pouvoir est masculin, l'histoire s'intéresse à la condition passée des paysans et des travailleurs [...], mais elle a occulté jusqu'ici celle des femmes (Michel, 2000, p. 6).

Ainsi, l'objectivité dont se targuent certains chercheurs réfère, au contraire, à un modèle occidental, masculin, à la source, par exemple, des rapports de domination des hommes envers les femmes (Olson et Sayer, 2009).

Le féminisme, dans à peu près toutes ses variantes, met en doute l'objectivité et la neutralité des sciences sociales et avance la thèse selon laquelle les sciences sociales sont marquées par le parti pris du patriarcat qui continue à justifier, par des moyens plutôt idéologiques que scientifiques, la place sociale subalterne accordée aux femmes à travers l'histoire de l'Occident (Mello, 2003, p. 555).

La géographie connaît également un courant féministe (Scott, 2000). La géographie féministe a « pris naissance au cours des années soixante-dix, en réaction à l'androcentrisme de la géographie officielle » (Gilbert et Rose, 1987, p. 137). Elle se veut « une géographie qui prend explicitement en compte la ségrégation spatiale entre les sexes » (Gilbert, 1987, p. 287). Toujours selon Gilbert, « à partir de la territorialité des femmes, de nouvelles conceptualisations de l'objet géographique qui sont proprement féminines » se développent (1987, p. 290). Courant de pensée majeur de la géographie anglo-saxonne, la géographie féministe a émergé au Québec vers 1985 (Deshaies, 2010). « La géographie féministe rejoint le vécu, les représentations et les comportements des femmes en lien avec les hommes »

(Deshaies, 2010, p. 66). Si les féministes dénoncent la masculinité de la démarche scientifique (Gilbert, 1987), la géographie féministe est aussi l'objet de critiques : « le reproche communément adressé aux géographes féministes est de s'inspirer trop fortement de concepts non-géographiques pour élaborer leurs hypothèses de recherche » (Louargant, 2002, p. 401). Cependant, la perspective féministe devient majeure pour la suite de la géographie au Québec, dans les années 1990 (Deshaies, 2010). Au Canada, plusieurs projets de recherche en géographie ont une perspective féministe de genre (Rose et Gilbert, 2005). Ainsi, portant un regard féministe sur la géographie du travail des femmes, Sassen (2010) considère ces dernières, particulièrement les femmes les plus pauvres, les plus invisibles et les plus marginalisées des pays en voie de développement, comme une main-d'œuvre clé à la base du système économique mondialisé (Sassen, 2010). La géographie féministe étudie aussi les « espaces domestiques, c'est-à-dire des lieux associés au travail féminin traditionnel » (Gilbert et Rose, 1987, p. 138). Cette recherche-ci sur les paysannes boliviennes se situe dans le cadre de la géographie féministe.

2.1.2 L'approche genre et développement

L'approche genre et développement fait partie du champ global des études sur le développement international. Apparue dans les années 1980, l'approche genre et développement est une grille de lecture féministe, alternative et holiste qui remet en question les représentations dominantes du féminin et du masculin (Martinez, 2008).

Son but est double : d'une part, montrer que des relations de genre inégalitaires freinent le développement ainsi que la participation des femmes à celui-ci; d'autre part, transformer les structures de pouvoir en vue de favoriser à long terme un partenariat égal entre les sexes qui les associe tous les deux à la participation, à la prise de décision et aux bénéfices des actions de développement (Martinez, 2008, p. 79-80).

Ainsi, l'approche genre et développement, comme le féminisme, lie l'action à la pensée (Michel, 2000).

Le savoir des femmes a été longtemps ignoré. Plus spécifiquement en agriculture, d'après des exemples recueillis dans le monde entier, on réalise maintenant que le savoir des femmes est local et traditionnel : partagé collectivement, il n'est pas commercial mais transmis de manière informelle (Gururani, 2002). Traditionnellement, les femmes préservent la diversité génétique des espèces en agriculture, alors que les hommes convertissent ces ressources en argent (Gururani, 2002). Les femmes contribuent donc davantage à la souveraineté alimentaire aux échelles de proximité que sont leur famille, leur communauté ou leur village. Les femmes, parmi les plus pauvres, utilisent également des aliments non cultivés : feuilles, racines, poissons... En plus de contribuer à la biodiversité, ces aliments non cultivés enrichissent l'alimentation des enfants et sont importants en cas de disette (Mazhar *et al.*, 2007). Cependant, ces pratiques non-marchandes ne sont ni comptabilisées, ni reconnues. Comme elles sont hors des circuits de l'économie de marché et du savoir scientifique masculin, elles n'ont pas d'existence formelle.

Dans toute société, il existe une division sexuelle du travail (CQFD, 2004). Cette division est issue des rapports sociaux, des rapports de pouvoir, et elle n'est pas qu'une séparation de genre, mais aussi une division hiérarchique, la valeur du travail des hommes étant supérieure à celle du travail des femmes (Hirata *et al.*, 2000; Martinez, 2008). Le rôle des hommes se situe principalement dans la sphère productive, tandis que celui des femmes est d'abord associé à la sphère reproductive, considérée comme secondaire (Hirata *et al.*, 2000; Martinez, 2008).

Selon l'approche genre et développement, « trois types de rôles résultent des processus de socialisation mis en place par la famille, l'école, la religion, les médias, les partis politiques et le marché du travail » (Martinez, 2008, p. 81). Le premier rôle est lié à la production de biens et de services. Il s'agit du rôle économique, rémunéré ou non : travail dans les champs, les usines, le commerce (CQFD, 2004; Martinez,

2008). Le second rôle est lié à la reproduction. Il comprend la procréation, l'éducation des enfants, l'entretien du ménage et les soins aux personnes vulnérables dans la famille (personnes âgées, malades) (CQFD, 2004; Martinez, 2008). Le troisième rôle est social, il est lié à la collectivité. Il inclut le maintien des règles et des rites ainsi que l'organisation des activités collectives comme les cérémonies, les fêtes, la représentation politique et la participation à divers groupes (CQFD, 2004; Martinez, 2008).

L'approche genre et développement part du principe que les trois sphères d'activité des femmes – reproductive, productive et collective – sont imbriquées et interdépendantes et qu'on ne peut en étudier une en faisant abstraction des deux autres (Mikkelsen, 2005). On ne peut donc analyser le travail agricole des paysannes sans prendre en compte leurs responsabilités dans les sphères reproductive et collective. Ainsi l'approche genre et développement vise à comprendre la réalité des femmes et à la modifier, lorsque cette réalité les condamne à l'invisibilité, à la marginalité, à la pauvreté et à la discrimination (CQFD, 2004; Martinez, 2008), toutes des caractéristiques que l'on retrouve dans la situation des femmes autochtones rurales en Bolivie.

2.1.3 La recherche de l'essentiel

Parmi les grands paradigmes de la recherche, le cadre théorique de cette recherche se situe dans la recherche de l'essentiel. « Rechercher l'essentiel, c'est aller au-delà des apparences pour saisir de l'intérieur ce qui ne varie pas malgré les manifestations diverses ou changeantes » (Bédard, 2012, p. 44). La recherche féministe vise justement à aller au-delà des apparences. Les données disponibles, ou plutôt le manque récurrent de données sur les femmes (FAO, IFAD, ILO, 2010), laissent deviner que la situation des femmes est souvent confondue avec celle du mari, de la famille, de la communauté, d'où la nécessité de désagréger les données par genre (Mikkelsen, 2005). La recherche de l'essentiel suppose :

une rupture avec les réalités quotidiennes fondées sur les apparences des choses [dans le cas qui nous concerne, une rupture avec l'androcentrisme inconscient], un doute méthodique face aux interprétations spontanées et superficielles de la réalité [d'où la nécessité de désagréger les données par genre] et une volonté de saisir ce qui est fondamental dans une action sociale et ce qui ne varie pas malgré des manifestations diverses ou changeantes [ainsi, par exemple, questionner les interventions institutionnelles en agriculture et son impact sur les paysannes] (Bédard, 2012, p. 17).

En utilisant l'approche féministe genre et développement, cette étude vise la recherche de l'essentiel dans ce que représentent les terres des femmes dans la région de l'Altiplano bolivien.

2.2 Postulats explicatifs

Trois postulats explicatifs viennent compléter la réflexion théorique de cette recherche; il s'agit de l'effet de lieu, de l'effet de culture et de l'effet de genre.

2.2.1 L'effet de lieu

Concernant l'effet de lieu, « y a-t-il un espace, mieux un territoire qui interviendrait comme facteur explicatif et isolable de l'organisation naturelle ou humaine de notre environnement? » (Bédard, 2012, p. 45). Dans le cas de la Bolivie, l'altitude est un facteur explicatif fondamental, non seulement de l'agriculture, mais de tous les domaines de la vie. La politique, la démographie, l'économie, l'agriculture, les aspects sociaux et culturels sont stratifiés selon l'altitude en Bolivie (Dory, 2006; Gravel, 2009; Klein, 2006; Langlois, 2008). Le pays est ainsi « divisé en deux » (Dory, 2006, p. 83), selon que l'on considère les basses terres, l'*Oriente*, ou les hautes terres, l'Altiplano et les vallées (où se situent les lieux de notre recherche). Plus spécifiquement par rapport à l'agriculture, « la possibilité d'accéder à des

étages écologiques variés contribue à moduler considérablement le rôle joué dans la sécurité alimentaire par la superficie cultivable » (Franqueville, 2000, p. 159). De plus, l'altitude est à la source d'une certaine mobilité : d'un côté, la vie est plus saine en hauteur, d'un autre côté, l'agriculture à faible altitude est plus aisée (Franqueville, 2000). Ainsi, en Bolivie, non seulement la production agricole, mais aussi l'alimentation, les modes de tenure des terres et la relation culturelle à la terre varient considérablement en fonction de l'altitude. À une autre altitude, soit dans un autre lieu, le portrait des terres des femmes, de leurs caractéristiques et de leur utilisation par les femmes serait différent.

2.2.2 L'effet de culture

La géographie soutient qu'il peut exister « un effet de culture comme facteur constitutif de l'organisation spatiale des sociétés » (Bédard, 2012, p. 47). En Bolivie, l'organisation sociale et territoriale est imprégnée des cultures des sociétés précolombiennes. Depuis une quarantaine d'années, l'ONU reconnaît les « autochtones », auxquels elle suppose « une particularité culturelle au plan de l'ontologie, de la cosmologie, de la langue, de la coutume et de la religion » (Gagné, 2008, p. 374). « De plus, malgré la diversité de leurs expériences, les peuples autochtones se distinguent du fait qu'ils sont parmi les plus défavorisés du globe » (Gagné, 2008, p. 374). Cela est également vrai en Bolivie, le pays le plus autochtone et le plus pauvre de l'Amérique du Sud. Avec l'altitude, le fait indigène est la seconde caractéristique fondamentale de la Bolivie. La culture indigène ainsi que, d'une part, sa relation particulière à la terre-mère, appelée *Pachamama*^{*12}, d'autre part, son organisation sociale communautaire, créent donc un effet de culture spécifique. En effet, comparées à l'utilisation occidentale de la terre, considérée comme un outil de production, les interactions des Boliviens avec la terre sont fondamentalement différentes, car ils se perçoivent comme intégrés à la

¹² Les mots suivis d'un astérisque sont définis dans le lexique à la fin du document.

Pachamama, liés à elle un peu comme avec leur mère. De plus, l'organisation sociale communautaire imprègne à la fois l'accès à la terre tout autant que les partages, les échanges de biens et de services. Ainsi, l'effet de culture traverse à la fois le portrait des terres des femmes et la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire.

2.2.3 L'effet de genre

Le troisième postulat est l'effet de genre. La géographie considère souvent un effet de classe, car « l'organisation de l'espace révèle, traduit et souvent renforce la structuration des sociétés » (Bédard, 2012, p. 46). Dans le cas présent, la hiérarchie sociale est plutôt une hiérarchie de genre, et les rapports de classe, des rapports de genre. Lié au fait indigène, le genre est une double source de marginalisation.

Les femmes autochtones sont reconnues comme une des catégories de personnes parmi les plus défavorisées et souffrant des plus grandes disparités socio-économiques. [...] Les femmes autochtones ont aussi un accès beaucoup plus restreint à leurs terres ancestrales que les hommes autochtones. Elles sont, de plus, souvent les grandes laissées pour compte des projets de développement, leurs expériences et pratiques étant souvent marginalisées, folklorisées ou négligées. On explique ces conditions de vie des femmes autochtones par le fait qu'elles sont victimes d'une double discrimination : elles font à la fois face au sexisme et au racisme (Gagné, 2008, p. 375).

Pour bien saisir l'effet de genre, il est essentiel de considérer simultanément les trois sphères d'activité des femmes, les sphères productive, reproductive et collective (CQFD, 2004), lesquelles sont en interaction étroite avec l'organisation de l'espace. En outre, il faut prendre en compte la division sexuelle du travail, ainsi que les rapports sociaux de genre qu'elle implique, même s'ils sont souvent inconscients (Hirata *et al.*, 2000), car la ségrégation spatiale de genre est importante en Bolivie (Rousseau, 2009), telle que mentionné plus haut, et cette division sexuelle du travail a un rôle important à jouer sur la mobilité spatiale des femmes.

Ainsi, dans le cas présent, l'effet de lieu, l'effet de culture et l'effet de genre sont à la fois transversaux et amalgamés à la situation à l'étude. En effet, on ne peut faire abstraction du type spécifique de lieu, ici l'altitude, ni de la culture autochtone, ni du fait qu'il s'agit de femmes. Les trois effets traversent toute la réalité des terres des femmes face à la souveraineté alimentaire. Un autre lieu, une autre culture ou un autre sexe et toute l'organisation spatiale serait différente. Ces trois éléments sont à la fois préalables et transversaux aux concepts développés ci-dessous.

2.3 Cadre conceptuel : les terres des femmes et la souveraineté alimentaire

Deux métaconcepts, inclus dans la question principale de recherche, orientent cette recherche : les terres des femmes et la souveraineté alimentaire, définis ci-dessous.

2.3.1 Les terres de femmes

À la base de toute production alimentaire, se trouve la terre. Pour produire la nourriture, les paysannes ont besoin de la terre. Or,

en 1980, lors de la seconde *Conférence mondiale des Femmes à Copenhague*, [les féministes des pays du Sud] ont diffusé des statistiques montrant que si les femmes effectuent 66 % des heures de travail payées et non payées, elles ne touchent en réalité que 10 % du revenu mondial et ne possèdent que 1 % de la propriété des terres (Michel, 2000, p. 119).

Tel que vu plus haut, pour des raisons culturelles et économiques, les paysannes boliviennes ont à la fois un accès limité à la propriété de la terre (Trudel Bellefeuille, 2011) et l'habitude de parcourir un vaste territoire (Rousseau, 2009).

Dans cette recherche, le métaconcept des terres des femmes est fondamental. Les terres des femmes comprennent d'abord les terres d'élevage et les terres cultivées par les femmes – qu'elles en soient propriétaires ou non – parfois situées à différents étages écologiques. Elles incluent ensuite les terres utilisées par les femmes pour les échanges (pour vendre, acheter, se rencontrer), c'est-à-dire les terres des marchés et des *tiendas** (petits commerces, du genre des dépanneurs québécois), de même que les terres des trajets, ces longues terres linéaires parcourues par les paysannes. Les terres d'élevage et de culture, proches ou lointaines, les terres des marchés et les terres des trajets appartiennent à la sphère productive des paysannes. Cette recherche, dans le cadre de l'approche genre et développement, prend également en compte les sphères reproductive et collective des femmes. Ainsi, dans cette recherche, les terres des femmes incluent la terre de l'habitat, mais aussi les terres plus ou moins lointaines des diverses rencontres liées à la sphère collective.

D'autre part, même si la Bolivie moderne est intégrée au marché mondialisé, la notion de propriété foncière telle que nous la concevons et vivons en Occident n'existe pas dans la tradition andine (Lehmann, 2012); le mot « propriété » n'existe pas dans les langues quechua et aymara (Trudel Bellefeuille, 2011). La communauté indigène est intégrée à la terre, communale et symbolique, la terre-mère, nommée *Pachamama**. « D'ailleurs, le préambule de la Constitution mentionne la *Pachamama* comme force pour refonder la nouvelle Bolivie » (Trudel Bellefeuille, 2011, p. 15). Pour les paysannes, le lien à la terre passe donc davantage par une identification à la terre que par une appropriation de la terre.

Finalement, les terres peuvent être des lieux de sécurité, de violence, de pouvoir, d'aliénation... Ainsi, dans cette recherche, les terres des femmes comptent aussi la terre symbolique (*Pachamama*), la terre imaginée, la terre rêvée, la terre héritée des ancêtres et léguée aux enfants, aux descendants, la terre comme lieu de pouvoir et d'autonomisation.

Dans ce sens, les terres des femmes sont des territoires. Selon la définition de Raffestin (1986), le « territoire [...] renvoie à un travail humain qui s'est exercé sur une portion d'espace qui, elle ne renvoie pas à un espace humain » (p. 177). Toutefois, dans la suite de sa définition, Raffestin associe le territoire à l'homme. « Le territoire est une réordination de l'espace dont l'ordre est à chercher dans les systèmes informationnels dont dispose l'homme en tant qu'il appartient à une culture » (Raffestin, 1986, p. 177). Pour Raffestin, le mot « homme » comprend peut-être les femmes. Cependant, d'un point de vue féministe, le mot « homme » n'inclut pas le mot « femme », dont la réalité est souvent différente et occultée par celle des hommes. C'est pourquoi, dans cette recherche qui s'inscrit dans la géographie féministe, nous avons défini le concept de terres des femmes. Abordons maintenant l'autre métaconcept de cette recherche, la souveraineté alimentaire.

2.3.2 La souveraineté alimentaire

Le second métaconcept à la base de cette recherche est la souveraineté alimentaire. Cette notion a d'abord été définie par l'organisation paysanne internationale *Vía Campesina*, qui signifie « Voie paysanne ». Dans son livre sur *Vía campesina*, Desmarais (2008) rapporte que la souveraineté alimentaire est « le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire des aliments de base » et « le droit de produire sa nourriture sur son propre territoire ». Elle donne la « priorité à une production vivrière, saine, de bonne qualité et culturellement appropriée, destinée au marché intérieur [...] respectant la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles ». Elle implique « des prix décents pour les paysans et paysannes » ainsi que la protection « contre les importations à bas prix ». Elle comporte « la nécessité de stopper le processus d'industrialisation des modes de production et de développer une agriculture paysanne durable » (Desmarais, 2008, p. 46-47). La souveraineté alimentaire signifie le

droit des individus, des peuples, des communautés et des nations de définir leurs propres politiques relatives à l'agriculture, au travail, à la pêche, à l'alimentation et à la terre, qui sont adaptées sur le plan écologique, social, économique et culturel à leur situation particulière. Elle inclut le véritable droit à l'alimentation et à la production de la nourriture, qui signifie que tous les êtres humains ont droit à une nourriture saine, nutritive et culturellement adaptée, aux ressources de production de la nourriture et à la capacité d'autosuffisance pour eux-mêmes et pour leur société (Vía Campesina, cité par Développement et Paix, 2010, texte non paginé)

Ainsi, la souveraineté alimentaire comprend la sécurité alimentaire, qui

est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (FAO, 2006, p 1).

La sécurité alimentaire implique qu'une nourriture de qualité soit disponible en quantité suffisante, que le contexte politique, juridique, économique et social fasse que toutes les personnes aient accès à cette nourriture, que l'eau potable et les systèmes d'assainissement permettent d'utiliser adéquatement cette nourriture et finalement qu'il y ait stabilité dans la disponibilité, l'accès et l'utilisation adéquate de cette nourriture (FAO, 2006). Toutefois, le concept de sécurité alimentaire n'indique rien sur la provenance des aliments, sur l'aspect écologique de la production alimentaire et de sa distribution, sur sa commercialisation, ni sur la vie des paysans ou leurs méthodes de production, ce qu'inclut la souveraineté alimentaire (Desmarais, 2008). La définition officielle de la sécurité alimentaire selon la FAO

ne dit pas d'où sont venus les aliments, qui les a produits, avec quels intrants, dans des fermes de quelles dimensions, etc. Elle ne précise pas non plus où, comment et par qui les denrées ont été transformées et vendues, avec quels coûts et à quel prix. Bref, "sécurité alimentaire" ne nous dit pas qui contrôle concrètement la chaîne de l'alimentation. "Souveraineté", en revanche, signifie

souveraineté du peuple, pas seulement de l'État, et met en avant la démocratie et le contrôle direct dans l'un des domaines les plus vitaux de l'existence humaine (George, 2010, p. 178).

Si la sécurité alimentaire fait référence à un droit individuel, la souveraineté alimentaire ajoute un droit collectif et politique au droit individuel. Ici, la souveraineté alimentaire inclut la sécurité alimentaire car elle comprend le droit à l'alimentation et à la production. Les liens entre les deux métaconcepts, terres des femmes et souveraineté alimentaire, sont déterminés ci-dessous.

2.3.3 Les concepts liant les terres des femmes et la souveraineté alimentaire

Si les terres des femmes sont des éléments tangibles, concrets, incluant le substrat et le territoire – même si on peut rêver les terres ou se les représenter –, le métaconcept de souveraineté alimentaire demeure intangible. Ce sont dans les terres que poussent les légumes, sur les terres que paissent les animaux; sans terre il n'y a ni production, ni nourriture, ni échange. Toutefois, c'est par la réalisation de la souveraineté alimentaire que les paysannes – ou les familles, les communautés – décident des types et des méthodes de production, choisissent une nourriture culturellement appropriée et destinée au marché intérieur, préservent la capacité de production des terres, peuvent acheter et de vendre à des prix décents. Dans cette recherche, la souveraineté alimentaire est un métaconcept englobant qui comprend les terres des femmes et qui, en lien avec d'autres éléments concrets, comme des outils, des semences et l'énergie du travail, peut se réaliser et passer d'une abstraction à l'accomplissement. Ainsi, l'intégration des terres des femmes à la souveraineté alimentaire permet de passer du théorique au pratique et d'opérationnaliser la recherche.

Pour tracer un portrait des terres des femmes, ce qui est le premier objectif de cette recherche, il faut localiser les terres de culture, les terres d'élevage, les terres

d'échanges, en préciser les types d'appropriation et en apprécier les trajets à partir de la terre de l'habitat.

Pour déterminer les contributions des terres des femmes à la souveraineté alimentaire, le second objectif de la recherche, il est essentiel d'englober les terres des femmes dans la souveraineté alimentaire. Cela permet de caractériser la production alimentaire, en documentant l'accès des femmes aux ressources, les contraintes à la production, la production effective et l'utilité de cette production à plusieurs échelles. C'est toujours en englobant les terres dans la souveraineté alimentaire qu'on peut découvrir comment les terres contribuent à l'alimentation des femmes, de leur famille, de leur communauté et de leur région. Il s'agit d'établir à quel niveau les terres des femmes contribuent à l'accessibilité à la nourriture, aux moyens de subsistance des paysannes et à la consommation alimentaire de la paysanne, de sa famille, de sa communauté et de sa région.

Finalement, pour atteindre le dernier objectif de cette recherche et découvrir si, selon les principales intéressées, les terres des femmes les libèrent ou les contraignent dans les différentes sphères de leur vie, il s'agit d'extraire la substance de l'imbrication entre les deux métaconcepts et d'exposer le point de vue des paysannes. Des terres concrètes, on passe alors aux représentations que les paysannes se font de leurs terres de même qu'à l'influence des aspects concrets et abstraits des terres et de la réalisation plus ou moins accomplie de la souveraineté alimentaire, pour établir si les terres participent à l'autonomisation ou à l'aliénation des paysannes dans les divers aspects de leur vie.

CHAPITRE III

CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, en premier lieu, nous abordons le cadre opératoire, puis le cadre spatio-temporel de la recherche. Par la suite, à partir du cadre conceptuel exposé ci-haut, nous présentons le modèle liant les terres des femmes à la souveraineté alimentaire, allant des métaconcepts jusqu'aux indicateurs en passant par les concepts et les variables. Cette arborescence est à la base de l'élaboration des outils de cueillette des données, elles-mêmes nécessaires pour répondre aux questions de recherche. Ensuite, nous traitons de la structure de la preuve, des considérations éthiques de la recherche et, finalement, de la préparation et du déroulement de la cueillette des données, lors des deux séjours réalisés en Bolivie en 2013.

3.1 Cadre opératoire

Cette recherche vise à comprendre le réel sans tenir compte des applications pratiques éventuelles, il s'agit donc d'une recherche fondamentale et non d'une recherche appliquée (Bédard, 2012). Compte tenu du manque de données sur les paysannes (FAO, IFAD et ILO, 2010) et en particulier sur les Boliviennes, cette recherche, dont l'objectif est l'avancement des connaissances, est aussi exploratoire. Elle est inductive car la démarche, « qui part de données empiriques pour construire des catégories conceptuelles et des relations, est inductive et générative » (Chevrier, 2003, p. 55). Bien qu'une théorie soutienne la recherche, une

recherche exploratoire, tout comme une démarche inductive, demande suffisamment d'ouverture pour s'adapter à la réalité du terrain.

Les questions spécifiques, elles aussi, changent (pour s'adapter aux changements observés), s'ajoutent (quand il manque des informations), disparaissent (quand on leur a répondu) au fur et à mesure qu'avance l'analyse inductive des données et que le portrait se compose et commence à prendre un sens (Chevrier, 2003, p. 79).

L'approche est qualitative, même si certaines données quantifiables sont recueillies, car elle donne la parole aux paysannes, à leurs représentations en dehors de mesures objectives. De plus, les données quantifiées – comme les dimensions des terres, le nombre de bêtes d'élevage ou les prix des trajets – ne concernent qu'un petit nombre de paysannes et n'ont aucune valeur statistique; elles fournissent seulement un ordre de grandeur, dans cette étude exploratoire.

3.2 Cadre spatio-temporel

Rappelons qu'en 2009, le gouvernement indigéniste d'Evo Morales a adopté une nouvelle Constitution accordant des égards à la *Pachamama** et incluant le principe de souveraineté alimentaire, deux éléments fondamentaux de notre recherche. Cette recherche visant à comprendre la situation actuelle, l'échelle temporelle étudiée ici concerne le présent, soit depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, en 2009, jusqu'au moment de la collecte de données sur le terrain, en 2013.

D'autre part, quatre échelles spatiales sont considérées dans ce projet de recherche : l'échelle de la femme, celle de sa famille, celle de sa communauté et celle de sa région. Les justifications de ces quatre échelles sont les suivantes. Tout d'abord, selon Mikkelsen (2005), ignorant les inégalités de genre, les mesures sur la pauvreté extrapolent à la famille entière la situation du chef de famille (un homme), alors qu'il est essentiel de différencier l'homme et la femme dans l'unité familiale. La

pauvreté est une situation complexe, dont il existe différentes manifestations, et l'analyse de genre révèle les inégalités entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'accès aux ressources et du contrôle de ces ressources (Mikkelsen, 2005). Ceci justifie donc l'utilisation d'une échelle spécifique pour la femme et d'une autre pour sa famille. Ensuite, l'organisation sociale et territoriale rurale indigène étant communautaire, il est essentiel de considérer l'échelle de la communauté. Par ailleurs, la communauté s'inscrit dans une région où les marchés de la plupart des villes, même petites, regorgent de fruits, de légumes, de viandes et d'aliments préparés. Il est donc pertinent de comprendre les liens économiques et sociaux que les paysannes entretiennent avec les villes de leur région, la quatrième et dernière échelle considérée dans cette recherche.

3.3 Des métaconcepts aux indicateurs

Selon notre hypothèse principale, les terres des femmes sont à la source de la souveraineté alimentaire. Les deux métaconcepts sont étroitement imbriqués, tel qu'expliqué plus haut. Le modèle présenté ici tient compte des terres des femmes en tant que source. Une arborescence part de cette source, d'abord vers trois concepts-clés, puis vers les variables et finalement jusqu'aux indicateurs, tous imprégnés de souveraineté alimentaire. La figure 3 présente le modèle, des métaconcepts aux variables (les indicateurs ne sont pas représentés dans la figure, pour ne pas l'alourdir). Les trois concepts-clés sont : 1) la production alimentaire, 2) les rayons d'action des femmes et 3) l'alimentation. De deux à cinq variables partent de chaque concept-clé.

De cet ensemble – arborescence des terres des femmes sur fond de souveraineté alimentaire – se dégage l'autonomie des femmes. C'est ici que se trouve la réponse à la troisième question secondaire de cette recherche : finalement, tous les éléments de cette arborescence des terres des femmes sur fond de souveraineté alimentaire participent-ils à l'autonomisation des paysannes?

Pour saisir les liens entre les concepts-clés, les variables et les indicateurs de même que leur pertinence pour analyser la réalité, déployer puis refermer l'arborescence, et finalement pour répondre à la question de recherche, quelques explications sont utiles. « Un concept est une idée, plus ou moins abstraite, qui désigne ou représente une réalité plus ou moins vaste » (Bédard, 2012, p. 69). Tels sont les métaconcepts de terres de femmes et de souveraineté alimentaire, ainsi que les trois concepts-clés nommés plus haut : 1) la production alimentaire, 2) les rayons d'action des femmes et 3) l'alimentation. Les variables et les indicateurs sont des « référents empiriques » (Bédard, 2012, p. 74), les indicateurs étant plus précis. Il existe une chaîne de relations entre trois types de variables – indépendante, intermédiaire ou dépendante – qui permet de déterminer lesquelles varient en fonction des autres (Bédard, 2012).

Les trois concepts-clés et leur arborescence jusqu'aux indicateurs sont énumérés au tableau 1; leurs liens avec les questions de recherche sont présentés ci-dessous.

3.3.1 Le système de production alimentaire

Les systèmes de production alimentaire familiale et communautaire constituent des ensembles cohérents, complets ainsi que quasiment autosuffisants et autonomes. Les variables et les indicateurs choisis visent à décrire cette réalité de la vie des paysannes. La variable 1.1 « Appropriation des terres par les femmes » s'intéresse à la propriété de la terre et aux redevances que les paysannes doivent payer pour utiliser une terre qui ne leur appartient pas. La variable 1.2 « Accès des femmes aux ressources techniques, financières, éducatives et humaines » permet de tracer un portrait des ressources utilisées par les femmes. La variable 1.3 « Contraintes à la production » fait ressortir ce qui peut nuire à la production : certains coûts, les rigueurs climatiques, les incapacités des paysannes et certaines contraintes liées à l'organisation socio-territoriale. Les deux premières variables sont indépendantes et leur effet est influencé par la troisième. De ces trois variables dépend la quatrième;

la variable 1.4 « Production effective » présente les différentes cultures produites ainsi que les types d'animaux élevés par les paysannes. Les quantités produites sont aussi rapportées ici. La cinquième variable permet de boucler le cycle de production. La variable 1.5 « Utilité de la production » trace le portrait des différentes utilités de chaque culture et de chaque animal d'élevage. En effet, dans ce type d'unité de production, les liens entre les différents éléments ne sont pas linéaires mais circulaires. Par exemple, la luzerne sert à l'alimentation des vaches, qui aident à labourer le champ et qui donnent des bouses, soit l'engrais pour la prochaine saison.

La variable 1.1 « Appropriation des terres par les femmes », et les indicateurs qui y sont associés, participent à répondre à la première sous-question de recherche : dans les différents systèmes de production, quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques? Les quatre autres variables sont davantage en lien avec le travail des femmes et leur contribution à la souveraineté alimentaire, soit la seconde sous-question.

3.3.2 Les rayons d'action des femmes

Les rayons d'action des paysannes sont fonction de la localisation de leurs terres, terres de culture, d'élevage et d'échanges, la variable indépendante. De ces localisations dépendent les trajets des femmes et leurs exigences : temps, argent... Les données recueillies sur ces variables permettent de répondre surtout à la première sous-question sur les caractéristiques des terres. Elles influenceront également la troisième sous-question – sur la participation des terres de femmes à l'autonomisation des paysannes –, dans la mesure où les rayons d'action ont un impact sur les trois sphères d'activités des femmes, soient leurs sphères productives, reproductives et collectives.

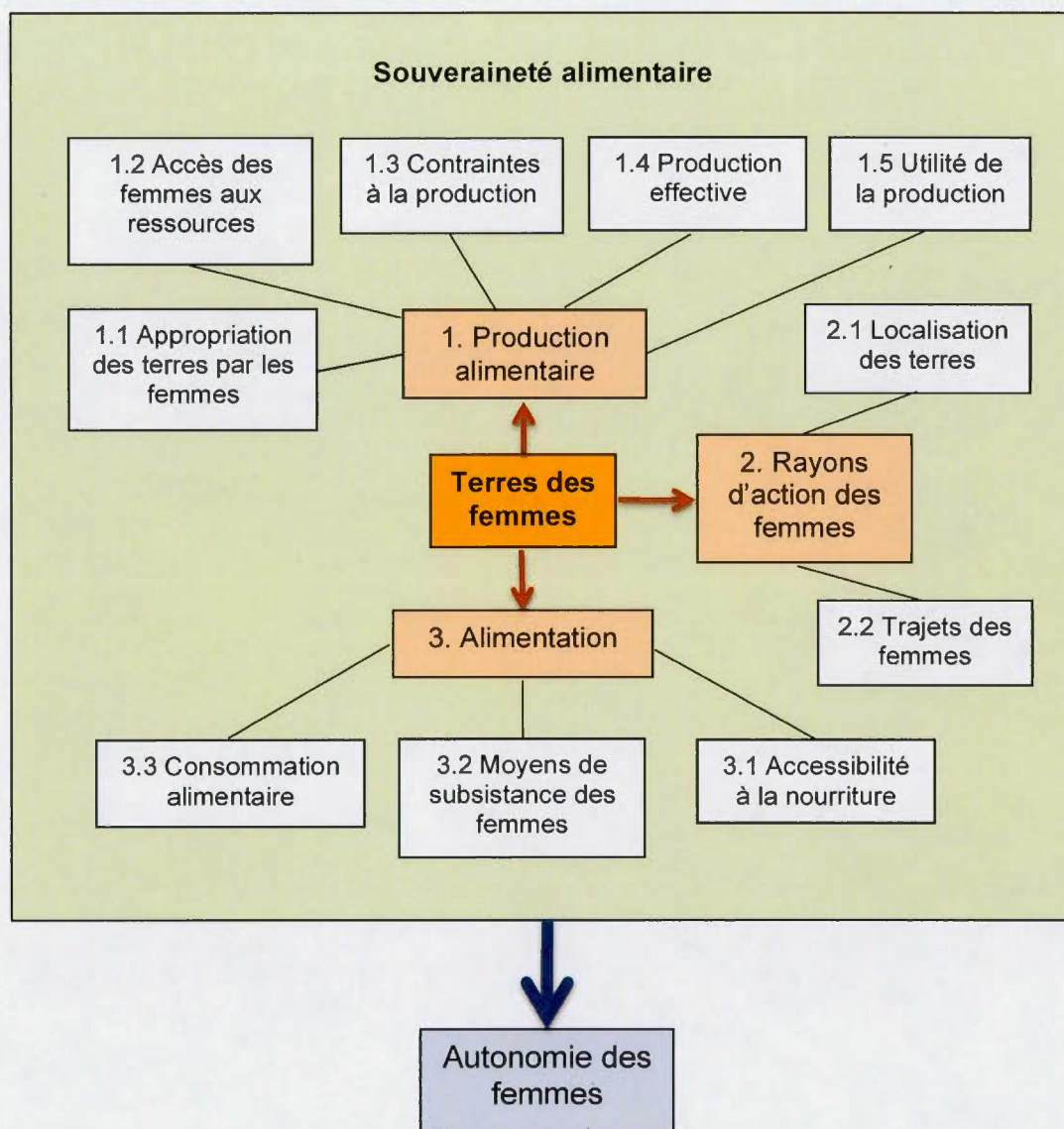


Figure 3.1 Arborescence des métaconcepts aux variables.

Tableau 3.1 Concepts-clés, variables et indicateurs.

Concepts-clés	Variables	Indicateurs
1. Production alimentaire	1.1 Appropriation des terres par les femmes	1.1.1 Propriétaire légal (individuel, familial, TCO, location, État, autre) des terres utilisées par les femmes.
		1.1.2 Types de redevances dues par les femmes pour utiliser les terres (quoi : nourriture, argent, réciprocité*; à qui : mari, communauté, autre).
	1.2 Accès des femmes aux ressources techniques, financières, éducatives et humaines	1.2.1 Ressources techniques utilisées par les femmes : équipements, outils (tracteurs), semences, engrais biologique ou chimique, pesticides, irrigation, etc. : type et provenance (ex. : semences données par la municipalité, engrais des vaches, tracteur loué...).
		1.2.2 Ressources financières disponibles et utilisées par les femmes : accès à un financement familial, communautaire, bancaire (micro-crédit), étatique, autre.
		1.2.3 Soutien éducatif reçu par les femmes (ex. : formation reçue des Bartolinas* ou d'autres groupes de femmes).
		1.2.4 Soutien humain dans le travail au champ : familial, communautaire...
		1.2.5 Soutien infrastructurel : type et provenance (ex. : poulailler financé des Bartolinas*, puits foré par le gouvernement).
	1.3 Contraintes à la production	1.3.1 Coûts de production (achat d'engrais, de semences, de nourriture pour le bétail, location d'un tracteur, emploi d'un ouvrier...).
		1.3.2 Rigueur géographique et climatique : sécheresse, grêle, gelée...
		1.3.3 Contraintes humaines (ex. : âge de la paysanne, manque de soutien familial, travail requis).
		1.3.4 Contraintes liées à l'organisation socio-territoriale (ex. : petite taille et morcellement des terres).

Tableau 3.1 Concepts-clés, variables et indicateurs (suite).

Concepts-clés	Variables	Indicateurs
1. Production alimentaire (suite)	1.4 Production effective	1.4.1 Types de culture et pour chacun, quantité produite.
		1.4.2 Type d'élevage et pour chacun, quantité produite.
	1.5 Utilité de la production	1.5.1 Transformation des cultures (ex. : pommes de terre transformées en <i>chuños</i> *).
		1.5.2 Pour chaque type de culture : utilisation de la culture et des transformations, soit autoconsommation, nourriture pour animaux, réciprocité*, troc, vente, etc.
		1.5.3 Production et transformation des produits de l'élevage (ex. : fromage à partir du lait des vaches, couverture à partir de la laine des brebis).
		1.5.4 Pour chaque type d'élevage : utilisation des animaux et des transformations (ex. : vache pour lait, âne pour charger, chien pour protéger, bouses comme engrais et combustible) : autoconsommation, réciprocité*, troc, vente, etc.
		1.5.5 Revenus générés par la production alimentaire.
		1.5.6 Destinataires et utilisation des revenus générés par les femmes.
2. Rayons d'action des femmes	2.1 Localisation des terres des femmes	2.1.1 Localisation de l'habitat (ou des habitats), des différentes terres de culture et d'élevage et des terres d'échanges (marchés).
		2.1.2 Altitude approximative des terres.
		2.1.3 Superficie des différentes terres.
	2.2 Trajets pour rejoindre les terres de culture, d'élevage et d'échanges	2.2.1 Destination (de où à où).
		2.2.2 Motif et fréquence du trajet.
		2.2.3 Moyens de transport (à pied, véhicule, animal).
		2.2.4 Temps requis et coût du trajet.

Tableau 3.1 Concepts-clés, variables et indicateurs (suite et fin).

Concepts-clés	Variables	Indicateurs
3. Alimentation	3.1 Accessibilité physique et économique à une nourriture de qualité et culturellement appropriée	3.1.1 Caractéristiques des aliments disponibles (ex. : type, diversité, quantité, originaires, locaux).
		3.1.2 Proximité d'un marché – possibilité d'échanges.
		3.1.3 Coût du « panier alimentaire » de la famille.
	3.2 Moyens de subsistance des femmes	3.2.1 Autoconsommation.
		3.2.2 Revenus provenant de l'agriculture.
		3.2.3 Revenus provenant d'un autre travail que l'agriculture.
		3.2.4 Moyens de subsistance provenant d'une autre source (don, argent provenant des enfants, réciprocité*, <i>bono dignidad</i> *...).
	3.3 Consommation alimentaire des femmes et des familles	3.3.1 Caractéristiques des aliments consommés : types, quantité (nombre de repas par jour).
		3.3.2 Origine des aliments consommés (aliments provenant de la production, du troc, aliments achetés).
		3.3.3 Diversité et adéquation culturelle des aliments consommés.

3.3.3 L'alimentation

Deux facteurs concourent à la consommation alimentaire, à toutes les échelles : l'accessibilité physique et économique à une nourriture de qualité et culturellement appropriée de même que les moyens de subsistance, soit l'autoconsommation et les revenus de diverses sources. Ainsi, les variables 3.1 « Accessibilité à la nourriture » et 3.2 « Moyens de subsistance des femmes » sont les variables indépendantes, desquelles dépend la variable 3.3 « Consommation alimentaire ». Sous cette dernière variable sont décrits l'origine des aliments consommés, les types d'aliments et l'adéquation culturelle de l'alimentation. Les données sur ces variables aident à répondre principalement au deuxième objectif de la recherche.

3.4 La structure de la preuve

3.4.1 Les sources

Quatre types de sources ont été utilisés pour obtenir des données à propos des indicateurs. Le premier type de source est constitué de diverses documentations. Il s'agit bien sûr de littérature scientifique, de cartes, de documents gouvernementaux, de sites Internet, mais également d'informations provenant des groupes de femmes, plus spécifiquement de groupes de paysannes, d'organisations non gouvernementales (ONG), dont des documents glanés lors de nos séjours en Bolivie. Parmi les groupes paysans indigènes, la Confédération nationale des femmes paysannes, indigènes et originaires de Bolivie – Bartolina Sisa¹³, (CNMCI OB – BS, 2014), régulièrement citée (Rousseau, 2009; Do Alto et Poupeau, 2009), appelée aussi simplement les Bartolinas*, est un groupe qui produit des informations sur les paysannes.

¹³ *Confederación nacional de mujeres campesinas indígenas originarias de Bolivia – Bartolina Sisa*, Bartolina Sisa étant une héroïne aymara du XVIII^e siècle.

Des entrevues, principalement semi-dirigées, avec les paysannes, forment le second type de sources. Des questions précises leur ont été posées, mais les paysannes avaient la possibilité d'en sortir et de rapporter ce qui est important pour elles et qui n'avait pas été prévu dans la préparation de cette recherche exploratoire. En effet, dans l'entrevue semi-dirigée,

Le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité est privilégié et la recherche s'inscrit dans une dynamique de co-construction de sens qui s'établit entre les interlocuteurs : chercheur et participants, les uns apprenant des autres et rendant possible l'élaboration d'un nouveau discours, à propos du phénomène étudié (Savoie-Zajc, 2003, p. 293).

Le troisième type de source consiste en des cartes mentales. Nous avons demandé aux paysannes de dessiner leurs terres : la terre habitée, la terre cultivée, la terre parcourue et la terre des échanges, mais elles pouvaient également déborder vers la terre symbolique. Bien sûr, il ne s'agit pas de cartes précises, mais de la représentation qu'elles se font de leurs terres. Cette méthode est fréquente dans les études en développement international (Mikkelsen, 2005). Pour rejoindre des personnes analphabètes ou des personnes d'une culture différente, les « dessins » sont en effet souvent utilisés avec succès (Mikkelsen, 2005).

Finalement, le quatrième type de source est composé de nombreuses observations directes, dans les campagnes, dans les marchés et lors de nos déplacements à la rencontre des paysannes. La géographie possède une riche tradition d'observation pour recueillir des données et pour saisir la complexité du monde. Un consensus existe en géographie humaine : l'observation est fonction de la théorie à la base de la recherche (Rhoads et Wilson, 2010). C'est également le point de vue des féministes qui considèrent qu'il faut sortir de l'androcentrisme inconscient (Michel, 2000). L'approche genre et développement utilise aussi l'observation comme méthode pour opposer une autre perspective à l'interprétation du monde effectuée

par les « MAMU », pour « *Middle Aged Men with University training*¹⁴ » (Mikkelsen, 2005, p. 234). Pour évaluer les superficies, les distances, le fait de « marcher » les lieux est également une méthode adaptée aux études en développement international (Mikkelsen, 2005). Marcher dans les campagnes, avec les paysannes, ou à leur rencontre, a permis de compléter les observations.

Le tableau de l'Annexe A rapporte, pour chacun des indicateurs du tableau 1, quelles sont les sources utilisées pour recueillir les données. Ce tableau est un outil de travail qui a servi à l'élaboration du questionnaire d'entrevues et comme un aide-mémoire pour les observations de même que pour l'ensemble du travail de terrain.

Les différents types de méthodes participatives (entrevues, dessins, influence sur le déroulement du projet, etc.) sont très prisés et très utilisés dans les recherches en développement international. Cependant, certaines approches participatives ont mauvaise réputation car, suite à des abus, des participants se sont sentis manipulés, trompés et escroqués (Mikkelsen, 2005). Une démarche éthique est donc essentielle; ce sujet est traité plus loin, au point 3.5.

3.4.2 Le mode d'échantillonnage

L'échantillon de cette étude est constitué uniquement de paysannes. En effet, pour ce qui est des données de terrain, le point de vue des principales intéressées, les paysannes, est privilégié, comme le suggèrent l'approche genre et développement (Mikkelsen, 2005; Martinez, 2008) de même qu'un groupe d'intellectuelles du Sud (DAWN, 2000 [1992]). Quant à l'ampleur de l'échantillon,

On considère en fait que pour pouvoir généraliser les mesures effectuées sur un échantillon ou toute partie de celui-ci, il faut généralement un minimum de

¹⁴ En français : Hommes universitaires d'âge moyen.

cent cas dans l'échantillon ou le sous-échantillon considéré. Il s'agit, bien sûr, d'une règle pratique qu'il convient d'utiliser avec prudence et qui est valable pour les échantillons probabilistes (Beaud, 2003, p. 239).

Compte tenu de l'ampleur de l'étude, nous avons comme objectif de rencontrer entre cinquante et soixante paysannes, nous en avons rencontré cinquante-quatre (pour les entrevues, les cartes, les observations), d'une quinzaine de communautés différentes. De manière imprévue, nous avons également rencontré un groupe d'une vingtaine de paysannes. Nous avons alors réalisé une entrevue de groupe, en nous inspirant de notre grille d'entrevue pour les entrevues individuelles. Nous estimons ce nombre de cinquante à soixante paysannes suffisant pour obtenir une saturation des données, c'est-à-dire que l'ajout de nouvelles données « n'ajoute plus à la compréhension que l'on se fait du phénomène » (Savoie-Zajc, 2003, p. 303). Les femmes ont été sélectionnées selon la technique de la boule de neige, « qui consiste à ajouter à un noyau d'individus [...] tous ceux qui sont en relation [...] avec eux, et ainsi de suite » (Beaud, 2003, p. 226). En fait, le recrutement s'est fait à partir des réseaux de connaissances de travailleuses sociales de La Paz et d'El Alto (la ville adjacente à La Paz), qui interviennent auprès des femmes des quartiers pauvres de ces deux villes, lesquelles connaissent des paysannes.

3.5 L'éthique

Lorsque l'on fait de la recherche avec des humains, la question éthique¹⁵ se pose toujours. À la base, l'éthique en recherche implique le droit à la vie privée, le

¹⁵ Désormais, l'UQAM exige que les étudiants qui souhaitent impliquer des « sujets humains » dans leur projet de recherche fassent une demande de certification éthique. Toutefois, alors que nous débutions ce projet de recherche et que nous prenions entente avec nos contacts en Bolivie, en 2011, l'exigence de certification éthique en Sciences humaines à l'UQAM n'était pas encore formalisée. Ainsi, nous n'avons pas obtenu cette certification, ce qui ne nous a pas empêché d'en respecter, tout au long de ce projet, l'esprit et les règles, tels que définis par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines (2013).

consentement éclairé et la confidentialité (Crête, 2003). Bien sûr, il y a aussi le respect. À l'international, quand on ne connaît pas les subtilités des us et coutumes, il faut prendre garde de ne pas embarrasser les gens qui ont l'amabilité de fournir la matière de la recherche.

En développement international, bien qu'auréolées d'intentions vertueuses, les recherches qui ont apporté plus d'inconvénients que de bénéfices aux participants sont malheureusement nombreuses (Mikkelsen, 2005). L'opportunité d'étudier les pauvres est même contestée, pour des raisons éthiques.

Étudiez les riches et les puissants, et non les pauvres et les défavorisés. Tout travail de qualité effectué sur les organisations paysannes, sur la résistance des petits cultivateurs à l'oppression ou sur les ouvriers du complexe agroalimentaire peut invariablement se retourner contre eux. L'un des meilleurs anthropologues français apprit, avec chagrin, que ses travaux sur l'Indochine étaient lus avec passion par les Bérêts verts. [...] En revanche, les informations manquent sur ceux qui détiennent le pouvoir et qui tirent les ficelles. [...] C'est aux pauvres de faire eux-mêmes l'analyse de leur propre situation. Ils connaissent déjà les problèmes de leur propre vie au jour le jour et, si vous voulez véritablement les aider, la meilleure chose à faire, c'est de les informer clairement sur les méthodes présentes et futures de leurs oppresseurs (George, 1978, p. 331-332).

Cette interrogation concernant le regard des chercheurs aisés sur les pauvres est aussi présente au Québec.

Il faut bien reconnaître que les chercheurs sont presque forcément des gens très scolarisés et d'un niveau économique relativement élevé; aussi doit-on se demander s'ils ont tendance à étudier des gens pauvres, malades, délinquants ou des notables, des riches, des patrons ou autres catégories privilégiées de notre société. Il faut convenir que c'est souvent commode d'étudier les gens désavantagés; ils sont peu mobiles, moins avares de leur temps et apprécient peut-être davantage le fait d'être l'objet de l'attention des gens savants. Ces sujets étudiés retirent-ils quelques bénéfices, au moins équivalents aux frais

encourus? Ce sont là des questions que le chercheur doit se poser tout en poursuivant ses objectifs scientifiques (Crête, 2003, p. 245).

Par ailleurs, la perspective féministe s'oppose à l'interprétation masculine du monde, tel que rapporté plus haut. En tant que femme, inscrivant notre recherche dans la géographie féministe, nous nous sentons à l'aise avec cette perspective. Toutefois, issue d'une société riche du Nord pour aller observer les pauvres du Sud, ne risquons-nous pas, inconsciemment, de reproduire un point de vue ethnocentriste, statocentriste, « occidentalocentriste », sans même nous en rendre compte?

Après l'androcentrisme, l'ethnocentrisme est un obstacle capital pour l'évaluation de la condition des femmes dans les sociétés observées. L'ethnocentrisme consiste pour l'observateur d'une société donnée à projeter ses propres normes et à les prendre pour des critères absolus. Le statocentrisme est un autre aspect de l'ethnocentrisme : il consiste à prendre les normes de sa propre classe sociale pour la norme et à occulter tout ce qui en diffère (Michel, 2000, p. 8-9).

Malgré notre ouverture, notre connaissance préalable de la Bolivie et de sa culture, nous savons que nous ne sommes pas à l'abri d'un biais. Il nous faut rester aux aguets de nos propres préjugés tout au long de cette recherche. Les questions d'éthique se cachent souvent dans les subtilités. « Ces questions ne surgissent pas lorsqu'il faut choisir entre le bien et le mal, mais plutôt lorsque le choix doit s'opérer entre deux formes de bien » (Crête, 2003, p. 251).

Ainsi, concrètement, consciente de nos responsabilités et des possibles biais, lors du recrutement des paysannes, nous les avons informées des raisons et des objectifs de cette recherche; nous avons répondu à leurs questions à ce sujet. Nous leur avons demandé un consentement verbal, respectueux des coutumes locales, mais éclairé. Nous leur avons aussi demandé si nous pouvions enregistrer l'entrevue. Aucune pression n'était exercée sur les femmes qui ne voulaient pas participer ou sur celles qui ont interrompu l'entrevue, quelle qu'en soit la raison. Nous leur demandions uniquement leur prénom (même si certaines nous ont aussi donné leur nom de famille) et le nom de leur communauté. Lorsque nous sentions

que certaines paysannes n'étaient pas à l'aise avec un thème, ou seulement qu'elles étaient fatiguées de répondre, nous passions à un autre sujet ou nous mettions fin à l'entrevue. À la fin de l'entrevue, nous leur demandions si nous pouvions les photographier. Nous avons remercié chaleureusement toutes les paysannes de leur participation. Tout au long de cette recherche, nous respectons les règles pour assurer l'anonymat des paysannes dans le traitement des données et la diffusion de la recherche.

3.6 La cueillette des données

Dans le cadre de cette recherche, nous avons effectué la cueillette des données sur le terrain en deux temps : un pré-terrain de trois semaines, du 6 au 28 janvier 2013, et le terrain comme tel durant sept semaines, du 23 juin et le 8 août 2013.

L'objectif du pré-terrain était double : vérifier la faisabilité de la méthodologie prévue et obtenir quelques résultats préliminaires. À l'origine, il était prévu de réaliser l'étude dans une seule région, celle de Cochabamba, plus spécifiquement dans la province de Punata, un lieu d'agriculture familiale et communautaire diversifiée. Toutefois en janvier, dès notre arrivée en Bolivie, deux faits ont contribué à une réorientation du territoire choisi. D'une part, dans la région de Cochabamba, la structure de pouvoir en place nous dirigeait vers les femmes les plus proches des autorités et donc les mieux organisées et les mieux nanties, alors que nous recherchions plutôt les femmes invisibles, inconnues du pouvoir et recevant le moins de soutien et de services. D'autre part, grâce à plusieurs de nos contacts – des femmes des secteurs pauvres de La Paz, certaines issues de familles rurales –, il devenait plus aisé de rencontrer des paysannes de l'Altiplano, au nord de La Paz, des paysannes sans lien direct avec les autorités locales ou nationales. Nous avons donc adapté notre projet à la réalité du terrain.

Dans les textes ci-dessous, nous indiquons comment nous avons préparé et réalisé les cueillettes de données. Dans l'ordre, nous présentons : 1) la grille d'entrevue du pré-terrain, 2) le déroulement de la cueillette de données du pré-terrain, 3) l'analyse de la méthodologie utilisée lors de ce pré-terrain, puis 4) la grille d'entrevue du terrain et, finalement 5) le déroulement de ce terrain.

3.6.1 La grille d'entrevue du pré-terrain

Lors de la préparation du pré-terrain, ne connaissant pas les caractéristiques des données que nous pourrions recueillir, nous avons opté pour une grille d'entrevue souple comprenant des questions de trois niveaux : des questions principales, des questions complémentaires, pour approfondir le sujet au besoin, et des questions de clarification, à utiliser pour améliorer la compréhension réciproque ou spécifier un point particulier (Laforest *et al.*, 2011). « Le but n'est pas de poser toutes les questions comme on le ferait dans le cas d'un questionnaire fermé, par exemple, mais de suivre la trame générale » (Laforest *et al.*, 2011, p. 19). Les questions étaient divisées en sept thèmes : 1) production, 2) consommation et échanges, 3) terres, 4) trajets, 5) appui et formation, 6) alimentation, 7) autonomie. Pour chaque thème, il y avait d'une à cinq questions principales, de cinq à huit questions complémentaires et quelques éléments de clarification. La grille d'entrevue, en espagnol, est reproduite à l'Annexe B.

3.6.2 Le déroulement du pré-terrain

En janvier 2013, au total nous avons rencontré seize femmes : huit de l'Altiplano (à environ 3900 m d'altitude) et huit de la région de Cochabamba (à environ 2700 m).

Parmi les quatre types de sources prévus, en termes de documentation, nous avons obtenu des cartes topographiques de l'Institut géographique militaire de Bolivie.

Deuxièmement, nous avons réalisé des entrevues avec les seize femmes. Pour chacune, nous avons eu des réponses concernant les sept thèmes de la grille d'entrevue. Troisièmement, dix paysannes ont dessiné une carte mentale de leurs terres. Finalement, pour sept des seize femmes rencontrées, nous avons observé leurs terres dans la campagne. Toutefois, bien que nous soyons allée dans les marchés, nous n'avons pas observé les paysannes interviewées alors qu'elles étaient au marché pour réaliser des échanges liés à leurs productions agricoles, ni lors de leurs déplacements pour se rendre au marché.

3.6.3 L'analyse de la méthodologie du pré-terrain

De retour du pré-terrain, l'analyse des données préliminaires et de la méthodologie a conduit à la conception d'une grille d'entrevue visant à obtenir des données plus détaillées et plus précises lors du terrain.

Lors de ce pré-terrain, les types de sources ayant fourni les données les plus riches étaient les entrevues semi-dirigées et les cartes mentales. Les paysannes étaient ouvertes à répondre aux questions et la plupart se sont amusées à dessiner leurs terres. Toutefois, la grille d'entrevue préliminaire ayant entraîné des omissions dans les réponses, elle méritait d'être retravaillée. Par exemple, lorsque nous demandions aux paysannes ce qu'elles produisaient, elles mentionnaient trois ou quatre de leurs principales productions. Il fallait les relancer pour obtenir des réponses plus complètes. De plus, la grille d'entretien ne permettait pas de tisser des liens entre les différents types de données, par exemple entre ce qui est produit et ce qui est autoconsommé, troqué, vendu, à quel prix, etc. Une grille d'entrevue contenant des tableaux associatifs était donc indiquée pour récolter des données plus probantes. En outre, certaines données, comme le type d'appropriation des terres, n'étaient pas probantes : quand la paysanne disait que la terre appartenait à son mari et à elle, détenait-elle avec lui les titres de propriété? Plus de précisions devenaient nécessaires.

Par ailleurs, bien que nous aurions souhaité parcourir les trajets avec les paysannes lors de leurs déplacements et les observer dans les marchés, cela n'a pas été possible car cela aurait demandé un investissement trop considérable en temps. De plus, les paysannes étant très occupées quand elles troquent ou vendent dans les marchés, elles n'auraient pas eu de temps à nous consacrer. Il a donc fallu trouver une autre manière d'obtenir ces informations lors du terrain. Des questions plus détaillées concernant les trajets ont été ajoutées à la grille d'entrevue.

3.6.4 La grille d'entretien du terrain

Suite à l'analyse de la méthodologie et des résultats des données du pré-terrain, nous avons conçu une grille d'entrevue de neuf sections comprenant des tableaux associatifs, des thèmes pour lesquels nous demandions à la paysanne son opinion sur la propre situation et, finalement, des feuilles pour dessiner les cartes de ses terres. Les huit sections sont les suivantes : 1) production, plantes cultivées, 2) production, élevage, 3) trajets, 4) alimentation, 5) soutien et formation, 6) « votre situation par rapport à l'idéal », 7) « mettre en ordre : qui donne le plus et qui reçoit le plus », 8) carte des rayons d'action et 9) carte des terres. La grille d'entrevue, en espagnol, est reproduite à l'Annexe C.

Dans la première section, pour chaque culture que la paysanne de l'Altiplano est susceptible de produire, il lui est demandé si elle la produit ou non. Si oui, les questions suivantes sont : où se situe la terre de culture par rapport à l'habitat? Qui est le propriétaire de la terre? Quelle est la taille de la terre? Quels sont les outils et équipements utilisés? Quelle est la quantité produite? Qui travaille la terre? À quoi sert la production, par exemple, pour l'autoconsommation, pour vendre, etc.?

Dans la seconde section, un tableau semblable est rempli pour les animaux : combien d'animaux de chaque type la paysanne élève-t-elle? Où sont-ils élevés?

Qui est le propriétaire de la terre où sont les animaux? Que mangent les animaux? Qui s'en occupe? À quoi servent les animaux, par exemple, pour produire du lait, pour charger les cultures, pour donner de la viande, pour vendre, etc.?

La troisième section concerne les trajets effectués par la paysanne pour rejoindre ses terres de production, d'élevage, ainsi que les terres des échanges. Le tableau contient des cases sur le motif des trajets, sur la fréquence des trajets, sur le moyen de transport, sur le temps et le coût requis.

La quatrième section s'intéresse à l'alimentation. Il est demandé à la paysanne ce qu'elle a mangé la veille pour déjeuner, pour dîner, pour souper et d'où vient cette nourriture; il y a aussi une question sur la nourriture des occasions spéciales, sur la consommation de coca et d'alcool. Cette page se termine en demandant à la paysanne si elle a un autre travail – n'ayant aucun lien avec l'agriculture – qui lui rapporte des revenus.

La cinquième section s'intéresse au soutien et à la formation reçus par la paysanne. En abscisse du tableau sont inscrites les personnes et organisations susceptibles de fournir soutien et formation : l'époux, la famille, un employé, la communauté, les groupes de femmes, la municipalité, le gouvernement, d'autres organisations. En ordonnée, il y a les types de soutien – pour le travail au champ, l'élevage, la construction des bâtiments de ferme, en recevant des semences ou des engrais, avec du financement ou du crédit – et les types de formation – sur la production agricole, sur le leadership, etc. Une section du tableau est réservée à l'aide que la paysanne apporte aux autres de différentes manières. Puis, il lui est demandé si elle doit payer ou donner quelque chose pour utiliser ses terres; si oui, à qui et combien.

La sixième section concerne la situation de la paysanne par rapport à l'idéal, selon son propre point de vue. Il lui est demandé de situer sa réalité – du pire au meilleur – par rapport aux éléments suivants : sa capacité à produire ce dont elle a besoin, son alimentation, son bien-être général, son niveau de vie économique, son autonomie

ou sa liberté, sa situation dans sa famille, sa situation dans sa communauté, sa capacité à donner ce qu'elle souhaite à ses enfants, son pouvoir sur sa propre vie et sa relation à la *Pachamama**. Pour chaque thème, il lui est demandé d'expliquer pourquoi elle se situe ainsi.

La septième section concerne aussi le point de vue de la paysanne sur sa propre vie. Toutefois, ici, il lui est demandé de se situer par rapport à son mari, à sa famille, à sa communauté et à sa région sur les aspects suivants : qui travaille le plus la terre, qui reçoit le plus de la terre, qui reçoit le plus du gouvernement, qui profite le plus de la nourriture qu'elle produit, qui profite le plus de ses trajets et qui a le plus d'autonomie.

Les deux dernières sections sont dédiées aux cartes, la première étant la carte des rayons d'action et la seconde la carte des terres.

3.6.5 Le déroulement du terrain

Lors du second voyage en Bolivie, nous avons réalisé 38 entrevues individuelles et une entrevue de groupe avec des paysannes. En effet, lors de la première rencontre avec des paysannes, un groupe de membres des Bartolinas* se réunissait. Nous pensions interviewer quelques-unes de ces femmes, mais à notre arrivée nous avons réalisé qu'elles s'attendaient à une entrevue de groupe. Nous avons donc improvisé, à partir de la grille d'entrevue, en fonction de ce qui s'adaptait à la situation. La taille du groupe variait selon les entrées et les sorties des paysannes; elles étaient environ une vingtaine. Pour ce qui est des entrevues individuelles, trois des paysannes ont été rencontrées dans un marché d'El Alto¹⁶ mais leurs terres de culture et d'élevage sont situées dans une vallée du département de La Paz. Les 35

¹⁶ El Alto, qui signifie « Le Haut », est une ville sur l'Altiplano, adjacente à La Paz et qui croît de manière exponentielle, car il n'y a plus d'espace à La Paz, laquelle est coincée dans une cuvette (Baby, 1998). El Alto comprend de nombreux marchés et *ferias** très courus.

autres paysannes travaillent des terres de l'Altiplano, également du département de La Paz. En fait, toutes les femmes rencontrées lors de ce terrain vivent, travaillent et se déplacent sur des terres situées dans un rayon de 200 km autour de La Paz.

En général, chaque rencontre individuelle (entrevue, carte, observation) durait environ une heure. Certaines ont été plus courtes (environ une demi-heure). Lorsque la paysanne était interviewée sur ses terres, la rencontre pouvait durer plus longtemps. Certaines rencontres ont duré plus de deux heures, ce qui a permis des observations plus en profondeur. Toutes les entrevues ont été enregistrées, sauf une (à cause du contexte ambiant bruyant et trop passant). L'enregistrement audio débutait après avoir expliqué le projet à la paysanne et obtenu son autorisation verbale, l'enregistrement se terminait lorsqu'elle dessinait la ou les cartes.

Tout au long des deux séjours en Bolivie, nous avons pris des notes sur ce que nous observions en campagne et lors de nos déplacements, de même que suite aux conversations que nous avons avec nos différents contacts et nos accompagnatrices. Nous avons également pris des photos des terres, des animaux, des marchés, de ce que nous mangions et des paysannes – après avoir obtenu leur accord, tel que stipulé plus haut.

3.7 Traitement et analyse

La démarche méthodologique de ce projet de recherche est descriptive.

« Comme toute autre structure de preuve, la structure descriptive doit respecter deux critères fondamentaux pour être considérée comme scientifique : 1) elle doit être systématique, dans le sens où la description doit être exhaustive et retenir tous les éléments pertinents du sujet d'observation; 2) la description doit aussi être basée sur une théorie. [...] c'est grâce à la théorie que le chercheur saura quelles observations faire et comment interpréter ses observations. Encore une fois : les données ne parlent pas

d'elles-mêmes; il faut leur donner un sens grâce à la théorie. » (Gauthier, 2003, p. 135-136)

Pour que la structure descriptive soit scientifique, les données recueillies ont fait l'objet d'un traitement systématique. Tout d'abord, chaque entrevue a été rapportée dans un compte rendu individuel, à partir des notes prises lors de l'entrevue et de l'enregistrement audio. Ces comptes rendus – sur le modèle des grilles d'entrevues des deux séjours – étaient retranscrits le plus tôt possible après l'entrevue, au cours des séjours en Bolivie.

De retour au Québec, à partir des entrevues du second séjour, nous avons compilé les 38 comptes rendus d'entrevues dans un seul document qui comprenait, pour chacune des cases des tableaux de la grille d'entrevue, les réponses des 38 entrevues. Ainsi, à la première case du tableau sur la production des cultures, il y avait les réponses des 38 paysannes sur : où se situent les terres sur lesquelles elles cultivent des pommes de terre. Par contre, les contenus des comptes rendus du pré-terrain étaient trop diversifiés pour qu'une telle compilation soit utile.

Puis, à partir de ce document compilation des entrevues du terrain de juillet, nous avons constitué un autre document comprenant les résultats bruts. Ainsi, toujours par rapport à cette première case sur les terres de culture des pommes de terre, nous avons relevé que 37 de ces 38 paysannes cultivent des pommes de terre, 32 d'entre elles cultivant près de leur habitat et 18, loin de leur habitat, ce qui signifie que 14 paysannes cultivent des pommes de terre sur plusieurs lopins de terre, certains étant près de leur maison, d'autres loin. Nous avons donc constitué des résultats bruts pour chacune des cases des tableaux de la grille d'entrevue, en incluant les données recueillies en janvier lorsqu'approprié. Les principaux tableaux des résultats bruts sont rapportés à l'Annexe D.

Ensuite, deux types d'analyse des données ont été réalisés. L'analyse simple a consisté à réaliser une triangulation des données, systématique et exhaustive, à partir des différentes sources – résultats bruts des entrevues, observations, cartes

mentales et documentations – et à remonter aux indicateurs. Le tableau de l'Annexe A s'est déployé en partant des indicateurs et, pour chacun d'eux, en précisant quelles sources peuvent fournir la donnée recherchée. À l'étape de l'analyse simple, il s'est agi de reconsidérer le tableau en sens inverse : de chaque donnée recueillie grâce à chaque source, il a fallu remonter à chacun des indicateurs, puis des indicateurs aux variables et des variables aux concepts.

La seconde étape de l'analyse renvoie au cadre théorique, aux postulats explicatifs et au cadre conceptuel, car « [...] la théorie est un lien entre les faits et leur donne un sens, comme un fil qui retient les perles d'un collier » (Gingras, 2003, p. 123). Ainsi les résultats de l'analyse simple, interprétés à travers le féminisme, l'interdépendance des trois sphères d'activités de l'approche genre et développement, les effets de lieu, de culture et de genre ainsi que les concepts de terres des femmes et de souveraineté alimentaire, ont permis de répondre aux trois sous-question de la recherche, puis de vérifier l'hypothèse principale et de répondre à la question principale. Les résultats de ces deux types d'analyse sont les sujets du chapitre 4, « Résultats ».

CHAPITRE IV

RÉSULTATS

Les résultats présentés ici sont ceux des deux terrains. Rappelons que le premier terrain, ou pré-terrain, appelé ici terrain de janvier, a été réalisé lors d'un séjour en Bolivie du 6 au 28 janvier 2013. Seize paysannes ont été interviewées : huit de l'Altiplano au nord de La Paz, huit dans une vallée près de Cochabamba. Le second terrain, réalisé entre le 23 juin et le 8 août 2013, est appelé terrain de juillet¹⁷, même s'il déborde en juin et en août. Trente-huit paysannes ont été interviewées lors du terrain de juillet : 35 ont une terre dans l'Altiplano entourant La Paz, 3 ont été rencontrées à El Alto, mais ont des terres dans une vallée – à une altitude bien inférieure au 4000 m de l'Altiplano – du département de La Paz. De plus, en juillet, nous avons réalisé une entrevue de groupe, un groupe d'une vingtaine de paysannes de la même communauté. Les résultats présentés ici proviennent surtout des données du terrain de juillet (entrevues individuelles, cartes mentales, observations), auxquelles sont ajoutées, lorsqu'elles sont disponibles, celles de janvier, et lorsqu'elles sont appropriées, celles de l'entrevue de groupe.

Dans ce chapitre, les résultats sont introduits en fonction des concepts-clés, des variables et des indicateurs du cadre d'analyse présenté à la section 3 (voir figure 3 et tableau 1). Après les trois sections sur les trois concepts-clés et une quatrième sur l'autonomie des femmes, une cinquième section répond aux trois sous-questions de la problématique et une sixième à la question de recherche.

¹⁷ Les terrains sont nommés par des mois et non par des saisons car l'été au Québec correspond à l'hiver en Bolivie et vice versa, ce qui est confondant.

4.1 Production alimentaire

Toutes les paysannes que nous avons rencontrées font à la fois de la culture et de l'élevage. Sur l'Altiplano, les cultures les plus fréquentes sont les pommes de terre (toutes en cultivent), les céréales (orge, blé, avoine, quinoa, *quañawa*¹⁸), suivies de la luzerne, des fèves et pois, et de quelques légumes racines. Dans les vallées, la diversité est plus grande : le maïs domine, les fruits sont variés et abondants. Presque toutes les femmes ont au moins une vache; la vaste majorité élève des moutons et un ou deux porcs. Seules les poules « créoles » supportent les conditions de l'Altiplano. Par contre, les cochons d'Inde, qui donnent une viande très prisée, font partie des aliments originaires indigènes et sont plus fréquents. Quelques paysannes ont des lamas et des ânes. Elles ont aussi des chiens.

Cinq variables permettent de décrire les systèmes de production alimentaire (voir tableau 1). Les résultats sont présentés par variable et par indicateur.

4.1.1 Appropriation des terres par les femmes

La majorité des femmes cultivent et élèvent des animaux sur des terres qui ne leur appartiennent pas [indicateur 1.1.1 Propriétaire légal des terres utilisées par les femmes¹⁸]. Les données concernent toutes les paysannes rencontrées, soit environ 70 femmes, même si le degré de précision est inférieur pour les données de janvier. Certaines paysannes de juillet différencient la propriété des terres de pâturage de celle des terres de culture. En outre, plusieurs paysannes travaillent des terres en différents lieux, près et loin de leur maison, ces différentes terres n'ayant pas nécessairement le même propriétaire.

¹⁸ Les numéros des indicateurs sont inscrits entre crochets, selon la numérotation du tableau 1.

Que ce soit pour les cultures ou pour les animaux, deux types de propriétaires ressortent : le mari et la famille. Environ le tiers des terres de culture constitue la propriété, uniquement, du mari. Le second tiers est la propriété de quelqu'un de la « famille ». Cette catégorie peut signifier trois cas de figure : a) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de la paysanne (autre que son mari), par exemple à sa fille, à ses parents, b) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de son mari, c) la propriété appartient collectivement à plusieurs membres de la famille – cela est souvent le cas lorsque des enfants ont hérité de la terre des parents (dans ce dernier cas, le titre de propriété peut appartenir à quelqu'un décédé depuis plus de dix ans, voire vingt ans, sans que des modifications au titre n'aient été apportées). Dans le troisième tiers des terres, ce qui prime c'est la propriété conjointe de la paysanne et de son mari, suivi de la paysanne seule : moins d'une paysanne sur dix est l'unique propriétaire de la terre qu'elle travaille. Trois femmes spécifient cultiver une terre communautaire (communale ou communautaire d'origine – TCO) et trois autres une terre louée.

Les informations spécifiques aux terres de pâturage ne concernent que les données de juillet. Ici, l'ensemble constitué des terres familiales et communautaires domine (plus de la moitié), puis viennent les terres qui sont la propriété du mari. Une paysanne mentionne que ses animaux paissent dans le « *cerro* » (la montagne), qui n'a pas de propriétaire !

Aucune paysanne ne rapporte payer des redevances [indicateur 1.1.2], en argent, en biens ou en services, pour utiliser les terres de production qui ne leur appartiennent pas – sauf dans le cas des terres louées bien sûr. En fait, il n'y a pas nécessairement de lien direct entre l'utilisation de la terre et les dons, toutefois, la réciprocité* est fortement imprégnée dans la société. La réciprocité* est un système d'échange, surtout familial, par lequel les personnes s'entraident et se « remboursent » en services, en biens produits, parfois en argent, le « remboursement » pouvant avoir lieu longtemps après le premier don. Par exemple, une paysanne qui rapporte que la terre appartient à sa fille, spécifie qu'elle ne paye

aucun loyer pour la terre, toutefois, à une autre question, elle mentionne qu'elle élève les moutons de sa fille qui vit en ville. Autre exemple, une paysanne qui vit la moitié du temps à la ville confie ses animaux à une *comadre**, en échange de quoi, cette dernière utilise les terres de la première pour faire paître tous ses animaux. Par ailleurs, les services rendus au mari sont également nombreux, mais non comptabilisés...

Par contre, concernant les terres d'échange dans les marchés, une paysanne qui vend sur le bord de la rue à El Alto nous indique qu'elle doit louer son espace – l'équivalent de deux autos stationnées qu'elle occupe un ou deux jours par semaine – 300 Bs* (environ 46 \$ canadiens) payé chaque vendredi aux dirigeants de l'association des voisins de cette rue. Une paysanne indique qu'elle paie la location de la terre de culture en produits agricoles : la moitié de sa récolte va au propriétaire.

4.1.2 Accès des femmes aux ressources techniques, financières, éducatives et humaines

Pour produire, les paysannes ont besoin de différentes ressources. Dans cette section, nous présentons cinq types de ressources auxquelles les paysannes ont accès, toutefois de manière variable. Il s'agit des ressources techniques [indicateur 1.2.1], des ressources financières [indicateur 1.2.2], du soutien éducatif [indicateur 1.2.3], du soutien humain dans le travail au champ [indicateur 1.2.4] et du soutien infrastructurel [indicateur 1.2.5].

4.1.2.1 Les ressources techniques [indicateur 1.2.1]

Le travail des paysannes est surtout manuel. Nous présentons ici les réponses aux questions que nous leur avons posées sur les semences, les engrais, l'irrigation et les équipements utilisés pour labourer.



Figure 4.1 Paysannes choisissant les pommes de terre les plus avantageuses pour servir de semences pour la prochaine saison (Photo : Cécile Collinge).

Plus des trois quarts des paysannes rencontrées utilisent des semences provenant de leurs propres plants. En juillet, nous en avons vu qui choisissaient, parmi la récolte, les meilleures pommes de terre pour servir de semences pour la prochaine saison (voir figure 4). Environ les deux tiers rapportent se procurer également des semences autrement, pour des raisons de biodiversité, c'est-à-dire pour assurer le renouvellement du stock génétique et éviter d'affaiblir leur production. Elles achètent des semences ou font du troc avec d'autres communautés. Il arrive, lorsque les conditions météorologiques ont été mauvaises, que la municipalité – ou le gouvernement – donne ou vende des semences : une douzaine de paysannes le mentionnent. Les paysannes du groupe précisent qu'elles n'achètent pas à des grandes compagnies semencières, mais à d'autres paysans, lors des échanges dans les *ferias**.

Toutes les paysannes utilisent l'engrais naturel constitué des bouses des animaux : moutons, vaches, lamas, ânes. La vaste majorité utilise ce que produit leur propre bétail. Quelques paysannes doivent acheter des bouses, car elles n'ont pas assez d'animaux. Quelques-unes complètent avec des engrais chimiques : cela est rare sur l'Altiplano, mais plus fréquent dans les vallées. De plus, les paysannes des vallées qui cultivent des fruits appliquent un pesticide directement sur les fruits.

Le labourage de la terre se modernise, le tracteur remplace de plus en plus la charrue à bœufs. Plus des trois quarts des paysannes utilisent un tracteur pour labourer la terre. Toutes, sauf une, louent le tracteur avec le chauffeur. Une seule paysanne, jeune, conduit elle-même le tracteur qui appartient à son père. Malgré tout, un tiers des paysannes utilise encore la charrue; trois d'entre elles doivent louer les animaux ou l'ensemble charrue-bœufs. Les femmes de l'entrevue de groupe précisent que dans leur communauté, on n'utilise pas de charrue, mais un tracteur. La location du tracteur est une affaire de communauté.

La location du tracteur est également une affaire importante. C'est à peu près le seul élément pour lesquelles les unités de production ne sont pas autonomes. Elles

dépendent de l'extérieur et elles doivent déboursier un montant important. Cela est tellement fondamental dans la représentation de leurs terres, qu'à la question sur les dimensions de leurs terres, plusieurs paysannes ont répondu en « heures » : leurs terres font une demi-heure, une heure ou deux heures ! Après explication, nous avons compris qu'il s'agit d'heures de tracteur. Cela signifie que la superficie est telle que cela prend une demi-heure, une ou deux heures de tracteur pour la labourer !

Par ailleurs, aucune irrigation ne semble se faire sur l'Altiplano, les seules paysannes qui en ont parlé sont celles des vallées. En janvier, nous avons visité une ferme, dans la vallée, alors que la paysanne était en train d'irriguer; une autre perdait ses arbres fruitiers car elle n'avait pas les moyens de payer pour le puits servant à l'irrigation.

Malgré l'arrivée des tracteurs, le travail de la terre demeure rude et exigeant. À une ou deux exceptions près, toutes les paysannes sèment et récoltent à la main. Sauf exception, les paysannes ne mentionnent pas qu'elles désherbent, seulement qu'elles sèment et récoltent. Une paysanne dit qu'il n'y a pas besoin de désherber sur l'Altiplano.

4.1.2.2 Les ressources financières [indicateur 1.2.2]

Les ressources financières disponibles et utilisées par les femmes sont pratiquement inexistantes, sauf le soutien familial. En janvier, nous n'avons recueilli aucune donnée sur le sujet, en juillet, nos questions étaient plus précises. Vingt-quatre paysannes de juillet rapportent spécifiquement n'avoir jamais reçu ni subvention, ni financement d'aucune sorte et n'avoir jamais emprunté, n'avoir aucun crédit. Une paysanne a emprunté pour acheter un terrain, une autre mentionne que sa famille a emprunté pour accroître la production. Une paysanne a reçu de l'argent des Bartolinas*. Les femmes de l'entrevue de groupe n'ont aucune relation avec des banques, aucun prêt, aucun crédit. Les banques viennent proposer de l'argent,

disent-elles, mais il y a des intérêts, ce n'est pas intéressant pour les paysannes. Donc, elles n'empruntent pas. Il n'y a pas de banque communale. Quelques paysannes ont parlé du soutien familial : leurs enfants les aident ou ce sont elles qui aident leurs enfants !

Toutefois, quand nous leur demandions si elles recevaient de l'aide gouvernementale, selon leur âge et leur situation familiale, elles nous mentionnaient invariablement deux « bonos » : le *Bono Juancito Pinto* est une allocation, de 200 Bs*, que reçoit chaque enfant au début de l'année scolaire, le *Bono dignidad** est une pension de vieillesse, de 250 Bs* par mois, que reçoivent les personnes de plus de 60 ans. Cependant, les paysannes âgées doivent aller chercher leur pension de vieillesse à la ville, ce qui représente un voyage relativement long, fatigant et coûteux pour plusieurs d'entre elles. Après les ressources techniques et financières, différents soutiens offerts aux paysannes participent à leur capacité à produire, dont le soutien éducatif, le soutien humain dans le travail au champ et le soutien infrastructurel, trois soutiens présentés dans les sections suivantes.

4.1.2.3 Le soutien éducatif [indicateur 1.2.3]

Quelques paysannes ont reçu des formations et semblent en avoir tiré grand profit. Les formations sont la plupart du temps données par des groupes organisés de paysannes : les Bartolinas*, groupe associé au gouvernement actuel, étant le plus connu. La Fédération interculturelle des paysannes est une autre organisation importante. Des organisations non gouvernementales (ONG) internationales fournissent également une expertise en termes de formation et d'organisation.

En janvier, une paysanne mentionne avoir reçu une formation du vétérinaire sur l'élevage des cochons et que cette formation était payée par le gouvernement. En juillet, une paysanne a reçu une formation sur la culture des pommes de terre. Le groupe était justement réuni pour une formation lors de notre rencontre : les

paysannes étaient alors formées à faire du yogourt. Une paysanne a suivi des cours sur les tissages artisanaux, ce qui lui permet de faire des objets qui sont exportés en Italie; elle en retire une grande fierté.

Une ONG d'origine européenne travaille avec un groupe de paysannes à la culture du quinoa et à la préparation de barres tendres de quinoa destinées aux écoliers des environs. Nous avons rencontré des représentants de cette ONG et interviewé trois paysannes, à l'occasion d'un atelier sur la confection de barres tendres de quinoa. Alors que de plus en plus le quinoa est destiné aux marchés mondiaux, selon les représentants de cette ONG, la valorisation du quinoa pour consommation locale contribue à la souveraineté alimentaire des paysannes et à une saine alimentation des enfants. Cette ONG forme aussi à la construction de serres, aux soins des animaux pour éviter des maladies et réalise d'autres projets de souveraineté alimentaire (Paniagua Delgadillo, 2013).

Les formations pour lesquelles les paysannes ont manifesté le plus d'intérêt et desquelles elles ont le plus profité, selon leurs témoignages, sont les formations sur le genre, sur la défense des femmes, sur leurs droits et obligations, sur le leadership. Bien que seulement trois paysannes nous aient parlé de ces cours, toutes les trois en ont parlé abondamment en nous disant que cela avait changé leur vie. « Avant les hommes ne portaient pas attention à la parole des femmes », signale l'une d'elle. Une autre insiste : depuis ce cours, elle prend sa place et son mari ne l'humilie plus. Elle précise avoir de la chance, car son père l'encourage à se former.

4.1.2.4 Le soutien humain dans le travail au champ [indicateur 1.2.4]

Au champ, que ce soit pour la culture ou l'élevage, le travail se fait en famille. Il peut être réparti en fonction des sexes et des âges, mais généralement l'ensemble de la famille y participe. En juillet, les deux tiers des paysannes rapportent qu'en plus

d'elles-mêmes, leur mari travaille la terre; comme au moins dix de ces femmes n'ont pas de mari, autant dire que tous les maris travaillent aussi la terre. Les deux tiers des paysannes de juillet reçoivent l'aide de leurs enfants, même si environ la moitié d'entre elles précisent que les enfants participent aux travaux des champs seulement pour les périodes de pointe que sont les semailles et les récoltes; il y a aussi des femmes qui n'ont pas d'enfant ou dont les enfants sont trop jeunes pour aider. Pour l'élevage des animaux, dans la vaste majorité des cas, plusieurs membres de la famille participent : les enfants de la paysanne ou son mari ou les enfants et le mari contribuent. Dans environ un quart des cas, la paysanne est seule à s'occuper des animaux.

Toutefois, à la question spécifique : « de qui recevez-vous de l'aide dans votre travail au champ? », plusieurs spécifient que leur mari ne les aide pas assez, parfois parce qu'il est malade ou vieux – certaines paysannes sont veuves – mais cette absence d'aide leur pèse. Nombreuses sont celles qui rapportent qu'à la période des semailles ou de la récolte, des membres de leurs familles – les jeunes aux études, la fratrie citadine – viennent participer aux corvées et... repartent avec des pommes de terre ! Tel que mentionné plus haut, une paysanne fait du troc de service avec sa *comadre** : des soins aux animaux en échange d'un prêt de terres pour le pâturage. Quelques-unes – moins d'une dizaine sur environ 70 femmes – engagent un ouvrier agricole au besoin ou régulièrement. Seulement trois femmes mentionnent qu'il y a de l'entraide ou des travaux collectifs dans les champs entre les membres de la communauté. Les femmes du groupe précisent qu'avant il y en avait mais plus maintenant.

Une fois le travail agricole terminé, pour réaliser les échanges, environ la moitié des paysannes qui traitent de ce sujet indique se rendre seule aux marchés, l'autre moitié peut compter sur son mari (la plupart du temps) ou sur un ou plusieurs de ses enfants pour l'accompagner.

Si la plupart des paysannes peuvent compter sur un soutien dans le travail au champ, il y en a certaines qui fournissent du travail pour d'autres. En effet, certaines des paysannes rencontrées sont également ouvrières agricoles sur d'autres fermes que celles où elles vivent; elles y gagnent un salaire. Cet aspect sera traité plus loin, dans la section sur les moyens de subsistance des femmes [variable 3.2]. Passons maintenant au dernier aspect des ressources auxquelles les paysannes ont accès, le soutien infrastructurel.

4.1.2.5 Le soutien infrastructurel [indicateur 1.2.5]

Certaines paysannes ont reçu de l'aide pour la construction d'une étable ou d'un puits. Cela n'est pas le cas de la majorité des paysannes. En fait, lorsque cela arrive, chaque cas semble particulier. Une paysanne rapporte la construction d'une étable pour laquelle les Bartolinas* auraient contribué en fournissant les matériaux, et la communauté, la main-d'œuvre. Dans deux autres cas, ce serait la municipalité qui aurait fourni les matériaux pour une étable. Une paysanne mentionne que la municipalité a donné des abreuvoirs pour les animaux. Dans une communauté de la vallée de Cochabamba, les paysannes rapportent que le gouvernement a contribué au creusage d'un puits et à l'installation du système d'irrigation, que nous avons d'ailleurs observé en fonction. Toutefois, une de ces paysannes n'a pas les moyens de payer l'achat de l'eau d'irrigation. Une paysanne d'une vallée du département de La Paz apprécie que maintenant la municipalité entretienne les chemins, ce qui permet de sortir les productions agricoles et de les apporter sur les marchés d'El Alto où elles sont vendues.

Nous avons observé quelques communautés dans lesquelles chaque maison est pourvue d'une latrine moderne, toutes identiques; une paysanne indique que c'est la municipalité qui a fourni les latrines sèches, qui semblent bien construites et de bonne qualité. Dans un autre cas, il y a eu construction d'un système d'eau potable

par et pour la communauté, grâce à l'appui du programme « *Evo cumple* »¹⁹, qui signifie « Evo réalise », Evo étant le prénom du président bolivien, Evo Morales.

Toutefois, plusieurs paysannes se plaignent que le gouvernement et la municipalité ne font rien pour les personnes, seulement pour la communauté : ils construisent des écoles, ils apportent l'électricité ou l'eau, ils entretiennent les chemins. Ces paysannes ne voient pas les effets positifs de ces infrastructures pour elles-mêmes. Par ailleurs, dans la cour d'une paysanne, nous avons vu un beau grand évier blanc, en ciment, destiné à la lessive, probablement une gracieuseté d'une ONG, selon notre accompagnatrice travailleuse sociale bolivienne. Toutefois, l'évier immaculé ne sert pas, car il n'y a aucun système d'amenée d'eau à cet endroit !

Après avoir présenté les différentes ressources et soutiens auxquels les paysannes ont accès, dans la section suivante, nous traçons un portrait des contraintes à la production auxquelles elles doivent faire face.

4.1.3 Contraintes à la production

Quatre types de contraintes peuvent nuire à la production et entraîner des difficultés pour les paysannes : les coûts de production [indicateur 1.3.1], les conditions climatiques [1.3.2], certaines contraintes humaines [1.3.3] et celles liées à l'organisation socio-territoriale [1.3.4].

Les unités de production sont relativement autosuffisantes et, financièrement, ne dépensent pas beaucoup pour produire. Toutefois, les coûts de production [indicateur 1.3.1], bien que peu nombreux, peuvent peser sur la situation de la paysanne. Aucune paysanne ne nous a détaillé ses coûts de production.

¹⁹ Le Programme « *Bolivia cambia, Evo cumple* » (La Bolivie change, Evo réalise) est un programme gouvernemental qui fournit des subventions pour la construction d'infrastructures de santé, d'éducation et de développement de la production (Ministerio de comunicación, 2014).

Néanmoins, quelques chiffres, glanés ici et là, nous fournissent un ordre de grandeur. La majorité des paysannes achète des semences, même si ce n'est pas fréquent. Un sac de semences coûte de 30 à 50 Bs* par *arroba** (une unité de mesure d'environ 12,5 kg). Quelques paysannes, qui n'ont pas suffisamment d'animaux, doivent acheter des bouses servant d'engrais; une *carga** (unité de mesure d'environ 37,5 kg) de bouses vaut 25 Bs*. Rares sont les paysannes qui achètent de la nourriture pour leurs animaux, lesquels mangent ce qui est produit sur place; toutefois, quelques-unes de l'Altiplano achètent du maïs pour leurs poules, nous ne connaissons pas le prix du maïs.

La location du tracteur est certainement l'item le plus cher et surtout le plus incontournable. Les paysannes n'étaient pas avares d'informations sur le prix de location du tracteur. La location varie d'ailleurs considérablement d'une communauté à l'autre : entre 50 et 120 Bs* pour une heure de tracteur avec le conducteur; le tarif le plus souvent mentionné est : 80 Bs/h. L'ouvrier agricole est l'autre débours important, pour les paysannes qui en engagent, mais cela est habituellement moins essentiel que le tracteur. Un ouvrier agricole est payé entre 60 et 80 Bs par jour. Une paysanne précise qu'il faut en plus lui fournir repas, *chicha** (alcool de maïs) et coca, en plus de son salaire de 80 Bs, ce qui fait un total d'environ 100 Bs par jour.

Les paysannes ne mentionnent que rarement les rigueurs géographiques [indicateur 1.3.2] liées à l'altitude : quelques-unes précisent que les poules « importées » meurent, seules les poules « créoles », c'est-à-dire locales, survivent bien. Toutefois, aux questions sur les quantités produites, nombre d'entre elles font référence aux rigueurs climatiques : « selon la pluie, la grêle et le gel ». La sécheresse, le gel et la grêle sont parmi les pires ennemis de la production agricole sur l'Altiplano. Une paysanne se plaint du manque d'eau sur l'Altiplano : « s'il y avait de l'irrigation, on pourrait faire deux récoltes par an au lieu d'une seule ».

En ce qui a trait aux contraintes humaines [indicateur 1.3.3], les trois principaux éléments notés par les paysannes sont les suivants : l'âge de la paysanne (pour les

paysannes âgées et souvent seules), le manque de soutien familial – incluant le manque de soutien de la part du mari – (même si selon les données rapportées plus haut, l'ensemble de la famille participe aux travaux des champs et aux soins aux animaux) et la rudesse intrinsèque du travail dans ces petites unités de production.

Parmi les contraintes liées à l'organisation socio-territoriale [indicateur 1.3.4], la petite taille des terres et le morcellement des terres sont des éléments qui limitent considérablement la production. Parmi la soixantaine de paysannes qui ont fourni des indications sur la taille de leurs terres, la moyenne de la superficie est de 3,7 hectares*. Toutefois, il y en a 39 qui cultivent une terre inférieure à un hectare et seulement 12 qui disposent d'une terre de plus de 5 ha. Plusieurs se plaignent de la petitesse de leurs terres, certaines mentionnent qu'il n'y a pas de terres disponibles sur l'Altiplano, ce qui limite leur capacité de production. Nombreuses également sont celles qui critiquent le morcellement des terres. Cultiver sur un petit lopin par-ci et un autre petit lopin par-là implique des déplacements, une organisation exigeante et des pertes de temps, sources de fatigue pour les paysannes.

Après l'appropriation des terres par les paysannes, nous avons présenté les ressources dont elles disposent et les contraintes auxquelles elles doivent faire face. Avec ces trois éléments, positifs et négatifs, que réussissent-elles à produire ? C'est le sujet de la prochaine section.

4.1.4 Production effective

La production effective comprend les types de plantes que les paysannes cultivent réellement, les quantités qu'elles arrivent à produire pour chaque culture, de même que les types d'animaux qu'elles élèvent et la quantité d'animaux de chaque type.

4.1.4.1 Les cultures [indicateur 1.4.1]

Sur l'Altiplano, la principale culture est, et de loin, la pomme de terre, base de l'alimentation des indigènes de cette région. Toutefois, dans les vallées, le maïs semble plus important : les femmes le nomment en premier, avant de parler des pommes de terre. Sur les 54 paysannes interviewées, 52 cultivent des pommes de terre, les deux qui n'en produisent pas viennent d'une des vallées. Neuf sur 11 paysannes des vallées produisent du maïs.

Après les pommes de terre, sur l'Altiplano, les cultures principales sont des céréales (orge, blé, avoine, quinoa, *quañawa** – une céréale semblable au quinoa), de la luzerne, des pois et fèves, quelques légumes (oignons, carottes, navets, tubercules autres que la pomme de terre : *oca** et *papalisa**). Dans les vallées, à part le maïs et les pommes de terre, il y a des fruits (pêches, poires, autres), de la luzerne, certaines céréales, des légumineuses et des légumes. Quelques paysannes récoltent des plantes médicinales et des fleurs. Plusieurs utilisent aussi des plantes sauvages, comme la paille ou la *tatora**, un jonc qui pousse en bordure du lac Titicaca.

De nombreuses paysannes ne peuvent quantifier ce qu'elles produisent; elles qualifient : « peu », « selon la pluie, la grêle, le gel et l'année », « pas assez », « juste pour nous » sont les réponses les plus fréquentes. De plus, quand elles quantifient, l'unité de mesure semble aléatoire; pour les paysannes, une *arroba** (environ 12,5 kg), une *carga** (environ 37,5 kg) et un quintal* (officiellement, 50 kg) sont des mesures approximatives. En fait, un sac de grosseur moyenne c'est une *arroba* et le plus gros sac qu'une personne puisse porter c'est une *carga*. Les femmes sont très courbées sous les *cargas*... Par ailleurs, pour certaines plantes, comme la luzerne, les animaux vont directement les manger dans le champ et il n'y a pas de récolte comme telle. Les paysannes qui font des cultures de rentes, comme les trois paysannes des vallées interviewées en juillet, sont celles qui quantifient le plus leurs productions. Les femmes du groupe mentionnent que, dans leur

communauté, la culture des pommes de terre est la plus importante, suivie de celle des fèves et des pois, tandis que celle du quinoa est la troisième en importance. Elles ne quantifient pas leurs productions.

Tableau 4.1 Types de cultures²⁰ et quantités cultivées.

Production	Janvier (N=16)	Juillet (N=38)			Entrevue de groupe
	Nombre de paysannes qui en cultivent	Nombre de paysannes qui en cultivent	Surfaces des terres de production (ha : hectare)	Quantités produites (q : quintal)	Type de production cultivée
Pommes de terre	15	37	200 m ² à 2 ha Moyenne > ½ ha (N=15)	2 à 70 q Moyenne = 8,2 q (N=11)	Oui
Maïs	9	6	200 m ² (N=1)		Non
Fèves et pois	10	20	200 m ² à ¼ ha (N=3)	3 à 4 sacs; 1 quintal (N=2)	Oui
Luzerne	10	25	200 m ² à 1 ha Moyenne < ½ ha. (N=6)		Oui
Avoine, blé, orge	8	37	¼ à 1½ ha (N=6)	1 à 5 q (N=4)	Oui
Quinoa, quañawa*	5	30	¼ à 1 ha (N=10)	1 à 4 q (N=3)	Oui
Légumes	7	31			Oui
Fruits	4	3			Non
Plantes médicinales ou fleurs	2	13			Oui
Plantes sauvages		27			Oui

²⁰ Les plantes sauvages ne sont pas cultivées, mais plusieurs sont utilisées par les paysannes, c'est pourquoi nous les avons incluses dans ce tableau.

Le tableau 2 donne d'abord une vue d'ensemble des types de productions. En juillet, toutes les paysannes ont été interrogées sur toutes les plantes, l'échantillon est donc de 38 et les réponses sur le nombre de paysannes qui cultivent une plante se rapportent aux 38 paysannes. En janvier, la question étant plus générale, il semble que plusieurs paysannes se soient limitées à nommer leurs principales cultures; bien que la taille de l'échantillon soit de 16, il est vraisemblable que certaines paysannes aient omis quelques-unes de leurs cultures. Les cultures rapportées par le groupe sont aussi notées, sans quantifier le nombre de femmes qui les cultivent. De plus, le tableau 2 rapporte des quantités produites, quand elles sont disponibles, pour les paysannes de juillet. Finalement, comme la taille des terres donne une idée de la capacité de production, lorsque cette donnée est connue, elle est aussi inscrite dans le tableau, toujours pour les paysannes de juillet.

4.1.4.2 L'élevage [indicateur 1.4.2]

Toutes les paysannes rencontrées ont des animaux. De plus, elles ont toutes pu nous dire le nombre d'animaux qu'elles élèvent. Les données dont nous disposons ici comptent celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe; l'échantillon total concernant les types d'animaux et les quantités de l'élevage est de 71 paysannes. La taille des cheptels varie toutefois passablement, quelques paysannes ayant des troupeaux nettement plus considérables que la majorité d'entre elles. Nous n'avions pas posé de questions sur les ânes et les chiens en janvier; nous n'avons récolté aucune donnée sur ces animaux lors de ce terrain.

Le tableau 3 présente, par type d'animal, le nombre de paysannes qui en élèvent, la taille des cheptels, la moyenne et la médiane; la médiane est plus significative que la moyenne lorsque, pour un type d'animal, quelques paysannes ont un troupeau plus imposant que la plupart des autres femmes.

Tableau 4.2 Types d'élevage et quantités d'animaux élevés.

	Nombre de paysannes qui en élèvent	Taille des troupeaux	Moyenne de la taille des troupeaux	Médiane de la taille des troupeaux
Vaches (incluant veaux et taureaux)	63	1 à 20	6,3	5
Moutons (incluant brebis et agneaux)	50	1 à 50	12,8	8
Porcs	49	1 à 10	2,4	2
Lamas	8	2 à 50	14	6
Poules (incluant coqs et poussins)	32	1 à 50	7,5	5
Cochons d'Inde	24	4 à 100	21,4	10
Ânes	12	1 à 4	1,8	2
Chiens		1 à 3		

4.1.5 Utilité de la production

Dans une unité de production agricole familiale ou communautaire, tout ce qui est produit est utilisé, réutilisé, recyclé, composté... Il n'y a pas grand-chose qui se perd, hormis les produits venant du marché mondialisé (malheureusement, on trouve des bouteilles de plastique en grand nombre sur les terres des paysannes, car il n'y a aucune cueillette des ordures; des vieux pneus ainsi que des boîtes de conserves jonchent le sol et quantité de sacs de plastique s'accrochent aux arbustes; toutefois, ce qui est produit sur place sert). Certaines productions servent directement, d'autres peuvent être transformées et plusieurs sont échangées. Après avoir traité de l'appropriation des terres par les femmes, des ressources dont les paysannes disposent pour produire, des contraintes à la production et de leur production

effective, dans cette section, nous présentons les transformations et les différentes utilités des cultures et des animaux d'élevage.

4.1.5.1 La transformation des cultures [indicateur 1.5.1]

Bien sûr, de nombreuses cultures sont cuisinées pour être mangées, mais il y a plus. Ainsi, la pomme de terre est consommée comme telle ou transformée en *chuños** ou en *tuntas**, qui sont des pommes de terre déshydratées (de deux manières différentes) pouvant se conserver plus d'un an. Par ailleurs, la *chicha** est un alcool à base de maïs très prisé dans la région de Cochabamba. Dans cette région, une quantité importante de maïs sert à la fabrication de la *chicha*.

4.1.5.2 L'utilisation des cultures et de leurs transformations [indicateur 1.5.2]

Dans l'ensemble, les cultures servent surtout à l'unité familiale de la ferme : d'abord, pour l'autoconsommation, puis, pour les dons de réciprocité* aux membres de la famille qui n'habitent pas à la ferme mais qui, pour la plupart, viennent aider lors des semailles et des récoltes, et enfin, pour l'alimentation des animaux de la ferme. Les pommes de terre et le maïs sont les cultures pour lesquelles l'utilisation est la plus variée. Par ailleurs, les paysannes conservent des semences de toutes les cultures pour semer la saison suivante; cela est implicite dans un tel système de production comme cela a été mentionné plus haut dans la section 4.1.2 sur l'accès des femmes aux ressources [indicateur 1.2.1].

Les pommes de terre et les *chuños** servent d'abord à l'autoconsommation (pour toutes les paysannes), puis aux dons de réciprocité* et à l'alimentation des animaux (surtout les pelures de pommes de terre). Par ailleurs, environ un tiers des paysannes rapporte en vendre et un tiers fait du troc contre des fruits ou des légumes provenant des vallées.

Le maïs sert aussi à l'autoconsommation, puis à l'alimentation des poules. La moitié de celles qui en produisent précisent qu'elles en vendent. Tel que rapporté plus haut, il sert aussi à la fabrication de la *chicha**, cet alcool très prisé. La seule utilisation rapportée pour les fèves et les pois est l'autoconsommation, sauf une exception : une paysanne indique troquer parfois des fèves contre des fruits.

La luzerne n'est destinée qu'à l'alimentation des animaux : surtout vaches et brebis, mais aussi, lamas, ânes et cochons d'Inde (*cuyes**), rarement, porcs et poules. Dans de nombreux cas, les animaux vont manger la luzerne directement au champ, ce qui fait qu'il n'y a pas de récolte comme telle de la luzerne.

Parmi les céréales, le quinoa et le blé servent surtout pour l'autoconsommation et un peu pour l'alimentation des poules. La céréale la plus produite, l'orge, sert principalement à l'alimentation animale : toutes les espèces animales des fermes peuvent en manger. L'avoine aussi sert surtout à nourrir les animaux de la ferme. Dans certaines familles, les humains mangent aussi de l'orge et de l'avoine. La *quañawa** ne sert qu'à l'alimentation humaine. Les porcs mangent également un mélange de céréales moulues, appelé *afrecho**. Quelques paysannes ont rapporté vendre des céréales : blé, orge et quinoa.

Sur l'Altiplano, les légumes produits (peu importants en termes de surfaces cultivées et de quantités produites) servent uniquement à l'autoconsommation. Aucun fruit n'est cultivé sur l'Altiplano. Les paysannes des vallées (des départements de La Paz et de Cochabamba) vendent les fruits et les légumes qu'elles produisent : c'est leur principale utilité; les fruits et les légumes sont aussi autoconsommés.

Par ailleurs, quelques paysannes cultivent des plantes médicinales, pour autoconsommation. Une seule paysanne, de Cochabamba, indique vendre quelques fleurs. Selon les régions, les plantes sauvages varient en espèce et en abondance. Elles servent à l'alimentation des animaux. Au bord du lac Titicaca, la *totorá**, un jonc, est coupée pour l'alimentation du bétail. Ailleurs, le pâturage est constitué

principalement de paille et de *paja brava**, une paille très sèche. Après les transformations et les utilisations des cultures, nous abordons ci-dessous les transformations et les utilisations des productions animales ou des animaux eux-mêmes.

4.1.5.3 La transformation des produits de l'élevage [indicateurs 1.5.3]

Les animaux sont d'abord utilisés pour ce qu'ils produisent et ce qu'ils font, avant de servir pour fournir de la viande ou d'être vendus pour de l'argent. Ainsi, les vaches produisent du lait, que nombre de paysannes transforment en fromage. Quelques-unes utilisent également les vaches (ou les bœufs) pour atteler une charrue. Les moutons donnent de la laine, que les paysannes cardent et filent pour en faire des couvertures et d'autres lainages. Deux paysannes précisent utiliser le lait des brebis pour en faire du fromage. Les lamas donnent aussi de la laine. Les poules pondent des œufs, bien sûr. Les ânes servent à transporter les charges lourdes. Les chiens ont pour tâche de surveiller la ferme et de protéger les animaux des renards. Seuls, les cochons d'Inde ont pour principale utilité de donner de la viande, une viande d'ailleurs très prisée. Les porcs servent en général de capital et sont vendus en cas de nécessité. La plupart des paysannes finissent par vendre leurs gros animaux vivants; plus rares sont celles qui indiquent que leurs animaux sont transformés en viande sur leur ferme. Tous les gros animaux fournissent également de l'engrais ou du combustible, les bouses ayant ces deux utilités.

4.1.5.4 L'utilisation des animaux et des produits de l'élevage [indicateur 1.5.4]

L'autoconsommation est à la base du fonctionnement des petites unités de production agricole, elle n'est donc pas spécifiquement notée ici. Nous mettons l'accent sur les autres utilisations des productions animales.

Quelques paysannes vendent le lait de leurs vaches à la PIL, qui est une entreprise laitière très présente en Bolivie. Toutes les femmes du groupe le font. Il semble que la vente du lait à la PIL soit une affaire de communauté, le camion de l'entreprise laitière venant chercher le lait tous les jours (il est vraisemblable que le camion ne se déplace que si l'ensemble de la communauté vend son lait). La quasi totalité des paysannes dont les vaches produisent du lait fabriquent du fromage. Environ la moitié des paysannes qui font du fromage en vendent ou en troquent. Une vingtaine de paysannes indiquent atteler des vaches (ou des bœufs) pour labourer. Seulement sept paysannes précisent qu'elles tuent – ou font tuer – une vache à l'occasion (généralement une fois par an) pour la viande. Pratiquement toutes les paysannes qui élèvent des bovins disent vendre des animaux vivants. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que la paysanne – ou son mari, sa famille – vende fréquemment des animaux. Pour les vaches, cela peut se produire aussi peu souvent qu'une fois tous les trois ou quatre ans; et on vend rarement une vache ou un taureau plus souvent qu'une fois ou deux par an.

Les deux paysannes qui font du fromage à partir du lait de leurs brebis le gardent pour autoconsommation. La vaste majorité des paysannes qui ont des moutons les tondent. Leur laine sert aussi presque exclusivement pour la maisonnée, seules trois paysannes en vendent. Les trois quarts des paysannes rapportent que dans leur ferme on tue des moutons pour les manger. La moitié indique en vendre vivants. Une paysanne qui élève 40 brebis (ce qui est nettement au-dessus de la médiane de 8) mentionne qu'elle vend 6 ou 7 brebis par an. Par ailleurs, toutes les paysannes qui ont des lamas utilisent leur laine pour leur famille. Dans leurs unités de production, on tue des lamas pour la viande et on en vend vivants.

Les cochons, qui ne donnent ni lait, ni laine, ni œufs, servent régulièrement de capital. En fait, les animaux, surtout les gros (vaches, brebis, cochons, lamas), servent aussi de « capital sur quatre pattes », c'est-à-dire, qu'ils sont conservés pour leur valeur monétaire. La vente de l'animal peut être planifiée ou non. De nombreuses paysannes soulignent qu'elles vendent « parfois », « si nécessaire »,

« en cas de besoin »... Les porcs qui sont vendus le sont souvent en cas de nécessité.

À propos des petits animaux, toutes les paysannes qui ont des poules consomment leurs œufs. Les poules sont mangées après avoir beaucoup pondu ! Seules deux paysannes mentionnent vendre des poules. Toutes les paysannes qui ont des cochons d'Inde en font de la viande, quelques-unes en vendent également. En fait, le cochon d'Inde, qui donne une viande succulente et d'excellente qualité nutritive, est souvent gardé pour les occasions spéciales, pour la grande visite qui arrive à l'improviste, car l'animal est prêt à manger environ une heure après avoir été tué.

Finalement, les ânes sont chargés de transporter les fardeaux. Une paysanne mentionne qu'elle va vendre son âne pour en acheter un plus jeune. Nous abordons ci-dessous les revenus générés par les cultures et l'élevage, puis nous traiterons de l'utilisation que les femmes font de ces revenus quand elles en sont bénéficiaires.

4.1.5.5 Les revenus générés par les productions [indicateur 1.5.5]

Les données obtenues sur les revenus provenant des productions sont très partielles. Concernant la vente des pommes de terre et autres cultures, une paysanne signale avoir vendu 10 *cargas** pour 200 Bs*, une autre en a aussi vendu pour 200 Bs, mais sans donner d'information sur la quantité ou la période.

Une paysanne mentionne que la PIL (la compagnie laitière) achète le litre de lait 3 Bs. Le prix du fromage varie selon sa taille : entre 5 et 10 Bs, ce qui correspond aux prix que nous avons constatés dans les marchés.

En juillet, lorsqu'une paysanne mentionnait qu'elle vendait des animaux, nous demandions combien elle pouvait obtenir de la vente de l'animal. Les prix fournis varient énormément. Il est difficile de savoir si la variation est fonction du lieu (d'une

ville, d'une région à l'autre ça peut changer), des caractéristiques de l'animal (sa taille, son âge, sa vigueur), du pouvoir de négociation de la paysanne ou de sa famille, ou d'un autre facteur. Nous avons conservé toutes les valeurs fournies, reproduites dans le tableau 4. Le prix des vaches étant nettement inférieur à celui des taureaux, nous les avons donc séparés en deux colonnes. Certaines paysannes mentionnent un prix différent pour une vache dite « laitière ».

Tableau 4.3 Prix de vente des animaux (pour un animal, en Bolivianos, ou Bs*).

Vache	Taureau	Mouton	Porc	Lama	Poule	Cochon d'Inde	Âne
1000	1500	Agneau :	150	300 à	25 à 30	6	180 à
1200	2500	50 à 70	200	400		10	190
1500	3000	Brebis :	300			15	
2000	4000	100	400			20	
6000	5000	120	500				
7000	6000	150					
Laitière :	7000	300					
3000	9000						
3500	16 000						
8000							

4.1.5.6 Les destinataires et l'utilisation des revenus générés par les femmes [indicateur 1.5.6]

Quand les paysannes indiquent à qui va l'argent de la vente, dans la plupart des cas, il va pour manger, pour la famille, quelques-unes signalent que l'argent va au couple, au mari ou à elle-même. En fait, il semble que dans la très grande majorité des cas, l'argent ne reste pas longtemps sans servir à acheter d'autres biens essentiels, principalement de la nourriture. Une paysanne indique que ce qu'elle fait, c'est comme du troc : dès qu'elle a fini de vendre, avec l'argent récolté elle achète pour nourrir sa famille. Les paysannes qui se rendent seules à la *feria**

hebdomadaire (c'est le cas d'environ la moitié d'entre elles) peuvent vendre et acheter en même temps, elles ramènent peu d'argent à la maison.

La paysanne qui produit de la *chicha** semble s'être « enrichie » (tout étant relatif par ailleurs) avec la vente de son alcool; elle tient à souligner qu'elle conserve l'argent de son labeur (son mari vivant de sa pension de vieillesse). Par ailleurs, nous n'avons aucune indication concernant le bénéficiaire de la vente des animaux : la paysanne, son mari ou tout autre personne de la ferme. Ceci complète les résultats sur la production alimentaire; nous abordons ci-dessous les rayons d'action des paysannes, fonction de la localisation de leurs terres de production et d'échanges et comprenant les trajets qu'elles effectuent pour rejoindre leurs différentes terres.

4.2 Rayons d'action des femmes

Toutes les paysannes se déplacent pour rejoindre leurs terres de culture, d'élevage et d'échange. Les rayons d'action des femmes sont bien sûr fonction de la localisation des terres, de la taille des terres et des trajets qu'elles font pour produire et pour échanger, mais aussi pour réaliser d'autres activités associées à leur sphère productive (différentes démarches et transactions), à leur sphère reproductive (rencontres familiales, achats scolaires) et à leur sphère collective (réunion des groupes de femmes). Dans cette section, nous présentons les localisations des terres des femmes et les caractéristiques des trajets réalisés par les femmes.

4.2.1 Localisation des terres des femmes

La majorité des paysannes vivent à la campagne, même si quelques-unes ont également une résidence en ville et se partagent entre le monde rural et l'urbain. Nous leur avons demandé de situer leurs différentes terres en fonction du lieu de leur habitat rural [indicateur 2.1.1]. Dans cette section, nous fournissons aussi

quelques informations concernant l'altitude des terres [indicateur 2.1.2] ainsi que la superficie des terres [indicateur 2.1.3].

De nombreuses paysannes disposent de terres de culture et d'élevage qui sont morcelées. Certaines sont situées près de leur habitat d'autres plus loin, même si ce n'est pas nécessairement très loin. Quant aux terres des échanges, les échanges étant pour la plupart réalisés à la ville, elles sont assez distantes de leur lieu de résidence [indicateur 2.1.1].

Nous avons demandé aux paysannes de juillet de localiser leurs terres de culture par rapport à leur résidence, et ce pour chaque type de plante. Instinctivement, la plupart des paysannes ont tranché : moins de 20 minutes de marche c'est près, plus de 20 minutes c'est loin. La majorité dispose de terres de culture près de leur maison, mais un bon tiers travaille aussi des terres éloignées. Par exemple, pour les pommes de terre – la culture principale –, 18 paysannes ont répondu qu'elles les cultivent uniquement près de la maison, 4 les cultivent seulement sur des terres éloignées et 14 paysannes produisent des pommes de terre à la fois sur des parcelles proches de leur résidence et sur d'autres parcelles éloignées.

Certains animaux demeurent près de la résidence, c'est le cas des poules, des cochons d'Inde – dans une « cuisine »²¹ –, des ânes – quand ils ne travaillent pas aux champs – et des chiens. La plupart des porcs restent également dans la cour. Les vaches, les moutons et les lamas sont ceux dont le pâturage peut être situé loin de la maison. Approximativement un tiers de ce bétail va régulièrement paître au loin, parfois à plus d'une heure de marche de la maison, par exemple au bord du lac Titicaca ou dans la montagne.

²¹ La « cuisine » est souvent un bâtiment à part, dans lequel la nourriture est entreposée et, parfois, dans lequel un réchaud permet de cuisiner.

Par ailleurs, la majorité des échanges se font dans une petite ville de proximité, même si certaines paysannes vont régulièrement à La Paz, à El Alto ou à Cochabamba pour vendre leur production.

Pour situer l'altitude des terres des paysannes, il faut noter que l'Altiplano est un haut plateau relativement plat situé à environ 4000 m d'altitude [indicateur 2.1.2]. Selon les cartes obtenues auprès de l'Institut géographique militaire de Bolivie, les communautés de l'Altiplano que nous avons visitées sont situées entre 3820 et 4050 m – bien que certains animaux puissent paître en montagne, à une altitude de quelques centaines de mètres plus élevée. À titre de comparaison, le lac Titicaca est à une altitude moyenne de 3810 m (Instituto geográfico militar, 2011a). Dans la région de Cochabamba, les paysannes rencontrées vivent et cultivent à une altitude d'environ 2700 m (Instituto geográfico militar, 2011b). Les paysannes des vallées que nous avons rencontrées en juillet dans les marchés d'El Alto ne nous ont pas renseignée sur l'altitude de leur région. Toutefois, selon les informations fournies, il est vraisemblable qu'elles se situent à des altitudes variées : sous les 1000 m et jusqu'à environ 2600 m. Bien que l'agriculture à différents étages écologiques soit fréquente et valorisée en Bolivie (Franqueville, 2000; Zimmerer, 2013), individuellement, les paysannes que nous avons rencontrées ne cultivent pas à des hauteurs suffisamment différentes pour que l'écart d'altitude soit un enjeu dans leur production, ni dans la productivité.

Finalement, concernant les surfaces des terres, la très grande majorité des paysannes que nous avons rencontrées disposent de terres de culture et d'élevage de petites superficies [indicateur 2.1.3]. Même si plusieurs paysannes ne connaissent pas la taille de leurs terres, une soixantaine de femmes nous ont renseignée sur la superficie de leur terre ou nous ont fourni des informations que nous avons pu convertir en superficie : « terre toute petite », « beaucoup moins qu'un hectare », tant « d'heures de tracteur ». Nos propres observations des terres complètent ces données. Les deux tiers des paysannes travaillent une terre inférieure à un hectare* (1 ha = 10 000 m²). Par contre, un cinquième des

paysannes disposent de terres dont la superficie dépasse 5 hectares. Pour la soixantaine de paysannes pour lesquelles nous avons des données sur les dimensions des terres, la superficie de leurs terres varie entre moins d'un quart d'hectare et 40 hectares; nous avons estimé une moyenne d'environ 3,7 hectares.

4.2.2 Trajets pour rejoindre les terres de culture, d'élevage et d'échanges

Toutes les paysannes se déplacent pour produire et pour échanger : vendre, acheter, troquer. Dans l'ensemble, elles marchent pour rejoindre leurs terres de culture et d'élevage, elles montent dans les minibus (*mobilidad*) ou des gros autobus (*flota*) pour aller à la ville. Elles font ces trajets tous les jours ou toutes les semaines. Elles y passent du temps et y dépensent de l'argent. Ces divers aspects des trajets sont traités dans cette section, en commençant par les destinations et les motifs des trajets.

Les destinations [indicateur 2.2.1] atteintes par les femmes dans le cadre de leurs différentes activités de paysannes sont essentiellement de trois types : 1) leurs terres de production (de culture et d'élevage), 2) une petite ville régionale de proximité et 3) la grande ville départementale. Une petite minorité d'entre elles réalisent également des échanges dans une troisième ville.

Les motifs [indicateur 2.2.2] pour rejoindre les villes, petites et grandes, sont essentiellement les échanges : vendre, acheter et troquer. Toutefois, les paysannes vont aussi en ville pour des réunions et des rencontres familiales (nous avons conservé ce motif, qui peut sembler étranger à la souveraineté alimentaire, car ces visites sont souvent l'occasion d'apporter de la nourriture – parfois de l'argent – à la famille; ainsi, ces visites sont associées à la réciprocité*, elles font aussi partie de leurs activités des sphères reproductive et collective), pour suivre une formation, pour réaliser différentes transactions auprès des institutions (payer l'électricité, obtenir sa pension de vieillesse) ainsi que pour effectuer des démarches auprès des autorités (surtout dans les grandes villes).

Le motif du trajet est en lien avec sa fréquence [indicateur 2.2.2]. La plupart des paysannes vont sur leurs terres de production tous les jours. Il faut s'occuper des animaux tous les jours. Certaines femmes mentionnent qu'elles n'ont pas de trajet à faire, parce que les terres des cultures ou les terres d'élevage sont près de leur maison. Visiblement, ces très courts trajets n'en sont pas pour elles et nous ne les avons pas spécifiquement notés. Seules, les quelques paysannes qui ont deux maisons, en ville et en campagne, ne vont pas nécessairement sur leurs terres tous les jours. Par contre, plusieurs paysannes rapportent de longues journées aux saisons des semailles et des récoltes, au cours desquelles les trajets vers les lopins éloignés de la résidence s'ajoutent à la fatigue du travail de la terre comme tel.

Normalement, le trajet à la ville de proximité se fait une fois par semaine. En effet, si les villes de moyenne importance ont un marché qui est permanent, ceci n'est généralement pas le cas dans les petites villes. Toutefois, dans pratiquement toutes les villes, il y a une *feria**, c'est-à-dire une foire ou un grand marché, qui se tient une fois par semaine. La majorité des paysannes va échanger à cette *feria* hebdomadaire. Quelques paysannes vont dans la ville de proximité plus d'une fois par semaine ou seulement une ou deux fois par mois.

Le trajet à la grande ville départementale (El Alto, La Paz ou Cochabamba) est moins fréquent. La majorité y va à l'occasion. Les paysannes des vallées qui font des cultures de rentes y vont plus fréquemment : souvent toutes les semaines. Autrement dit, plus la destination est éloignée, moins on y va souvent, ce qui est tout à fait logique.

Les moyens de transport [indicateur 2.2.3] utilisés dépendent bien sûr de la distance à parcourir, mais aussi des moyens disponibles et de la situation financière de la paysanne. Pour se rendre à la petite ville régionale, les femmes qui vivent dans une communauté éloignée de la grande route doivent parfois marcher plus d'une demi-heure – souvent très chargées – pour rejoindre la route où passe le minibus. Soit

parce qu'il n'y a pas de minibus, soit parce qu'elles n'ont pas les moyens de le payer, certaines paysannes marchent une heure et demie pour aller à la ville régionale. Parfois, plus d'un moyen de transport est utilisé pour se rendre à destination.

Pour l'essentiel, les paysannes rejoignent leurs champs à pied. Certaines y vont avec un animal, qui sert à transporter les charges. Les paysannes qui disent rejoindre leurs champs en minibus ou en taxi, sont celles qui ont également une maison en ville.

Pour rejoindre la ville régionale, le moyen de transport le plus commun est le minibus. Les minibus d'une quinzaine de places comptent effectivement pour au moins les trois quarts de l'ensemble des véhicules qui parcourent l'Altiplano et qui encombrant les villes d'El Alto et de La Paz. Dans le cas de l'entrevue de groupe, la communauté est relativement près de la ville régionale mais éloignée de la route principale et n'est pas desservie par les minibus. Dans cette communauté, le taxi, moyen motorisé utilisé par les paysannes, devient souvent collectif. En fait, dans la majorité des cas où un taxi est utilisé, il est collectif. Les paysannes du groupe se déplacent aussi en bicyclette, moyen de transport utilisé dans les zones planes de l'Altiplano. Un bon tiers des paysannes rapporte marcher pour rejoindre la ville régionale; dans la plupart de ces cas-là, la marche s'additionne au minibus.

Le minibus est également le moyen de transport principal pour rejoindre la grande ville départementale. Par ailleurs, les paysannes des vallées rencontrées en juillet à El Alto, venant de loin, se déplacent en camion avec leurs marchandises ou font transporter leurs marchandises en camion; l'une d'elles retourne à vide en gros autobus (*flota*). Une seule paysanne, de Cochabamba, indique disposer d'une auto privée – une fourgonnette d'un modèle récent que nous avons vue – pour ses déplacements à la ville régionale et à la ville départementale.

En Bolivie, la distance n'est pratiquement jamais donnée en kilomètres, mais plutôt en heures ! Les durées des trajets et leurs coûts [indicateur 2.2.4] sont parfois considérables. Si environ la moitié des trajets, que ce soit pour rejoindre les champs ou les villes, prend moins d'une demi-heure, des femmes doivent compter plus d'une heure pour rejoindre certains de leurs champs. Un tiers des paysannes de juillet doit compter entre une heure et deux heures pour aller à la ville de proximité. Aller à la ville départementale prend entre 9 et 13 heures pour 4 paysannes de juillet (dont les femmes des vallées). Les coûts peuvent être relativement élevés compte tenu des revenus des paysannes. La majorité des trajets vers la ville régionale coûte entre 2 et 3 Bs*. Mais certaines paysannes paient plus de 10 Bs pour un trajet; les longs trajets en gros autobus coûtent de 50 à 60 Bs. À titre de comparaison, rappelons que les paysannes vendent 8 Bs un fromage d'environ un demi kilogramme. Ceci complète la partie des résultats sur les rayons d'action des paysannes, nous abordons ci-dessous les résultats concernant l'alimentation.

4.3 Alimentation

Comme nous l'avons vu plus haut, les paysannes produisent d'abord pour autoconsommation et le système de production agricole dans lequel elles s'inscrivent est presque entièrement autonome, presque autosuffisant. Dans cette section, nous traitons de l'alimentation que permettent les terres des femmes, soit directement (la production), soit indirectement (par les échanges), en débutant par l'accessibilité à la nourriture.



A.



B.



C.



D.

Figure 4.2 Divers types de lieux d'échanges. A. Marchandes de tubercules (pommes de terre, *chuños**, *tuntas**, *oca**) lors d'une *feria**; B. Étals de fruits et légumes dans un marché d'une grande ville; C. Marché de troc dans une petite ville; D. Kiosque de produits du marché mondialisé, sur le trottoir. (Photos : Cécile Collinge).

4.3.1 Accessibilité physique et économique à une nourriture de qualité et culturellement appropriée

La nourriture ne manque pas en Bolivie. Même dans les petites villes, lors des *ferias** hebdomadaires, la diversité des aliments à échanger est appréciable [indicateur 3.1.1]. Dans les villes de taille moyenne, les étals des marchés regorgent de fruits, de légumes, de fromages, de viandes, sans compter les pommes de terre, le pain, les céréales sèches, les légumineuses, etc. Les aliments originaires – pommes de terre et autres tubercules, quinoa et *quañawa**, cochons d'Inde, entre autres – sont présents en abondance.

Sont aussi présents, même dans les petites villes, des *tiendas** – un genre de petit dépanneur – ou des kiosques sur le bord de la route, où des femmes vendent certains aliments et items de base (huile, pâtes, savon, papier hygiénique...) et quantités d'aliments de mauvaise qualité nutritive, ces aliments du marché mondialisé, même s'ils sont produits en Bolivie : sucreries, boissons sucrées et autres aliments sur-emballés. Les quatre photos de la figure 5 montrent ces divers types de lieux d'échange : des marchandes de tubercules lors d'une *feria**, l'abondance des fruits et légumes dans un marché d'une grande ville, un marché de troc d'une petite ville et, sur le trottoir, un kiosque de produits de piètre qualité nutritive et sur-emballés, du marché mondialisé.

Toutes les paysannes rencontrées disposent d'un marché hebdomadaire où elles peuvent faire des échanges alimentaires et acheter de la nourriture de qualité et culturellement appropriée [indicateur 3.1.2]. Comme nous l'avons vu plus haut, dans la section sur les rayons d'action, toutes les paysannes se déplacent régulièrement dans une petite ville de proximité ou dans la grande ville départementale pour y réaliser des échanges. Lors du terrain de juillet, 90 % des paysannes indiquent acheter au marché de la ville de proximité; les deux tiers y vont au moins une fois par semaine. Les femmes de l'entrevue de groupe vont, tous les dimanches, à la *feria** de la ville de proximité pour vendre et acheter.

En dehors de l'autoconsommation, l'existence de lieux d'échanges et la présence de la nourriture dans ces lieux d'échanges ne suffisent pas à assurer l'accessibilité à la nourriture. Il faut également avoir la capacité économique de faire les achats requis. La capacité économique des paysannes sera détaillée dans la section suivante traitant de leurs moyens de subsistance. Ici, nous nous intéressons au coût de la nourriture. Pour connaître le coût du « panier alimentaire » de la famille [indicateur 3.1.3], nous avons demandé aux paysannes combien elles dépensent chaque semaine pour nourrir leur famille. Deux paysannes de janvier et 27 paysannes de juillet nous ont fourni des informations sur les coûts de leur « panier alimentaire ». Plusieurs paysannes rapportent faire du troc ou acheter directement après avoir vendu et ne savent pas combien elles dépensent en argent. Bien sûr, le coût des achats est, en théorie, fonction du nombre de personnes dans le ménage. Toutefois, il est aussi fonction du niveau d'autoconsommation, ce qui fait qu'il ne croît pas proportionnellement au nombre de convives, comme nous pouvons le constater dans le tableau 5.

À titre de comparaison, nous avons aussi demandé à deux de nos accompagnatrices, des citadines, combien elles dépensent elles-mêmes, ainsi que quelques informations sur leur situation socioéconomique et familiale. Bien sûr, il ne s'agit pas du même panier alimentaire que celui des paysannes, les citadines mangeant souvent plus de fruits, plus de légumes, plus de viande... De plus, il est évident que les paysannes font de l'autoconsommation, ce que ne font pas les citadines. Ces données, anecdotiques, sont fournies uniquement à titre indicatif; elles sont reportées à la fin du tableau 5.

Pour pouvoir acheter, il faut avoir un revenu. La section suivante traite, entre autres, des revenus des femmes et des autres moyens de subsistance.

Tableau 4.4 Coûts des achats alimentaires par semaine, selon la taille du ménage.

Nombre de personnes dans le ménage	Coût des achats (en Bs*) par semaine	Remarques
2	4 paysannes dépensent entre 50 et 125 Bs.	Une paysanne qui dépense 100 Bs, précise qu'elle n'arrive pas à bien nourrir son ménage.
3 ou 4	6 paysannes dépensent entre 50 et 200 Bs, la majorité entre 100 et 130 Bs.	Une paysanne, qui dépense 100 Bs, ajoute qu'elle donne aussi à ses fils, lesquels vivent à la ville et ne sont pas comptés dans le ménage de quatre personnes.
5 à 7	8 paysannes dépensent entre 40 et 400 Bs par semaine, la médiane de ce groupe étant de 100 à 150 Bs.	Une paysanne, qui dépense de 50 à 60 Bs, précise qu'elle n'en a pas pour toute la semaine, seulement pour quelques jours. Une autre paysanne mentionne qu'avec 150 Bs par semaine, elle n'y arrive pas.
8 à 10	3 paysannes dépensent entre 100 et 250 Bs.	
14	1 paysanne dépense entre 300 et 400 Bs.	Des fois, le gaz (combustible pour la cuisine) manque avant la fin de la semaine. La paysanne spécifie qu'elle n'a pas les moyens d'offrir, après la soupe, un plat principal à sa famille tous les jours.
		Une paysanne a indiqué que la bombonne de gaz coûte 20 Bs; comme elle cuisine peu, sa bombonne dure une quinzaine de jours.
2 cas de citadines		
Composition du ménage	Coût des achats (en Bs*) par semaine	Situation socioéconomique
Elle, mari et 3 adolescentes	La citadine dépense entre 250 et 300 Bs.	Vit dans un quartier pauvre de La Paz. Elle a de la famille en campagne; elle reçoit des pommes de terre et des <i>chuños*</i> en réciprocité* pour son aide aux travaux des champs.
Elle, mari et un fils dans la vingtaine	La citadine dépense entre 300 et 350 Bs.	Professionnelle qui vit à El Alto.

4.3.2 Moyens de subsistance des femmes

Le principal moyen de subsistance des paysannes rencontrées est l'autoconsommation [indicateur 3.2.1] de ce qu'elles produisent : les plantes qu'elles cultivent et ce que leur donnent leurs animaux. L'autoconsommation concerne aussi la laine de leurs troupeaux que les paysannes transforment en vêtements, en couverture, ce qui réduit d'autant les besoins d'achats. De plus, certaines paysannes précisent cultiver et utiliser des plantes médicinales. Bien que nous n'ayons récolté aucune donnée spécifique à ce sujet, nous avons constaté par l'observation et lors de discussions informelles, que l'autosuffisance de ces unités de production agricole concerne aussi la construction de l'habitat et des bâtiments de ferme, souvent en *adobe* (briques constituées de terre et de paille, le tout séché au soleil), avec des toits de chaume, tous des matériaux disponibles sur place. La construction est généralement de fabrication familiale ou communautaire. La capacité à subvenir à ses propres besoins va donc bien au-delà de la stricte alimentation.

Bien que nous ayons récolté des données sur certains prix de vente (comme le prix des animaux vendus vivants), ainsi que sur certains des frais de production (comme la location du tracteur), nous n'avons pas obtenu de données sur le revenu que dégagent les paysannes de leurs activités comme agricultrice [indicateur 3.2.2]. Les données sur les dépenses hebdomadaires alimentaires sont une indication. Toutefois, les informations sur la provenance et la destination de l'argent, de même que sur la personne responsable de la gestion de l'argent, demeurent nébuleuses dans la plupart des cas. Certaines femmes mentionnent que leur mari gère l'argent, d'autres précisent qu'elles le gèrent elles-mêmes. Plus nombreuses sont celles qui disent que c'est l'argent de la famille. Quelques-unes spécifient qu'elles en gardent une part pour les effets scolaires des enfants; ceci semble vraiment important pour les mères des enfants d'âge scolaire, mais n'indique pas quels sont les revenus de la mère. De l'argent provient de la production agricole de la ferme et sert à la famille; toutefois, nous ne savons quelle part de ces revenus va spécifiquement à la paysanne.

Certaines paysannes ont des revenus provenant d'un autre travail [indicateur 3.2.3]. En effet, en plus de leur travail dans l'agriculture ou dans les activités connexes, comme fabriquer du fromage ou de l'artisanat à partir de la laine de leurs animaux, comme vendre ou troquer leurs productions agricoles, certaines paysannes ont un autre travail, complémentaire, pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Nous avons obtenu des informations sur ces autres emplois, mais pas sur les revenus que les paysannes en retirent.

Trois des femmes rencontrées en janvier n'étaient plus paysannes au moment de l'entrevue et ont un travail sans lien avec l'agriculture : une possède une *tienda**, c'est-à-dire un genre de dépanneur, une autre vend des vêtements pour enfants dans un kiosque sur la place centrale d'une petite ville et la troisième gagne sa vie en tricotant des lainages de qualité. Parmi les paysannes rencontrées en janvier, quatre ont également un autre travail : une fait de l'entretien ménager à l'hôpital de sa petite ville, une seconde vend des plats cuisinés (qui ne sont pas issus de ses productions agricoles) au coin d'une rue, une troisième est employée agricole pour une autre ferme car elle doit faire vivre sa famille et que leur propre terre ne produit pas assez, finalement, la dernière est employée d'une petite ville où elle est responsable de l'Unité de genre (services destinés spécifiquement aux femmes). À part la jeune femme responsable de l'Unité de genre, qui aime son travail car il lui permet de sortir de la ferme, les trois autres indiquent travailler par absolue nécessité car leurs terres ne leur permettent pas de survivre.

En juillet, une question portait spécifiquement sur ce sujet : « Avez-vous un autre travail qui n'est pas en lien avec l'agriculture sur votre ferme ? Si oui, quel type de travail ? » Parmi les 35 paysannes qui ont répondu à la question, 29 n'ont pas d'autre travail et 6 en ont un. Deux travaillent pour une autre ferme. Ces deux femmes insistent : elles n'arrivent pas sur le plan économique, uniquement avec leur propre ferme, elles ont donc besoin de travailler pour quelqu'un d'autre pour gagner de l'argent. Une autre paysanne fait un travail semblable : elle garde la maison et les

animaux de quelqu'un d'autre, elle est payée avec le lait des vaches dont elle s'occupe et elle est logée. Les trois autres paysannes ont un travail lié au tissage, au textile, à l'artisanat (ne provenant pas des animaux de leur ferme). Une de ces trois paysannes est aussi spécialisée en médecine naturelle (appelée aussi « ethnomédecine », Nagels, 2013) et elle a un bureau de consultation dans une petite ville. Ces trois dernières paysannes précisent trouver un épanouissement dans leur travail hors agriculture. Deux d'entre elles vivent en alternance à la ville et à la campagne. Aucune question sur ce sujet n'a été posée au groupe.

En plus de l'autoconsommation et des revenus provenant de l'agriculture ou d'un autre travail, certaines paysannes disposent de moyens de subsistance provenant d'autres sources [indicateur 3.2.4]. Certains de ces moyens de subsistance sont difficilement quantifiables, même s'ils ne sont pas négligeables en termes d'importance. La réciprocité* fait partie de ceux-là. L'entraide familiale – même si l'entraide part souvent de la paysanne vers d'autres membres de sa famille, comme ses enfants; on ne refait pas les mères ! – est tellement implicite dans la culture locale qu'on n'en parle pas, ce qui ne signifie pas qu'elle ne soit pas essentielle. Pour les paysannes âgées de 60 ans et plus, la pension de vieillesse (appelée « *bono dignidad** ») de 250 Bs* par mois est incontournable. Toutes les paysannes concernées la mentionnent.

Bien que nous n'ayons pas de question sur le travail du mari, les revenus du mari peuvent contribuer de manière importante aux moyens de subsistance de l'épouse. Certaines paysannes précisent que leur mari travaille à l'extérieur de la ferme, la plupart du temps il est alors maçon; une paysanne indique que ses fils travaillent comme chauffeur de taxi (nous avons vu l'auto dans la cour). Dans tous les cas, quand elle existe, l'aide d'un membre de la famille vivant à l'étranger – la plupart du temps en Argentine – compte pour les paysannes. En bref, on constate tout de même que, de l'ensemble des moyens de subsistance des paysannes rencontrées, l'autoconsommation est à la base de leur subsistance.

4.3.3 Consommation alimentaire des femmes et des familles

Pour faire le lien entre la production des paysannes et leur alimentation, nous leur avons demandé ce qu'elles mangent et d'où vient la nourriture qu'elles consomment. Dans cette partie du texte, nous traitons d'abord des caractéristiques des aliments consommés, puis de la provenance de ces aliments pour terminer par une section sur la diversité des aliments consommés et leur adéquation avec la culture indigène locale.

Tout d'abord, mentionnons qu'à l'origine, en conformité avec l'approche genre et développement, nous voulions séparer ce que mangent les paysannes de ce que mangent leurs familles (mari, enfants, autres membres de la famille), ce qui peut varier considérablement selon les cultures. Mais rapidement, lors du terrain de janvier, nous avons réalisé que cela n'avait pas de sens pour les paysannes de répéter deux fois la même réponse. Il semble en effet qu'en Bolivie, tous les membres de la famille mangent la même chose – selon ce que disent les paysannes et selon ce que nous avons observé sur le terrain (en effet, 10 des 54 paysannes rencontrées nous ont invitée à partager leur repas). Les paysannes du groupe indiquent que toute la famille mange la même chose.

4.3.3.1 Caractéristiques des aliments consommés [indicateur 3.3.1]

À propos des aliments consommés, en janvier, nous leur demandions ce qu'elles mangeaient, en général. En juillet, dans un souci de précision et de justesse, la question portait plutôt ce qu'elles avaient mangé la veille, pour le déjeuner, le dîner et le souper. En juillet, nous avons aussi une question sur la nourriture lors des occasions spéciales, sur la consommation de coca et d'alcool. En janvier, toutes les femmes ont répondu, parfois de manière générale. En juillet, une paysanne n'a pas répondu; celles qui ont répondu l'ont fait par repas (déjeuner, dîner, souper). Le

groupe a également fourni une réponse de groupe qui permet de faire ressortir les habitudes alimentaires de cette communauté.

Bien sûr, toutes les paysannes ne mangent pas la même chose : question de goût, de moyens, de lieu (d'altitude), d'âge... Toutefois, certaines tendances ressortent, ce sont ces tendances que nous voulons montrer ici. En Bolivie, le repas du midi est le plus important et le plus copieux. En altitude, le repas du soir est habituellement léger. C'est pour mieux digérer, car vivre en altitude est exigeant pour le corps, disent les Boliviennes.

Pour déjeuner, les paysannes et leurs familles prennent habituellement une boisson chaude accompagnée d'une céréale. Les boissons chaudes (thé, café, lait, tisane, *api* : à base de maïs) sont toujours bues très sucrées : il n'est pas rare d'ajouter quatre ou cinq cuillerées à soupe de sucre dans une tasse. Les céréales sont cuisinées de différentes manières. Le *pito** est une céréale moulue et cuite, un genre de gruau, fait de blé, d'avoine, de quinoa ou d'orge. La *quispiña** est une galette ou un pain de quinoa. Dans certaines familles, on mange du pain le matin (surtout dans les communautés situées près d'une ville). Très rares sont celles qui rapportent manger des œufs ou du fromage. Dans les familles plus pauvres, on se contente d'une boisson chaude; six des paysannes de juillet précisent ne prendre qu'une boisson chaude le matin, sans rien de consistant. Les femmes du groupe déjeunent avec du *pito** de blé, parfois de quinoa, accompagné de thé; parfois elles mangent du pain.

Près des deux tiers des paysannes mangent de la soupe pour le repas du midi. Certaines ajoutent un *segundo**, soit un plat principal. Les soupes sont normalement copieuses et consistantes : remplies de pommes de terre, ou de quinoa, de maïs, de riz, de pâtes. Il existe différents types de soupe. Par exemple, la *lawa* est un potage nourrissant, comme une crème, faite avec une farine, de blé, de quinoa... En juillet, les femmes précisent souvent le type de soupe qu'elles mangent le midi : soupe de quinoa, soupe aux arachides (une paysanne d'une vallée), *chairo* (une soupe de

*chuños**), soupe de poisson, soupe de pâtes... Selon les moyens, les soupes peuvent contenir un os ou un petit morceau de viande. Quatre des paysannes indiquent ne manger que de la soupe le midi. Ces 4 paysannes ne mangent pas beaucoup plus aux autres repas : thé, lait, *pito** le matin et soupe encore le soir, sauf une qui mange des pommes de terre avec un œuf ou du fromage le soir. Quand elles travaillent au champ, certaines paysannes n'ont pas le temps de cuisiner de la soupe et mangent uniquement des aliments secs. En juillet, à propos du repas du midi, certaines paysannes rapportent manger des pommes de terre, d'autres du *fiambre** ou un *segundo**, deux plats comprenant aussi des pommes de terre. Les pommes de terre sont également très présentes dans les soupes. Ainsi, au total, il y a au moins 25 familles qui ont mangé des pommes de terre, la veille de l'entrevue, en juillet. Dix-sept paysannes mentionnent avoir mangé une protéine animale – fromage, œufs, viande ou *charki** (viande séchée), poisson – lors du repas du midi.

À titre de comparaison, en ville, dans les familles de la classe moyenne comme dans les restaurants populaires (où on peut manger un repas très copieux pour 8 à 12 Bs*, en 2013), le dîner est généralement composé d'un gros bol de soupe nourrissante, suivie d'une assiette comprenant deux ou trois féculents (par exemple, pommes de terre et riz), un morceau de viande (plus ou moins gros, parfois seulement 20 ou 50 g, parfois une cuisse de poulet) et un tout petit peu de « verdure » (une tranche de tomate, d'oignon, une carotte, ou un peu de laitue...). Le repas est accompagné d'un *refresco*, une boisson à base de fruits, ou de jus de fruits, à laquelle on a ajouté de l'eau et beaucoup de sucre.

Le soir, dans l'Altiplano froid, la soupe est de rigueur. Elle peut être accompagnée d'un œuf ou d'un morceau de fromage, de pommes de terre. Celles qui n'en mangent pas sont les 5 paysannes qui indiquent ne rien manger le soir, ou boire seulement un thé.

Quand nous demandions aux paysannes ce qu'elles mangeaient, deux réponses semblables mais différentes venaient spontanément : « ce qu'il y a » et « tout ce qu'il

y a ». Ces réponses signifient d'abord qu'on mange ce qu'on produit. Toutefois, les paysannes qui vivent plus dans l'abondance indiquent manger « tout ce qu'il y a »; une précise qu'en campagne, on cuisine, on mange beaucoup car le travail est dur. D'autres, visiblement plus pauvres, mangent « ce qu'il y a », quand il y en a. Dans les familles plus pauvres, on se contente d'une boisson chaude le matin et le soir, parfois même on saute le repas du soir.

En janvier, toutes les paysannes qui rapportent manger de la viande précisent qu'elles en mangent peu ou très peu ou occasionnellement. La viande, quotidienne et en grande quantité comme on en mange en Amérique du Nord, ne fait pas partie de leur régime alimentaire. Une ou deux bouchées dans une soupe ou un morceau de viande salée gros comme un doigt, sont la norme. Une ex-paysanne tient un petit magasin et y vend des poulets (dans son frigo). Toutefois, elle n'en mange pas, car elle a besoin de l'argent de la vente pour d'autres besoins essentiels. Une autre paysanne précise que sa famille ne mange jamais ni viande, ni fromage. En juillet, seulement huit paysannes rapportent avoir mangé de la viande la veille. Les femmes du groupe indiquent manger de la viande « parfois ». Seulement les deux tiers des paysannes interviewées en juillet ont mangé une protéine carnée (fromage, œufs, viande ou poisson) la veille de notre entrevue.

Une paysanne mentionne qu'auparavant sa famille pêchait et mangeait du poisson provenant du Lac Titicaca, mais que maintenant le lac est contaminé. Par ailleurs, une paysanne de la région de Cochabamba aime particulièrement les fruits et en mange beaucoup. Seulement deux paysannes (des vallées) rapportent que leur alimentation comporte une diversité de fruits.

Tableau 4.5 Encadré : Une observation gustative !

Une observation gustative !

Pour prendre la mesure des caractéristiques des aliments consommés (type, quantité), rien de tel que de compléter les données d'entrevues par de l'observation gustative ! Dix paysannes, toutes de l'Altiplano, nous ont offert de partager leur repas, lors de notre visite sur leurs terres. Voici ce que nous avons mangé, avec les photos que nous en avons prises.

1. Pour dîner, une paysanne nous a apporté un plat rempli d'*ocas** (tubercule semblable au topinambour) avec du fromage, fait maison.



(Photos : Cécile Collinge)

2. Ailleurs, nous avons mangé du quinoa avec du lait chaud salé pour le repas du midi.



3. Vers 10 heures du matin, une paysanne nous a offert un petit pain avec du lait chaud sucré.



Dans les sept autres cas, le repas était composé très majoritairement de pommes de terre et de ses dérivés que sont les *chuños** et les *tuntas**. Nous apportions des fruits, parfois du fromage (si la paysanne n'en produisait pas), un poulet, ou du pain, comme le veut la politesse, les us et coutumes, dans un pays où manger demeure un défi quotidien.

4. Vers 11h30, une paysanne nous a servi ainsi qu'à sa famille une soupe au riz contenant un peu d'oignons verts, avec à côté, des pommes de terre et des *chuños**.

Vers 15 heures, la même paysanne nous propose de partager ce qu'elle mange avec ses jeunes enfants : des pommes de terre, des *chuños*, du *charki** (viande séchée) de lama rapporté plus tôt par son mari (peut-être en notre honneur d'ailleurs). Il y a beaucoup de pommes de terre et de *chuños* et très peu (dans le petit bol) de *charki* de lama (délicieux par ailleurs). La paysanne donne l'équivalent d'un doigt de *charki* à chacun de ses enfants et lorsque l'un d'entre eux pige dans le plat pour se resservir, elle lui donne une petite tape sur la main en lui disant que c'est assez.



5. Une autre paysanne partage avec nous son repas : pommes de terre, *chuños** et fromage (morceau blanc, à droite, un peu plus haut que le milieu de l'image).



6. Une famille installe des couvertures dans sa cour et nous mangeons avec elle pommes de terre, *chuños** et fromage (nous avons apporté les fruits).



7. Sur le bord du Lac Titicaca, une paysanne nous offre une soupe contenant des pommes de terre ainsi que la tête et les os d'un poisson, pour le goût, nous précise-t-on. À côté, il y a des pommes de terre et des petits poissons séchés.



8. Une paysanne, à qui nous avons offert un poulet, cuisine une soupe aux pommes de terre et poulet; en accompagnement, pommes de terre et *chuños*.*

(Aucune photo)

9. Une paysanne apporte pommes de terre, *chuños**, *tuntas** et *charki** à partager (nous avons apporté le pain, dans le sac de plastique).



10. Finalement, une paysanne qui est aussi citadine, visiblement plus en moyen que la majorité des femmes rencontrées, partage un plat comprenant trois sortes de pommes de terre avec un copieux morceau de *charki** de bœuf.



La moitié des paysannes de juillet mâche de la coca régulièrement, surtout au travail, pour se donner de l'énergie. Quatre paysannes précisent mâcher de la coca pour tromper la faim, pour combattre le froid ou lorsqu'elles sont malades (parmi les utilisations traditionnelles de la coca, elle l'est comme médicament). Plusieurs paysannes ne boivent pas d'alcool car elles sont chrétiennes. Quelques-unes notent que leur mari boit, mais pas elle. Cinq paysannes rapportent boire de la bière ou de l'alcool lors des fêtes. Une paysanne de Cochabamba précise boire de la *chicha** et en acheter pour les ouvriers agricoles. Toutefois, cette boisson étant très prisée dans la région, il est vraisemblable que d'autres paysannes – de Cochabamba – en boivent également, même si elles ne le spécifient pas. D'ailleurs, deux paysannes de Cochabamba nous ont invitées à partager leur coupe de *chicha*, une invitation qui ne se refuse pas ! Les femmes du groupe mâchent de la coca. Elles semblaient un peu gênées et riaient en disant qu'elles achetaient de l'alcool et en buvaient pour danser !

En fin de compte, ce que les paysannes et leurs familles produisent, généralement sans engrais chimique, semble être de bonne qualité nutritive, même si, pour certaines, leur alimentation peut souffrir d'un manque de variété, de protéines (celles qui mangent peu de produits carnés) et de certaines vitamines (celles qui mangent peu de fruits et de légumes). N'étant pas nutritionniste nous-mêmes, nous ne pouvons ni évaluer ni quantifier la valeur nutritive de l'ensemble de leur alimentation, mais nous pouvons constater que l'essentiel de leur alimentation est lié à l'autoconsommation et qu'elle compte très peu d'aliments transformés industriellement. Nous abordons justement la question des produits achetés au paragraphe suivant.

4.3.3.2 Origine des aliments consommés [indicateur 3.3.2]

Toutes les paysannes, et leurs familles, mangent d'abord et surtout ce qu'elles produisent. Toutefois, elles se procurent également d'autres aliments, comme du sucre, de l'huile, du pain, des fruits, soit en faisant du troc, soit en les achetant.

À la base des achats, effectués par toutes les paysannes ou presque, il y a le riz, les pâtes, l'huile et le sucre. On peut aussi supposer qu'elles achètent du sel, même si seulement deux le spécifient. Une bonne part des paysannes achètent aussi du gaz comme combustible, mais le gaz en bombonne coûte cher et plusieurs notent qu'elles n'en utilisent que lorsqu'elles n'ont pas de bouse à brûler.

Les fruits et les légumes peuvent être achetés ou troqués, surtout contre des pommes de terre et des *chuños**. Deux paysannes, provenant des vallées, achètent des pommes de terre et des *chuños**, une mentionne les obtenir en faisant du troc. Quelques paysannes achètent aussi du pain, de la viande, du lait, du fromage, du poisson ou de la nourriture pour les poules. Une seule paysanne, jeune et provenant visiblement d'une famille aisée où l'instruction est une valeur importante, mentionne acheter shampoing, savon et lessive, ce qui ne signifie toutefois pas que les autres n'en achètent pas.

4.3.3.3 Diversité et adéquation culturelle des aliments consommés [indicateur 3.3.3]

Bien sûr, les paysannes que nous avons rencontrées ne mangent pas toutes la même chose. La diversité et la qualité de ce qu'elles consomment sont, entre autres, fonction de leur lieu d'habitat et de production ainsi que de leur niveau socioéconomique. De plus, la diversité de ce qu'elles mangent doit s'interpréter en accord avec leur culture et non pas en fonction des critères occidentaux. L'alimentation des paysannes et de leur famille étant d'abord et surtout associée à l'autoconsommation, elle est culturellement adéquate. Aux pommes de terre qu'elles

cultivent, elles ajoutent du riz – bolivien, en provenance des basses terres, pas de l'Altiplano –, du thé, du sucre, mais aucun, ou très peu, d'aliments produits industriellement et sur-emballés.

L'alimentation des plus pauvres n'est pas très diversifiée. Cela peut entraîner des carences nutritionnelles. Toutefois, celles dont le niveau socioéconomique est adéquat semblent avoir une alimentation suffisamment diversifiée et culturellement adéquate. Dans l'ensemble, compte tenu de ce que nous avons pu observer en ville et à la campagne, les paysannes rencontrées ont une alimentation moins influencée par les dictats de l'agro-industrie que les citadins.

Ici se terminent les résultats qui concernent les trois concepts présentés dans le cadre d'analyse (voir section 3.3 « Des métaconcepts aux indicateurs ») et qui sont : 1) la production alimentaire, 2) les rayons d'action des femmes et 3) l'alimentation. Nous avons, pour chacune des variables et pour chacun des indicateurs énumérés au Tableau 1, présenté les données que nous avons recueillies lors de nos deux terrains de janvier et de juillet 2013. Si nous revenons au modèle de la figure 3, qui part du métaconcept de terres des femmes vers les trois concepts nommés ci-haut, le tout dans le métaconcept de souveraineté alimentaire, nous remarquons que cet ensemble conduit à un dernier rectangle désigné « autonomie des femmes ». Nous allons terminer ce chapitre sur les résultats en considérant le regard que les paysannes portent sur leur propre réalité en lien avec leur autonomie.

4.4 Autonomie des femmes

En juillet, nous avons demandé aux paysannes de qualifier leur situation par rapport à leur propre idéal, sur les dix thèmes suivants : 1) la capacité à produire ce dont elles ont besoin, 2) leur alimentation, 3) leur bien-être général, 4) leur niveau de vie économique, 5) leur autonomie, leur liberté, 6) leur situation dans leur famille, 7) leur situation dans la communauté, 8) leur capacité à donner ce qu'elles veulent donner

à leurs enfants, 9) leur pouvoir sur leur propre vie et 10) leur relation avec la *Pachamama**. Leurs réponses varient considérablement. Nous allons ci-dessous présenter les différents types de réponses pour chacun des dix thèmes.

4.4.1 Sa capacité à produire ce dont elle a besoin

Certaines paysannes font ressortir le manque : elles ne produisent pas assez, pour diverses raisons. Il manque d'eau sur l'Altiplano, il faudrait de l'irrigation. Les terrains sont trop petits et il n'y a pas assez de terres disponibles. On ne peut faire pousser des légumes et les légumes leur manquent. Certaines manquent d'aide pour tout le travail à faire, ce qui limite leur production.

Quelques paysannes font remarquer que cela dépend de la météo : quand la grêle ou le gel détruisent une partie de la récolte, elles ne produisent pas assez et cela peut les affecter considérablement – « je suis triste » indique l'une d'elles –, mais quand la météo est clémentine, elles sont « heureuses » et produisent assez. Plusieurs paysannes sont très contentes de ce qu'elles produisent, elles aiment produire, elles aiment la campagne – entre autres pour la nourriture qu'elles produisent et qu'elles ne doivent pas acheter – et ne voudraient pas vivre en ville. De nombreuses paysannes répondent seulement « *regular* », ce qui signifie régulier, ordinaire, normal...

4.4.2 Son alimentation

Plusieurs paysannes signalent manquer de certains aliments – lait, viande, légumes – tandis que quelques-unes reconnaissent ne pas manger à leur faim. Une mère de six enfants, récemment veuve, précise que sa famille manque de tout depuis la mort de son mari. Pour d'autres paysannes, la situation est variable : des fois oui l'alimentation est bonne, des fois non; plus ou moins, ça dépend.

Par contre, certaines femmes rapportent qu'elles sont satisfaites de leur alimentation. « Nous mangeons ce que nous produisons, et nous mangeons bien ». « À la campagne, on mange toujours frais ». « À la campagne, on cuisine beaucoup et on mange bien ». Une paysanne d'une vallée insiste : elle mange beaucoup de fruits et mange à son goût. Par contre, sur ce thème de l'alimentation, de nombreuses femmes répondent simplement « *regular* » : ordinaire, normal...

4.4.3 Son bien-être général

Celles qui ont des problèmes de santé indiquent ne pas ressentir de bien-être; c'est le cas de la plupart des femmes âgées. D'autres disent que là ça va car elles ne sont pas malades. Une paysanne souligne qu'elle a beaucoup souffert des conflits avec les Bartolinas*, que cela l'avait rendue malade, mais qu'elle va mieux. La jeune veuve ne connaît pas le bien-être; elle trouve que sa situation est difficile. Une mère déclare avoir été peinée quand il y a eu une épidémie de varicelle dans sa communauté et que ses quatre jeunes enfants l'ont attrapée; elle est peinée quand ses enfants sont malades. Si certaines femmes répondent « plus ou moins » à cette question, d'autres se sentent bien ou sont très bien. Quelques paysannes spécifient qu'elles se soignent avec les médecines naturelles et qu'elles sont bien. Parmi celles qui expriment vivre un haut niveau de bien-être, certaines resplendissent !

4.4.4 Son niveau de vie économique

Plusieurs paysannes rapportent manquer d'argent. Une paysanne, qui semble particulièrement démunie, nous dit qu'elle n'arrive carrément pas à joindre les deux bouts. Et, il y a les coups durs. Pour plusieurs femmes, le niveau de vie est fonction de la quantité de lait produite. Si les vaches ne donnent pas assez de lait, précise une paysanne, il faut parfois vendre une vache en cas de besoin – enclenchant le

cercle vicieux de l'appauvrissement ! Quand les vaches ne donnent pas assez de lait, une autre paysanne indique que son mari va chercher du travail en ville. Une paysanne âgée mentionne que le *bono dignidad** (pension de vieillesse) l'aide. Une paysanne se souvient avec nostalgie des années 1980 et 1990, alors qu'il y avait des programmes de travail contre nourriture, elle appréciait ces programmes. Celles qui ont un travail en ville et une ferme à la campagne signalent qu'elles s'en sortent bien. Pour ce thème, plusieurs femmes continuent de répondre : « *regular* », normal...

4.4.5 Son autonomie, sa liberté

Les réponses à ce thème sont assez tranchées. Quelques paysannes disent carrément qu'elles n'ont aucune liberté, aucune autonomie, alors que d'autres déclarent qu'elles sont très libres et autonomes. Plusieurs semblaient ne pas comprendre la question. Mais parmi celles qui spécifient n'avoir aucune liberté, il y en a qui comprenaient très bien la question : elles sont trop surchargées par les tâches et la vie dure pour être libres.

Celles qui rapportent être libres et autonomes font référence à deux éléments distincts : d'une part, la liberté dans le travail, l'emploi du temps, l'espace vaste et, d'autre part, la liberté dans le couple. Plusieurs paysannes notent qu'il y a beaucoup de liberté à la campagne, plus qu'en ville. Par ailleurs, une jeune femme sans enfant, qui se dit libre, précise que sa mère ne l'est pas car elle a son couple; une femme se reconnaît libre car son mari ne lui interdit rien, qu'elle n'a pas à lui demander, qu'elle fait ce qu'elle veut; une célibataire de 39 ans, très belle, dynamique et avenante, ne veut pas se marier car elle ne veut pas devoir demander la permission à un homme. Une dernière paysanne, âgée de 49 ans, mère de 7 enfants et séparée de son mari, souligne qu'elle a toute sa liberté, pas de mari à qui rendre des comptes, qu'elle est très fière de pouvoir « penser et décider » par elle-

même. Elle insiste : « je suis autonome, je fais ce que je veux faire, je vais où je veux aller ».

4.4.6 Sa situation dans sa famille

La plupart des paysannes indiquent être bien avec leur famille. Parfois, elles précisent qu'elles sont bien avec leur mari et avec leurs enfants. Celles qui s'expriment sur leurs relations avec leurs parents ou avec leur fratrie déclarent avoir de bonnes relations. Aucune ne mentionne spécifiquement être en mauvais rapport avec ses enfants, mais quelques-unes signalent que c'est difficile avec le mari ou omettent simplement de parler du mari. Une souligne que l'argent est la seule chose qui manque dans sa situation familiale. Quelques-unes ont encore répondu : « *regular* ».

4.4.7 Sa situation dans sa communauté

Si les relations familiales sont bonnes dans l'ensemble, il n'en est pas toujours de même dans la communauté. Certaines sont bien avec leur communauté. Toutefois, d'autres déclarent franchement que c'est difficile : une signale un problème d'attribution de terrain, une autre que son mari et elle sont en conflit avec les dirigeants, une paysanne âgée se plaint d'être maltraitée en raison de son âge. Certaines paysannes sont plus nuancées : plus ou moins, il y a différents caractères dans une communauté et ça dépend des gens. Des paysannes précisent qu'elles n'ont aucune relation avec la communauté, seulement avec leur famille, cela semble éviter des difficultés.

4.4.8 Sa capacité à donner ce qu'elle veut à ses enfants

Cette question s'adresse aux paysannes qui ont des enfants, et même plus spécifiquement à celles qui ont des enfants mineurs ou encore aux études, bref pas encore autonomes. Si certaines femmes répondent avoir la capacité de donner ce qu'elles souhaitent à leurs enfants, plusieurs n'en sont pas capables et en sont bouleversées: « je suis triste pour mes enfants ». Très lucide, une paysanne particulièrement démunie souligne qu'elle n'en est pas capable, qu'elle manque d'argent, de tout, qu'elle ne peut donner ce dont ses enfants ont besoin. La paysanne récemment devenue veuve dit qu'elle « manque de tout : de temps, d'argent et de nourriture pour les enfants ».

Par contre, une autre paysanne signale qu'à son âge, ce n'est pas elle qui aide ses enfants, mais ses enfants qui l'aident; de son côté, elle aide ses enfants en leur donnant des pommes de terre. Plusieurs femmes sont dans cette situation. Mère et enfants s'aident réciproquement. Une dernière paysanne, philosophe, mentionne que : « tout ce qu'on apprend est bon pour nos enfants ».

4.4.9 Son pouvoir sur sa propre vie

Sur ce thème les réponses sont très partagées. Certaines rapportent n'avoir pas de pouvoir sur leur vie, ou nuancent : parfois oui, parfois non. D'autres, visiblement, ne comprennent pas la question. Quelques-unes s'en remettent à Dieu et y trouvent leur bonheur. Celles qui déclarent avoir du pouvoir sur leur vie, ne s'arrêtent pas là, elles en ont long à dire, elles retracent leur propre cheminement. Une indique qu'auparavant son mari l'humiliait, qu'il y avait de la discrimination, mais qu'elle a suivi une formation sur les droits et obligations des femmes et qu'elle a pris sa place, qu'elle se sent plus calme. Une jeune femme souligne qu'elle veut poursuivre des études en gastronomie, c'est sa manière d'avoir du pouvoir sur sa vie. Une femme de 58 ans aurait aimé étudier, mais son père ne voulait pas car elle était une fille,

elle n'a qu'une troisième année, elle le regrette, elle a souffert de la discrimination envers les femmes. Puis, elle s'arrête de parler un instant et réfléchit : elle constate qu'elle a quand même réussi à faire son chemin et que, tout compte fait, elle a du pouvoir sur sa vie; et elle sourit !

4.4.10 Sa relation avec la *Pachamama**

Un bon tiers des paysannes déclarent être chrétiennes – catholiques ou protestantes – et ne rien comprendre à la *Pachamama*, ne pas y croire. Il y a aussi des paysannes qui honorent Dieu, la Terre, et qui n'oublient pas la *Pachamama* même si elles sont chrétiennes. Une paysanne dit que Dieu et la *Pachamama* c'est la même chose. Moins de la moitié des paysannes interviewées pratique les rites à la *Pachamama*, l'honore et s'y réfère. Une paysanne nous entretient longuement de sa relation à la *Pachamama*, qui est bonne pour elle et avec qui elle vit en harmonie. Aucune paysanne ne rapporte une mauvaise relation à la *Pachamama*.

En conclusion de ces dix thèmes, qui traitent du regard que les paysannes portent sur leur propre réalité, nous constatons que les réponses sont multiples. Il n'y a pas un portrait unique, une seule réalité, mais des femmes différentes vivant des conditions variées et réagissant différemment à leur situation. Ici se termine la section sur les résultats en fonction des données recueillies sur les indicateurs, les variables et les concepts-clés. Avant de discuter la méthodologie employée et les résultats qui en sont issus, nous allons répondre aux trois questions secondaires de la recherche, analysées à travers les cadres théorique, conceptuel et les postulats explicatifs présentés au chapitre 2.

4.5 Réponses aux trois questions secondaires

La problématique (chapitre 2) débute par la question de recherche, qui est : Dans quelle mesure les terres de femmes de l'Altiplano bolivien participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des paysannes? Rappelons qu'à cette question principale se greffent les trois questions secondaires suivantes :

- 1) Dans les différents systèmes de production alimentaire familiale et communautaire de l'Altiplano bolivien, quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques?
- 2) Comment le travail des femmes sur ces terres participe-t-il, directement ou indirectement, à la souveraineté alimentaire des paysannes elles-mêmes, de leurs familles, de leur communauté et de leur région?
- 3) Dans quelle mesure les terres des femmes participent-elles à l'autonomisation des paysannes?

À partir des données recueillies, nous répondons à chacune de ces trois questions et nous analysons ces réponses à travers le féminisme, l'interdépendance des trois sphères d'activités des femmes de l'approche genre et développement, les effets de lieu, de culture et de genre ainsi que l'intégration des métaconcepts de terres de femmes et de souveraineté alimentaire.

4.5.1 Quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques?

Telles que nous les avons définies, les terres des femmes comprennent la terre de l'habitat, celles des cultures et de l'élevage, celles des échanges et des trajets; elles comprennent aussi les représentations que les paysannes se font de leurs terres : terres imaginées, terres rêvées, terres héritées, terres de pouvoir ou d'aliénation.

Dans l'Altiplano bolivien, le portrait-type des terres des femmes – d'après les données présentées plus haut – est à peu près le suivant. Les terres de culture et d'élevage sont petites – la majorité a moins d'un hectare – et morcelées. Les paysannes en sont rarement propriétaires. Les terres sont le plus souvent la propriété du mari ou de la famille. Quelques paysannes utilisent des terres communautaires, mais malgré les us et coutumes indigènes, cela ne représente pas la situation-type. En fait, une seule paysanne a rapporté que sa communauté faisait des démarches pour reconstituer une terre communautaire à partir de terres privées. Les paysannes ne sont pas non plus propriétaires des terres des échanges. Les caractéristiques des terres des femmes des vallées, selon les paysannes que nous avons rencontrées, ne diffèrent pas sensiblement de celles de l'Altiplano : petites, morcelées, travaillées par la paysanne, mais propriété de quelqu'un d'autre. Par contre, les terres des vallées sont mieux irriguées (naturellement ou artificiellement), et permettent une production plus variée : des fruits et plus de légumes.

Si certaines terres de production entourent la maison, les paysannes doivent souvent marcher plus d'une demi-heure pour rejoindre champs et pâturages. Pour échanger, les paysannes se déplacent, à pied et en minibus, pour rejoindre la ville régionale, en général une fois par semaine; elles y consacrent plusieurs heures en trajets et, à chaque fois, dépensent environ 5 Bs* aller-retour. Ces trajets sont nécessaires pour produire et pour échanger, mais aussi pour entretenir un ensemble de relations sociales, de réciprocité* et autres, imbriquées dans le travail des paysannes. Qu'elles honorent ou non la *Pachamama**, les femmes vivent en harmonie avec leurs terres. Les paysannes aiment leurs terres, elles ne voudraient pas vivre en ville, même si leurs terres sont arides et exigent d'elles beaucoup de travail, que ce soit pour produire ou pour échanger.

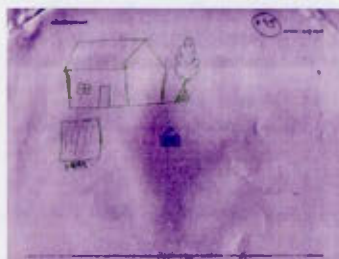
Pour compléter ce portrait des terres des femmes et de leurs caractéristiques, reportons-nous aux représentations des paysannes elles-mêmes. Sur les 54 entrevues, nous avons obtenu 34 cartes mentales des terres des paysannes (10 cartes en janvier et 24 en juillet). Nous leur demandions simplement de dessiner

leurs terres; si elles désiraient une instruction plus précise, nous indiquions de dessiner ce qui est important pour elles, comme nous le verrons dans les sections suivantes. Certaines cartes sont rudimentaires alors que d'autres contiennent beaucoup d'informations. Nous abordons ci-dessous les représentations que les paysannes se font de leurs terres, à travers les cartes qu'elles ont dessinées.

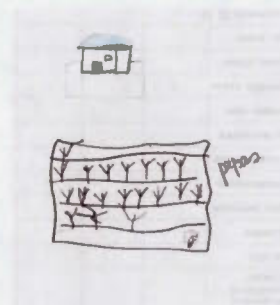
4.5.1.1 Représentation des terres des femmes, à travers les cartes mentales des paysannes

Nous avons divisé les cartes par type, pour regrouper celles qui se ressemblent. Quelques exemples, parmi les plus représentatifs, sont présentés dans les figures 6 à 14, en commençant par les plus élémentaires. Les cartes les plus simples contiennent une maison et un champ, parfois la paysanne spécifie qu'il s'agit d'un champ de pommes de terre. La figure 6 contient deux de ces cartes rudimentaires²². Parmi les paysannes qui ont mis l'accent sur une seule culture, il y en a qui ont fait des dessins plus élaborés. La figure 7 présente deux cartes comprenant une maison et une culture : des plants de pommes de terre en fleurs dans le premier cas et des plants de tomates dans le second cas; cette seconde paysanne provient d'une vallée du département de La Paz, nous l'avons rencontrée à El Alto où elle vendait justement des tomates. Quelques éléments supplémentaires, qui situent les champs par rapport à la maison, sont aussi présents dans ces deux représentations : des chemins, de l'eau... La figure 8 comprend deux cartes comportant des champs carrés, quelques informations sur les animaux, le tout entourant la maison. La carte 8B est une des deux seules cartes, sur les 34, dans laquelle la paysanne s'est également représentée.

²² Certains traits de crayons étaient tellement pâles qu'il fallait foncer considérablement la numérisation des dessins pour voir les tracés; c'est le cas de la carte A de la figure 6. Parfois, le fait de foncer la numérisation fait ressortir l'impression de l'autre côté de la feuille.



A.



B.

Figure 4.3 Deux cartes mentales rudimentaires représentant une maison et un champ.



A.

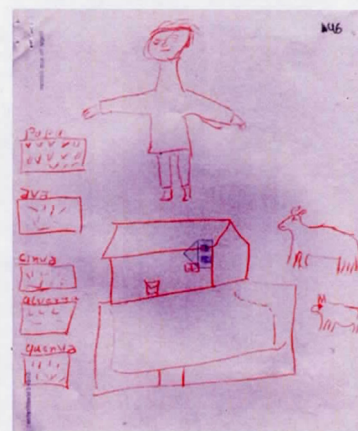


B.

Figure 4.4 Deux cartes mentales, de type dessin, représentant une maison, un ou des chemins et un seul type de culture : pommes de terre dans A et tomates dans B. Notes : le dessin A, réalisé sur une grande feuille, a été numérisé en deux temps, d'où son aspect tronqué vers la droite ; dans B, le dessin est très pâle, sauf les plants de tomates.

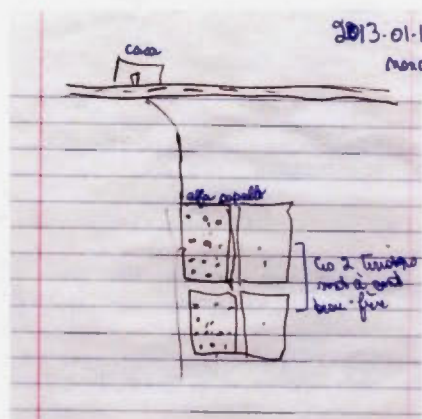


A.

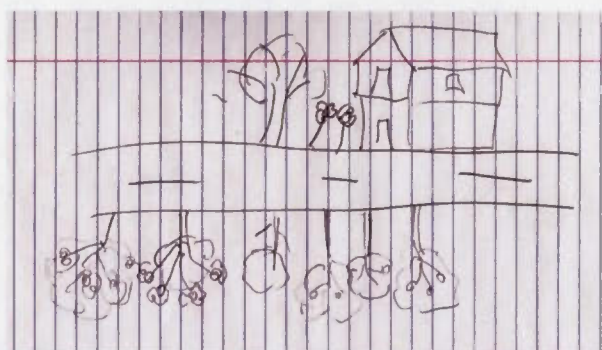


B.

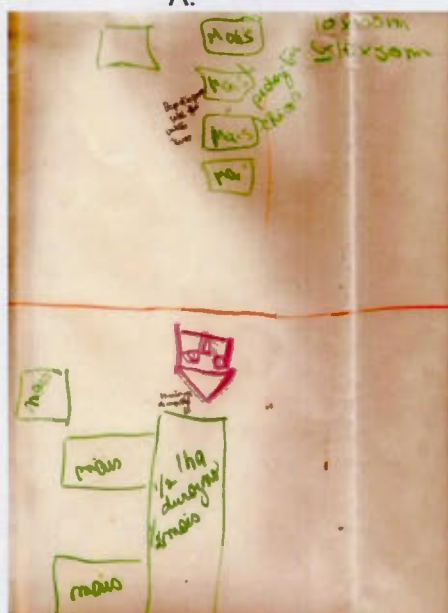
Figure 4.5 Deux cartes mentales représentant des champs entourant une maison, une cour intérieure (patio en A, murs et porte dessinés en B) et des informations sur les animaux. Dans A, la paysanne a nommé les lieux où sont les animaux : vache (vaca), cochon (chancho), brebis (oveja). Dans B, elle a dessiné deux animaux. De plus, dans B, elle s'est représentée elle-même.



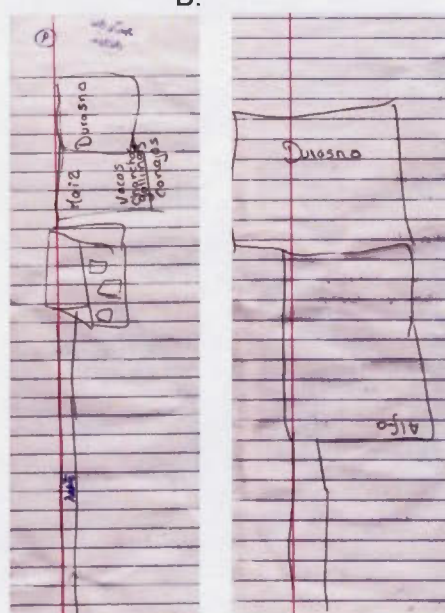
A.



B.



C.



D.

Figure 4.6 Quatre cartes mentales de la région de Cochabamba. Dans chacune, la route principale coupe les terres de la paysanne. Notes : dans la carte C, la route est représentée par la ligne orange ; dans D, il y a deux dessins, car la paysanne a dessiné des deux côtés de la feuille ; dans A et C, l'écriture est de nous.



Figure 4.8 Deux cartes mentales, de type paysage, comprenant la maison, des champs, des chemins, les montagnes et d'autres éléments.



Figure 4.9 Deux cartes mentales colorées, de type paysage, comprenant un ensemble d'éléments : la maison, des champs, les montagnes, le soleil, le ciel, des fleurs (12A), le lac Titicaca et les *totoras** (12A), des animaux – d'élevage (vaches, poule, coq, chien) et sauvages (canards ou *patos*) – (12B). Dans la carte 12B la paysanne s'est représentée elle-même.

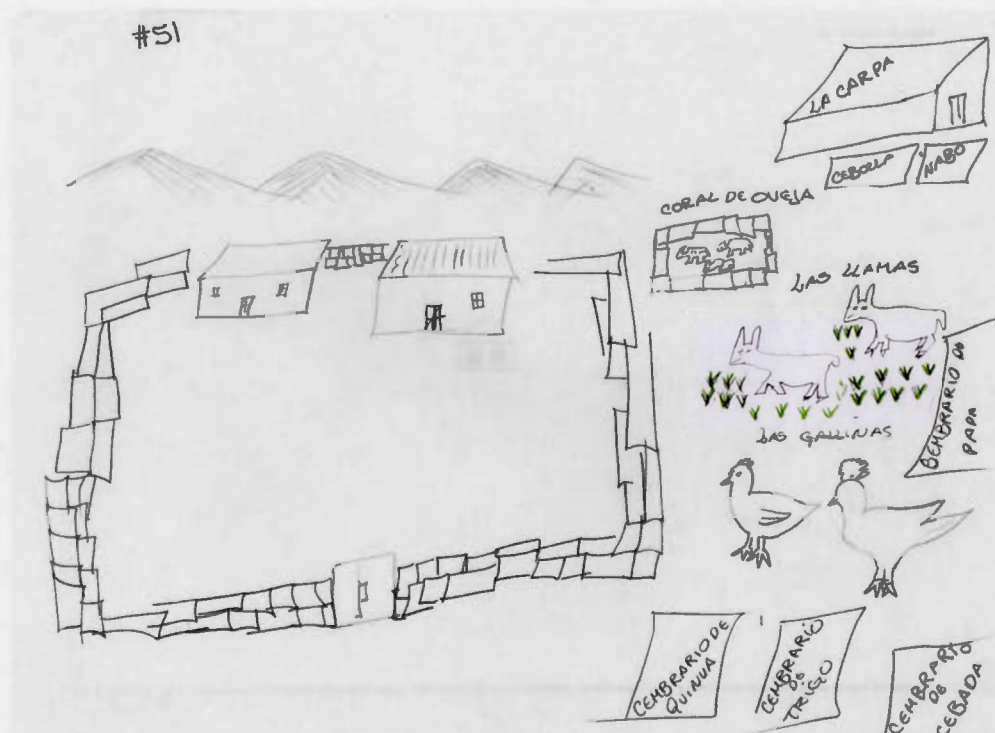


Figure 4.10 Une carte mentale, de type croquis, d'une jeune paysanne, comprenant : la maison, une serre, l'enclos des brebis, des animaux et six champs.

Dans la région de Cochabamba, pour quatre des paysannes rencontrées, une route importante (avec beaucoup de trafic roulant vite) coupe leurs terres. Dans les quatre cas, cela paraît dans leurs représentations, tel que montré à la figure 9. Les paysannes de cette région produisent surtout du maïs et des pêches (*durazno*); on voit bien les arbres fruitiers dessinés sur la carte 9B. Dans la carte 9C, il ressort aussi que les terres de culture sont morcelées.

Ce morcellement des terres est considéré par plusieurs paysannes comme une importante contrainte à la production. Cela transparaît clairement dans certaines cartes, comme on peut le voir à la figure 10. Par ailleurs, dans les deux cartes de la figure 10, les paysannes ont situé leurs terres dans leur environnement. Elles ont tracé des chemins, un ruisseau, un cimetière (dans 10A), une école (10A), la place (10A), un collège (10A et 10B), une autre communauté (10B) et la TCO où elle cultive (10B). Elles nous ont indiqué ce qu'elles cultivent dans les différents champs (10A et 10B) et le pâturage des vaches (10A), ce qui nous a permis, en leur présence, d'écrire ces informations sur les cartes. La paysanne de 10A a dessiné trois champs de pommes de terre (*papas*), un de blé (*trigo*), un de pois (*arveja*), un d'avoine (*avena*) et un de luzerne (*alfalfa*). La paysanne de 10B nous a indiqué les champs de pommes de terre, d'*ocas**, de luzerne, de fèves, d'avoine et de pois. Bien que ces cartes ne soient pas à l'échelle, il y a une notion d'espace dans ces dessins. On sent la distance qu'il y a entre les divers éléments qui sont représentés.

Les cartes de la figure 10 sont des plans. Par ailleurs, certaines paysannes ont plutôt dessiné des paysages, en y intégrant les montagnes, entre autres. C'est le cas des cartes de la figure 11, dans lesquelles on sent une certaine perspective. Parmi les paysannes qui ont dessiné des paysages, il y a deux qui ont des talents artistiques et qui ont profité de toutes les couleurs qui leur étaient offertes (à toutes, nous leur proposons une vaste palette de crayons de couleur), tel qu'on le voit à la figure 12. De plus, la carte 12B est la seconde carte où la paysanne s'est représentée elle-même (l'autre étant la 8B).

Deux paysannes ont tracé des croquis particulièrement riches d'informations. La figure 13 présente le croquis d'une jeune paysanne. On y trouve la maison entourée de son mur d'adobe, la serre (*carpa*, en haut à droite), l'enclos des brebis (*coral de oveja*), des lamas, une poule et un coq, les montagnes en arrière-plan et six champs de culture contenant : oignons (*cebolla*), navets (*nabo*), pommes de terre (*papa*), quinoa, du blé (*trigo*) et orge (*cebada*). La figure 14 contient deux dessins car la paysanne a d'abord représenté la terre familiale puis, dans un autre dessin, elle a situé cette terre dans l'environnement du village. Le père de la paysanne a entrepris des démarches pour partager sa terre avec ses enfants et on remarque, sur le premier dessin, à gauche, la part de la paysanne (*terreno de Christina*), et l'endroit où elle veut construire une maison (*va a construir casa*). Au milieu, il y a la terre de son père avec la maison et l'indication des cultures de quinoa, *quañawa**, pommes de terre (*papas*) et orge (*cebada*); le puits (*pozo*) est aussi indiqué. À droite, elle a tracé le terrain de son frère. Dans le second dessin, la paysanne a esquissé la terre familiale – le petit carré à gauche – le village (*pueblo*) au centre, la rivière (*rio*), des chemins et un pont (*punte*).

Ces cartes démontrent que les paysannes ont des représentations très différentes de leurs terres. Toutefois, même quand le dessin est rudimentaire, la maison et les pommes de terre sont très présentes.

4.5.1.2 Analyse des caractéristiques des terres des femmes à travers le cadre théorique, les postulats explicatifs et le cadre conceptuel

Après ces représentations des terres des paysannes, nous analysons ici les terres des femmes et leurs caractéristiques à travers le cadre théorique du féminisme, l'interdépendance des trois sphères d'activités des femmes de l'approche genre et développement, les effets de lieu, de culture et de genre des postulats explicatifs et, finalement, le cadre conceptuel imbriquant les métaconcepts de terres des femmes et de souveraineté alimentaire, tels que présentés au chapitre 2.

Selon le cadre théorique du féminisme et de la géographie féministe, le portrait des terres des femmes tracé ici est réalisé du point de vue des paysannes; les hommes – paysans ou autres – en ont certainement un point de vue différent. D'ailleurs, il arrivait, lors des entrevues, que les maris soient présents²³; dans deux cas, ils ont « contribué » à la carte mentale de leur épouse. Dans le premier cas, la paysanne ne voulait pas dessiner, son mari a tracé leurs terres, puis elle a esquissé sa représentation en dessous. Dans le second, la paysanne ne voulant pas dessiner, seul le mari l'a fait. Dans un troisième cas, le mari, peu présent lors de l'entrevue, nous a par la suite donné un croquis qu'il avait réalisé dans le cadre de démarches auprès du gouvernement. Bien qu'anecdotiques, ces trois cas (figure 15) permettent de mettre en lumière des différences de représentation entre les hommes et les femmes. Tout d'abord, on remarque que, pour les femmes, la maison tient toujours une place importante dans leur représentation de leurs terres, la maison est moins importante dans les représentations des hommes. Ensuite, les femmes nomment ou dessinent les types de culture (et souvent les animaux), alors que les hommes ne tracent que les formes des terrains. Il y a plus de détails, plus de spécificités, à l'échelle du travail réalisé, dans les cartes des femmes, même dans les cartes sous forme de plans ou de croquis. Par ailleurs, les trois hommes ont tous fournis des indications de lieux (chemin, ville, montagne), ce que de nombreuses femmes n'ont pas fait. La représentation des femmes est plus collée à la terre, à ce que la terre donne et permet de produire. Elle intègre aussi davantage la sphère reproductive (maison) à la sphère productive (champs). La représentation des hommes est davantage tournée vers l'extérieur, vers les chemins, les lieux que l'on peut rejoindre à partir de leurs terres.

Par ailleurs, l'imbrication des trois sphères d'activité des femmes – productive, reproductive et collective, de l'approche genre et développement – transparaît dans

²³ La présence des maris et autres personnes lors des entrevues sera discutée au chapitre 5.

les trajets des femmes, mêlant leurs responsabilités de productrices et celles de mères qui vont aux champs ou à la *feria** avec leurs enfants, voyageant pour échanger et pour se réunir, se former, apportant des pommes de terre à leurs enfants ou à d'autres membres de leur famille vivant en ville... En outre, l'importance de la maison dans les cartes mentales met l'accent sur la sphère reproductive, superposée à la sphère productive des femmes. Le groupe de paysannes, qui se réunit régulièrement pour des formations ou pour d'autres raisons, révèle l'interdépendance entre les terres et la sphère collective. Les rites et les honneurs à la *Pachamama** témoignent également des liens entre la terre-mère et la sphère collective.

Concernant les postulats explicatifs, l'altitude est un facteur explicatif de l'effet de lieu, lequel se manifeste de plusieurs manières. Bien sûr, les productions varient selon l'altitude; le troc de pommes de terre de l'Altiplano contre des fruits des vallées en est une conséquence. L'irrigation, plus importante dans les vallées qu' dans l'Altiplano, influe aussi sur les productions. L'effet de lieu, opposant ici les hautes terres (Altiplano et vallées) et les basses terres (*Oriente*) de la Bolivie, se fait sentir également dans la petitesse et le morcellement des terres : l'Histoire de la Bolivie ayant contraint les Aymaras et les Quechuas aux terres les plus arides, les moins productives et à la subdivision excessive de leurs terres, tel qu'expliqué au chapitre 1. Les effets des réformes agraires inachevées se font donc sentir dans les dimensions, les localisations et les propriétés des terres des femmes.

L'effet de culture, à propos de la culture indigène, est souligné dans l'aspect communautaire des terres. Bien qu'une minorité de paysannes ait rapporté produire (cultiver et élever) sur des terres communautaires, cet aspect demeure important pour certaines et pour l'organisation socio-territoriale de l'ensemble. À la question sur leur lieu de résidence, la très vaste majorité nomme d'abord la communauté. De plus, les relations à la *Pachamama** demeurent fondamentales pour plusieurs paysannes.

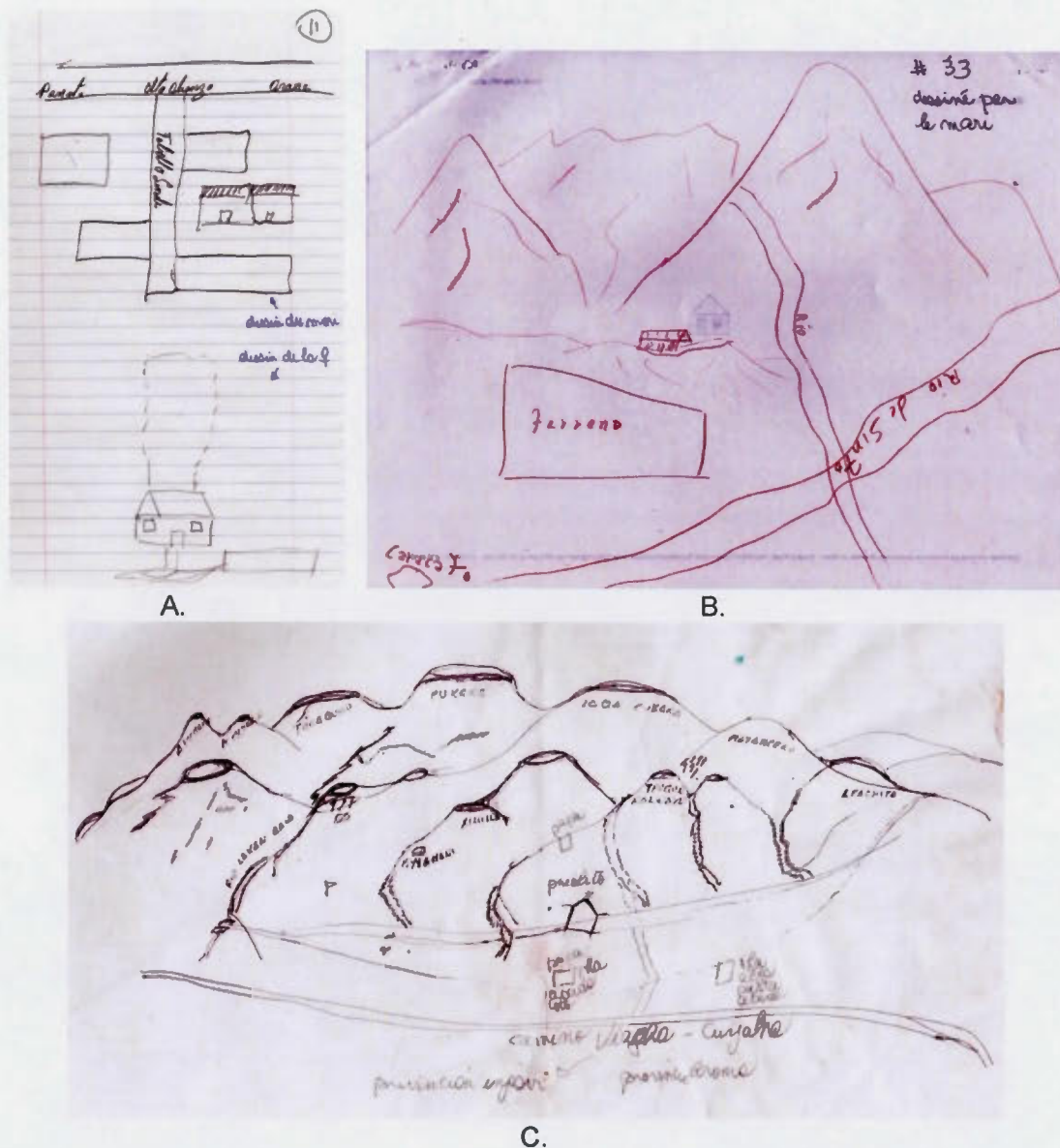


Figure 4.12 Trois cartes et croquis, contribution des maris des paysannes. Dans A, le dessin du haut est celui du mari et le dessin du bas est celui de la paysanne ; la relation entre la maison et les autres terres varie considérablement chez l'homme et la femme. Dans B, la maison est petite au milieu. Dans C, le croquis réalisé à d'autres fins que cette recherche, situe le village dans l'environnement des montagnes et de la plaine (*pampa* à l'avant-plan) ; nous avons fait ajouter les localisations des terres du couple ; dans cette communauté, les maisons sont regroupées dans le village (*pueblito*) et les paysans travaillent les terres autour du village, dans la plaine ou *pampa* et dans les montagnes.

L'effet de genre se manifeste dans la propriété des terres, appartenant rarement aux femmes, et à travers la petitesse et le morcellement des terres, car la hiérarchisation sexuelle du travail est telle que ce sont surtout les paysannes qui parcourent les longs trajets fatigants.

Rappelons que dans le cadre conceptuel de cette recherche, c'est l'intégration des terres des femmes, tangibles et imaginées, dans le concept abstrait et englobant de la souveraineté alimentaire qui permet la réalisation de cette dernière (voir figure 3). Les résultats exposés jusqu'ici permettent de constater que la concrétisation de la souveraineté alimentaire est compliquée par la petitesse et le morcellement des terres des femmes ainsi que par le fait que les paysannes n'en sont pas propriétaires. Néanmoins, les représentations que les paysannes se font de leurs terres, de même que leurs propres perceptions de leur autonomie et de leur liberté sur ces terres adoucissent ce portrait plutôt sombre. Les paysannes aiment leurs terres, même arides et peu fertiles, même exigeantes en termes de travail. En fait, la réalisation de la souveraineté alimentaire passe beaucoup par l'investissement des femmes dans leurs terres; c'est le sujet de la prochaine section.

4.5.2 Comment le travail des femmes participe-t-il à la souveraineté alimentaire des paysannes, de leur famille, de leur communauté et de leur région?

Pour identifier comment le travail des femmes participe à la souveraineté alimentaire²⁴, il faut d'abord caractériser le travail des paysannes, puis établir quelles sont les productions issues du travail des femmes, avec les ressources disponibles, ensuite il s'agit d'identifier qui ce travail nourrit. Ultérieurement, les liens tissés entre le travail des femmes et divers aspects de la souveraineté alimentaire sont considérés aux quatre échelles de la recherche : celle de la paysanne, de sa famille, de sa communauté et de sa région.

²⁴ Au besoin, revoir la section 2.3.2 pour la définition de la souveraineté alimentaire.

Le travail des femmes est multiple : elles travaillent la terre, elles choisissent les semences, elles sèment, elles récoltent, elles transportent de lourdes charges sur leur dos, elles ramassent et font sécher les bouses, elles irriguent (là où il y a de l'irrigation), elles disposent l'engrais (naturel ou chimique), elles transforment les pommes de terre en *chuños**, elles transforment le maïs en *chicha**, elles amènent les animaux paître, elles les nourrissent, elles les soignent, elles traient les vaches, elles transforment le lait en fromage, elles recueillent les œufs, elles tondent les moutons et les lamas, elles cardent et elles filent la laine, elles tissent des couvertures, elles tricotent et cousent des vêtements, elles abattent des animaux, elles labourent ou elles paient la location d'un tracteur, parfois elles paient un ouvrier agricole, elles parcourent la campagne, elles font de longs trajets en minibus, de paysannes elles se transforment en marchandes, elles vendent, elles achètent, elles troquent, elles assistent à des réunions, elles reçoivent de la formation, elles participent aux travaux communautaires, elles mettent des enfants au monde et les élèvent parfois seules, elles achètent les effets scolaires et envoient les enfants à l'école, elles donnent des pommes de terre et des *chuños* à leur famille élargie, parfois elles les apportent elles-mêmes, elles cuisinent, elles lavent la vaisselle, elles lavent les vêtements, elles entretiennent la maison, elles gèrent des budgets très serrés, parfois elles ont un autre travail pour tenter d'y arriver financièrement, certaines années elles font face à la sécheresse, à la grêle ou le gel qui abîment les récoltes, elles s'occupent des parents âgés et parfois elles sont vieilles elles-mêmes et font tout sans aide... et les données officielles déclarent qu'elles sont inactives...

Heureusement, dans la plupart des cas, les paysannes ne réalisent pas seules toutes ces tâches. Si elles accomplissent en solitaire certains aspects de leur travail, comme par exemple se rendre aux lieux des échanges, courbées sous les *cargas** de produits à vendre ou à troquer – une paysanne sur deux va seule à la *feria** – d'autres activités sont effectuées en famille, comme le travail au champ, ou en communauté, comme la location du tracteur, la participation aux réunions des *Bartolinas** ou certaines corvées.

La production issue du travail des femmes est constituée de l'ensemble de la production de unités agricoles : céréales, légumes, fourrage, fruits (dans les vallées), animaux, produits transformés, nourriture pour les animaux, etc.; tout ceci a été présenté dans les sections 4.1.4 et 4.1.5 de ce chapitre. Quant aux ressources, qu'elles soient techniques, financières, humaines, éducatives ou infrastructurelles, elles sont maigres, tel que démontré dans la section 4.1.2.

Le travail des paysannes sert d'abord à nourrir directement leur famille : l'autoconsommation de ce qui est produit est la règle de base et cette autoconsommation se fait à l'échelle de la famille. Dans les familles où la production agricole ne suffit pas, la paysanne peut avoir un autre travail rémunéré. Ces familles sont généralement parmi les plus démunies et le travail des femmes n'est pas suffisant pour subvenir aux besoins, alimentaires et autres, de la famille. D'autres productions, non alimentaires mais toutefois issues des terres, sont réalisées et utilisées à l'échelle familiale; c'est le cas, par exemple, de la confection des couvertures et lainages provenant de la laine des animaux de la ferme.

Le travail des femmes sert aussi directement à nourrir la région : le lait vendu à l'entreprise laitière – qui vient le recueillir à l'échelle de la communauté – est utilisé à l'échelle de la région (ou du pays), les produits troqués ou vendus dans les *ferias** – pommes de terre, *chuños**, fromage, etc. – servent à nourrir la population régionale.

4.5.2.1 Contribution du travail des femmes à la souveraineté alimentaire à quatre échelles

Ainsi, par leur travail, les paysannes contribuent à la souveraineté alimentaire de différentes manières et à plusieurs échelles. Elles produisent une alimentation « vivrière, saine, de bonne qualité, culturellement appropriée, destinée au marché intérieur », dont profitent tous les bénéficiaires de cette production : la paysanne

elle-même, sa famille, la région. Toutefois, sur l'Altiplano, la production n'est généralement pas très diversifiée, les paysannes tentent de respecter la biodiversité, mais compte tenu de la faible fertilité des terres de l'Altiplano, du manque de terres, des petites surfaces et du peu de ressources, il est possible que la capacité de production des terres et la préservation des ressources naturelles ne soient pas respectées.

À l'échelle de la paysanne, malgré le fait que l'Altiplano ne soit pas submergé par « les importations à bas prix », il n'en demeure pas moins que « les prix décents pour les paysannes » ne semblent pas au rendez-vous ou, du moins, ne permettent pas un revenu décent. De nombreuses paysannes peinent à survivre avec les productions de leurs terres malgré leur dur labeur. Le « processus d'industrialisation des modes de production » n'a peut-être par rejoint l'Altiplano, toutefois, « la nécessité de développer une agriculture paysanne durable » et rentable demeure.

Le travail des paysannes se fait surtout sentir à l'échelle de la famille, par l'autoconsommation. C'est aussi à cette échelle que se situent le travail au champ et auprès des animaux, la réutilisation des semences, des engrais et des outils, l'utilisation des revenus de la vente de la production... La propriété de la terre, qui peut contribuer à la souveraineté alimentaire, est également à l'échelle de la famille, le propriétaire étant le plus souvent le mari ou une ou plusieurs personnes de la famille. Le travail des femmes apporte aussi l'argent nécessaire à la famille.

Bien que selon différentes sources, l'organisation socio-territoriale indigène bolivienne soit d'abord communautaire, parmi les paysannes rencontrées, cet aspect n'est pas ressorti comme fondamental. Il concerne une minorité de paysannes. Sur les terres des femmes interviewées, seuls quelques éléments se situent à l'échelle communautaire : la location du tracteur est le fait de la communauté, de même que la cueillette du lait par l'entreprise laitière. De plus, les réunions, les formations et les projets des *Bartolinas** se réalisent à l'échelle de la communauté. De rares soutiens infrastructurels rapportés par les paysannes ont été effectués à l'échelle de la

communauté. Finalement, les quelques paysannes qui ont affirmé travailler une terre communautaire ont aussi mentionné qu'il y avait des corvées communautaires sur ces terres.

À l'échelle de la région, on note évidemment les échanges de production (pommes de terre, fromage, animaux, etc.) dans les marchés. Les achats et trocs de semences se font à l'échelle de la région. Le travail des paysannes comprend aussi les nombreux trajets réalisés dans la région pour échanger, pour visiter de la famille, pour obtenir la pension de vieillesse, pour contribuer à la collectivité... L'intervention de l'ONG qui aide les paysannes à valoriser le quinoa en confectionnant des barres tendres destinées aux écoliers de la région se réalise aussi à l'échelle régionale.

4.5.2.2 Analyse des liens entre le travail des femmes et la souveraineté alimentaire à travers les cadres théorique et conceptuel et les postulats explicatifs

Nous analysons ici les liens entre le travail des paysannes et la souveraineté alimentaire à travers le féminisme, l'interdépendance des trois sphères productive, reproductive et collective des femmes, les effets de lieu, de culture et de genre et, finalement, l'imbrication des métaconcepts de terres des femmes et de souveraineté alimentaire.

La longue liste des multiples tâches effectuées par les paysannes est en opposition avec les données officielles selon lesquelles la moitié des paysannes sont inactives (FAO, IFAD et ILO, 2010). Le féminisme impose de sortir de la vision androcentriste du travail paysan. Ainsi, il est primordial d'affirmer que, malgré l'inscription du principe de souveraineté alimentaire dans la nouvelle Constitution bolivienne de 2009 et en dépit du travail des femmes, plusieurs paysannes n'obtiennent ni une alimentation adéquate, ni une capacité de production suffisante pour elles-mêmes et leur famille, ni des revenus décents, ni une agriculture paysanne durable et rentable. Les résultats présentés dans cette recherche révèlent que les réalités des

paysannes sont diversifiées. Certaines femmes atteignent les diverses composantes de la souveraineté alimentaire, tandis que d'autres n'y parviennent pas. Les paysannes qui atteignent certains aspects de la souveraineté alimentaire les obtiennent par leur travail, mais également grâce à un ensemble de facteurs autres : taille des terres, moyens techniques, soutiens variés, éducation, etc. Plusieurs paysannes, moins nanties en termes de ressources, malgré leur travail incessant et leur bonne volonté, sont loin d'y parvenir.

Par ailleurs, à propos des différentes sphères d'activités des femmes, la liste quasi infinie des tâches des paysannes prouve bien l'interdépendance des sphères productive, reproductive et collective des activités des paysannes, pour tenter d'atteindre la souveraineté alimentaire.

Dans la Bolivie stratifiée selon l'altitude, imprégnée des cultures indigènes et de sexisme, le lieu, la culture et le genre s'imposent au travail des femmes entre autres par la rigueur du climat, la faible fertilité des sols, les hiérarchisations sexuelle et ethnique des tâches et la ségrégation spatiale de genre. Ainsi, les effets de lieu, de culture et de genre rendent difficile la concrétisation de la souveraineté alimentaire pour les paysannes, malgré leur travail, ou en raison de ce travail dur et fatigant imposé par l'altitude, les us et coutumes indigènes et le sexisme ambiant.

Finalement, l'intégration des terres de femmes à la souveraineté alimentaire passe par le travail des paysannes, mais ce travail n'est pas suffisant pour atteindre la souveraineté alimentaire. D'autres éléments, dont les terres, les ressources, les soutiens, l'éducation, la capacité de décision, sont également indispensables.

4.5.3 Dans quelle mesure les terres des femmes participent-elles à l'autonomisation des paysannes?

La dernière sous-question de la problématique a pour objectif de mettre en lumière si, selon les points de vue exprimés par les paysannes, leurs terres les libèrent ou les contraignent dans les différentes sphères de leur vie. Cette question réfère à la case inférieure de la figure 3, case intitulée « autonomie des femmes », qui est l'aboutissement de l'arborescence des terres des femmes intégrée à la souveraineté alimentaire. Les terres des femmes contribuent-elles, ou non, à leur autonomie?

4.5.3.1 Les points de vue des paysannes sur leur autonomie

Selon les points de vue exprimés par les paysannes sur dix thèmes qualifiant leur situation par rapport à leur propre idéal (section 4.4), leurs réponses sont diversifiées. Concernant leur capacité à produire ce dont elles ont besoin, leur alimentation et leur capacité à donner ce qu'elles veulent à leurs enfants, les réponses s'échelonnent sur tout le spectre partant du manque important jusqu'à l'abondance : de « mes terres sont trop petites et mes enfants et moi manquons de tout : de nourriture, d'argent... » jusqu'à « j'arrive à produire tout ce dont j'ai besoin sur mes terres et nous mangeons bien sur la ferme, mes enfants ne manquent de rien ». À propos de leur niveau de vie économique, en lien avec ce qui précède, les réponses varient selon les paysannes : certaines ne peuvent vivre de leurs terres, elles ont besoin d'un autre travail et, malgré tout, demeurent dans le besoin et la pauvreté, d'autres sont à l'aise et vivent convenablement de leurs terres. Aucune paysanne ne peut être qualifiée de riche²⁵. Par ailleurs, elles ont associé leur bien-être à leur santé et n'ont pas fait de liens avec leurs terres. Si la quasi totalité des paysannes rapporte avoir de bonnes relations avec leur famille – quelques fois en

²⁵ Si jamais il y a des paysannes riches sur l'Altiplano, de toute façon, ce ne sont pas ces femmes que nous recherchions dans ce projet de recherche.

excluant le mari –, les relations avec la communauté sont parfois houleuses ou maintenues au neutre. Ainsi, les terres communautaires sont davantage perçues comme source de contraintes que les terres familiales. Les relations avec la terre-mère, la *Pachamama**, sont par contre harmonieuses, neutres ou inexistantes, jamais contraignantes. Finalement, les réponses les plus tranchées sont celles concernant l'autonomie des femmes, leur liberté et leur pouvoir sur leur vie. Certaines paysannes ressentent n'avoir aucune autonomie, aucune liberté, aucun pouvoir sur leur vie, que ces contraintes soient liées à la campagne, aux terres ou aux relations conjugales. D'autres au contraire se sentent autonomes, libres. Celles qui reconnaissent avoir du pouvoir sur leur vie sont toutes des paysannes qui ont cheminé dans leur réflexion, dans leurs attitudes et dans leurs choix de vie; toutefois, cela n'a pas de lien direct avec leurs terres. Elles sont jeunes ou âgées, mais toutes celles qui s'identifient comme autonomes apprécient leur vie et leurs terres, même si ces terres ne sont pas nécessairement les plus vastes, les plus riches, ni les plus fertiles.

4.5.3.2 Analyse de l'autonomisation des paysannes à travers les cadres théorique et conceptuel et les postulats explicatifs

Nous complétons ce chapitre par l'analyse de la contribution des terres des femmes à l'autonomisation des paysannes à travers le féminisme, les trois sphères d'activités, les effets de lieu, de culture et de genre et l'imbrication des terres des femmes dans la souveraineté alimentaire.

Le féminisme, en sortant du point de vue masculin dominant, rejette aussi « la » femme, unique, comme si toutes les femmes provenaient d'un même moule et étaient toutes identiques. Les paysannes que nous avons rencontrées sont toutes différentes. Leurs situations varient, leurs préférences, leurs choix, leurs décisions, leurs actions, et leurs propres interprétations de leur vie divergent. Leur point de vue sur leur autonomisation est fonction d'un ensemble de facteurs, dont leurs terres.

Souvent mères, quoique pas toujours, généralement engagées dans leurs collectivités, mais certaines ne s'impliquent pas, les paysannes alternent de la sphère productive à la sphère reproductive et combinent le tout à la sphère collective, ou superposent ces trois sphères d'activités au gré des besoins, des occasions, des envies, des obligations. Leurs terres et leur travail de paysanne peuvent faciliter la combinaison de ces trois sphères ou, au contraire, les contraindre dans ce jeu d'équilibre toujours instable. Chaque paysanne vit cette interrelation d'une manière qui lui est propre.

À propos des effets de lieu, de culture et de genre, il semble, de prime abord, que cultiver une terre aride à 4000 m d'altitude ne constitue pas la situation idéale pour atteindre un haut niveau d'autonomie. Pourtant, l'autonomie des paysannes, selon leurs témoignages, n'est pas fonction de la grandeur des terres, ni de l'altitude, ni même de leurs situations économiques. Bien sûr, elles doivent avoir dépassé la survie pour se dire autonomes. Par contre, une terre de taille suffisante n'apporte pas nécessairement l'autonomie. Selon les paysannes, les formations, le soutien de leur conjoint et de leur famille, de même que leur implication dans des groupes de femmes sont les principaux facteurs contribuant à leur autonomie, bien davantage que les caractéristiques des terres. Quant à la culture indigène et au genre, dont les effets sont également transversaux et amalgamés à la situation des paysannes, lentement la Bolivie évolue vers plus de droits, plus de respect pour les indigènes et pour les femmes, plus d'éducation aussi, ce qui profite aux filles. Chacune à son propre rythme, les paysannes cheminent à travers cette évolution, certaines plus vite que d'autres. Celles qui ont acquis une plus grande autonomie ont travaillé fort, elles en sont conscientes et elles en sont fières, avec raison.

Finalement, l'intégration des terres des femmes, concrètes et imaginées, au concept abstrait de la souveraineté alimentaire, pour en permettre l'accomplissement, participe-t-elle à l'autonomisation des femmes? À travers le concept de souveraineté alimentaire, les terres des femmes rendent-elles les paysannes plus autonomes? Cela dépend. Les terres des femmes peuvent contribuer à leur autonomie, mais

d'autres facteurs entrent en jeu. Si les terres des femmes sont suffisantes en superficie et pas trop morcelées et si les paysannes disposent des ressources, des soutiens, de l'éducation, pour subvenir convenablement à leurs besoins et à ceux de leur famille, les terres des femmes sont un facteur d'autonomie. Toutefois, d'après nos observations et les témoignages des paysannes, leur personnalité, leur combattivité, leur détermination et leur propre réflexion sur leur vie sont aussi indispensables pour devenir autonome et se ressentir comme telle.

4.6 Réponse à la question de recherche

Pour conclure ce chapitre sur les résultats, reprenons la question de recherche : dans quelle mesure les terres des femmes de l'Altiplano bolivien participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des femmes ? Selon les données recueillies dans le cadre de cette recherche, la réponse est la suivante : les terres des femmes, par l'intermédiaire du travail des paysannes, contribuent de manière importante à la souveraineté alimentaire de leur région, même si cette contribution est largement sous-estimée dans les données officielles. Une meilleure reconnaissance de cet apport des paysannes et de leurs terres, accompagnée de ressources, de soutiens et de formations, permettrait d'accroître considérablement l'autonomie des femmes, ce à quoi les plus démunies aspirent. De plus, la reconnaissance de la contribution des terres des femmes et du travail des paysannes passe par une meilleure connaissance de leurs réalités complexes et multiples.

CHAPITRE V

DISCUSSION

Dans ce chapitre, nous discutons d'abord la méthodologie employée puis les résultats que cette méthodologie a permis de mettre en lumière, pour finir en revenant à la question principale et en discutant la réponse.

5.1 Discussion de la méthodologie

5.1.1 Les deux périodes du terrain de recherche : un avantage pour la méthodologie

Rappelons que nous avons réalisé le terrain de recherche en deux temps : trois semaines en janvier 2013 et sept semaines entre la fin juin et le début d'août de la même année. Séparer la cueillette de données en deux périodes entraîne des avantages indéniables et quelques inconvénients. Nous discutons ici les effets de ce terrain en deux temps sur la méthodologie de recherche.

Nous sommes partie en Bolivie en janvier avec l'intention de rencontrer des paysannes, de les interviewer, de leur demander de dessiner leurs terres, de marcher avec elles sur leurs terres et, ainsi, de réaliser des observations des terres. De plus, nous souhaitons recueillir des cartes géographiques et, éventuellement, quelques documents pertinents provenant d'autres sources.

En janvier, nous avons une grille d'entrevue relativement ouverte, comprenant trois types de questions : principales, complémentaires et de clarification (voir la grille à

l'Annexe B). Ceci nous a permis, tout au long de ce premier terrain, de raffiner nos questions, devenues de plus en plus précises et justes par rapport à la situation des paysannes. Nous avons donc, au fil des entrevues avec les seize paysannes rencontrées en janvier, obtenu des réponses plus complètes et davantage conformes à la réalité. Toutefois, cela provoquait l'inconvénient suivant : la précision des réponses n'était pas uniforme d'une entrevue à l'autre.

Par exemple, à la question « que produisez-vous? », huit paysannes ont indiqué produire de l'orge. Ainsi, sur 16 paysannes rencontrées en janvier, nous pouvons affirmer qu'au moins 8 paysannes produisent de l'orge, mais il est possible que parmi les 8 restantes, il y en ait d'autres qui produisent aussi de l'orge, même si elles ne nous l'ont pas rapporté. D'autre part, les résultats de ce premier terrain ont permis la préparation, pour le second terrain, d'une grille d'entrevue détaillée (voir la grille à l'Annexe C) et permettant de préciser la réalité des paysannes. En conséquence, en juillet, nous avons spécifiquement demandé à toutes les femmes rencontrées si elles produisaient de l'orge; nous pouvons donc affirmer que 32 des 38 paysannes de juillet produisent de l'orge.

Par ailleurs, en janvier, une dizaine de paysannes, sur les seize rencontrées, ont pris plaisir à dessiner la carte de leurs terres, cela nous a encouragé à poursuivre, lors du second terrain, cette méthode de cueillette de données, valorisée dans les recherches sur le développement (Mikkelsen, 2005). Les observations des terres de production étaient aussi très riches d'informations, elles complétaient les données récoltées lors des entrevues. Cependant, nous n'avons pu observer toutes les terres. Par exemple, lorsque nous rencontrions une paysanne sur ses terres d'habitat ou de production, il était trop exigeant en termes de logistique pour nous, de la rencontrer à nouveau sur ses terres d'échanges et de trajets; cela aurait requis une journée additionnelle pour recueillir peu de données supplémentaires. De plus, nous avons marché sur les terres avec quelques paysannes, mais la plupart d'entre elles ne pouvaient nous consacrer le temps nécessaire pour parcourir toutes leurs terres, souvent morcelées et éloignées les unes des autres. Nous avons donc dû

chercher les informations pertinentes à cet effet d'une autre manière. Finalement, en janvier, puis en juillet, nous avons obtenu des cartes topographiques (échelle 1 : 50 000) à l'Institut géographique militaire de la Bolivie, permettant entre autres de déterminer l'altitude des terres des paysannes (Instituto geográfico militar, 2011a et 2011b), et quelques documents en lien avec notre sujet ou avec la situation politique bolivienne, fournissant des informations sur le contexte global bolivien.

L'avantage principal et fondamental d'avoir réalisé le terrain en deux temps²⁶ est certainement d'avoir pu, dans l'intervalle de quatre mois et demi entre les deux séjours en Bolivie, prendre du recul et peaufiner la méthodologie. En effet, à partir des résultats obtenus lors du pré-terrain, mais surtout des données manquantes, nous avons pu corriger la grille d'entrevue pour recueillir des données plus nombreuses et plus précises.

5.1.2 La grille d'entrevue du terrain de juillet : une disposition efficace et efficiente mais certaines sections en trop

Bien que plus détaillée et plus riche que la grille d'entrevue de janvier, celle de juillet n'est pas exempte de lacunes et d'erreurs. Nous traitons ici des atouts et des faiblesses de la grille (voir la grille à l'Annexe C). Les deux premières sections, celles sur la production des plantes cultivées et de l'élevage, se sont révélées pertinentes et, avec les productions en abscisse et les questions sur ces productions en ordonnée, elles sont construites d'une manière qui permet aux paysannes de fournir des données très riches et complètes. Dans tous les cas, les mots inscrits sous chaque thème en ordonnée contribuent à ne rien oublier. Par exemple, à la question sur le propriétaire de la terre (*dueño de la tierra*), les puces indiquent :

²⁶ Bien sûr, le coût des séjours (dont 2 allers-retours en avion) est un inconvénient notoire pour nombre d'étudiants. Mais, nous avons un emploi à temps plein comme ingénieure et compte tenu de nos obligations, c'était le plus simple et moins dispendieux pour nous de planifier le séjour en deux périodes.

« époux, famille, elle (la paysanne), autre personne, TCO, autre », soient toutes les réponses possibles. Sous le dernier thème, « à quoi sert la production? » (*para qué*), il est inscrit : « autoconsommation, réciprocité, pour les animaux, pour troquer – où – , pour vendre – où –, combien d'argent en retire-t-on, à qui va l'argent ». De plus, ce genre de tableau facilite la vérification, en présence des paysannes, des liens entre les divers éléments, comme de s'assurer des différentes utilités (autoconsommation, échanges,...) pour chacune des cultures. Pour les paysannes des vallées, en abscisse du premier tableau, nous avons remplacé les productions typiques de l'Altiplano par les fruits, abondants en plus basse altitude, les thèmes en ordonnée demeurant pertinents. En outre, ces tableaux sont faciles à remplir en présence des personnes interviewées, même lorsque les conditions d'entrevue sont difficiles, voire pénibles²⁷, car il n'y a pas grand-chose à écrire.

La section sur les trajets – avec en abscisse les destinations et en ordonnée les raisons du trajet, sa fréquence, avec qui il est réalisé, les moyens de transports utilisés, la durée et le coût du trajet – est également facile à remplir et permet de ne rien oublier. Les paysannes y répondaient aisément. Sur la même page du questionnaire, la section sur l'alimentation de la paysanne et de sa famille exigeait plus de temps : les pommes de terre sont autoconsommées, le pain est acheté, parfois on troque des *chuños** contre des fruits, mais ça dépend... Les paysannes expliquaient sans problème ce qu'elles avaient mangé la veille ou ce qu'elles mangent d'habitude, elles hésitaient plus à parler de l'alcool qu'elles consomment de temps en temps, mais pas de la coca, qui fait partie de leur culture, de leurs habitudes et qu'elles chiquaient souvent tout en nous répondant. Parfois, il nous était difficile de comprendre ce qu'elles mangeaient car leur alimentation est constituée de plats locaux, aux noms locaux et, d'une communauté à l'autre, la constitution d'un même plat (*fiambre**, *segundo**, *pito**,...) peut varier. Cette page comprend une

²⁷ Les entrevues étaient réalisées à l'extérieur dans la plupart des cas, souvent dans le vent, en étant debout ou assise à terre, parfois à la pénombre... et il fallait tenir le minuscule *ipod* servant d'enregistreuse en plus des papiers pour écrire. Il est inapproprié et il peut être dangereux d'utiliser des outils informatiques sophistiqués lorsqu'on parcourt la campagne et qu'on rencontre des gens démunis.

dernière question, à savoir si la paysanne a un autre travail que celui de l'agriculture et, si' oui, lequel. Elles n'avaient aucune difficulté, ni réticence à répondre aux questions jusque-là.

La page suivante de la grille d'entrevue, sur les soutiens et formations, était plus difficile à remplir. Notons qu'en abscisse se trouvent les personnes ou organisations qui peuvent offrir les soutiens et les formations, en ordonnée sont indiqués les différents appuis que la paysanne peut recevoir, comme : travail aux champs ou soins aux animaux, aide à la construction, don de semences, don d'engrais, équipement ou irrigation, subvention, prêt d'argent, accompagnement à la *feria**, différentes formations. Si certains soutiens proviennent de personnes, comme l'aide aux champs, d'autres sont surtout offerts par des organisations, comme les formations. La liste des personnes et des organisations semblait confondante pour certaines paysannes, d'autres femmes manifestaient simplement de la fatigue, rendues à cette étape du questionnaire. En outre, de nombreuses paysannes n'ont pas l'habitude de se poser ce genre de questions sur leur réalité et plusieurs semblaient dépassées par les thèmes abordés. Mais surtout, les paysannes recevant tellement peu de soutien, plusieurs paraissaient lasses de répondre qu'elles ne recevaient aucun soutien, aucune subvention, aucune formation... Du point de vue de l'étudiante, ici se pose le problème de la concision : tenter d'élaborer un tableau qui contient le maximum d'information pour ne pas allonger l'entrevue inutilement, mais pas trop d'information pour ne pas décourager la personne interviewée.

Dans la section suivante, intitulée « votre situation par rapport à l'idéal », il était inapproprié de demander aux paysannes d'évaluer leur situation sur une échelle ordinale (de « 1 » à « 10 »). Bien que quelques-unes, parmi les plus jeunes et les plus scolarisées, aient quantifié leur situation, nous avons rapidement réalisé que pour des femmes qui n'ont jamais répondu à un sondage, qui ne sont peut-être jamais allées à l'école, ou si peu, évaluer quantitativement leur situation, qu'elles ressentent de manière qualitative, ne fait aucun sens. Elles ne comprenaient pas.

Alors nous leur avons demandé de qualifier leur réalité par rapport aux dix thèmes et d'expliquer pourquoi elles se situaient ainsi. Quelques paysannes n'ont pas répondu à ces questions. Si la plupart des femmes pouvaient qualifier leur alimentation, leur situation dans leur famille, ou leur capacité à donner ce qu'elles veulent à leurs enfants, plusieurs ne comprenaient pas ce que voulait dire « autonomie », « liberté », ou « avoir du pouvoir sur sa vie ». Cette partie du guide d'entrevue n'était pas appropriée pour plusieurs des paysannes rencontrées.

La section suivante, « mettre en ordre », a posé certains problèmes pour les paysannes : même les plus loquaces et enthousiastes à répondre y mettaient du temps et se lassaient. Alors, rapidement, nous avons choisi de sauter cette section. Nous avons donc renoncé à intégrer à l'analyse les données négligeables recueillies pour cette section. Les deux dernières pages, destinées à recevoir les cartes mentales des paysannes, une pour situer les terres des trajets et des échanges, l'autre pour dessiner les terres de production, ont finalement été combinées en une seule carte mentale, sans spécifier, et pour la plupart, sans tracer les terres des échanges. Ici, c'était surtout le temps qui nous limitait, pas notre temps à nous, mais celui des paysannes, ou plutôt le temps qu'elles étaient capables de passer à répondre à tout. N'étant pas habituées à ce genre d'entretien, plusieurs manifestaient de la fatigue, de la lassitude, même parmi celles qui, de façon évidente, souhaitaient demeurer en notre compagnie après l'entrevue.

En bref, nous pouvons conclure que la grille permet de recueillir des données nombreuses et pertinentes. Comme les sections les plus faciles pour les paysannes se trouvent au début de l'entrevue, les paysannes y répondent généreusement et, dans l'ensemble, avec enthousiasme. Cette disposition est un atout. Toutefois, les dernières sections sont très exigeantes, voire inaccessibles pour certaines d'entre elles. Néanmoins, ne pas obtenir de réponse, c'est aussi une réponse. Lorsqu'une paysanne est incapable de dire si elle a du pouvoir sur sa vie, cela nous indique qu'elle n'a peut-être jamais réfléchi à la question ou qu'elle ne veut pas en parler, car certaines paysannes, vivant des situations familiales et économiques

particulièrement difficiles, déplorent fermement leur manque de liberté, d'autonomie et de pouvoir sur leur vie. À l'opposé, celles qui ont du pouvoir sur leur vie racontent longuement et avec enthousiasme leur cheminement personnel, leur dignité durement gagnée et la fierté acquise au cours de ce processus d'autonomisation. Ainsi, ces sections permettent de recueillir des données pertinentes sur la situation de certaines paysannes, mais pas de toutes. Après avoir discuté ci-haut de la grille d'entrevue, dans la section suivante nous traitons spécifiquement de l'échantillon des paysannes recrutées pour cette recherche.

5.1.3 L'échantillon des paysannes recrutées : de la variété mais un possible manque de représentativité

Le cadre féministe de cette recherche en géographie, de même que l'approche genre et développement, justifie le choix de constituer un échantillon composé uniquement de femmes. Au cours des deux terrains, en rencontrant 54 paysannes, nous avons atteint notre objectif d'un échantillon d'une cinquantaine de paysannes.

Cependant, trois des femmes rencontrées en janvier ont déjà été paysannes mais ne le sont plus depuis plusieurs années (pour les occupations actuelles de ces trois femmes, voir la section 4.3.2). En juillet, nous avons insisté auprès de nos contacts pour rencontrer des femmes qui sont toujours paysannes. Comme pour les autres données de janvier, les données fournies par les trois ex-paysannes ont été conservées dans la mesure où elles sont toujours pertinentes et s'intègrent à la grille d'entrevue de juillet.

Sélectionnées selon la technique de la boule de neige, à partir des réseaux de connaissances de travailleuses sociales de La Paz et d'El Alto, les paysannes recrutées proviennent de différentes régions du département de La Paz et, pour huit paysannes de janvier, d'une vallée proche de la ville de Cochabamba. Sur les 38 paysannes de juillet, 3 proviennent d'une vallée du département de La Paz. Ainsi, 11

des 54 paysannes produisent dans une vallée, tandis que les 43 restantes vivent et produisent dans l'Altiplano, dans un rayon de 200 km entourant l'agglomération de La Paz-El Alto.

Bien que l'idéal, pour obtenir un échantillon uniforme en termes territorial, agricole et social – altitude, types de culture et d'élevage, nations indigènes²⁸ –, aurait été de recruter une cinquantaine de paysannes de l'Altiplano du département de La Paz, la diversité des lieux des terres d'habitat et de production fournit des données tranchées et permet certaines comparaisons soulignant les spécificités de l'Altiplano. Par exemple, l'irrigation est seulement réalisée dans les vallées – et encore faut-il avoir les moyens de la payer –, une paysanne de l'Altiplano a du reste signalé que l'irrigation aiderait à la production dans l'Altiplano. En outre, la faible consommation de fruits par les communautés de l'Altiplano n'est pas le fait de l'absence de fruits dans le pays, mais de l'inaccessibilité économique pour la majorité de ces paysannes, car les femmes des vallées en mangent beaucoup et certaines femmes de l'Altiplano déplorent le fait d'en manger si peu. Par ailleurs, les terres des trajets et des échanges sont très variées, autant pour les paysannes des régions de l'Altiplano que pour celles des vallées.

Grâce à nos contacts, nous avons rencontré des paysannes d'une quinzaine de communautés différentes, réalisant des échanges dans au moins une dizaine de villes, petites et grandes, couvrant un vaste territoire, ce qui représente une variété de lieux, tant pour les terres d'habitat et de production que pour celles des trajets et des échanges.

Toutefois, certaines caractéristiques des paysannes ou des données recueillies peuvent nous faire douter de la représentativité de notre échantillon. D'une part, bien que nous ne demandions pas l'âge de la paysanne lors de l'entrevue, une dizaine

²⁸ La région de La Paz est celle du peuple Aymara, tandis que les Quechuas vivent à Cochabamba.

d'entre elles (19 %) ont mentionné recevoir le *Bono dignidad**, la pension de vieillesse accordée à partir de l'âge de 60 ans. Or, selon l'Institut de la statistique bolivien, en 2011, seulement 7,7 % de la population des femmes en Bolivie avait 60 ans ou plus (INE, 2014d); notre échantillon comprend donc une proportion plus importante de femmes âgées que l'ensemble de la population féminine bolivienne. Cependant, il semble que la diminution importante de la population rurale depuis une trentaine d'années (Langlois, 2008) ait des effets sur les caractéristiques démographiques de la population paysanne.

En 2001 le constat est là : beaucoup de jeunes ont déserté les campagnes, nombre de femmes sont devenues agricultrices à temps plein, les hommes ne revenant au mieux que pour les semailles et les récoltes. Aussi la moyenne d'âge des agriculteurs se situe au-delà des 40 ans. (Roux, 2007, p. 343-344)

Ainsi, notre échantillon reflète peut-être une réalité : le vieillissement de la population paysanne, de même, par ailleurs, que sa féminisation : en effet, 14 des 54 paysannes n'avaient pas de conjoint²⁹. Notons que si nous n'avons pas systématiquement demandé l'âge des paysannes, plusieurs nous l'ont dit et nous avons rencontré des paysannes dans toutes les tranches d'âge, de 17 à 75 ans (plusieurs dans chaque décennie d'âge).

L'important pour notre recherche est de savoir comment l'âge de la paysanne influe sur les résultats. Une paysanne âgée a probablement moins de capacité au travail et donc une ferme plus petite; elle réduit peut-être ses trajets. Entre autres, une paysanne âgée a indiqué engager un employé pour les travaux qu'elle n'est plus capable de faire. Les femmes les plus âgées sont moins scolarisées et ont moins dessiné les cartes de leurs terres. Toutefois, les paysannes qui ont fourni les données les plus complètes et les plus réfléchies se retrouvent dans pratiquement

²⁹ Certaines jeunes paysannes sont encore célibataires, sans enfant ; des paysannes dans la quarantaine ou plus sont également célibataires, sans enfant ; d'autres sont célibataires avec enfants ; certaines, surtout parmi les plus âgées, sont veuves ; quelques-unes sont séparées ou divorcées, avec enfants.

toutes les tranches d'âge : il y en a dans la vingtaine, la trentaine, la quarantaine, la cinquantaine et la soixantaine. Ainsi, les caractéristiques, de même que la quantité et la qualité des données recueillies ne sont donc que peu, ou pas du tout, en lien avec l'âge de la paysanne.

Selon les données recueillies, seulement trois paysannes cultivent une terre communautaire (communale ou communautaire d'origine – TCO) et cinq y font paître leurs animaux. Une seule paysanne a indiqué que sa communauté fait des démarches pour reconstituer une terre communautaire à partir de terres privées. Cela semble peu dans un pays où la structure sociale paysanne et indigène est basée sur la communauté (Roux, 2007) et où, depuis l'élection du président Evo Morales (en 2006) et l'adoption d'une nouvelle Constitution (en 2009), les valeurs culturelles indigènes, les terres communautaires et plus spécifiquement les TCO sont revalorisées (CEJIS, CENDA et CEDIB, 2009). Cela peut signifier que notre échantillon n'est pas représentatif de la réalité à ce sujet ou que les informations qui circulent sur les TCO sont davantage le reflet d'un souhait ou d'une tendance en devenir que de la réalité actuelle.

Quoiqu'il en soit, notre échantillon n'est pas statistiquement représentatif, ce n'est d'ailleurs pas la prétention de ce genre d'étude qualitative. Les résultats présentés au chapitre 4 reflètent la réalité de l'ensemble des paysannes que nous avons rencontrées. Un autre groupe d'une cinquantaine de paysannes, même provenant de l'Altiplano du département de La Paz, pourrait donner des résultats sensiblement différents sur certains aspects. Toutefois, la cinquantaine de paysannes rencontrées vivent dans une quinzaine de communautés différentes, éloignées de plusieurs centaines de kilomètres, et nous croyons que cela permet, d'une part, de tracer un portrait d'ensemble de ce qui caractérise la contribution des terres des femmes de l'Altiplano à la souveraineté alimentaire et, d'autre part, de révéler la variété des situations dans lesquelles vivent et produisent les paysannes. Nous abordons ci-dessous les conditions dans lesquelles se sont tenues les entrevues et les inconvénients qui en découlent.

5.1.4 Les conditions de l'entrevue : les personnes présentes et la contrainte linguistique

À la fois pour des raisons pratiques (connaissance du lieu, des coutumes, des personnes, de la langue) et de sécurité (pour nous, car il peut être dangereux pour une « *gringa*³⁰ » de se promener seule dans les campagnes), nous étions toujours accompagnée d'une Bolivienne pour aller rencontrer les paysannes. Chacune de nos accompagnatrices connaissait soit le lieu de la rencontre – campagne ou marché – où elle prenait contact avec les femmes présentes, soit les paysannes avec qui nous avions rendez-vous, soit les deux.

Par ailleurs, nous avons une bonne connaissance de l'espagnol et de l'accent bolivien. Toutefois, de nombreux Boliviens ne parlent pas le castillan. Environ 11 % de la population bolivienne ne parlerait qu'une des 36 langues indigènes du pays (Toranzo Roca, 2009). Parmi les femmes autochtones rurales, ce pourcentage est vraisemblablement supérieur à 11 %. En réalité, une vingtaine, parmi les 54 paysannes rencontrées, avaient une connaissance limitée de l'espagnol et nous avons besoin de traduction : aymara-espagnol dans l'Altiplano et quechua-espagnol dans la région de Cochabamba. Lorsque c'est requis, nous avons donc utilisé nos accompagnatrices-interprètes et retranscrit ce qu'elles ont traduit. Toutefois, malgré leur bonne volonté et leur générosité, nos interprètes – non professionnelles bien sûr – avaient leurs limites. Il y a celles qui répondaient directement à la place de la paysanne et celle qui résumait en une phrase ce que la paysanne avait dit en deux minutes ! Heureusement, celle qui a agi comme interprète le plus souvent le faisait très bien : elle ne se fatiguait pas de traduire nos questions, qu'elle connaissait presque aussi bien que nous, et nos demandes de précisions lorsque c'est requis, puis de traduire les réponses des paysannes. Cette barrière de la langue est évidemment un inconvénient, qui peut créer un biais. Lorsque l'accompagnatrice

³⁰ Le terme *gringo* (homme) ou *gringa* (femme), qui désigne les Étatsuniens, est élargi à l'ensemble des Blancs occidentaux et à ceux qui peuvent ressembler aux Étatsuniens, aux yeux des Boliviens.

indique que la paysanne possède 3 moutons, il y a peu de raisons de croire que la réponse ne soit pas la bonne; par contre, pour les réponses sur les avis des paysannes au sujet de leur autonomie, l'interprétation est une limite qui peut s'avérer importante. Nous avons conservé les réponses les plus certaines; lorsque nous avons des doutes sérieux, nous avons préféré ne pas considérer les réponses fournies. Toutefois, il est vraisemblable que nous ayons perdu des nuances et reproduit quelques erreurs d'interprétation.

En plus de notre accompagnatrice, d'autres personnes étaient parfois présentes lors de l'entrevue. Entre autres, au cours de cinq entrevues, le mari était présent et il répondait plus ou moins à la place de la paysanne ! Nous avons choisi de conserver ces entrevues, car la place que le mari prend, alors que l'entrevue s'adresse spécifiquement à son épouse, est aussi une donnée concernant la situation de la paysanne. Là encore, nous avons conservé les réponses qui ne posent pas problème (le nombre de bêtes, l'utilisation du tracteur,...), tout en jugeant de la valeur d'autres réponses (qui travaille au champ, qui va à la *feria**,...) en fonction de la réaction de la femme et en n'abordant pas les thèmes sur l'autonomie des paysannes. Dans un autre cas, la rencontre ayant eu lieu lors d'un déplacement du couple, le mari était aussi présent mais est demeuré silencieux tout au long de l'entrevue. Dans tous les cas, lorsqu'un doute subsistait, la réponse était exclue des données. De plus, nous prenions garde de ne pas incommoder la paysanne avec certaines questions.

Une des paysannes – une parente de notre accompagnatrice ce jour-là – avait commencé à répondre lorsque son frère est arrivé; il a interrompu l'entrevue, furieux, croyant que nous voulions voler leurs terres ! Nous les avons gentiment remerciés et nous avons quitté les lieux. Nous n'avons obtenu que quelques données sur les cultures de cette paysanne.

Parfois, les enfants de la paysanne étaient présents, ou d'autres membres de la maisonnée. D'autres fois, plusieurs paysannes étaient ensemble lors de l'entrevue.

Nous veillions à ce que la présence des autres n'indispose pas la paysanne interviewée; si cela semblait le cas, nous choissions de ne pas poser certaines questions, de ne pas aborder certains thèmes. Les filles des paysannes, des adolescentes ou de jeunes adultes, complétaient parfois les réponses de leurs mères. Quelques-unes ont dessiné la carte des terres à la place de la paysanne, d'autres ont clarifié les réponses, ont mis de l'emphase sur les accomplissements de leur mère. Ces interventions des filles, jeunes paysannes, enrichissaient les discours des mères et ont été conservées.

En bref, les conditions préjudiciables au cours de quelques entrevues nous ont poussée à ne pas aborder certaines sections du guide avec certaines paysannes. Dans d'autres cas, c'est la justesse des réponses qui laissait à désirer et nous avons choisi d'exclure les réponses douteuses, fournies par quelqu'un d'autre que la paysanne ou par la paysanne elle-même mais en présence de quelqu'un d'autre. Ainsi, même si nous avons rencontré 54 paysannes, nous n'avons pas 54 réponses pour l'ensemble des sections du guide d'entrevue. Dans l'ensemble, plus nous avançons dans le guide d'entrevue, plus le nombre de réponses diminue... Ceci complète la discussion de la méthodologie. Dans la section suivante, nous discutons les résultats en fonction des deux métaconcepts – terres des femmes, souveraineté alimentaire – et de l'autonomie des paysannes.

5.2 Discussion des résultats

Les résultats présentés au chapitre 4 sont discutés ci-dessous en relation avec les thèmes principaux des trois sous-questions de recherche : les terres des femmes, la souveraineté alimentaire apportée par le travail des femmes et l'autonomie des paysannes. Jusqu'à maintenant, notre regard s'est porté sur la situation actuelle des terres des femmes en lien avec la souveraineté alimentaire, plus spécifiquement depuis l'adoption, par le premier président indigène de l'histoire de la Bolivie, Evo Morales, d'une nouvelle Constitution en 2009, laquelle accorde des égards à la

*Pachamama** et reconnaît le principe de souveraineté alimentaire. Dans cette partie de la discussion, nous signalons les tendances qui se dégagent des résultats et nous les interprétons selon deux points de vue. D'une part, à partir des tendances, nous examinons les défis et les opportunités qui se présentent aux paysannes, à la société et aux pouvoirs boliviens. D'autre part, nous soumettons quelques questions de recherche qui émergent et dont les réponses pourraient, selon nous, éclairer un avenir probable.

5.2.1 Les terres des femmes : questions de recherche et défis pour l'avenir

À la fin de cette recherche, les données sur les terres des femmes et leurs caractéristiques indiquent que les réformes agraires inachevées désavantagent les paysannes. Avec des terres morcelées, de petites parcelles, les femmes parcourent un vaste territoire, ce qui est exigeant en termes de temps et d'énergie pour les paysannes et qui fait que leur travail n'est pas très productif. Comme dans tous les cas où, avec les générations, les terres sont de plus en plus morcelées, il faudrait tendre vers le remembrement.

La dispersion et l'éloignement des parcelles [...] sont tout aussi préjudiciables, à cause de la perte de temps et de la fatigue qu'elles causent [...]. En somme, on peut énoncer cette loi : pour une culture donnée, le temps de travail productif nécessaire et le coût de production s'accroissent quand la taille des parcelles diminue et quand leur distance de l'une à l'autre augmente. Il est donc indispensable [...] de constituer des pièces de terre à la fois plus vastes, moins éloignées les unes des autres, aussi voisines que possible des bâtiments de la ferme. [...] Seul le remembrement des propriétés est une solution sûre et durable. Mais il est difficile. Ce peut être un remembrement amiable, par échange ou achat de parcelles : il est alors très lent, très partiel [...]. Ce peut être, au contraire, le résultat d'une transformation complète du plan cadastral, sous la surveillance et avec l'aide de l'État. (Lebeau, 2000, p. 85)

Il est également possible que la structure, formelle et informelle, de l'héritage en Bolivie désavantage les femmes. Cet aspect n'a pas été étudié dans le cadre de cette recherche, mais mériterait certainement qu'on s'y attarde pour vérifier dans quelle mesure cela participe à léser les femmes sur le plan de la propriété foncière et des divers éléments qui s'y rattachent.

Une seule paysanne a signalé que les membres de sa communauté avaient amorcé des démarches pour reconstituer une terre communautaire, probablement plus vaste et plus commode qu'un ensemble de parcelles dispersées. Deux paysannes ont rapporté utiliser une terre communautaire d'origine. Quelques paysannes ont indiqué que la terre des ancêtres demeurait intacte et cultivée par l'ensemble de leur descendance, ce qui permet vraisemblablement de répondre plus adéquatement aux besoins changeants de chacun et chacune. Toutefois, dans chacun de ces cas, des relations familiales ou communautaires difficiles peuvent entraîner des conflits. Or, selon plusieurs paysannes, les relations avec la communauté sont houleuses ou, pour éviter les frustrations, limitées le plus possible. Une réforme agraire tenant compte des coutumes indigènes et des droits des femmes pourrait, en outre, permettre aux femmes de recevoir une part plus équitable des terres de production, dont elles sont toujours très minoritairement propriétaires.

Par ailleurs, selon des données recueillies, les terres des femmes peinent à nourrir les familles qui les cultivent : la plupart des paysannes ont peu de choses à troquer ou à vendre. En effet, la piètre fertilité des terres de l'Altiplano ainsi que leur faible pluviosité (Villareal, 2007) entraînent de bas rendements à l'hectare et une productivité médiocre (Mérenne-Schoumaker, 1999; Roux, 2007).

À propos des terres des trajets, l'éloignement de certaines communautés par rapport à la route impose aux paysannes de marcher passablement, courbées sous les charges, pour atteindre le minibus qui les mènera au marché. L'attente du minibus, d'une part, et la piètre qualité de certaines routes, d'autre part, participent aussi à la

longueur des trajets³¹. Ces divers éléments – petites parcelles et morcellement des terres, rendements et productivité médiocres, éloignement et piètre qualité des routes – contribuent à la charge de travail et à la fatigue des paysannes.

Ainsi, à propos des terres des femmes, les défis et les opportunités pour l'avenir concernant une possible et souhaitable réforme agraire – déjà dans les plans du gouvernement (Estado plurinacional de Bolivia, 2006) –, des moyens pour augmenter rendements et productivité – également prévus (Estado plurinacional de Bolivia, 2011, 2012) –, ainsi que l'amélioration des infrastructures de transport. Ces transformations, si elles ont lieu, devront se faire sans oublier la réalité complexe des paysannes, souvent bien différente de celles des hommes. Parmi les questions de recherche, il serait pertinent d'approfondir les connaissances sur les multiples dispositions et utilisations des terres des femmes : dimensions des terres de production, morcellement, remembrement, localisation par rapport à l'habitat, systèmes d'exploitation agricoles, dimensions et localisation des terres d'échanges, propriétés individuelles ou collectives, etc. De plus, à partir de la volonté gouvernementale de valoriser la *Pachamama**, les us et coutumes indigènes basés sur la communauté ainsi que les terres communautaires d'origine (TCO), il serait judicieux de vérifier comment les terres des femmes se transforment dans le temps.

5.2.2 La souveraineté alimentaire apportée par le travail des femmes : par et pour la famille mais rudimentaire

Trois aspects sont discutés dans cette section : tout d'abord, les échelles choisies pour l'analyse des données, ensuite, la question des soutiens reçus par les paysannes, ou plutôt du peu de soutien qui leur est accordé, et finalement, la mise

³¹ Dans l'ensemble, nous avons toutefois constaté une nette amélioration de la qualité des routes par rapport à nos séjours précédents en Bolivie, étalés sur une trentaine d'années.

en œuvre d'une plus grande souveraineté alimentaire en accroissant les rendements, la productivité, mais sans oublier la réalité des femmes.

5.2.2.1 Quatre échelles différemment engagées

Nous avons choisi d'analyser comment le travail des paysannes sur les terres des femmes contribue à la souveraineté alimentaire à quatre échelles. Toutefois, les données recueillies ne permettent pas de déterminer cette contribution également pour les quatre échelles. À l'échelle de la paysanne, les données sont assez probantes, même si les réalités varient selon les paysannes. Le travail des paysannes est la principale source de souveraineté alimentaire des paysannes elles-mêmes, dans la mesure où c'est leur travail (sur leurs terres, en fonction de leurs décisions, etc.) qui les nourrit, surtout par l'autoconsommation et un peu par l'intermédiaire des échanges. À l'échelle de la famille, les données recueillies établissent clairement que le travail des paysannes est également à la source de la souveraineté alimentaire de leurs familles, incluant des revenus qui permettent les achats de nourriture et d'autres effets.

Dans une société qui est basée sur la communauté – du moins selon de nombreux auteurs (Franquerville, 2000; Langlois, 2008; Stephenson, 1999), d'après les revendications des organisations indigènes (Langlois, 2008; CEJIS, CENDA et CEDIB, 2009; Trudel Bellefeuille, 2011) et même selon le gouvernement indigéniste (Chiriboga, 2009; Jacob et Le Meur, 2009; Maluf *et al.*, 2009; Estado Plurinacional de Bolivia, 2006, 2011, 2012) –, les données recueillies ici à l'échelle de la communauté n'ont pas procuré les résultats attendus. Bien sûr, la location du tracteur de même que la vente du lait à l'entreprise laitière se font au niveau de la communauté. Toutefois, ni les terres communautaires, ni les activités communautaires ne semblent fréquentes. Par exemple, aucune paysanne n'a mentionné que les échanges s'organisent de manière communautaire, ni que les trajets se font en groupe. Ainsi, à la question « avec qui allez-vous au marché? » :

quand la paysanne ne se déplace pas seule, les réponses impliquent quelqu'un de la famille, pas un membre de la communauté. L'entrevue de groupe a eu lieu lors d'une réunion d'un groupe de paysannes membres des Bartolinas*, mais la plupart des paysannes rapportent ne pas faire partie des Bartolinas, ni d'aucun groupe. De plus, nous avons également rencontré des paysannes de cette même communauté qui ne font pas partie des Bartolinas et qui n'ont mentionné aucune activité communautaire. Les données recueillies posent plus de questions qu'elles ne fournissent de réponses pour ce qui est de l'échelle de la communauté. Les liens entre les paysannes et leurs communautés méritent d'être approfondis. À l'échelle de la région, la contribution du travail des paysannes sur leurs terres est mise en lumière : cette contribution est non négligeable par les échanges, mais demeure ténue pour la plupart d'entre elles, le travail des paysannes étant surtout orienté vers les besoins de leurs familles.

Au plan de la recherche, la question de la place réelle de la communauté dans la vie des paysannes mérite qu'on s'y attarde, car selon nos données cette place ne coïncide pas avec les écrits et les représentations traditionnelles de la société indigène bolivienne.

5.2.2.2 Des soutiens qui n'atteignent pas les femmes

À une échelle plus vaste, les relations des paysannes avec les différents niveaux de gouvernements sont aussi très limitées, sauf pour quelques éléments bien spécifiques : les *bonos*³², *Bono dignidad** et *Bono Juancito Pinto** (la pension de

³² Un autre *bono*, le *Bono Juana-Azurduy de Padilla* a été créé en 2009. « Il s'agit de transferts monétaires à toutes les mères, sans assurance maladie, conditionnés aux contrôles médicaux prénataux et à ceux de leurs enfants jusqu'à 2 ans » (Nagels, 2013). Aucune paysanne ne nous en a parlé. Pourtant, une des paysannes rencontrées était sur le point d'accoucher d'un cinquième enfant. Comme pour ses quatre aînés (âgés entre 10 mois et 6 ans), elle prévoyait accoucher à la maison, uniquement avec l'aide de son mari. Elle a précisé que c'est la coutume et que, de toute façon, elle ne peut faire autrement car il n'y a ni service de santé, ni ambulance dans le village et que si elle accouche la nuit, il n'y a aucun

vieillesse et l'allocation pour les écoliers), quelques implantations municipales de latrines que nous avons observées, quelques dons ou ventes de semences dans les cas de dégâts climatiques... Pourtant le gouvernement indigéniste s'implique envers ses citoyens et en particulier envers les ruraux (Chiriboga, 2009; Maluf *et al.*, 2009; Jacob et Le Meur, 2009; Trudel Bellefeuille, 2011, Nagels, 2013; FAO, IFAD et WFP, 2014), mais peut-être ne rejoint-il pas les paysannes que nous avons rencontrées. Le groupe des Bartolinas* (CNMCIOB – BS, 2014), associé au gouvernement, constitue un moyen d'œuvrer auprès des paysannes; il est d'ailleurs connu de la très vaste majorité d'entre elles. Néanmoins, parmi les paysannes mentionnant des relations avec les Bartolinas, la plupart les critiquent sévèrement : favoritisme, discrimination, projets promis et jamais réalisés, projets de poulaillers qui ont échoués car les poules fournies n'étaient pas adaptées à l'Altiplano et mouraient... Quelques-unes trouvent que leur implication avec les Bartolinas demande beaucoup de temps et ne leur rapporte pas grand-chose. Bref, sauf exception, selon les paysannes, les organisations et les différents paliers gouvernementaux ne leur apportent ni soutien véritable, ni l'aide dont elles ont besoin.

Cependant, pour ce qui est des tendances, une récente étude de la FAO indique qu'en ciblant les populations autochtones autrefois marginalisées, le gouvernement bolivien a réduit considérablement la faim. Ainsi, la malnutrition des enfants ruraux boliviens est passée de 49,1 % en 1989 à 25,9 % en 2012 (FAO, IFAD et WFP, 2014). Bien que notre échantillon de paysannes ne soit pas statistiquement représentatif, nos résultats correspondent approximativement à ceux de la FAO : 11 paysannes sur 54 signalent ne pas manger à leur faim et ne pouvoir nourrir convenablement leur famille, quelques autres n'indiquent pas spécifiquement souffrir de la faim, mais mentionnent sauter des repas. En définitive, une personne sur

transport. Elle a aussi dit que dès la naissance elle donne du lait de vaches à ses enfants, car elle-même n'en produit pas assez, et que le lait de ses vaches est bon pour ses nouveau-nés. Tout ceci nous laisse croire qu'elle-même et ses bébés ne vont pas aux contrôles médicaux. Néanmoins, lorsque nous avons quitté la Bolivie, quelques semaines après l'entrevue, la mère et le bébé se portaient bien.

quatre de malnutrie dans la ruralité, cela demeure énorme même s'il y a amélioration depuis 25 ans.

Ce rapport de la FAO, du FIDA et du PAM a choisi d'étudier le cas de la Bolivie, intéressant selon ces organisations, pour les politiques et programmes mis en place et qui donnent des résultats probants, la malnutrition ayant baissé de moitié en 25 ans. Ce rapport indique que le gouvernement a instauré des programmes de transferts d'argent qui augmentent les investissements dans les fermes et améliorent les capacités de production. Il signale l'existence de programmes de protection sociale pour les plus vulnérables³³. Il mentionne que, depuis 2006, la loi 3545 (Estado plurinacional de Bolivia, 2006) a considérablement augmenté l'accès à la propriété pour les communautés indigènes et les petits agriculteurs. La loi 144 (Estado plurinacional de Bolivia, 2011) vise à mettre en œuvre le principe de souveraineté alimentaire garanti par la Constitution. Le rapport insiste sur les politiques de soutien à la production agricole au niveau communautaire et sur un ensemble de programmes destinés aux petits producteurs (FAO, IFAD et WFP, 2014).

Par ailleurs, dans un livre récent destiné aux entrepreneurs français qui envisagent d'investir en Bolivie, l'auteur, chef d'un service économique, se réjouit en rapportant ceci : « En 2009, le gouvernement bolivien a débloqué 35 millions USD d'aides pour l'achat de matériel agricole, en particulier 600 tracteurs » (Beuscart, 2010, p. 267). Nous n'avons pas vérifié le lien entre les tracteurs dont les paysannes nous parlaient et cet investissement gouvernemental, ce qui mériterait d'être examiné.

Néanmoins, selon leurs témoignages, les paysannes ne reçoivent pratiquement pas de soutien de la part des divers paliers gouvernementaux et, lorsqu'elles en reçoivent, d'après elles, ces soutiens sont souvent inappropriés : soit ils ne

³³ Le *Bono Juana-Azurduey de Padilla*, rapporté dans la note de bas de page précédente, est d'ailleurs un programme de transfert d'argent vers les plus vulnérables, tout comme les *Bonos dignidad** et *Juancito Pinto**.

répondent pas prioritairement aux besoins criants des paysannes, soit ils sont destinés aux paysannes qui sont déjà les mieux nanties. En effet, les paysannes qui ont rapporté avoir reçu de l'aide financière et du soutien infrastructurel sont parmi celles qui ont fourni des données permettant de constater que leurs fermes sont parmi les plus prospères³⁴. Les plus démunies rapportent ne rien recevoir – sauf pour le *Bono dignidad** et le *Bono Juancito Pinto** dont nous avons déjà traité. Peut-être que ces paysannes ne sont pas au courant des aides qu'elles pourraient recevoir et n'en font pas la demande. Qu'importe, quand ils existent, ces programmes et soutiens ne parviennent pas jusqu'aux paysannes, les atteignent rarement ou ne répondent pas aux besoins qu'elles expriment.

De notre côté, en fonction du point de vue féministe de cette recherche, à la lumière des données que nous avons recueillies, nous questionnons l'androcentrisme – une occultation, le plus souvent inconsciente, de la réalité des femmes (Michel, 2000) – des sociétés bolivienne et occidentale, qui mène à des résultats si contradictoires. En effet, que ce soit dans les données fournies par le gouvernement bolivien à la FAO ou dans l'analyse même qu'ont fait la FAO, le FIDA et le PAM des données recueillies (FAO, IFAD et WFP, 2014), il semble que les besoins des femmes passent encore inaperçus. Peut-être le gouvernement pense-t-il les combler en répondant à ceux des hommes? Au plan de la recherche, il y a matière à approfondir la question des divers soutiens, reçus ou non par les paysannes, et à vérifier si, du point de vue des femmes, leur situation et leur alimentation s'améliorent avec le temps. Le défi du gouvernement est de s'assurer que les programmes soient connus des paysannes et leur parviennent, de s'assurer qu'ils répondent vraiment aux besoins des femmes et pas seulement des hommes.

³⁴ Bien sûr, on peut se demander si les paysannes sont devenues prospères grâce aux soutiens reçus ou si elles l'étaient auparavant. Nos données ne nous permettent pas de répondre à cette question.

5.2.2.3 Améliorer rendements et productivité tout en respectant la *Pachamama** et en améliorant la condition des paysannes

Une amélioration des rendements des terres, c'est-à-dire de la production par hectare, et de la productivité, c'est-à-dire de la production par unité de temps travaillée, devrait contribuer à l'amélioration de l'alimentation paysanne. Mazoyer et Roudart (1997) ont bien expliqué que l'amélioration de la condition paysanne devait nécessairement passer par une amélioration de la productivité et par un accroissement des prix des aliments pour que les paysannes puissent obtenir des revenus décents. Toutefois, la souveraineté alimentaire d'une société ne se limite pas à manger à sa faim, il faut aussi respecter la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles, etc. Un des défis du gouvernement indigéniste sera de parvenir à accroître rendement et productivité sans passer par l'industrialisation de l'agriculture inhérente à la mondialisation actuelle mais contraire au développement d'une agriculture paysanne durable. La « Loi cadre de la Terre-mère et du développement intégral pour bien vivre » (Estado plurinacional de Bolivia, 2012) vise à permettre un meilleur développement de l'agriculture tout en respectant la *Pachamama* et les coutumes et pratiques indigènes. N'étant que très peu intégrée au marché mondial et produisant une agriculture sans intrant chimique ni semence industrialisée, la paysannerie de l'Altiplano a ici une opportunité. En utilisant, d'une part, leur vision holistique de leur environnement, et, d'autre part, les connaissances scientifiques de pointe sur l'agriculture respectueuse de l'environnement³⁵, leur défi sera de passer d'une agriculture biologique rudimentaire à une agriculture biologique efficace, respectueuse des ressources, des animaux et des humains qui travaillent la terre, en

³⁵ Une université de Cochabamba (Universidad Mayor de San Simón) est d'ailleurs à la fine pointe de ce type de recherche. Nous avons eu l'occasion de rencontrer une professeure dont les recherches portent sur la réintégration du cochon d'Inde dans l'alimentation populaire et sur l'élevage sain et durable de ces animaux par les femmes (Rico Numbela et Rivas Valencia, 2004 et 2010). Nous avons aussi visité les bâtiments d'élevage de cochons d'Inde de l'université.

n'oubliant pas les femmes bien sûr. Le gouvernement, les communautés et le paysannat y parviendront-ils?

Au plan de la recherche, étudier la situation des terres des femmes et la contribution du travail des paysannes à la souveraineté alimentaire au fil du temps permettrait de documenter l'évolution de leur situation et de vérifier si ces résultats sont en accord avec les données gouvernementales.

5.2.3 L'autonomie des paysannes : multifactorielle

L'autonomie des paysannes, dans les sphères productive, reproductive et collective de leur vie, est discutée ici selon les points de vue qu'elles-mêmes expriment sur leur vie. En fait, les réponses varient énormément d'une paysanne à l'autre. Si on constate des ressemblances entre toutes les paysannes dans leurs terres, leurs cultures, leurs élevages, leur alimentation et leurs échanges, pour ce qui est de leur processus d'autonomisation les différences sont majeures.

Les terres des femmes participent à l'autonomisation des femmes d'abord si elles leur permettent de produire suffisamment pour manger sainement, nourrir convenablement leur famille et participer activement à la collectivité, bref, si leurs terres leur permettent d'émerger d'une situation de survie pour vivre décemment. Or, nous avons constaté que la pauvreté nutritionnelle et économique des paysannes est souvent en relation avec les pauvretés technique, relationnelle et éducationnelle : les pratiques de réciprocité* « enrichissent » les paysannes; les femmes seules ou ayant une petite famille, avec peu de ressources techniques, sont plus pauvres et mangent moins bien, tout comme celles qui sont analphabètes³⁶. Par

³⁶ Bien que nous n'ayons pas systématiquement noté cette information, la qualité des dents de la paysanne constituait en général un indice juste du portrait d'ensemble de sa situation. Les femmes qui n'avaient presque plus de dents étaient parmi les plus défavorisées en tout point, celles qui avaient une belle dentition – même s'il s'agissait parfois manifestement d'un dentier – s'en sortaient beaucoup mieux.

contre, celles qui sont plus instruites sont davantage capables d'aller chercher les ressources techniques, financières, relationnelles dont elles ont besoin et elles mangent mieux.

Par ailleurs, la pauvreté « est d'abord un phénomène social. Elle n'existe pas sans un rapport à l'autre influencé par des représentations hiérarchiques » (Nagels, 2013, p. 101). Rappelons que, alors que nous demandions aux paysannes de se situer par rapport à leur idéal selon 10 thèmes (voir section 4.4), plusieurs répondaient « *regular* » – ce qui signifie normal, comme tout le monde – à toutes les questions. Peut-être que ces femmes n'avaient pas réfléchi à ces questions et ne savaient que répondre, ou bien elles se sentaient comme toutes les autres, ni avantagées, ni désavantagées, ou encore elles ne voulaient pas se différencier des autres. Ce point mériterait approfondissement.

Ainsi, les différents aspects de la pauvreté multidimensionnelle des paysannes indiquent que les solutions passent par un ensemble de facteurs, indirectement liés à l'alimentation. Dans ce sens, les terres des femmes ne constituent qu'une des composantes de l'autonomisation des paysannes.

Parmi les tendances constatées, un élément milite en faveur d'une plus grande autonomie des femmes dans l'avenir : il s'agit de l'éducation des filles. Toutes les paysannes mères d'écoliers nous ont mentionné qu'elles envoyaient leurs enfants à l'école, ce qui représente un changement dans la mentalité et dans les pratiques boliviennes³⁷, et elles ont témoigné de l'importance de l'aide du *bono Juancito Pinto**.

³⁷ En 1989, nous avons adopté une fillette âgée de 7 ans à La Paz. Non seulement, notre fille n'était jamais allée à l'école, mais, à l'époque, des personnes en autorité nous ont dit que la Bolivie n'avait pas les moyens de scolariser ses orphelins.

Bien que nous ayons rencontré des paysannes ayant réalisé un processus d'autonomisation dans toutes les tranches d'âges, de la vingtaine à la soixantaine, nous avons notamment constaté les avantages de cette scolarisation au contact des paysannes les plus jeunes et des filles des paysannes. Cela transparait en particulier dans les cartes mentales des jeunes paysannes. Ainsi, les cartes des figures 9B, 10B et 13, présentées plus haut, ont été dessinées par des paysannes de moins de 22 ans, toutes scolarisées et ayant un discours très bien articulé. Nous choisissons de présenter ci-dessous les cartes dessinées par trois filles de paysannes car elles témoignent du chemin parcouru par différentes générations de femmes (rappelons que les plus âgées, souvent analphabètes, ne savent pas dessiner; plusieurs n'ont pas fourni de cartes ou ont tracé des cartes rudimentaires). De plus, ces cartes des filles sont belles et instructives.

Magnifique et coloriée, la carte de la figure 16A est une des plus belles et des plus complètes que nous ayons recueillies. La jeune fille de 16 ans est partie de la maison que nous avons tracée sur notre guide d'entrevue. Elle a ajouté une autre maison et une clôture, telles que nous avons pu les observer sur place; à gauche, une autre maison clôturée, à droite, deux serres (*carpas*). Il y a aussi un puits (avec une pompe) et deux « réservoirs », que nous avons également observés; devant la maison principale : deux animaux à quatre pattes (vaches ou moutons, la paysanne élève les deux types d'animaux) et deux poules. Le dessin est traversé par la route, ce qui représente bien la réalité. Des deux côtés de la route, il y a des champs, cinq au total : pommes de terre, blé, quinoa, orge, *papalisa**. Il y a aussi une maisonnette de l'autre côté de la route, et une petite étendue d'eau. En arrière plan, trois montagnes, des oiseaux, le soleil derrière les montagnes et des quelques nuages complète la réalité et l'esthétique de la carte. La jeune fille qui a dessiné cette carte est la fille aînée de la paysanne récemment devenue veuve, mère de six enfants, dont nous avons traité plus haut. Lorsque sa mère, visiblement dépassée par sa situation familiale actuelle, avait de la difficulté à répondre à nos questions, gentiment, la jeune fille corrigeait les réponses de la paysanne ou fournissait des informations complémentaires. La paysanne est bien épaulée par sa fille aînée et,

malgré la tristesse de leur situation familiale, la carte de la jeune fille donne de l'espoir.

La carte de la figure 16B comprend trois bâtiments assemblés en forme de « U », comme cela est souvent le cas dans les fermes de l'Altiplano, avec un volatile (poule ou canard?). Très appliquée lorsqu'elle dessinait, la jeune fille de 13 ans a tracé une étendue d'eau représentant le Lac Titicaca, omniprésent dans son environnement. Le dessin présente un certain mystère : par rapport aux bâtiments, l'adolescente s'est représentée de l'autre côté du lac (ce qui est impossible étant donné l'immensité du lac), à côté de quelque chose qui ressemble à un arbre. Deux montagnes, le ciel bleu et des oiseaux complètent la carte qui occupe toute la feuille et qui, dans l'agencement des couleurs et l'équilibre des formes, est particulièrement esthétique.

Le dernier dessin est celui d'une fillette de 8 ans, que nous avons observée en train d'aider sa mère à prendre soin des animaux. Le cochon et le lama, deux animaux présents dans l'environnement, sont bien dessinés pour une enfant de cet âge. Il est intéressant de constater que les enfants sont aujourd'hui capables de bien tracer les cartes mentales de leur milieu de vie. Leur représentation de la réalité n'est pas plus « mauvaise » que celles des femmes adultes; elle est différente car les filles sont plus jeunes, mais les filles des paysannes dépeignent très bien leur environnement. La capacité à se représenter sa propre réalité et à nommer les choses est un élément essentiel du processus d'autonomisation. Dans ce sens, les cartes des filles sont remplies d'espoir pour l'avenir des paysannes.

Ceci termine la discussion des résultats. À la lumière de tout ce qui précède, quelques réflexions globales s'imposent en revenant à la question et à l'hypothèse principales de cette recherche; c'est le sujet du dernier point du chapitre 5.

5.3 Retour à la question principale

Rappelons la question principale de cette recherche : dans quelle mesure les terres des femmes de l'Altiplano bolivien participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région et à l'autonomie des paysannes ? Nous postulons qu'avec un accès limité et précaire à la terre, peu de ressources, peu de soutien sur ces terres, les femmes contribuaient à leur propre souveraineté alimentaire ainsi qu'à celle de leur famille, de leur communauté et de la région. Nous pouvons affirmer que les paysannes ont accès à des petites parcelles de terre morcelées, peu de ressources, peu de soutien et qu'elles contribuent de manière notable à leur propre souveraineté alimentaire et à celle de leur famille, ainsi que de manière non négligeable à celle de leur région. Pour ce qui est de l'échelle de la communauté, nos données semblent contradictoires par rapport à celles de la littérature et du discours ambiant.

De plus, notre hypothèse de départ était que l'invisibilité et la marginalisation de ces paysannes font que leur apport est méconnu et sous-estimé, tout comme leur niveau d'autonomisation. Les différences entre les données officielles (FAO, IFAD et WFP, 2014) et les nôtres renchérissent cette hypothèse. Sans cadastre rural complet (Roux, 2007), sans étude poussée de la situation des femmes, en valorisant l'économie informelle et donc non répertoriée (Jacob et Le Meur, 2009), le gouvernement ne peut que méconnaître la situation des paysannes et la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire du pays. Le gouvernement socialiste indigéniste au pouvoir a mis en place des programmes pour aider le paysannat et les femmes. Il doit maintenant s'assurer que ces programmes, dont la réforme agraire, atteignent leur cible, en particulier les paysannes les plus éloignées du pouvoir, et pas seulement celles qui sont membres des Bartolinas* ou d'autres groupes associés aux différents niveaux de gouvernements.

CONCLUSION

Les données sur les activités des paysannes étant manquantes, le but de cette recherche était de vérifier dans quelle mesure les terres des femmes et le travail des paysannes sur ces terres contribuent à la souveraineté alimentaire de la paysanne elle-même, de sa famille, de sa communauté ainsi que de sa région et participent à l'autonomie des paysannes. Pour atteindre ce but, nous avons rencontré, la plupart du temps sur leurs terres, une cinquantaine de paysannes de l'Altiplano bolivien et des vallées du département de La Paz et de Cochabamba. Nous voulions savoir ce qu'elles produisent, sur quelles terres, à quoi servent leurs cultures et leurs élevages, comment elles s'alimentent, où et ce qu'elles échangent, quels sont leurs différents trajets, et quel regard elles portent sur leur situation de paysanne. Nous avons interviewé les paysannes, nous leur avons demandé de dessiner leurs terres et nous avons observé les terres des femmes, leurs terres de production, leurs terres d'échanges et les terres des trajets.

Toutes les paysannes rencontrées font de la culture et de l'élevage. Les paysannes de l'Altiplano cultivent principalement des pommes de terre, des céréales, des légumineuses et quelques légumes, sur des terres qui appartiennent à quelqu'un de leur famille. Elles élèvent quelques moutons, vaches, porcs, parfois des lamas, sur des terres familiales ou communautaires, et des cochons d'Inde, des poules, dans leur cour. Hormis un tracteur loué pour le labour, elles travaillent la terre avec des outils rudimentaires, sans engrais chimique, sans pesticide, en réutilisant les semences de leurs plants et les bouses de leurs animaux. Elles font du fromage avec le lait de leurs vaches; elles cardent et filent la laine de leurs moutons pour faire des couvertures et des lainages. Leur production sert d'abord à l'autoconsommation familiale, les surplus sont échangés dans les marchés hebdomadaires des petites villes de proximité, où les paysannes se rendent, seules ou accompagnée de quelqu'un de leur famille, pour troquer, vendre et acheter. Elles

reviennent du marché avec de l'huile, du riz, des pâtes, du gaz de combustion, quelques légumes, rarement quelques fruits.

Les paysannes qui ont un vaste réseau familial et social mangent mieux et s'en tirent mieux économiquement que celles qui sont plus isolées. Environ une paysanne sur cinq manque de l'essentiel, ne mange pas à sa faim et ne peut donner ce qu'elle souhaite à ses enfants; ces femmes sont en situation de survie. Par ailleurs, plusieurs paysannes ont fait un long cheminement vers plus d'autonomie et en sont fières. Les plus jeunes d'entre elles, plus scolarisées, ont en général plus de ressources personnelles et plus de capacités à aller chercher les ressources dont elles ont besoin.

Malgré le fait que le gouvernement socialiste indigéniste, au pouvoir depuis 2006, ait développé des politiques de souveraineté alimentaire et des programmes destinés aux petits agriculteurs, les paysannes rencontrées y ont rarement accès et se sentent délaissées des pouvoirs publics.

Cette étude exploratoire soulève de multiples questions. De nombreux sujets abordés au cours de la recherche ont besoin d'être approfondis. Concernant les terres, leurs dimensions exactes, leurs localisations exactes, leurs utilisations dans la rotation des cultures, les titres de propriété, les démarches de remembrement entreprises par quelques communautés, la réforme agraire et son application réelle, sont quelques points porteurs de questions de recherches futures. Concernant la souveraineté alimentaire, en plus de l'aspect nutritionnel de la réalité paysanne, il serait pertinent d'étudier comment les rendements et la productivité pourraient être améliorés tout en respectant la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles et des prix décents pour les paysannes, un ensemble d'éléments compris dans le concept de souveraineté alimentaire, et en tenant compte de la place réelle des femmes dans le système de production alimentaire. Par ailleurs, les données recueillies à l'échelle de la communauté, qui font état d'une faible intégration des paysannes dans leur

communauté, sont parfois en opposition avec les données de la littérature sur l'aspect communautaire, base de la société indigène bolivienne : en dehors des discours, les liens réels entre les paysannes et leurs communautés mériteraient d'être éclaircis, pour voir comment la communauté participe à l'émancipation ou au contraire à l'aliénation des paysannes. D'autre part, le peu de soutien, gouvernemental, municipal, institutionnel, reçu par les paysannes indique que différents programmes mis en place ne les atteignent pas, ou très peu. Ceci est un défi auquel les différents paliers gouvernementaux doivent s'attaquer pour parvenir à améliorer la souveraineté alimentaire du pays et pour intégrer les femmes, les paysannes, dans l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens boliviens.

Le guide d'entrevue que nous avons développé nous a permis de recueillir des données probantes. Avec quelques retouches, il pourrait être utilisé pour vérifier comment la situation des paysannes évolue dans le temps.

Nous avons commencé ce mémoire en expliquant que la Bolivie était un pays économiquement pauvre, nous tenons à le terminer en mettant l'accent sur quelques-unes de ses richesses. Nous avons rencontré des femmes débrouillardes, capables de faire beaucoup avec peu, des femmes qui aiment leurs terres et leur métier de paysannes, des femmes en cheminement vers plus d'autonomie, des femmes conscientes de l'importance pour leurs enfants d'aller à l'école, des filles soutenant leurs mères et ayant une représentation juste et positive de leurs terres. Il est impératif de donner la parole aux paysannes pour approfondir les connaissances sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire et, avec leur implication, d'utiliser ces connaissances pour améliorer la situation des paysannes. Elles méritent également une meilleure reconnaissance de leur labeur, leurs talents, leur savoir-faire et leur contribution à la souveraineté alimentaire.

LES ANNEXES

ANNEXE A – SOURCES UTILISÉES POUR RECUEILLIR LES DONNÉES EN FONCTION DE CHAQUE INDICATEUR

Indicateur (abrégié)	Documentation	Observations	Entrevues	Cartes mentales
1. Production alimentaire				
1.1.1 Propriétaire légal des terres des femmes			Question à la paysanne	Information parfois inscrite sur la carte
1.1.2 Types de redevances pour les terres			Question à la paysanne	
1.2.1 Ressources techniques : semences, engrais, équipements...		En campagne	Question à la paysanne	
1.2.2 Ressources financières utilisées			Question à la paysanne	
1.2.3 Soutien éducatif reçu par les femmes	Littérature scientifique, des groupes de femmes		Question à la paysanne	
1.2.4 Soutien dans le travail au champ		En campagne	Question à la paysanne	
1.2.5 Soutien infrastructurel	Littérature scientifique, des groupes de femmes	En campagne	Question à la paysanne	
1.3.1 Coûts de production	Littérature scientifique		Question à la paysanne	
1.3.2 Rigueur géo et climatique		En campagne	Question à la paysanne	
1.3.3 Contraintes humaines			Question à la paysanne	
1.3.4 Contraintes liées à l'org. socio-territoriale	Littérature scientifique, des groupes de femmes		Question à la paysanne	
1.4.1 Types de culture et quantité produite	Littérature scientifique, des organisations non gouvernementales (ONG)	En campagne	Question à la paysanne	Situé sur la carte
1.4.2 Type d'élevage et quantité produite	Littérature scientifique et celle des ONG	En campagne	Question à la paysanne	Situé sur la carte

Indicateur (abrégé)	Documentation	Observations	Entrevues	Cartes mentales
1. Production alimentaire (suite)				
1.5.1 Transformation des cultures	Littérature scientifique et celle des ONG	En campagne	Question à la paysanne	
1.5.2 Utilisation de la culture : troc, vente, autoconsommation...	Littérature scientifique et celle des ONG	En campagne et dans marchés	Question à la paysanne	
1.5.3 Production et transformation des produits de l'élevage	Littérature scientifique et celle des ONG	En campagne	Question à la paysanne	
1.5.4 Utilisation des animaux et des transformations : autoconsommation, réciprocité, troc, vente	Littérature scientifique et celle des ONG	En campagne et dans marchés	Question à la paysanne	
1.5.5 Revenus de la production alimentaire	Littérature scientifique et celle des ONG		Question à la paysanne	
1.5.6 Destinataires et utilisation des revenus générés par les femmes	Littérature scientifique et celle des ONG		Question à la paysanne	
2. Rayons d'action				
2.1.1 Localisation des différentes terres		En campagne, en marchant	Question à la paysanne	Base de la carte : situer les terres
2.1.2 Altitude des terres	Cartes de l'Institut géographique militaire			
2.1.3 Superficie des différentes terres	Cartes de l'Institut géographique militaire	En campagne, marcher, évaluer les surfaces	Question à la paysanne	Évaluation des superficies
2.2.1 Destination (de où à où)			Question à la paysanne	
2.2.2 Motif et fréquence du trajet			Question à la paysanne	
2.2.3 Moyens de transport		Lors des déplacements	Question à la paysanne	

Indicateur (abrégé)	Documentation	Observations	Entrevues	Cartes mentales
2. Rayons d'action (suite)				
2.2.4 Temps requis et coût du trajet		Lors des déplacements, noter temps et coûts	Question à la paysanne	
3. Alimentation				
3.1.1 Caractéristiques des aliments disponibles	Littérature scientifique et celle des ONG		Question à la paysanne	
3.1.2 Proximité d'un marché – possibilité d'échanges	Cartes de l'Institut géographique militaire	Lors des déplacements	Question à la paysanne	Situé sur la carte
3.1.3 Coût du « panier alimentaire » familial	Littérature scientifique et celle des ONG		Question à la paysanne	
3.2.1 Autoconsommation		En partageant repas avec paysanne	Question à la paysanne	
3.2.2 Revenus de l'agriculture			Question à la paysanne	
3.2.3 Revenus d'un autre travail			Question à la paysanne	
3.2.4 Moyens de subsistance d'une autre source			Question à la paysanne	
3.3.1 Types et quantité d'aliments consommés	Littérature scientifique et celle des ONG	En partageant repas avec paysanne	Question à la paysanne	
3.3.2 Origine des aliments consommés		En partageant repas avec paysanne	Question à la paysanne	
3.3.3 Diversité des aliments et adéquation culturelle	Littérature scientifique et celle des ONG	En partageant repas avec paysanne	Question à la paysanne	

ANNEXE B – GRILLE D'ENTREVUE DE JANVIER 2013

Contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire à Cochabamba – Maîtrise – Cécile Collinge

Grille d'entrevue

Noter : date, heure (début – fin), lieu, code d'identification de la paysanne, autres personnes, ambiance

Pregunta principal	Pregunta complementaria	Pregunta de clarificación
Produccion		
Que produce (Cultivos ganaderia) ?	<input type="checkbox"/> Por cada uno, que cantidad?	
Donde produce ?	<input type="checkbox"/> Donde estan estas tierras ?	Si hay muchas tierras, donde estan cada tierra
Como produce ?	<input type="checkbox"/> Con que equipos agrícolas, aperos agrícolas, <input type="checkbox"/> Con abonos ? <input type="checkbox"/> Con cuales semillas, etc. que las mujeres ponen ? <input type="checkbox"/> Cuando siembra ? Cuando cosecha ?	Hacer una lista de lo que está disponible en el mismo lugar y que las campesinas usan Para la ganaderia : el nacimiento y otros PORQUE ?
Quien produce con usted ?	<input type="checkbox"/> Tiene ayuda ? de quien ?	Esposo, hijos, hijas, comadres... Que hace cada uno (mujeres diferentes de hombres?)
Consumo, cambio, mercado		
Que hace con su produccion ?	<input type="checkbox"/> La come ? la da a su familia? La cambia ou la vende al mercado ? <input type="checkbox"/> En su comunidad, quien come le que produce usted? <input type="checkbox"/> Cuanto conserva para comer, cuanto cambia ?	Especificar que parte a quien : a la campesina ella misma, a su familia, a la comunidad, al mercado (4 escalas)
Donde vende o cambia ?	<input type="checkbox"/> Donde esta el mercado ? <input type="checkbox"/> Como se va al mercado ? <input type="checkbox"/> Cuando se va al mercado ?	Distancia de los mercados. Medios de transporte. PORQUE
A quien vende o cambia ?	<input type="checkbox"/> Quien compra su produccion?	Como decide si come o vende ? PORQUE
Tierras		
Cuales estan las tierras que usa por su produccion ?	<input type="checkbox"/> Que estan las areas (superficie) de las tierras ? <input type="checkbox"/> Donde estan estas tierras?	
A quien pertenecen esas tierras?	<input type="checkbox"/> A usted? A su esposo? A su familia ? a la comunidad ? a otras personas ?	Averiguar la disponibilidad de las tierras para las mujeres, y cuando pueden utilizarlas.
Qué estan las diferentes utilisacones de las tierras ?	<input type="checkbox"/> Se comparten adentro de la familia ? de la comunidad? <input type="checkbox"/> Tienen una otra utilisacon? <input type="checkbox"/> Porque ?	Porque esas tierras tienen una otra utilisacon que la agricultura.

Contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire à Cochabamba – Maîtrise – Cécile Collinge

Viajes		
Donde y porque viaja, en relacion a su produccion ?	<input type="checkbox"/> Que son los motivos de sus trayectos? <input type="checkbox"/> Que medios de transporte usa? <input type="checkbox"/> Que tiempo necesitan los viajes ? <input type="checkbox"/> Cuanto cuestan los viajes? <input type="checkbox"/> Con quien se va a reunir ?	Hablar de todos los tipos de viajes. Distancia (km o tiempo) Los medios : a pie, coche, animal...
Apoyo y capacitacion		
Que apoyo reciban para su trabajo de campesina ?	<input type="checkbox"/> Que tipo de apoyo ? <input type="checkbox"/> Quien da el apoyo ? <input type="checkbox"/> Tiene apoyo del gobierno ? <input type="checkbox"/> De Bartolina Sisa ?	Tipo de apoyo : trabajo al campo, reparto de los equipos y aperos, consejos, dinero... Tipo de apoyo del gobierno. Hay programas de salud, de educacion, otro programas ?
Ha recibido capacitacion ?	<input type="checkbox"/> Que capacitacion ? <input type="checkbox"/> De parte de quien ?	Teme, cuando, duracion o periodo de la capacitacion
Comida		
Que come usted y su familia ?	<input type="checkbox"/> Come la misma comida usted, su esposo, sus hijas y hijos, sus padres... ? <input type="checkbox"/> Son comidas bolivianas o vienen de otros paises ? <input type="checkbox"/> Donde compra la comida? <input type="checkbox"/> Cuanto gasta para la comida?	Tipo de alimento : cereales, verduras, pan, carne, quinoa... Cantidad ? cuantas veces / dia ? Quien paga : usted, su esposo ? otras personas ?
Poder		
Como honra la Pachamama ?	<input type="checkbox"/> Como la agradezca ?	Relacion a la tierra
Gana dinero con la agricultura ?	<input type="checkbox"/> Cuanto gana usted mismo? <input type="checkbox"/> A que sirve este dinoro? <input type="checkbox"/> Usted decide o pregunta a su esposo, a otra persona ?	Hablame de su situacion socio-economica
Tiene un otro trabajo pagado ?	<input type="checkbox"/> Que trabajo ? cuanto gana?	
Como su produccion y sus cambios al mercado le da poder en su vida ?	<input type="checkbox"/> Como ayudan o perjudican a su familia, a su vida familiar? <input type="checkbox"/> Como ayudan o perjudican a sus relaciones?	3 esferas de la vidas de las mujeres : productiva, reproductiva y colectiva
Que debe dar o pagar por las tierras ?	<input type="checkbox"/> Debe pagar dinero ? <input type="checkbox"/> Cuanto? A quien?	Poder o alienacion.

ANNEXE C – GRILLE D'ENTREVUE DE JUILLET 2013

Code d'identification :

Date : _____ Heure (début – fin) : _____
 Personnes présentes (autres que la paysanne) : _____
 Production – Plantes cultivées : _____ Ambiance : _____

Produce : SI / NO	Papas	Chodo	Arveja Avas	Alfalfa	Avena Trigo Cebada	Quinoa Quañawá	Oca Nabo Papalisa Zanahoria Zapallo Cebolla	Frutas : Durazno Peras	Otro : Plantas medicina- les Flores	Plantas silvestres	¿Otro?
Donde (sobre qué tierra, en relación a la vivienda)											
Dueño de la tierra <input type="checkbox"/> Esposo – Familia <input type="checkbox"/> Ella <input type="checkbox"/> Otra pers. <input type="checkbox"/> TCO <input type="checkbox"/> Otro											
Tamaño de la tierra de cultivo											
Equipos, aperos											
<input type="checkbox"/> A mano <input type="checkbox"/> Animal <input type="checkbox"/> Tractor <input type="checkbox"/> Semillas <input type="checkbox"/> Abonos <input type="checkbox"/> Irrigación <input type="checkbox"/> Otro											
Cantidad producida / año											
Quien trabaja la tierra											
<input type="checkbox"/> Esposo <input type="checkbox"/> Familia : quien <input type="checkbox"/> Ella <input type="checkbox"/> Peon <input type="checkbox"/> Otra pers.											
Para qué											
<input type="checkbox"/> Autoconsumo <input type="checkbox"/> Reciprocidad <input type="checkbox"/> Para animales <input type="checkbox"/> Trueque – donde <input type="checkbox"/> Vender – donde <input type="checkbox"/> Cuanto dinero <input type="checkbox"/> A quien \$: usted											

Code d'identification :

Producción – Élevage									
Produce : SI / NO	Vacas Terneros, bueyes, toros	Ovejas	Chanchos	Llamas	Gallinas	Cuyes conejos	Caballos Burros Palos	Perros	¿Otro?
Cuantos									
Donde la cria (sobre qué tierra, en relación a la vivienda)									
Dueño de la tierra <input type="checkbox"/> Esposo <input type="checkbox"/> Familia <input type="checkbox"/> Ella <input type="checkbox"/> Otra pers. <input type="checkbox"/> TCO <input type="checkbox"/> Otro									
Qué comen <input type="checkbox"/> Su cultivos : maíz, trigo, cabeza... <input type="checkbox"/> Silvestre <input type="checkbox"/> Sobras <input type="checkbox"/> Debe comprar									
Quien cria <input type="checkbox"/> Esposo <input type="checkbox"/> Familia : quien <input type="checkbox"/> Ella <input type="checkbox"/> Peon <input type="checkbox"/> Otra pers.									
Para qué <input type="checkbox"/> Dar leche <input type="checkbox"/> Hacer queso <input type="checkbox"/> Autoconsumo <input type="checkbox"/> Trabajar tierra <input type="checkbox"/> Cuidar casa <input type="checkbox"/> A caso de necesidad <input type="checkbox"/> Trueque <input type="checkbox"/> Vender – donde <input type="checkbox"/> Cuanto dinero <input type="checkbox"/> A quien dinero									

Code d'identification :

Viajes – Trajets		Tierra	Pueblo o pequeña ciudad ¿Cuál? :	Grande ciudad ¿Cuál? :	Otro lugar
Destino del viaje <input type="checkbox"/> Razon del viaje <input type="checkbox"/> Trabajar tierra o criar <input type="checkbox"/> Comprar, cambiar, vender <input type="checkbox"/> Reunirse <input type="checkbox"/> Capacitación <input type="checkbox"/> Otro					
Frecuencia del viaje <input type="checkbox"/> Cada día, cada semana (sábado) <input type="checkbox"/> Con quien					
Medio de transporte <input type="checkbox"/> A pie <input type="checkbox"/> Con animales <input type="checkbox"/> Movilidad : minibus, taxi <input type="checkbox"/> Camino, calle, caratera...					
Tiempo del viaje (en hora) <input type="checkbox"/> Transporte : facil o difícil <input type="checkbox"/> Cuanto cuesta <input type="checkbox"/> Quien paga					

Comida – Alimentation

Desayuno	Almuerzo	Cena	Tomar, coca y otra	Otro : día especial, fiesta
Que comieron ayer : (verduras, pan, carne...) <input type="checkbox"/> Usted <input type="checkbox"/> Su esposo <input type="checkbox"/> Sus hijos y hijos <input type="checkbox"/> Otras personas de la vivienda				
De donde viene comida <input type="checkbox"/> Autoconsumacion <input type="checkbox"/> Trueque –donde <input type="checkbox"/> Compra – donde <input type="checkbox"/> Cuanto cuesta <input type="checkbox"/> Quien paga				

¿Usted tiene un otro trabajo que no está en la agricultura? _____ ¿Qué tipo de trabajo? _____

Code d'identification :

Apoyo y capacitación – Soutien et formation

Apoyo que usted recibe de :	Esposo	Familia : quien	Peon, empleada, empleado	Comunidad	Las Bartolinas Comadres, Otro grupo	Municipio	Gobierno	Otro	Apoyo que usted da a otro : ¿a quien?
Trabajar en el campo a los cultivos									
Ayudar a la construcción									
Dar semillas o cambiar semillas									
Dar abonos : naturales o químicos									
Dar o pagar por equipos, irrigación...									
Crear a los animales									
Dar dinero : financiación, subvención									
Prestar dinero : credito, micro-credito									
Ir a la feria o al mercado									
Capacitación sobre : <input type="checkbox"/> Cultivos <input type="checkbox"/> Criada <input type="checkbox"/> Salud <input type="checkbox"/> Escuela <input type="checkbox"/> Presupuesto <input type="checkbox"/> Otro									
¿Usted debe pagar o dar para aprovechar la tierra, para producir? _____ ¿Qué? _____ ¿A quien? _____									

Code d'identification :

DEMANDER DE DESSINER – DEMANDER DE DESSINER – DEMANDER DE DESSINER – DEMANDER DE DESSINER
 Su situación con respecto al ideal – Votre situation par rapport à l'idéal
 Con respecto a la situación ideal donde se situa usted : del peor [] hasta el mejor []

☐ Por ejemplo, si hablo de la mi salud :

el peor :	ahora :	el mejor :
estar muy enferma	me duele la espalda	tener energía, ni dolor, ni enfermedad
peor _____	X _____	mejor _____

¿Porqué? _____ me duele la espalda _____

Entonces, donde se situa usted con respecto a :

<input type="checkbox"/> Su capacidad a producir lo que necesita	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su alimentación	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su bienestar general	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su nivel de vida	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su autonomía	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su situación en su familia	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su situación en su comunidad	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su capacidad a dar lo que quiere a sus hijos	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su poder sobre su vida propia	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____
<input type="checkbox"/> Su relación con la Pachamama	o	peor	[	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	]	mejor. ¿Porqué?	_____

Code d'identification :

Poner en orden – Mettre en ordre

En orden de 1 a 5	Usted	Su esposo	Su familia	Su comunidad	Su región
Quien trabaja más la tierra					
Quien recibe más de la tierra					
Quien recibe más del gobierno					
Quien aprovecha más de la comida que usted produce – de sus cultivos, de sus crías					
Quien aprovecha más de sus viajes					
Quien tiene más autonomía					

¿Otras cosas ?

Mapa de sus radios de acción – Carte de vos rayons d'action
Lugares de cambios, viajes para cambiar, trocar, comprar, vender

Code d'identification :



Code d'identification :

Mapa de sus tierras – Carte de vos terres



ANNEXE D – RÉSULTATS BRUTS PRÉSENTÉS SELON L'ORDRE DE LA GRILLE D'ENTREVUE DE JUILLET 2013

Les résultats présentés ici sont basés sur les données recueillies lors des deux terrains. Le premier terrain a été réalisé lors d'un séjour en Bolivie du 6 au 28 janvier 2013. Seize paysannes ont été interviewées : huit de l'Altiplano au nord de La Paz, huit dans une vallée près de Cochabamba. Lors de ce premier terrain, préparatoire, appelé ici terrain de janvier, une grille d'entrevue succincte était utilisée (voir Annexe B). Les réponses recueillies ont permis l'élaboration d'une grille d'entrevue détaillée (voir Annexe C) pour le second terrain, réalisé entre le 23 juin et le 8 août 2013, appelé terrain de juillet, même s'il débordait en juin et en août³⁸. Trente-huit paysannes ont été interviewées lors du second terrain : 35 ont une terre dans l'Altiplano entourant La Paz, 3 ont été rencontrées à El Alto, mais ont une terre dans une vallée du département de La Paz. De plus, en juillet, nous avons réalisé une entrevue de groupe. En effet, lors de la première rencontre avec des paysannes, un groupe d'une vingtaine de paysannes des Bartolinas³⁹ se rencontrait. À notre arrivée nous avons réalisé qu'elles s'attendaient à une entrevue de groupe. Nous nous sommes adaptées à la situation.

Les résultats présentés ici, majoritairement sous forme de tableaux, sont une compilation des données recueillies sur les 5 premières sections de la grille d'entrevue : 1) production, plantes cultivées, 2) production, élevage, 3) trajets, 4) alimentation, 5) soutien et formation. Les résultats sont rapportés ici selon l'ordre de la grille d'entrevue de juillet. Les sections 6) « votre situation par rapport à l'idéal », 8) carte des rayons d'action et 9) carte des terres ne se prêtent pas à une compilation. Quant à la section 7) « mettre en ordre : qui donne le plus et qui reçoit le plus », les données recueillies sont trop parcellaires pour pouvoir être compilées.

Les résultats détaillés contiennent surtout les données des entrevues individuelles de juillet, auxquelles sont ajoutées, lorsque disponibles, celles de janvier, et lorsqu'appropriées, celles de l'entrevue de groupe. Certaines femmes n'ont pas répondu à toutes les questions, le nombre de l'échantillon est donc souvent inférieur à 38, pour juillet, à 16, pour janvier, à 54, pour l'ensemble, ou à environ 70, lorsque les réponses de l'entrevue de groupe pouvaient s'intégrer. Par contre, pour certaines questions, les femmes ont répondu plus d'un choix, par exemple elles peuvent à la fois cultiver des terres dont elles sont propriétaires et des terres communautaires, ce qui fait que le total peut dépasser le nombre total de paysannes des échantillons.

³⁸

Les terrains sont nommés par des mois et non par des saisons car l'été au Québec correspond à l'hiver en Bolivie et vice versa.

³⁹

Les mois suivis d'un astérisque sont définis dans le lexique.

1) Production – Plantes cultivées et utilisées

Plantes cultivées et plantes sauvages utilisées

- Les données concernent les terrains de janvier, de juillet et l'entrevue de groupe. Le tableau indique le nombre de femmes qui ont précisé cultiver telle ou telle plante. En juillet, toutes les paysannes ont été interrogées sur toutes les plantes, l'échantillon est donc de 38 pour chaque type de culture. En janvier, il semble que certaines paysannes se soient limitées à nommer leurs principales cultures. La taille de l'échantillon pour chaque culture est donc inconnue. Les cultures rapportées par le groupe sont aussi notées, sans quantifier le nombre de femmes qui les cultivent.

	Pommes de terre	Maïs	Fèves et pois	Luzerne	Avoine, blé, orge	Quinoa, quañawa*	Légumes	Fruits	Plantes médicinales, fleurs	Plantes sauvages
Janvier (N=?)	15	9	10	10	8	5	7	4	2	
			Fèves 10 Pois : 7		Orge : 8 Blé : 4 Avoine : 4	Quinoa : 4 Quañawa : 2	Ocas* : 6 Oignons : 1 Papalisa* : 1 Navets : 1 Carottes : 1 Courge : 1	Pêches : 4 Poires : 1		
Juillet (N=38)	37	6	20	25	37	30	31	3	13	27
			Fèves 20 Pois : 16		Orge : 32 Blé : 23 Avoine : 20	Quinoa : 29 Quañawa : 12	Ocas : 23 Oignons : 23 Papalisa : 21 Navets : 13 Carottes : 11 Courges : 4 Légumes variés en serres : 1	Fruits variés produits par 3 femmes des vallées : pêches, poires, abricots, papayes, bananes, melons, oranges, mandarines...		Paille 20 Paja brava* : 4 Totora* 7
Groupe (N=?)	Oui	Non	Oui : fèves et pois	Oui	Oui : les 3 céréales	Oui : les 2 céréales	Oui : ocas, oignons, navets et carottes	Non	Oui	Oui

Localisation de la terre de production par rapport à la résidence : près ou loin

- Les données concernent uniquement le terrain de juillet. Le nombre total de l'échantillon (N) représente le nombre de paysannes nous ayant dit produire le type de plante. Instinctivement, la plupart des paysannes ont tranché : moins de 20 minutes de marche c'est près, plus de 20 minutes c'est loin. Certaines ne spécifient pas où sont les terres cultivées. D'autres cultivent plusieurs parcelles d'une même plante, lesquelles peuvent être en des lieux différents. C'est pourquoi le nombre de près et de loin ne semble pas toujours en lien avec le nombre total de l'échantillon (N).

Pommes de terre	Maïs	Fèves et pois	Luzerne	Avoine, blé, orge	Quinoa, <i>quañawa</i> *	Légumes	Fruits	Plantes médicinales, fleurs	Plantes sauvages
N=37	N=6	N=20	N=25	N=37	N=30	N=31	N=3	N=13	N=27
Près : 32 Loin : 18	Près : 6 Loin : 2	Près : 9 Loin : 5	Près : 13 Loin : 3	Près : 19 Loin : 11	Près : 14 Loin : 9	Près : 13 Loin : 6	Près : 3	Près : 8 Loin : 2	Loin : 7
Dont : 14 près et loin	Dont : 2 près et loin	Dont : 3 près et loin	Dont : 1 près et loin	Dont : 5 près et loin	Dont : 4 près et loin	Dont : 2 près et loin		Dont : 2 près et loin	

Propriétaire des terres de cultures

- Les données concernent les terrains de janvier et de juillet, incluant l'entrevue de groupe. Néanmoins, le degré de précision n'est pas nécessairement le même pour les terrains de janvier et de juillet. Lors des entrevues de janvier, les terres d'élevage ne sont pas toujours différenciées des terres de cultures; ainsi, pour janvier, les données ci-dessous peuvent inclure des terres d'élevage. Les paysannes de l'entrevue de groupe identifient ici la propriété des terres de cultures uniquement.
- La propriété des terres n'est pas divisée par type de production. Toutefois, certaines femmes utilisent des terres communautaires ou louées en plus des terres dont la propriété est familiale, c'est pourquoi la somme des catégories dépasse le nombre total de femmes rencontrées (N=70).
- La catégorie « famille » peut signifier trois cas de figure : a) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de la paysanne (autre que son mari), par exemple à sa fille, à ses parents, b) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de son mari, c) la propriété appartient collectivement à plusieurs membres de la famille – cela est souvent le cas lorsque des enfants ont hérité de la terre des parents.

- La catégorie « communautaire » signifie l'utilisation d'une terre communautaire d'origine (TCO) ou d'un autre type de terre communautaire.

Paysanne seule	Mari seul	Paysanne et son mari	Famille	Communautaire	Location
5	24	11	29	3	3

Superficie des terres de cultures – et d'élevage (en hectare*, ou ha)

- Les données concernent les terrains de janvier et de juillet, incluant les femmes du groupe, avec un niveau de détail différent. En juillet, certaines paysannes rapportent la superficie de leurs principales cultures. En janvier, seule la superficie totale est indiquée. Plusieurs paysannes ne connaissent pas la taille de leur terre. Quelques paysannes expriment la superficie de leurs terres en « heures de tracteur », ces valeurs ne sont considérées dans les moyennes que dans la mesure où elles peuvent être évaluées autrement : observation de la terre, autre appréciation (« terre toute petite », « beaucoup moins qu'un hectare », etc.).

Pommes de terre	Maïs	Fèves et pois	Luzerne	Avoine, blé, orge	Quinoa, quañawa*	Total
N=15	N=1	N=3	N=6	N=6	N=10	N=60
200 m ² à 2 ha	200 m ²	200 m ² à ¼ ha	200 m ² à 1 ha	¼ à 1 ½ ha	¼ à 1 ha	< ¼ à 40 ha
Moyenne > ½ ha			Moyenne < ½ ha			Moyenne = 3,7 ha

Notes : 1) 39 paysannes (N=60) cultivent sur une terre inférieure à 1 hectare;

2) 12 paysannes (N=60) disposent d'une terre de plus de 5 hectares.

3) Sauf lorsque le pâturage se fait sur une terre communautaire ou de location, distincte des terres de cultures, il semble que la superficie totale inclue les terres pour les animaux.

Moyens de production

- Cette rubrique a trait aux équipements, aux outils, aux engrais, aux semences dont les femmes disposent pour les cultures. Les données de janvier et de juillet sont prises en compte; celles du groupe ne sont pas quantifiées et sont notées à part. Pour janvier, N est inconnu, car la question n'a pas été spécifiquement posée.

Tracteur : Il sert à labourer les champs.	Janvier	N=?	7 paysannes utilisent un tracteur : 6 le louent avec le conducteur; une seule conduit elle-même le tracteur qui appartient à son père.	La location du tracteur avec chauffeur coûte entre 50 et 120 Bs* de l'heure. Le tarif mentionné le plus souvent est 80 Bs / h.
	Juillet	N=37	31 paysannes utilisent un tracteur. Toutes le louent avec le conducteur.	
		Groupe	Dans cette communauté, elles louent un tracteur pour retourner la terre.	
Charrue à bœufs	Janvier	N=?	3 précisent utiliser une charrue à bœufs.	
	Juillet	N=37	20 paysannes utilisent une « llunta », soit une charrue à bœufs; 3 d'entre elles doivent louer les animaux ou l'ensemble charrue-bœufs.	
		Groupe	Dans cette communauté, on n'utilise pas de charrue, mais un tracteur.	
Travail manuel	Janvier	N=?	9 paysannes rapportent travailler à la main, ou ne travailler qu'à la main. Mais il est vraisemblable que toutes font une partie du travail manuellement.	Sauf exception, les paysannes ne mentionnent pas qu'elles désherbent, seulement qu'elles sèment et récoltent. Une paysanne dit qu'il n'y a pas besoin de désherber dans l'Altiplano.
	Juillet	N=37	36 paysannes disent travailler à la main pour semer et récolter.	
		Groupe	Les paysannes sèment et récoltent à la main.	

Semences	Janvier	N=?	11 paysannes utilisent les semences de leurs propres plants. 3 se procurent en plus des semences autrement pour des raisons de biodiversité. 3 n'utilisent que des semences qu'elles achètent. 2 ont reçu des semences de la mairie.	Les semences proviennent de différentes sources : achat, troc, mais aussi don. En effet, certaines municipalités donnent des semences lors de problèmes météorologiques : sécheresse, grêle, gel, etc. Un sac de semences coûte de 30 à 50 Bs* par arroba*.
	Juillet	N=37	33 paysannes utilisent les semences de leurs plants. 25 s'en procurent autrement, dont 4 n'utilisent pas les semences de leurs plants. 8 ont reçu des semences, don de la municipalité ou du gouvernement. 2 en ont achetées à la municipalité.	
		Groupe	En plus des semences provenant de leurs plants, elles achètent des semences 1 fois par an, à d'autres paysans, lors des <i>ferias</i> *. Elles n'achètent pas à des grandes compagnies semencières.	
Engrais	Janvier	N=?	13 paysannes rapportent utiliser les engrais naturels de leurs animaux. 5 paysannes utilisent aussi des engrais chimiques : 2 de l'Altiplano et 3 de la vallée. Les paysannes de la vallée qui cultivent des fruits utilisent un pesticide à appliquer directement sur les fruits.	Selon une paysanne, une carga* de bouses coûte 25 Bs.
	Juillet	N=37	Toutes les paysannes utilisent l'engrais naturel des animaux. 31 utilisent les bouses de leurs animaux : moutons, vaches, lamas, ânes. Les 6 autres achètent de l'engrais naturel car elles n'ont pas d'animaux ou leurs animaux n'en produisent pas assez. 5 paysannes complètent avec des engrais chimiques.	
		Groupe	Elles utilisent l'engrais naturel.	
Irrigation	Janvier	N=?	Nous avons visité une ferme, dans la vallée, alors que la paysanne était entrain d'irriguer. Une autre perdait ses arbres fruitiers car elle n'avait pas les moyens de payer pour le puits servant à l'irrigation.	Aucune irrigation ne semble se faire dans l'Altiplano.
	Juillet	N=37	Le seul cas où on a parlé d'irrigation concerne une ferme d'une vallée.	
		Groupe	Il n'y a pas d'irrigation dans cette communauté.	

Quantités produites

- De nombreuses paysannes ne peuvent quantifier ce qu'elles produisent; elles qualifient : « peu », « selon la pluie, la grêle, le gel et l'année », « pas assez », « juste pour nous » sont les réponses les plus fréquentes. De plus, quand elles quantifient, l'unité de mesure semble aléatoire; une *arroba**, une *carga** et un quintal* sont des mesures approximatives. Par ailleurs, pour certaines plantes, comme la luzerne, les animaux vont directement les manger dans le champ et il n'y a pas de récolte comme telle.
- Les données sont uniquement celles de juillet. Plus une culture est importante, plus la paysanne la quantifie. Les cultures de rente sont davantage quantifiées. Les femmes du groupe mentionnent que, dans leur communauté, la culture des pommes de terre est la plus importante, suivie de celle des fèves et des pois, tandis que la quinoa est la troisième en importance. Elles ne quantifient pas leurs productions.

Pommes de terres	Fèves et pois	Avoine, blé, orge	Quinoa, quañawa*	Cultures de rente (dans les vallées)
N=37	N=20	N=37	N=30	N=3
15 ont qualifié	2 ont qualifié	1 a qualifié	3 ont qualifié	Les 3 ont quantifié :
11 ont quantifié : de 2 à 70 quintaux	2 ont quantifié : 3 à 4 sacs; 1 quintal	4 ont quantifié : 1 à 5 quintaux	3 ont quantifié : 1 à 4 quintaux	- 300 à 400 bottes de légumes par mois. - 500 à 600 quintaux de tomates, tous les 3 mois. - Papaye : en continu : 1000 / ha, 50000 / an; Banane : en continu : 50000 / an; Orange : 1 récolte / an : 50000 à 100000 / an; Mandarine : 1 récolte / an : 50000 / an; Manioc : tous les 9 mois : 1200 quintaux / 2 ha .
Moyenne = 8,2 quintaux				

Qui travaille la terre

- La réponse à cette question n'est pas différenciée par culture, même si de rares paysannes donnent quelques spécifications, par exemple, que leur mari retourne la terre avec la charrue et qu'elle dépose les pommes de terre derrière la charrue.

	La paysanne	Son mari	Ses enfants	D'autres membres de la famille	Des membres de la communauté	Un employé agricole
Janvier (N=?)	16			4	4	2
Juillet (N=38)	38	25	25	7	1	4
		Dont 2 parfois seulement	Dont 11 seulement pour les semailles et la récolte			

Utilisation des différentes cultures produites

1. Utilisation de la pomme de terre

- L'utilisation concerne les pommes de terre et les *chuños** (pommes de terres déshydratées), transformation la plus courante des pommes de terre. Les données sont celles de janvier, de juillet et du groupe, mais avec un niveau de détail différent. quinze des 16 paysannes de janvier, de même que 37 des 38 paysannes de juillet, produisent des pommes de terre. Une des paysannes de juillet n'a pas répondu à cette question.

Pommes de terre	Autoconsommation	Réciprocité	Pour les animaux	Troc – contre quoi	Vente	Argent reçu de la vente	Qui reçoit l'argent
Janvier (N=15)	15	2		2 – contre fruits	4		
Juillet (N=36)	36	8	Au moins 14 cas : les porcs mangent les pelures de pommes de terre (9 ont dit : les porcs mangent les pelures, sans préciser si de pommes de terre)	12 – contre fruits et/ou légumes	13 (dont 7 : peu ou parfois)	4 disent : « peu », « presque rien », 200 Bs (2 femmes)	3 : à elle 1 : à mari 2 : elle + mari 2 : famille ou pour manger
Groupe	Utilisation principale						

2. Utilisation du maïs

- Le maïs est une culture d'utilisation variée. Les données sont celles de janvier et de juillet; les femmes du groupe ne produisent pas de maïs. Une paysanne de la région de Cochabamba déclare s'être enrichie en vendant de la *chicha**, un alcool à base de maïs très prisé dans cette région; dans son cas, le maïs sert surtout à la fabrication de la *chicha*.

Maïs	Autoconsommation	Réciprocité	Pour les animaux	Troc – contre quoi	Vente	Argent reçu de la vente	Qui reçoit l'argent
Janvier (N=9)	9	1	1 : vaches mangent feuilles		5 + 1 vend <i>chicha</i>		1 : paysanne, en vendant <i>chicha</i>
Juillet (N=6)	5	1	3 : pour les poules		1		

3. Utilisation des fèves et des pois

- Dix paysannes de janvier indiquent cultiver des fèves ou des pois; 20 des 38 paysannes de juillet en cultivent également, de même que les femmes du groupe. Sauf une exception (une femme troque parfois des fèves contre des fruits), la seule utilisation mentionnée est l'autoconsommation.

4. Utilisation de la luzerne

- La majorité des paysannes cultivent de la luzerne : en janvier, 10 le mentionnent, et en juillet, 25, les femmes du groupe en cultivent aussi. Il semble que la luzerne ne soit destinée qu'à l'alimentation des animaux : surtout vaches et brebis, mais aussi, lamas, ânes et cochons d'Inde, rarement, porcs et poules. Vingt-deux des paysannes de juillet spécifient que la luzerne est pour les animaux. Dans de nombreux cas, les animaux vont manger directement la luzerne au champ ce qui fait qu'il n'y a pas de récolte comme telle de la luzerne.

5. Utilisation des céréales : avoine, blé, orge, quinoa et *quañawa**

- En janvier, les paysannes ne précisent pas l'utilisation des cinq céréales, sauf 3 exceptions. Comme, en juillet une question spécifique s'adressait à ce que mangent les animaux, lorsque les animaux mangent une des céréales, ou un dérivé de céréales (comme la *cáscara**), cette information est en général connue. Les valeurs de N se rapportent au nombre total de femmes qui ont indiqué cultiver la céréale, en janvier et en juillet (en excluant le groupe pour lequel le

nombre de paysannes cultivant chaque céréale n'est pas connu). Plusieurs disent que tout est pour autoconsommation, mais dans les valeurs du tableau ci-dessous, nous avons retenu seulement celles qui rapportent spécifiquement que la céréale est pour autoconsommation.

Céréales	Autocon- sommation	Réciprocité	Pour les animaux	Troc – contre quoi	Vente	Argent reçu de la vente	Qui reçoit l'argent
Avoine (N=24)	1		15				
Blé (N=27)	11		8		2		
Orge (N=40)	4		29		2		
Quinoa (N=33)	18		7		2		
Quañawa (N=14)	8						

6. Utilisation des légumes et des fruits

- Sur l'Altiplano, les légumes cultivés (peu importants en termes de surfaces cultivées et de quantités produites) servent uniquement à l'autoconsommation. Aucun fruit n'est cultivé sur l'Altiplano. Les trois paysannes de juillet qui font de la culture de rente dans les vallées et les paysannes de la région de Cochabamba rencontrées en janvier vendent fruits et légumes; les fruits et les légumes sont aussi autoconsommés.

7. Utilisation des plantes médicinales et des fleurs

- Quelques paysannes cultivent des plantes médicinales, pour autoconsommation. Une seule paysanne, de Cochabamba, a rapporté vendre quelques fleurs.

8. Utilisation des plantes sauvages

- Selon les régions, les plantes sauvages varient en espèce et en abondance. Elles servent à l'alimentation des animaux. Au bord du lac Titicaca, la *tófora**, un jonc, est coupée pour l'alimentation du bétail. Ailleurs, le pâturage est constitué principalement de paille et de *paja brava**, une paille très sèche.

2) Production – Élevage et autres animaux de ferme

Types et quantités d'animaux.

- Toutes les paysannes rencontrées ont des animaux. Le cheptel varie en types de bêtes et en quantité. Les données sur les animaux présents dans la ferme sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe.
- En janvier, nous n'avons pas demandé si les paysannes ont des ânes et des chiens et nous n'avons pas de données à ce sujet. Une paysanne de janvier mentionne avoir des chevaux et une autre des canards. Aucune des femmes de juillet n'a ni cheval ni canard. Deux paysannes de juillet rapportent pêcher des poissons dans le lac Titicaca.
- Une des entrevues de juillet s'est achevée prématurément avant les questions sur les animaux; c'est pourquoi N=37.
- Deux paysannes du groupe ont aussi été interviewées individuellement, les données les concernant n'ont été comptées qu'une seule fois dans les totaux, les moyennes, les médianes. C'est pourquoi les totaux ne semblent pas toujours cohérents avec les sommes des entrevues de janvier, de juillet et du groupe.
- La plupart des paysannes ont quelques animaux de plusieurs espèces. Toutefois, quelques-unes ont un cheptel plus garni, ce qui fait que les médianes du nombre d'animaux par paysanne sont plus représentatives que les moyennes.

Nombre de paysannes qui en ont	Vaches (incluant veaux et taureaux)	Moutons (incluant brebis et agneaux)	Porcs	Lamas	Poules	Cochons d'Inde	Ânes	Chiens
Janvier (N=16)	14	6	9	2	9	10		
Juillet (N=37)	31	33	30	6	22	9	12	21
Groupe (N=20)	20	12	12	0	2	5	0	20
Total (N=71)	63	50	49	8	32	24	12	39

Nombre d'animaux / paysanne	Vaches (incluant veaux et taureaux)	Moutons (incluant brebis et agneaux)	Porcs	Lamas	Poules	Cochons d'Inde	Ânes	Chiens
	N=63	N=50	N=49	N=8	N=32	N=24	N=12	
Total	1 à 20	1 à 50	1 à 10	2 à 50	1 à 50	4 à 100	1 à 4	1 à 3
Moyenne	6,3	12,8	2,4	14	7,5	21,4	1,8	
Médiane	5	8	2	6	5	10	2	

Localisation de la terre d'élevage par rapport à la résidence : près ou loin.

- Les données concernant uniquement le terrain de juillet. Le nombre total de l'échantillon (N) représente le nombre de paysannes ayant indiqué élever le type d'animal. Certains animaux sont régulièrement déplacés, c'est le cas des vaches et des moutons/brebis qui passent souvent la nuit dans un enclos, où un autre lieu près de la maison mais qui sont conduites dans la pampa, ou près du lac Titicaca pour y paître durant le jour. Les animaux peuvent donc être localisés en plusieurs lieux. Par contre, certaines femmes ne précisent pas le lieu par rapport à la maison. C'est pourquoi le nombre de localisation peut être inférieur ou supérieur au nombre total de l'échantillon (N).

Localisation	Vaches (N=31)	Moutons (N=33)	Porcs (N=30)	Lamas (N=6)	Poules (N=22)	Cochons d'Inde (N=9)	Ânes (N=12)	Chiens (N=21)
Près de la maison	22	18	16	2	15	Dans la cuisine	5	Près/dans maison
Loin (à + de 20 minutes)	13	6	3	3				

Propriétaire des terres de pâturage

- Les terres d'élevage, sont en fait les terres de pâturage et concernent les gros animaux : vaches, moutons, porcs et lamas. Les petits animaux vivent près de l'habitat : dans la maison (la « cuisine ») pour les cochons d'Inde et dans la cour pour les poules. Les chiens et les ânes sont également gardés près des maisons.
- Les données concernent uniquement le terrain de juillet. Sauf exception, la propriété des terres n'est pas divisée par type d'animaux, elle a donc été considérée dans son ensemble. Toutefois, quelques femmes utilisent des terres communautaires ou louées en plus des terres dont la propriété est familiale. C'est pourquoi la somme des catégories dépasse le nombre total de paysannes (N=37).
- Dans la communauté de l'entrevue de groupe, le pâturage des gros animaux se fait sur une terre communautaire (une TCO) au bord du la Titicaca.
- La catégorie « famille » peut signifier trois cas de figure : a) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de la paysanne (autre que son mari), par exemple à sa fille, à ses parents, b) la propriété appartient à quelqu'un de la famille de son mari, c) la propriété appartient collectivement à plusieurs membres de la famille – cela est souvent le cas lorsque des enfants ont hérité de la terre des parents.
- La catégorie « communautaire » signifie l'utilisation d'une terre communautaire d'origine (TCO) ou d'un autre type de terre communautaire.

Paysanne seule	Mari seul	Paysanne et son mari	Famille	Communautaire	Location
5	8	2	15	5	3

Qui s'occupe des animaux

- S'occuper des animaux, cela signifie les amener au pâturage, les déplacer (pour les gros animaux), les nourrir (pour les petits et ceux qui sont moins mobiles comme les cochons), traire les vaches, recueillir les œufs, tondre les moutons... Il s'agit d'un ensemble de tâches variées, réalisées à diverses fréquences.
- En janvier, une paysanne spécifie qu'elle fait tout, toute seule. Une autre précise que c'est elle qui se lève à 4 heures du matin pour traire les vaches. Une autre mentionne que son mari s'occupe des vaches et qu'elle se charge de tout le reste. Deux paysannes de janvier rapportent s'occuper des animaux avec leur mère.

- Les données du tableau concernent le terrain de juillet et les tâches ne sont pas détaillées. « D'autres membres de la famille » signifie uniquement la mère, ou le père, ou la cousine; dans un seul de ces 5 cas, les parents et la belle-sœur s'occupent des animaux quand la paysanne et son mari sont à la ville, où ils ont aussi une occupation rémunératrice. Dans un seul cas, une *comadre**, qui n'est pas de la famille, fait paître les animaux de la paysanne – qui vit la moitié du temps en ville – en échange de quoi cette *comadre* peut utiliser les terres de la paysanne comme pâturage pour ses propres bêtes.

Paysanne seule	Paysanne + ses enfants	Paysanne + son mari	Paysanne + mari + enfants	D'autres membres famille	Quelqu'un pas de la famille
7	3	9	13	5	1

Alimentation des animaux

- Dans une unité de production agricole familiale et communautaire, les animaux mangent généralement ce qui est produit – ou disponible (plantes sauvages) – sur place (même si quelques aliments sont parfois achetés) et fournissent en contre partie des services (les ânes transportent des charges) et des biens (lait, laine, viande, bouses, etc). Ce point-ci présente donc ce qui est donné aux animaux et le point suivant, ce que donnent les animaux.
- En janvier, seules 3 paysannes précisent ce que mangent leurs vaches : luzerne, avoine et orge. Aucune donnée ne concerne l'alimentation des autres animaux.
- Les femmes de l'entrevue de groupe semblent toutes nourrir leurs animaux de la même façon, elles ont fourni des réponses de groupe. Leurs vaches mangent de la *tatora**, du *pasto**, soit ce qui pousse sans être cultivé (paille, *paja brava*, autres plantes sauvages) et qui est mangé directement dans le champ, en plus de la luzerne cultivée. Les paysannes du groupe achètent la *cáscara** du blé (l'enveloppe du grain) pour les moutons. Leurs porcs mangent l'orge qu'elles cultivent. Et leurs chiens mangent la même nourriture cuisinée que les humains.
- En juillet, il y avait une question précise sur le sujet et les réponses, détaillées, sont présentées dans le tableau ci-dessous, fournies par type d'animal et par type de nourriture. Les valeurs de N se rapportent au nombre de paysannes qui élèvent ce type d'animal. Plusieurs paysannes ne précisent pas ce que mangent les chiens.
- Le maïs donné aux poules est acheté, sauf pour 4 paysannes qui en produisent : les 3 des vallées et une seule de l'Altiplano. Le *pasto** et la *tatora** donnés aux cochons d'Inde sont coupés et apportés dans le lieu où ces animaux sont gardés, souvent la cuisine.

- Quelques informations sur la nourriture sont utiles pour comprendre le tableau. L'*afrecho** est un mot générique qui signifie une préparation de différentes céréales moulues; il est souvent acheté. Les *cáscaras** sont des « enveloppes » (le mot signifie aussi écorces, coquilles) : pelures de pommes de terre, enveloppe d'une céréale comme le quinoa ou le blé ; ce sont donc des parties que les humains ne mangent pas des productions de la ferme. La catégorie « autre » contient : 1) le petit lait du fromage, qui nourrit les porcs de 2 paysannes et les chiens de 4 fermes; 2) les restes de table et ce qui ne sert pas, qui nourrissent les chiens chez 13 paysannes, les ânes de 2 fermes et les porcs dans 8 fermes (dont les 3 fermes des vallées : tomates, bananes, yucca, laitues perdues, fruits).

Nourriture	Vaches (N=31)	Moutons (N=33)	Porcs (N=30)	Lamas (N=6)	Poules (N=22)	Cochons d'Inde (N=9)	Ânes (N=12)	Chiens (N=21)
Luzerne	19	11	3	3	1	5	2	
Avoine	10	7	--	1	--	2	2	
Blé	--	--	--	--	8	--		
Orge	21	13	9	4	7	2	5	
Quinoa	--	--	--	--	8	--	--	
Quañawa*	--	--	--	--	--	--	--	
Pasto*	24	28	--	6	2	4	9	
Tofora*	6	6	--	--	--	1	1	
Maïs	--	--	--	--	10	--	--	
Grains (non précisés)	--	--	--	--	5	--	--	
Afrecho*	1	--	19	--	1	1	--	
Cáscaras*	--	--	21	--	--	--	--	
Autre	--	--	10	--	--	--	2	17

Utilité des animaux

- En janvier, la question de l'utilité de chaque espèce d'animal n'était pas spécifiquement posée, les données sont très parcellaires. En juillet, elle l'était. La question a aussi été posée lors de l'entrevue de groupe, d'où émane des réponses de groupe. Par exemple, quand elles disent qu'elles vendent de 15 à 30 litres de lait par jour à la PIL (l'entreprise laitière, très présente en Bolivie) qui vient le chercher tous les jours, il est vraisemblable que cela soit une moyenne (celles qui ont 10 vaches doivent vendre plus que celles qui en ont 2) et que certaines paysannes ne vendent aucun lait (celle qui n'a qu'une vache garde-t-elle tout le lait pour autoconsommation?). Ainsi, les données du groupe ne sont pas quantifiées mais uniquement qualifiées.
- L'autoconsommation est à la base du fonctionnement des petites unités de production agricole. Elle n'est donc pas spécifiquement notée ici quand le sens est clair. Ainsi, en janvier, trois paysannes rapportent vendre le fromage qu'elles fabriquent, deux mentionnent faire du troc avec leur fromage et une autre fabrique du fromage uniquement pour autoconsommation, au total il y a donc 6 femmes qui font du fromage et dans les 6 cas le fromage sert à l'autoconsommation. Bien sûr, toutes les femmes qui font du fromage ont des vaches qui produisent du lait. Ainsi, toujours en janvier, bien que seulement deux femmes précisent vendre leur lait à la PIL (l'entreprise laitière), une autre spécifiant qu'elle troque son lait, il y a 7 femmes qui mentionnent spécifiquement produire du lait ou du fromage. Une seule paysanne, de janvier, précise vendre ses œufs car, sauf exception, les œufs sont pour autoconsommation et ne sont pas vendus.
- Treize paysannes de janvier et 31 de juillet rapportent utiliser l'engrais naturel de leurs animaux, mais n'ont pas nécessairement spécifié si les excréments sont ceux de vaches, de moutons ou d'autres animaux. C'est pourquoi, dans le tableau des utilités, ces données ne ressortent pas.
- Les paysannes filent la laine des moutons et des brebis puis la tissent et la tricotent. Elles font ce qu'elles appellent des lits (*camas*), qui sont plutôt des couvertures, très utilisées dans l'Altiplano où la température nocturne passe souvent sous le point de congélation. Elles confectionnent aussi des vêtements. Avec la laine des lamas, elles fabriquent des matelas, les ponchos, et d'autres tissus.
- « Vendre vifs » signifie que l'animal est vendu vivant. Cela ne signifie pas nécessairement que la paysanne – ou son mari, sa famille – vend fréquemment des animaux. Pour les vaches, cela peut se produire aussi peu souvent qu'une fois tous les 3 ou 4 ans, et on vend rarement une vache ou un taureau plus souvent qu'une fois ou deux par an. Une paysanne qui élève 40 brebis (ce qui est nettement au-dessus de la médiane de 8) mentionne qu'elle vend 6 ou 7

brebis par an. La vente de l'animal peut être planifiée ou non. En fait, les animaux, surtout les gros (vaches, brebis, cochons, lamas), servent aussi de « capital sur quatre pattes », c'est-à-dire, qu'ils sont conservés pour leur valeur monétaire. Les cochons, qui ne donnent ni lait, ni laine, ni œufs, servent régulièrement de capital. Ces animaux sont alors vendus en cas de nécessité. De nombreuses paysannes disent qu'elles vendent « parfois », « si nécessaire », « en cas de besoin »... Une paysanne mentionne qu'elle va vendre son âne pour en acheter un plus jeune.

- Certains animaux effectuent une tâche spécifique. C'est le cas des ânes qui servent précisément à transporter des charges : de l'orge, des pommes de terre, de l'engrais, parfois même des personnes. Les chiens servent à garder la maison et les animaux, à protéger les poules, les brebis et les jeunes animaux des renards. Les bœufs ont aussi comme tâche d'aider au labourage. En juillet, parmi les trois paysannes qui spécifient que les vaches / bœufs servent à labourer, deux n'ont pas de vache, mais seulement des bœufs. Toutefois, il est probable que ce nombre de 3 paysannes soit plus élevé car 20 d'entre elles rapportent (voir plus haut) utiliser une charrue (*llunta*) pour labourer.
- « Viande » signifie que l'animal est transformé en viande à la ferme, pour l'autoconsommation (les paysannes ne semblent pas vendre de la viande, seulement des animaux vivants). Toutefois, les abattages ne sont pas nécessairement fréquents. Lorsque la médiane est de 2 porcs par paysanne, le cochon est tué lors d'occasions spéciales ou quand il est trop vieux et ne vaut plus comme capital. Cela veut souvent dire que lorsqu'il a fini sa vie utile, dans les services qu'il rend (labour, capital), dans les biens qu'il produit (lait, laine, œufs), l'animal est abattu. Les cochons d'Inde, viande d'excellente qualité nutritive et gustative, sont la plupart du temps spécifiquement gardés pour les occasions ou lorsqu'une visite importante arrive à l'improviste, car en une heure ils sont abattus, dépecés, cuisinés et prêts à manger.

JANVIER Utilité	Vaches (bœufs) (N=16)	Moutons (N=6)	Porcs (N=9)	Lamas (N=2)	Poules (N=9)	Cochons d'Inde (N=10)	Ânes	Chiens
Lait total	7							
• Vente	2							
• Troc	1							
Fromage total	6							
• Autoconsommation	1							
• Vente	3							
• Troc	2							
Boues → engrais	9							
Laine / artisanat		1		1				
• Vente		1		1				
Œufs vente					1			
Vendre vifs	1	1						

JUILLET Utilité	Vaches (N=31)	Moutons (N=33)	Porcs (N=30)	Lamas (N=6)	Poules (N=22)	Cochons d'Inde (N=9)	Ânes (N=12)	Chiens (N=21)
Lait total	28	2						
• Autoconsommation	21	1						
• Vente	7							
• Troc								
Fromage total	25	2						
• Autoconsommation	11	2						
• Vente	14							
• Troc								
Boues → engrais		1						
Œufs					21			
Laine / artisanat total	1 (cuir)	30		6				
• Autocons.		27						
• Vente		3						
Labourer	3							
Transporter							11	
Surveiller								Tous
Viande	7	26	17	6	20	9		
Vendre vifs	25	18	23	3	2	6	1	

GROUPE Utilité	Vaches (N=20)	Moutons (N=12)	Porcs (N=12)	Lamas (N=0)	Poules (N=2)	Cochons d'Inde (N=5)	Ânes (N=0)	Chiens (N=20)
Lait	Oui							
• Vente	Vendent 15 à 30 l/jr/ferme à la PIL							
Fromage	Oui							
Œufs					Oui			
Laine		Oui						
Viande		Oui				Oui		
Vendre vifs		Oui	Oui					

Prix de vente des animaux et des denrées

- En juillet, lorsqu'une paysanne mentionnait qu'elle vendait des animaux, nous demandions combien elle pouvait obtenir de la vente de l'animal. Les prix fournis peuvent varier énormément. Il est difficile de savoir si la variation est fonction du lieu (d'une ville, d'une région à l'autre ça peut changer), des caractéristiques de l'animal (sa taille, son âge, sa vigueur...), du pouvoir de négociation de la paysanne ou de sa famille, ou d'un autre facteur. Nous avons conservé toutes les valeurs fournies, reproduites dans le tableau ci-dessous. Le prix des vaches étant nettement inférieur à celui des taureaux, nous les avons donc séparés en deux colonnes. Certaines paysannes précisent un prix différent pour une vache « laitière ».
- Le prix de vente du lait et du fromage sont fournis par quelques paysannes. Pour le lait, une paysanne mentionne que la PIL l'achète à 3 Bs* le litre. Une autre rapporte produire 8 litres par jour et recevoir entre 150 et 200 Bs de la PIL par quinzaine (15 jours), ce qui fait environ 1,5 Bs par litre. Une troisième mentionne produire entre 5 et 10 litres de lait par jour et recevoir de la PIL de 400 à 500 Bs par quinzaine lorsque ses vaches produisent moins et jusqu'à 900 ou 1000 Bs par quinzaine lorsque ses vaches produisent le plus. Calculs faits, cela donne environ 6 Bs par litre.

- Le prix du fromage varie selon sa taille : 5, 6, 7, 8, ou 10 Bs. Cela correspond aux prix des fromages que nous avons nous-mêmes achetés dans les marchés.
- Une paysanne rapporte vendre du poisson pêché au Lac Titicaca, pour environ 30 Bs par semaine.

Prix de vente de l'animal (Bs)	Vaches	Taureaux	Moutons	Porcs	Lamas	Poules	Cochons d'Inde	Ânes
Prix les moins élevés	1000, 1200, 1500 à 2000	1500	50 à 70 pour un agneau	150, 200, 300 ou 400	300 à 400	25 à 30	6 à 10	180 à 190
Prix moyens	Une laitière : 3000, 3500, 8000	2500, 3000 à 4000	100, 120 ou 150	200 à 500 quand il est âgé de 6 mois à un an			10, 15 ou 20 selon la taille	
Prix les plus élevés	6000 à 7000 (selon la taille)	5000 (de 3-4 ans), 6000 à 7000 (petit), 9000, 16 000	150 à 300 pour les grandes brebis					

3) Trajets

Raison du trajet

- Les paysannes réalisent principalement deux types de trajets dans le cadre de la production et des échanges. Elles vont sur leurs terres de culture et d'élevage pour produire et elles voyagent à la ville pour les échanges.
- Les données sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe mais avec un niveau de détail différent.
- Nous avons différencié la petite ville régionale de la grande ville départementale – La Paz, El Alto ou Cochabamba – car les raisons des trajets y sont différentes, de même que les implications en temps, en coûts et en moyens de transport.
- Certaines paysannes ont une maison en campagne et une autre en ville; elles alternent leur présence entre les deux résidences.

Janvier (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	Travailler la terre, semier, récolter	1			
	Mener bêtes au pâturage	1			
	Acheter		2	1	1
	Vendre		7	6	1
	Troquer		1		
	Rencontrer			1	
	Habiter (elle a deux maisons)		1		
	Raison inconnue		2		2

Juillet (N=37)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	Travailler la terre, semer, récolter	22			
	Mener au pâturage	12			
	Pêcher	1			
	Acheter		33	11	
	Vendre		26	8	1
	Troquer		5		1
	Se réunir, visiter la famille		1	10	1
	Habiter (celles qui ont deux maisons)			4	
	Autre		1 : payer l'électricité	2 : faire des démarches	1 : suivre une formation
Groupe (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu
	Culture et pâturage	Non, car à côté des maisons			
	Acheter		Oui		
	Vendre		Oui		

Qui l'accompagne dans ses trajets

- Voyager seule peut-être un indice d'autonomie ou le signe que la paysanne supporte seule la lourde tâche des échanges. Nous avons demandé avec qui elles font leurs trajets.

- Les données sont celles de janvier et de juillet mais avec un niveau de détail différent. Plusieurs paysannes n'ont pas répondu à cette question. Certaines femmes ont répondu plus d'une réponse. Par exemple, la paysanne peut aller au champ, parfois seule, parfois avec son mari, parfois avec toute sa famille.

Janvier (N=?)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
Seule		3	2	
Avec son mari		1		
Avec sa mère / son père / sa grand-mère		2	3	
Juillet (N=37)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
Seule	6	16	2	
Avec son mari	6	11	5	
Avec un ou plusieurs de ses enfants	5	4	1	
Toute la famille	3			
Avec sa mère			2	
Avec sa (belle)-sœur	1		1	

Fréquence du trajet

- Les données sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe mais avec un niveau de détail différent. Plusieurs paysannes n'ont pas répondu à cette question.
- Les trajets dans la petite ville régionale se font la plupart du temps de jour de la *feria**. Certaines villes, plus grandes, ont deux jours de *feria* par semaine, mais dans la plupart des cas, il n'y en a qu'un. Certaines paysannes ne fréquentent pas la *feria* toutes les semaines.

Janvier (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	Plus d'1 fois / semaine		4		
	1 fois / semaine		3	1	
	À l'occasion		1	2	
Juillet (N=37)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	Tous les jours	10	1		1
	En saison (semailles / récolte), toute la journée	6			
	Plus d'1 fois / semaine		2	2	
	1 fois / semaine	1	21	4	
	1 ou 2 fois / mois		5	5	
	À l'occasion		4	8	1
Groupe (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu
	1 fois / semaine		Le dimanche, jour de <i>feria</i>		

Moyens de transport

- Les données sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe mais avec un niveau de détail différent. Plusieurs paysannes n'ont pas répondu à cette question. Parfois plus d'un moyen de transport est utilisé pour se rendre à un lieu. Par exemple, on peut marcher une heure pour rejoindre la route où passe le minibus. Ou bien, on peut choisir d'y aller parfois en taxi, parfois en minibus. Dans ces deux cas, deux moyens de transport sont indiqués.

- « Avec un animal » ne signifie pas nécessairement que la paysanne soit transportée par l'animal, souvent l'animal est chargé d'objets. Quelques paysannes rapportent chevaucher un cheval ou un âne.
- Les paysannes qui disent rejoindre leurs champs en minibus ou en taxi, sont celles qui ont également une maison en ville. Pour se rendre à la petite ville régionale, les femmes qui vivent dans une communauté éloignée de la grande route marchent – parfois plus d'une demi-heure et souvent chargée – pour rejoindre la route où passe le minibus. Certaines paysannes marchent une heure et demi pour aller à la ville régionale, parce qu'il n'y a pas de minibus ou qu'elles n'ont pas les moyens de le payer. Celles qui prennent le camion pour rejoindre la grande ville sont les paysannes des vallées qui viennent vendre leurs fruits et leurs légumes à la ville.
- Dans le cas du groupe, la communauté est relativement près de la ville régionale mais éloignée de la route principale. Dans cette communauté le taxi devient souvent collectif. Dans la majorité des cas où un taxi est utilisé, il est collectif.

Janvier (N=?)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
A pied	1	1		
Avec un animal		1		
En minibus		2	2	
En taxi	1	3		
En auto privée		1	1	

Juillet (N=37)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	À pied	24	14		3
	Avec un animal	3	2		
	À bicyclette, moto	1			
	En minibus	2	19	7	1
	En taxi		7		
	En gros autobus			1	
	En camion			3	
Groupe (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu
	En taxi ou à bicyclette		Oui		

Durée du trajet

- Les données sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe mais avec un niveau de détail différent. Plusieurs paysannes n'ont pas répondu à cette question.
- Les durées sont données par trajet, il faut donc compter le double pour l'aller-retour. La durée totale d'un trajet est inscrite. Ainsi, si une paysanne rapporte marcher une heure pour prendre un minibus durant 20 minutes, la durée totale du trajet est notée dans l'intervalle « de 1 à 1¼ heure ».
- En juillet, la paysanne qui prend plus de 4 heures pour rejoindre ses terres habite à la ville. Il en est de même pour une des 3 paysannes qui prend entre 2 et 3¼ heures pour se rendre sur ses terres de production.
- Plusieurs paysannes insistent pour dire que les trajets sont longs, fatigants, pénibles, que les charges sont lourdes, que les trajets s'ajoutent à des journées très remplies, que ce soit au champ ou au marché. Ainsi, que ce soit lors des semailles ou des récoltes, pour aller à la *feria** et pour rejoindre la grande ville, les journées de travail débutées avant l'aube durent souvent plus de 10, 12 ou même 15 heures. Les paysannes plus âgées disent que c'est fatigant parce

qu'elles sont vieilles, les jeunes mères que c'est long pour les enfants. Quelques-unes mentionnent les difficultés supplémentaires lors de la saison des pluies quand les chemins sont abimés.

Janvier (N=?)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
Moins 1/2 heure	1	1		
De 1/2 à 3/4 heure		2		
De 1 à 1 1/4 heure	2			
Juillet (N=37)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
Moins 1/2 heure	11	14		1
De 1/2 à 3/4 heure	9	3		1
De 1 à 1 1/4 heure	3	11	1	1
De 2 à 3 1/4 heures	3	2	2	
De 4 à 8 1/4 heures	1		2	
De 9 à 13 heures			4	
Groupe (N=?)	Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu
Moins 1/2 heure		20 minutes		

Coût du trajet

- Les données sont celles de janvier, de juillet et de l'entrevue de groupe mais avec un niveau de détail différent. Plusieurs paysannes n'ont pas répondu à cette question. Les prix sont donnés par trajet et par personne.
- En juillet, les deux paysannes qui rapportent un coût pour rejoindre leurs terres de production habitent également à la ville.

- Alors que la majorité des paysannes transportent avec elles, à pied, en minibus ou en taxi, une ou quelques *cargas** qu'elles vont vendre ou troquer à la ville, la situation des paysannes qui font de la culture de rente est différente. Ainsi, pour rejoindre la grande ville, les 3 paysannes des vallées, rencontrées en juillet, doivent aussi louer un espace dans un camion pour transporter leurs marchandises. Elles mentionnent payer environ 100 Bs*, 750 Bs et plus de 2000 Bs pour les voyages incluant les personnes et les marchandises. Les retours à vide, en gros autobus, coûtent environ 50 Bs par personne.

Janvier (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	10 Bs / trajet		1		
	20 Bs / trajet		1		
Juillet (N=37)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu : dans une autre ville
	2 Bs ou moins		13		
	2,5 ou 3 Bs		10		
	De 5 à 10 Bs	1	2	3	
	Plus de 10 Bs	1		5	
Groupe (N=?)		Les terres de production	La petite ville régionale	La grande ville départementale	Autre lieu
	2 Bs / trajet		En taxi, si collectif		

4) Alimentation

Ce que mangent les familles

- En janvier, nous leur demandions ce qu'elles mangeaient, en général. En juillet, nous demandions ce qu'elles avaient mangé la veille, pour le déjeuner, le dîner et le souper; les réponses étaient plus précises. En juillet, nous avions aussi une question sur la nourriture lors des occasions spéciales, sur la consommation de coca et d'alcool. En janvier, toutes les femmes ont répondu, parfois de manière générale (N=16). En juillet, une paysanne n'a pas répondu (N=37); celles qui ont répondu l'ont fait par repas (déjeuner, dîner, souper). Le groupe a également fourni une réponse de groupe qui permet de faire ressortir les habitudes alimentaires de cette communauté.
- Quelques informations concernant les aliments sont nécessaires pour comprendre les données du tableau. L'*api* est une boisson chaude et très sucrée, faite à base de maïs. Le *pito** est une céréale moulue et cuite, un genre de gruau, fait de blé, d'avoine, de quinoa, d'orge. Les thés et les cafés sont toujours bus très sucrés : 4 ou 5 cuillerées à soupe de sucre dans une tasse est habituel. Les soupes sont normalement copieuses et remplies de pommes de terre, ou de quinoa, de maïs, de riz, de pâtes. Il existe différents types de soupe. Par exemple, la *lawa* est une soupe nourrissante, comme une crème, faite avec une farine, de blé, de quinoa... Selon les moyens, les soupes peuvent contenir un os ou un petit morceau de viande. Le *fiambre** est un plat composé de féculents et de légumineuses : pommes de terre, fèves, chufos; à l'opposé des soupes, le *fiambre* est sec, sans sauce. La *quispiña** est une galette ou un pain de quinoa.
- En Bolivie, le repas du midi est le plus important et le plus copieux, souvent très copieux. En ville, dans les familles de la classe moyenne comme dans les restaurants populaires, il est composé d'un gros bol de soupe nourrissante, suivie d'une assiette comprenant deux ou trois féculents (par exemple, pommes de terre et riz), un morceau de viande (plus ou moins gros, parfois seulement 20 ou 50 g, parfois une cuisse de poulet) et un tout petit peu de « verdure » (un tranche de tomate, d'oignon,...). Le repas est accompagné d'un *refresco*, une boisson à base de fruits, ou de jus de fruits, à laquelle on a ajouté de l'eau et beaucoup de sucre. En altitude, le repas du soir est habituellement léger. C'est pour mieux digérer, car vivre en altitude est exigeant pour le corps, disent les Boliviennes.
- En janvier, quand nous leur demandions ce qu'elles mangeaient, deux réponses semblables mais différentes venaient spontanément : « ce qu'il y a » et « tout ce qu'il y a ». Cette réponse signifie d'abord qu'on mange ce qu'on produit. Toutefois, les paysannes qui vivent plus dans l'abondance disent manger « tout ce qu'il y a »; une précision qu'en

campagne, on cuisine, on mange beaucoup car le travail est dur. D'autres, visiblement plus pauvres, mangent « ce qu'il y a », quand il y en a. Dans les familles plus pauvres, on se contente d'une boisson chaude le matin et le soir, parfois même on saute le repas du soir. Deux paysannes précisent ne rien manger le soir. Une spécifie qu'elle n'a pas d'électricité, pas de frigo et qu'elle conserve la nourriture sèche.

- Une paysanne mentionne qu'auparavant sa famille pêchait et mangeait du poisson provenant du Lac Titicaca, mais que maintenant le lac est contaminé.
- Une paysanne de la région de Cochabamba aime particulièrement les fruits et en mange beaucoup. C'est la seule personne qui rapporte que son alimentation comporte une diversité de fruits.
- Le pain, les pâtes et le riz sont achetés. Aucune des paysannes rencontrées n'en produit, n'en fabrique.
- En janvier, toutes les paysannes qui rapportent manger de la viande précisent qu'elles en mangent peu ou très peu ou occasionnellement. Une ou deux bouchées dans une soupe, un morceau de viande salée gros comme un doigt, sont la norme.
- En janvier, une ex-paysanne tient un petit magasin et y vend des poulets (dans son frigo). Toutefois, elle n'en mange pas, car elle a besoin de l'argent de la vente pour d'autres besoins essentiels.
- En janvier, une paysanne rapporte que sa famille ne mange jamais ni viande, ni fromage.
- Une paysanne de Cochabamba précise boire de la *chicha** et en acheter pour les ouvriers agricoles. Toutefois, cette boisson étant très prisée dans la région, il est vraisemblable que d'autres paysannes – de Cochabamba – interviewées en boivent également, même si elles ne le spécifient pas.
- Parmi les paysannes de juillet, 6 d'entre elles ne prennent qu'une boisson chaude le matin (thé, tisane, café ou lait), sans rien de consistant, même si leurs boissons sont habituellement très sucrées.
- En juillet, les femmes précisent souvent le type de soupe qu'elles mangent le midi : soupe de quinoa, soupe aux arachides (une paysanne d'une vallée), *chairo* (une soupe de *chuños**), soupe de poisson, soupe de pâtes... Quatre des paysannes disent ne manger que de la soupe le midi. Ces 4 paysannes ne mangent pas beaucoup plus aux autres repas : thé, lait, *pito** le matin et soupe encore le soir, sauf une qui mange des pommes de terre avec un œuf ou du fromage le soir. En juillet, à propos du repas du midi, certaines paysannes rapportent manger des pommes de terre, d'autres du *fiambre* ou un *segundo**, deux plats comprenant aussi des pommes de terre. Les pommes de terre sont également très présentes dans les soupes. Ainsi, au total, il y a au moins 25 familles qui ont mangé des pommes de terre la veille de l'entrevue. Dix-sept paysannes mentionnent avoir mangé une protéine animale – fromage, œufs,

viande ou *charki** (viande séchée), poisson et le *segundo** – lors du repas du midi (certaines mentionnent manger par exemple, œufs ou fromage, viande ou poisson, c'est pourquoi le total ne semble pas en lien avec la somme des parties).

- En juillet, 3 paysannes indiquent ne rien manger pour souper, ou seulement un thé.
- En juillet, 17 paysannes mâchent de la coca régulièrement, surtout quand elles travaillent, pour se donner de l'énergie. Quatre paysannes précisent mâcher de la coca pour tromper la faim, pour combattre le froid ou lorsqu'elles sont malades (parmi les utilisations traditionnelles de la coca, elle l'est comme médicament). Plusieurs paysannes ne boivent pas d'alcool car elles sont chrétiennes. Quelques-unes disent que leur mari boit mais pas elle. Cinq paysannes rapportent boire de la bière ou de l'alcool lors des fêtes.
- Les paysannes du groupe spécifient que toute la famille mange la même chose.

Janvier (N=16)	Déjeuner	Dîner	Souper	En général
Une boisson chaude : thé, café, tisane	1		3	
Lait chaud ou <i>api</i>	5			
<i>Piño*</i> , avec ou sans boisson chaude	4		1	
Pain, avec ou sans boisson chaude	4			1
Soupe		10	5	5
Pommes de terre		4	4	4
<i>Chuños*</i>		3	2	1
<i>Fiambre*</i>		2		
<i>Oca*</i> (genre de topinambour)			1	1
Pâtes – riz	1	1	4	3
Blé – orge		1		2
Quinoa		1	1	3
<i>Quañawa*</i>				1
Maïs		2		1
Fèves, pois		2	2	1
Légumes : oignons		2		2
Fruits	1	1		1 (en saison)
Fromage		3	1	4
Œufs				2
Viande		1		10
Poisson		1		1

Juillet (N=37)	Déjeuner	Dîner	Souper	Autre
Thé, tisane, café	21		2	
Lait chaud	10			
<i>Pito</i> *, blé, avoine	19			
Pain	15			
<i>Quispiña</i> *	6			
Déjeuner copieux : céréales, œufs, fruits, légumes; soupe; patates, <i>chuños</i>	3			
Soupe		21	29	
Pommes de terre et <i>chuños</i>		19	10	
Pâtes – riz		6	4	
<i>Fiambre</i> *		3		
<i>Segundo</i> *		3		
Légumes		5	3	
Quinoa		5		
Fromage	1	9	3	
Œufs		3	4	
Viande ou <i>charki</i> *		8	1	
Poisson		2		
Petit lait du fromage		1	1	
Fruits : banane		1		

Groupe	Déjeuner	Dîner	Souper	Autre
<i>Piño</i> * de blé, parfois de quinoa, avec du thé. Parfois du pain.	Oui			
Soupe de <i>chufíos</i> *, Pommes de terre. Achète des légumes. Viande (parfois).		Oui		
Soupe et oeufs			Oui	
Mâchent coca qu'elles achètent et boivent de l'alcool pour danser !				Oui

Origine de la nourriture consommée

- Toutes les paysannes mangent d'abord et surtout ce qu'elles produisent. Toutefois, elles se procurent également d'autres aliments, comme du sucre, de l'huile, du pain, des fruits, soit en faisant du troc, soit en les achetant.
- Les données sont celles de janvier, de juillet et du groupe mais avec un niveau de détail différent.
- En janvier, certaines paysannes rapportent acheter : du pain (2 paysannes), du riz (3 paysannes), des pâtes (1 paysanne), de l'huile (2 paysannes), du sucre (3 paysannes), des légumes (2 paysannes), des fruits (1 paysanne), du fromage (2 paysannes), du sel (1 paysanne).
- En juillet, les paysannes mentionnent la plupart du temps leurs principaux achats. Il y a la base qui est achetée par toutes les paysannes, ou presque; cette base est constituée de riz, de pâtes, d'huile et de sucre. Une vingtaine de paysannes le disent spécifiquement (alors cela se retrouve dans le tableau), mais plusieurs rapportent simplement qu'elles achètent « tout », « comme d'habitude », ou elles commencent en nommant 2 des 4 aliments et font un geste pour dire le reste.
- Le groupe rapporte simplement qu'elles font surtout de l'autoconsommation et qu'elles achètent, sans préciser.

Terrain de juillet Ce qui est acheté	Nombre de paysannes qui spécifient acheter l'item	Remarques
Pain	5	
Riz	20	
Pâtes	15	
Huile	21	
Sucre	22	
Légumes	17	2 de ces paysannes font du troc pour obtenir des légumes.
Fruits	6	2 de ces paysannes font du troc pour obtenir des fruits.
Lait	2	
Fromage	1	
Sel	2	On peut supposer que d'autres en achète.
Viande	3	2 sur 3 déclarent : « rarement » ou « parfois ».
Poisson	1	
Pommes de terre et <i>chuños</i>	2	Provenant des vallées, une mentionnant les obtenir en faisant du troc.
Gaz, comme combustible	8	9 spécifient utiliser les bouses, de vaches ou autres, comme combustible. 3 rapportent brûler du bois comme combustible. 3 des 8 femmes qui mentionnent acheter du gaz disent l'utiliser presque pas, ou seulement durant la saison des pluies ou quand il n'y a ni bouse, ni bois.
Nourriture pour les poules	1	Pourtant, selon les données sur l'alimentation donnée aux animaux, il y a au moins 6 paysannes qui achètent du maïs pour leurs poules.
Shampooing, savon, lessive	1	La jeune femme qui mentionne les savons vient d'une famille visiblement plus aisée et où l'instruction est une valeur importante.

Coût des achats alimentaires

- En janvier, 2 paysannes mentionnent les coûts de leurs achats.
- En juillet, 27 paysannes fournissent des informations sur le coût des aliments et sur ce qu'elles dépensent pour la nourriture.
- Le groupe n'a donné aucune information concernant les coûts des achats.
- Les données du tableau ci-dessous sont de juillet, sauf dans les deux cas où il est spécifiquement écrit qu'il s'agit des données de janvier.

Nombre de personnes dans le ménage	Coût des achats par semaine (en Bs*)	Troc ou non	Remarques
1	<ul style="list-style-type: none"> • ? • 100 • 250 	Une paysanne fait du troc.	<ul style="list-style-type: none"> • Une paysanne ne sait pas combien elle dépense (?). • Celle qui dépense 100 dit qu'elle n'arrive pas.
2	<ul style="list-style-type: none"> • 50 à 100 • 100 (2 paysannes) • 125 		<ul style="list-style-type: none"> • La paysanne qui dit « 50 à 100 » n'est pas certaine du montant. • Une des deux qui dépensent 100 dit qu'elle n'y arrive pas. • Dans le ménage où on dépense 125, le mari dit que sa femme gère l'argent du ménage.
3 ou 4	<ul style="list-style-type: none"> • ? ou 30 • 50 à 100 • 100 (2 paysannes) • 120 à 130 • 200 (2 paysannes) 	Quatre de ces paysannes font du troc.	<ul style="list-style-type: none"> • La paysanne qui dépense 50 à 100 est de janvier. • Une paysanne qui dépense 100 précise qu'elle donne aussi aux fils à la ville. • Une paysanne qui dépense 200 mentionne que l'argent est géré par son mari.

Nombre de personnes dans le ménage	Coût des achats par semaine (en Bs)	Troc ou non	Remarques
5 à 7	<ul style="list-style-type: none"> • ? (2 paysannes) • 40 à 50 • 50 à 60 • 100 (2 paysannes) • 100 à 150 • 150 • 300 à 400 • 400 	Quatre de ces paysannes font du troc.	<ul style="list-style-type: none"> • La paysanne qui dépense 50 à 60 précise qu'elle n'en a pas pour toute la semaine, seulement pour quelques jours. • Celle qui dépense 150 précise qu'elle n'y arrive pas. • Une paysanne qui dépense 100 précise que les 2 époux gèrent l'argent.
8 à 10	<ul style="list-style-type: none"> • 100 • 150 • 230 à 250 		<ul style="list-style-type: none"> • La paysanne qui dépense 150 est de janvier.
Plus de 10 (14 personnes)	<ul style="list-style-type: none"> • 300 à 400 		<ul style="list-style-type: none"> • Des fois, le gaz manque avant la fin de la semaine; la paysanne n'a pas les moyens d'offrir, après la soupe, un <i>segundo*</i> (plat principal) à sa famille tous les jours.
Autres informations	<ul style="list-style-type: none"> • 1 bombonne de gaz = 25 Bs 	Deux paysannes ont précisé ne pas faire de troc.	<ul style="list-style-type: none"> • La paysanne qui donne le prix du gaz précise que la bombonne lui dure 15 jours car elle cuisine peu.

Moyens de subsistance

- À la fin de la section sur l'alimentation, une question demande à la paysanne si elle a un travail en dehors de l'agriculture.
- En plus de leur travail dans l'agriculture ou dans les activités connexes, comme fabriquer du fromage ou de l'artisanat à partir de la laine de leurs animaux, comme vendre ou troquer leurs productions agricoles, certaines paysannes ont un autre travail, complémentaire, pour assurer leur subsistance et celle de leur famille.

- Trois des femmes rencontrées en janvier n'étaient plus paysannes au moment de l'entrevue et avaient un travail sans lien avec l'agriculture : une tient une « *tienda* », c'est-à-dire un genre de dépanneur, une autre vend des vêtements pour enfants dans un kiosque sur la place centrale d'une petite ville et la troisième gagne sa vie en tricotant des lainages de qualité.
- Parmi les paysannes rencontrées en janvier, 4 ont également un autre travail en plus de la tenue de leur ferme : une fait de l'entretien ménager à l'hôpital de sa petite ville, une seconde vend des plats cuisinés (pas issus de ses productions agricoles) au coin d'une rue, une troisième est employée agricole pour une autre ferme car elle doit faire vivre sa famille et que leur propre terre ne produit pas assez, finalement, la dernière est employée d'une petite ville où elle est responsable de l'Unité de genre (services destinés spécifiquement aux femmes). À part la jeune femme responsable de l'Unité de genre, qui aime son travail car il lui permet de sortir de la ferme, les 3 autres travaillent par absolue nécessité car leurs terres ne leur permettent pas de survivre.
- En juillet, une question portait sur ce sujet : « Avez-vous un autre travail qui n'est pas en lien avec l'agriculture sur votre ferme ? Si oui, quel type de travail ? » Trois paysannes n'ont pas répondu à la question. Parmi les 35 qui ont répondu, 29 n'ont pas d'autre travail et 6 en ont un.
- Parmi les 6 paysannes de juillet qui ont un emploi rémunéré, 2 travaillent pour une autre ferme; ce sont 2 femmes qui mentionnent ne pas arriver sur le plan économique, uniquement avec leur propre ferme, elles ont besoin de travailler pour quelqu'un d'autre pour gagner de l'argent. Une autre fait un travail semblable : elle garde la maison et les animaux de quelqu'un d'autre, elle est payée avec le lait des vaches dont elle s'occupe et elle est logée. Les 3 autres ont un travail lié au tissage, au textile, à l'artisanat (qui ne provient pas des animaux de sa ferme). Une de ces 3 paysannes est aussi spécialisée en médecine naturelle et elle a un bureau de consultation dans une petite ville. Ces 3 dernières paysannes disent trouver un épanouissement dans leur travail hors agriculture. Deux d'entre elles vivent en alternance à la ville et à la campagne.
- Aucune question sur ce sujet n'a été posée au groupe.

5) Soutien et formation

Le soutien au travail dans les champs, à la culture et à l'élevage

- Au champ, que ce soit pour la culture ou l'élevage, le travail se fait en famille. Il peut être réparti en fonction des sexes et des âges, mais l'ensemble de la famille y participe. Les réponses ici sont différentes de celles présentées plus haut concernant « qui travaille la terre ». Ici, il s'agit de savoir qui aide la paysanne, selon son point de vue à elle.
- Les données sont de janvier, de juillet et du groupe mais avec un niveau de détail différent. Toutes les paysannes n'ont pas répondu également à ces questions ce qui fait que la taille de l'échantillon est variable.

Aide au travail au champ	De la part du mari	De la part de la famille	A un employé	De la part de la communauté	Remarques
Janvier (N=?)	2 – celles qui parlent spécifiquement de l'aide de leur mari, c'est pour dire que l'aide est insuffisante !	3 – dont une spécifique que c'est lors de la récolte	3 – les 3 sont de la région de Cochabamba	Aucune n'en a parlé.	Une paysanne paye son ouvrier 80 Bs/jr, plus : repas, coca et chicha; total 100 Bs/jr. Une est employée agricole en plus de travailler sa terre.
Juillet (N=?)	12 – spécifient qu'elles reçoivent de l'aide de leur mari 4 – n'ont pas de mari 1 – a un mari malade qui ne peut l'aider	16 – reçoivent une aide régulière ou lors des périodes de pointes : semailles et récoltes 3 – n'ont pas vraiment d'aide de leur famille ou n'ont pas de famille	5 – emploient un ouvrier agricole au besoin ou régulièrement 18 – rapportent ne jamais engager d'employé	1 – dans sa communauté l'entraide mutuelle est régulière 1 – parfois, peu 1 – il faut payer pour l'aide 18 – aucune aide	Salaires d'un ouvrier agricole : de 60 à 80 Bs/jr. 2 sont en plus ouvrières agricoles. 1 fait une sorte de troc : une <i>cornadre</i> * prend soin de ses animaux; en échange, la paysanne lui prête sa terre.
Groupe	Oui	Oui	Non	Non, avant oui.	

L'aide à la construction des bâtiments de ferme

- Certaines paysannes ont reçu de l'aide pour la construction d'une étable ou d'un puits. Cela n'est pas le cas de la majorité des paysannes. En fait, lorsque cela arrive, chaque cas semble particulier.
- Les données sont de janvier, de juillet et du groupe mais avec un niveau de détail différent. Toutes les paysannes n'ont pas répondu également à ces questions ce qui fait que la taille de l'échantillon est variable.

Aide à la construction	De la part de la famille	De la part de la communauté	De la part d'un groupe comme les Bartolinas*	De la part de : municipalité ou gouvernement	Remarques
Janvier (N=?)		1 – La communauté a participé à la préparation des briques d'adobe et à l'érection de l'étable, pour laquelle les Bartolinas* ont fourni les matériaux (voir texte de la case de droite).	1 – Les Bartolinas* ont fourni des matériaux (ciment, toit) et de la formation pour construire une étable, érigée avec l'aide de la communauté (voir texte de la case de gauche).	1 – Le gouvernement a contribué à l'installation du système d'irrigation. 1 – La municipalité a contribué à faire creuser un puits. 1 – La municipalité a fourni des matériaux pour l'étable.	Le système d'irrigation et le puits sont dans la région de Cochabamba. Les 2 autres projets, de construction d'étable, ont eu lieu dans l'Altiplano.
Juillet (N=?)	1 – Aide à la construction de la maison	1 – Construction d'un système d'eau potable pour et par la communauté, grâce au programme « Evo cumple »*. 1 – Son mari, dirigeant de sa communauté, a fait réaliser des projets concernant l'eau : installation de robinets individuels par famille, micro irrigation...	1 – Ont fourni des latrines.	1 – voir texte case à gauche « Evo cumple ». 1 – Municipalité entretient les chemins : permet de sortir les productions agricoles et de les apporter sur les marchés. 1 – Glissement de terrain, municip. ouvre chemins. 1 – Municip. a fourni latrines. 1 – Municipalité a donné des abreuvoirs pour les animaux. 1 – Municipalité a contribué à construction d'une étable.	Plusieurs n'ont aucun bâtiment pour les animaux. Plusieurs paysannes disent que le gouv. et la municip. ne font rien pour les personnes, seulement pour la communauté comme de construire une école, d'apporter l'électricité ou l'eau.

Aide à la construction	De la part de la famille	De la part de la communauté	De la part d'un groupe comme les Bartolinas*	De la part de : municipalité ou gouvernement	Remarques
Groupe		Non	Non		

- Chez une paysanne, dans sa cour, nous avons vu un beau grand lavabo blanc, en ciment, pour faire la lessive, probablement une gracieuseté d'une ONG selon notre accompagnatrice travailleuse sociale bolivienne. Toutefois, le lavabo ne sert pas, car il n'y a aucun système d'amenée d'eau sur cette terre !

Don de semences

- Certaines municipalités fournissent des semences lors des dégâts météorologiques : grêle, gel, etc.
- Les données sont de janvier, de juillet et du groupe mais avec un niveau de détail différent. Toutes les paysannes n'ont pas répondu également à ces questions ce qui fait que la taille de l'échantillon est variable.

Don de semences	De la part de la famille	De la part de la communauté	De la part de : municipalité ou gouvernement	De la part d'un autre type d'organisation	Remarques
Janvier (N=?)			1 – Gouvernement en donne quand il y a inondation. 2 – Ont reçu de la municipalité : 3 kg de luzerne; 8 kg (de quoi ?).		
Juillet (N=?)	1 – Semences conservées par son grand-père	1 – Semences pour le pâturage.	2 – Ont reçu du gouvernement semences ou argent pour en acheter quand trouble de météo. 6 – Reçoivent de la municipalité : au besoin, quand inondation, ou sécheresse. 2 – La municipalité a vendu des semences.	1 – Une ONG espagnole donnait des semences mais n'en donne plus.	

Don d'engrais

- Aucune paysanne n'a reçu des engrais, selon leurs témoignages.

Don d'équipements agricoles

- Hormis, les systèmes d'irrigation rapportés plus haut, aucune paysanne n'a reçu d'équipements, selon leurs témoignages.

Aller au marché ou à la feria

- À part, les informations fournies dans la section sur les trajets, aucune paysanne n'a mentionné recevoir une aide particulière lors de ses trajets aux marchés ou dans les ferias.

Aide financière, prêt, crédit et micro-crédit

- Selon les témoignages, les relations des paysannes avec l'argent semblent extrêmement limitées.
- Vingt-quatre paysannes de juillet déclarent n'avoir jamais reçu ni subvention, ni financement d'aucune sorte et n'avoir jamais emprunté, n'avoir aucun crédit.
- Une paysanne mentionne que ses enfants l'aident financièrement. Une autre reçoit de l'argent de sa famille citadine. Une troisième précise que c'est elle qui aide ses enfants à la ville.
- Une paysanne a reçu de l'argent des Bartolinas*.
- Seulement deux paysannes, de juillet, rapportent qu'elles-mêmes ou leur famille ont emprunté pour acheter un terrain ou pour accroître la production.
- Les paysannes de plus de 60 ans – 2 en janvier et 9 en juillet – reçoivent leur « *bono dignidad* »*, c'est-à-dire leur pension de vieillesse gouvernementale, de 200 Bs/mois⁴⁰, qu'elles doivent aller chercher à la ville, ce qui représente un voyage relativement long, fatigant et coûteux pour plusieurs d'entre elles !
- Les mères d'enfants d'âge scolaire reçoivent 200 Bs par enfant au début de l'année scolaire, ce qui favorise la scolarisation des enfants.
- Les femmes du groupe déclarent n'avoir aucune relation avec des banques, aucun prêt, aucun crédit. Les banques viennent proposer de l'argent, disent-elles, mais il y a des intérêts, ce n'est pas intéressant. Donc, elles n'empruntent pas. Il n'y a pas de banque communale.

⁴⁰ Les paysannes rapportent que le *bono dignidad** est de 200 Bs par mois. Toutefois, en 2013, il aurait été augmenté à 250 Bs par mois.

Formations reçues

- Quelques paysannes ont reçu des formations et semblent en avoir tiré grand profit. Les formations sont la plupart du temps données par des groupes organisés de paysannes : les Bartolinas*, groupe associé au gouvernement actuel, étant le plus connu. La Fédération interculturelle des paysannes est une autre organisation nommée lors des entrevues. Des ONG internationales fournissent également une expertise en termes de formation et d'organisation.
- En janvier, une paysanne mentionne avoir reçu une formation du vétérinaire sur l'élevage des cochons, cette formation était payée par le gouvernement.
- En juillet, une paysanne a reçu une formation sur la culture des pommes de terre.
- Le groupe était justement réuni pour une formation lors de notre rencontre. Les paysannes ont été formées à faire du yogourt.
- Une ONG d'origine européenne travaille avec un groupe de paysannes à la culture du quinoa et à la préparation de barres tendres de quinoa destinées aux écoliers des environs. Cette ONG forme aussi à la construction de serres, aux soins des animaux pour éviter des maladies et réalise d'autres projets de souveraineté alimentaire. Nous avons rencontré des représentants de cette ONG, ainsi que 3 des paysannes de juillet, lors d'un atelier sur la confection de barres tendres de quinoa.
- Une paysanne a suivi des cours sur les tissages artisanaux, ce qui lui permet de faire des objets qui sont exportés en Italie. Elle en retire une grande fierté.
- Les formations pour lesquelles les paysannes ont manifesté le plus d'intérêt et desquelles elles ont le plus profité, selon leurs témoignages, sont les formations sur le genre, sur la défense des femmes, sur leurs droits et obligations sur le leadership. Bien que seulement 3 paysannes aient mentionné ces cours, toutes les 3 en ont parlé abondamment en nous disant que cela avait changé leur vie. « Avant les hommes ne portaient pas attention à la parole des femmes », signale l'une d'elle. Une autre insiste : depuis ce cours, elle prend sa place et son mari ne l'humilie plus. Elle a de la chance, car son père l'encourage à se former.

Portrait d'ensemble des soutiens et critiques exprimées par les paysannes

- Dans l'ensemble, il faut noter que les paysannes reçoivent peu d'appui des autorités : municipalités, gouvernement, organisations comme les Bartolinas*. Elles ont d'ailleurs de nombreuses critiques à faire à leur endroit.
- En janvier, 9 paysannes indiquent spécifiquement n'avoir jamais reçu de soutien ni du gouvernement, ni des Bartolinas. Trois autres mentionnent n'avoir rien reçu des Bartolinas. Et une autre n'a rien reçu du gouvernement.
- En juillet, 12 paysannes rapportent n'avoir jamais reçu aucun soutien de leur municipalité. Quatorze paysannes mentionnent qu'elles ne reçoivent aucune aide du gouvernement. Une veuve, qui a perdu son mari en 2012, mère de 6 enfants, semble n'avoir droit à aucune aide; si elle y a droit, elle ne le sait pas et ne reçoit rien.
- Deux paysannes d'une communauté précisent que dans leur communauté, il n'y a pas d'eau (elles sont sur le bord du Lac Titicaca), seulement des robinets publics au village. Elles ont l'électricité, mais doivent aller à la ville pour la payer, ce qui implique temps (les minibus sont aléatoires et peu fréquents) et argent (au moins 4 ou 5 Bs pour l'aller-retour).
- Une paysanne de juillet rapporte qu'elle se rend à La Paz pour faire des démarches quand sa communauté va demander de l'aide au gouvernement, mais que celui-ci ne les écoute pas !
- Une paysanne de juillet est sur le point d'accoucher. Je lui demande où elle va accoucher : à la maison avec l'aide de son mari, car dans sa communauté, il n'y a aucun service médical.
- Les critiques les plus acerbes concernent les Bartolinas. En janvier, une paysanne qui est membre active pense s'en retirer, car cela lui demande beaucoup de travail et ça rapporte peu. Une autre mentionne que ça fait deux ans que les Bartolinas promettent des projets pour sa communauté, sans qu'ils ne se concrétisent.
- En juillet, 4 paysannes ne connaissent pas les Bartolinas. Huit paysannes connaissent les Bartolinas, mais n'en font pas partie. Une en fait partie de peu, mais n'a rien reçu. Une a reçu des fruits.
- Une des critiques qui revient plusieurs fois est que les Bartolinas promettent des projets qui ne se concrétisent pas. Une attend toujours la vache laitière promise. Deux parlent de projets d'élevage de poules qui ne se réalisent pas ou qui ne fonctionnent pas car les poules fournies pour l'élevage ne sont pas adaptées au climat et à l'altitude de l'Altiplano et meurent. De plus, les poules d'élevage ont besoin d'une alimentation spécifique qu'il faut acheter, elles ne mangent pas ce qui pousse naturellement dans la campagne de l'Altiplano.

- D'autres critiques concernent le sort réservé aux ex-dirigeantes des Bartolinas. Les dirigeantes sont élues pour deux ans, après elles doivent quitter leur poste, ce qui ne leur laisse pas assez de temps pour concevoir et concrétiser des projets. Les nouvelles dirigeantes ne veulent pas terminer les projets commencés, elles ne veulent s'occuper que des projets qu'elles ont elles-mêmes initiés, des projets qui favorisent leurs amies, précise une paysanne. Ainsi, il y a des fonds qui se perdent. Par exemple, explique une paysanne, après un an, le projet d'élevage de poules n'était pas autonome. Comme il n'a pas eu de soutien, il est tombé à l'eau. Il aurait fallu garder la moitié des poules (n'en manger que la moitié), mais comme ce n'était pas le projet des nouvelles dirigeantes, elles ne s'en sont pas occupées. Une fois qu'elles n'occupent plus de poste, les ex-dirigeantes sont déconsidérées. Il n'y a aucune reconnaissance. Cette paysanne se dit amère et déçue. Elle a payé de sa santé les disputes avec les Bartolinas, maintenant elle prend soin d'elle et va mieux.
- De plus, il y a discrimination et corruption dans l'organisation des Bartolinas, selon plusieurs paysannes. Les projets devraient être accessibles à toutes les paysannes, mais seulement certaines y ont droit. Une paysanne sait qu'elle ne reçoit jamais rien des Bartolinas car elle n'assiste pas aux réunions, qui ne sont que de la parlotte selon elle. Il y a obligation de participer, d'être partie prenante du groupe pour recevoir les vaches, brebis, lamas et poules promises.

BIBLIOGRAPHIE

- AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT CANADA (2013). *Bolivia*. [En ligne]. (<http://www.acdi-cida.gc.ca/bolivia>). Page consultée le 12 juillet 2014.
- ATELIER DE CARTOGRAPHIE DE SCIENCES PO (2009). *La Bolivie*, Paris, Presses de Sciences Po. [En ligne]. (http://cartographie.sciences-po.fr/cartotheque/20_bolivia.jpg). Page consultée le 23 juin 2011.
- AUTORIDAD DE FISCALIZACIÓN Y CONTROL DE PENSIONES Y SEGUROS (non daté). *La renta dignidad y gastos funerales*. Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.aps.gob.bo/Comunicacion/Publicaciones/La%20Renta%20Dignidad%20y%20Gastos%20Funerales/files/cartilla.pdf>). Page consultée le 20 septembre 2013.
- BABY, Virginie (1998). « El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine ». *Espace géographique*, 27, 2 : 155-168.
- BEAUD, Jean-Pierre (2003). « L'échantillonnage », Chapitre 9, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 211-242.
- BÉDARD, Mario (2012). *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie. GEO8011 Séminaire de méthodologie*. Université du Québec à Montréal, Département de Géographie, 355 p.
- BEUSCART, Christian (dir.) (2010). *L'essentiel d'un marché – Pérou et Bolivie – Comprendre Exporter Vivre 2010/2011*. Paris, Éditions UBIFRANCE, 305 p.
- « Bolivie - Le projet de constitution est adopté avec une mince majorité » (2009), *Le Devoir*, 26 janvier 2009. [En ligne]. (<http://www.ledevoir.com/international/amerique-latine/229403/bolivia-le-projet-de-constitution-est-adopte-avec-une-mince-majorite>). Page consultée le 23 juin 2011.
- CEJIS, CENDA et CEDIB (2009). *¿Que son la TCO's? – Noticias sobre Tierra y Territorio de la Alianza Interinstitucional integrada por el Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS), el Centro de Comunicación y Desarrollo Andino (CENDA) y el Centro de Documentación e Información de*

- Bolivia (CEDIB). [En ligne]. (http://www.constituyentesoberana.org/3/noticias/tierra/012010/010110_1.html). Page consultée le 26 novembre 2011.
- CHEVRIER, Jacques (2003). « La spécification de la problématique », Chapitre 4, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 51-84.
- CHIRIBOGA, Manuel (2009). *Instituciones y organizaciones para la seguridad alimentaria. Seminario Agropecuaria y Rural*, avril 2009, Document pour discussion, Santiago, Chili, FAO.
- CNMCIQB – BS (2014). Site de : Confederación nacional de mujeres campesinas indígenas originarias de Bolivia "Bartolina Sisa". [En ligne]. (<http://www.apcbolivia.org/org/cnmciqb-bs.aspx>). Page consultée le 16 juillet 2014.
- Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines (2013). *Demande d'approbation éthique – Projet de recherche étudiant de cycle supérieur impliquant des être humains*. Montréal, UQAM, Faculté des sciences humaines, 12 p.
- CRÊTE, Jean (2003). « L'éthique en recherche sociale », Chapitre 10, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 243-265.
- CQFD (2004). *Trousse de formation Genre et Développement*. Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 148 p. [En ligne]. (http://www.aqoci.qc.ca/ressources/pdf/Guides_2004-03_GuideGED.pdf). Page consultée le 6 juin 2011.
- DAWN (2000 [1992]). « Propositions, stratégies et méthodes alternatives », in J. Bisilliat and C. Verschuur (2000). *Le Genre: un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, Paris, Genève, L'Harmattan, p. 181-191.
- DESHAIES, Laurent (2010). « Évolution de la pensée géographique dans la foulée des mutations de la géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n°151, p. 49-75.
- DESMARAIS, Annette Aurélie (2008). *La Vía Campesina. Une réponse paysanne à la crise alimentaire*. Montréal, Les Éditions Écosociété, 316 p.
- DÉVELOPPEMENT ET PAIX (2010). « La faim et le profit: crise du système alimentaire », *Possibles*. [En ligne]. (<http://redtac.org/possibles/2010/10/05/la-faim-et-le-profit-crise-du-systeme-alimentaire/>). Page consultée le 16 mai 2011.

- DO ALTO, Hervé et POUPEAU, Franck (2009). « Ressorts de l'opposition régionale bolivienne ». Dans « La Bolivie d'Évo – Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16-2009 / 3, Paris, Éditions Syllepse, p. 75-94.
- DORY, Daniel (2006). « Polarisation politique et fractures territoriales en Bolivie », *Hérodote*, 2006/4, n° 123, p. 82-87.
- ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (2006). *Modificación de la ley N 1715, Reconducción de la reforma agraria. Ley N 3545, Ley de 28 de noviembre de 2006*. Gaceta Oficial del Estado Plurinacional de Bolivia.
- ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (2011). *Ley de revolución productiva comunitaria agropecuaria. Ley N° 144*, 26 de junio de 2011.
- ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (2012). *Ley marco de la Madre Tierra y desarrollo integral para vivir bien. Ley N°300, Ley de 15 de octubre 2012*. La Paz, Gaceta oficial de Bolivia.
- FAO (2006). *Sécurité alimentaire*. Notes d'orientation, n° 2, juin 2006. [En ligne]. (ftp://ftp.fao.org/es/esa/policybriefs/pb_02_fr.pdf). Page consultée le 12 juin 2011.
- FAO, IFAD et ILO (2010). *Gender dimensions of agricultural and rural employment : Differentiated pathways out of poverty – Status, trends and gaps*. Rome, Published by the Food and Agricultural Organization of the United Nations, the International Fund for Agricultural Development and the International Labour Office, 210 p.
- FAO, IFAD and WFP (2014). *The State of Food Insecurity in the World 2014. Strengthening the enabling environment for food security and nutrition*. Rome, FAO. [En ligne]. (<http://www.fao.org/3/a-i4030e.pdf>). Page consultée le 18 septembre 2014.
- FRANQUEVILLE, André (2000). *La Bolivie – d'un pillage à l'autre*, Paris, Éditions de l'IRD, Institut de recherche pour le développement, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 292 p.
- GAGNÉ, Natacha (2008). « Les peuples autochtones : une catégorie en développement ». Dans Beaudet, P., Schafer, J. & Haslam, P. (2008). *Introduction au développement international. Approche, enjeux et acteurs*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 372-390.
- GAUTHIER, Benoît (2003). « La structure de la preuve », Chapitre 6, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 129-158.

- GEORGE, Susan (1978). *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Paris, Robert Laffont.
- GEORGE, Susan (2010). *Leurs crises, nos solutions*. Paris, Éditions Albin Michel. 367 p.
- GIBLIN, Béatrice (2006). « Nouvelle géopolitique en Amérique latine », *Hérodote*, 2006/4, n° 123, p. 3-8.
- GILBERT, Anne (1987). « La géographie féministe et la science : réflexions à partir d'un livre de Sandra Harding », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, n°83, p. 287-291.
- GILBERT, Anne et ROSE, Damaris (1987). « Espaces et femmes : pour une géographie renouvelée », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, n°83, p. 137-141.
- GINGRAS, François-Pierre (2003). « La théorie et le sens de la recherche », Chapitre 5, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 103-126.
- GRAVEL, Nathalie (2009). *Géographie de l'Amérique latine – Une culture de l'incertitude*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 339 p.
- GUIBERT, Martine et VELUT, Sébastien (2011). « Les agricultures latino-américaines : dynamiques et enjeux de développement », in G. Couffignal (dir.) *Amérique latine – Édition 2011 – L'Amérique latine est bien partie*, Paris, La Documentation française, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, Observatoire des changements en Amérique latine, p. 93-104.
- GURURANI, Shubhra (2002). « Le savoir des femmes du tiers monde dans le discours sur le développement », *Revue internationale des sciences sociales*, 2002/3, n° 173, p. 353-363.
- HIRATA, Helena, LABORIE, Françoise, LE DOARÉ, Hélène et SENOTIER, Danièle (dir.) (2000). *Dictionnaire critique du féminisme*, 2^{ème} édition augmentée, Paris, Presses universitaires de France, 299 p.
- INE (2014a). *Pobreza, desigualdad y desarrollo humano*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/EstadisticaSocial.aspx?codigo=30601>). Page consultée le 12 juillet 2014.

- INE (2014b). *Bolivia : población total proyectada, por año calendario, según área y departamento, 2010-2015*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/visualizador.aspx?ah=PC20411.HTM>). Page consultée le 15 juillet 2014.
- INE (2014c). *La Paz : producción por año agrícola según cultivos*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/general.aspx?codigo=40104>). Page consultée le 15 juillet 2014.
- INE (2014d). *Bolivia : población total proyectada, por años calendario y sexo, según edades simples*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/visualizador.aspx?ah=PC2030901.HTM>). Page consultée le 16 août 2014.
- INE (2012a). *Geografía de Bolivia*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (http://www.ine.gob.bo/html/visualizadorHtml.aspx?ah=Aspectos_Geograficos.htm). Page consultée le 19 mars 2012.
- INE (2012b). *Cochabamba : Producción por año agrícola según cultivos*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/general.aspx?codigo=40104>). Page consultée le 19 mars 2012.
- INE (2012c). *Estadísticas económicas – Estadísticas por actividad económica – Ganadería*. Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indice/general.aspx?codigo=40116>). Page consultée le 19 mars 2012.
- INSTITUTO GEOGRAFICO MILITAR (2011a). *Guaqui, Bolivia, Hoja 5844-III*. [Carte]. Édition 2-IGM, 1 : 50 000, système national de référence cartographique H731, La Paz.
- INSTITUTO GEOGRAFICO MILITAR (2011b). *Punata, Bolivia, Hoja 6441-III*. [Carte]. Édition 2-IGM, 1 : 50 000, système national de référence cartographique, La Paz.

- JACOB, Jean-Pierre et LE MEUR, Pierre-Yves (dir.) (2009). « Citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud », *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, Paris, Karthala (sous presse). [En ligne]. ([http://gdr.mutins.org/IMG/pdf/Jacob_Le_Meur_Politique_de_la_terre_et_de_l_appartenance - Introduction 2009.pdf](http://gdr.mutins.org/IMG/pdf/Jacob_Le_Meur_Politique_de_la_terre_et_de_l_appartenance_-_Introduction_2009.pdf)). Page consultée le 14 septembre 2011.
- KLEIN, Juan-Luis (2006). « L'Amérique latine – De la crise institutionnelle à la reconstruction sociopolitique? ». Dans KLEIN, Juan-Luis, LASSERRE, Frédéric (Dir.) (2006). *Le monde dans tous ses États, une approche géographique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 189-223.
- LAFOREST, Julie, BOUCHARD, Louise Marie et MAURICE, Pierre (2011). *Trousse diagnostique de sécurité à l'intention des collectivités locales – Guide d'organisation d'entretiens semi-dirigés avec des informateurs clés – Vivre en sécurité, se donner les moyens*, 2^{ème} édition, Québec, Institut national de santé publique du Québec, Direction du développement des individus et des communautés. [En ligne]. (http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1315_GuideOrgaEntretiensSemiDirigInformCles2eEd.pdf). Page consultée le 29 septembre 2013.
- LANGLOIS, Denis (2008). *Le défi bolivien*. Outremont, Athéna éditions, 206 p.
- LAVAUD, Jean-Pierre (2006). « Bolivie : vers l'anarchie segmentaire? », *Hérodote*, 2006/4, n° 123, p. 62-81.
- LEBEAU, René (2000). *Les grands types de structure agraire dans le monde*. Paris, Armand Colin. 182 p.
- LEHMANN, Henri (2012). *Les civilisations précolombiennes*. Paris, Presses universitaires de France, coll. Que sais-je?, N° 567, 127 p.
- LOUARGANT, Sophie (2002). « De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone », *Espace, populations, sociétés*, 2002-3. Questions de genre, p. 397-410.
- MALUF, R. S., SCHMITT, C. J. et GRISA, C. (2009). *Estado de la situación del hambre y políticas de seguridad y soberanía alimentaria y de abastecimiento en los países miembros del MERCOSUR Ampliado*, Rapport technique de CERESAN.
- MARTINEZ, A. (2008). « Genre et développement : Enjeux et luttes des femmes du tiers-monde ». Dans BEAUDET, P., SCHAFER, J. & HASLAM, P. (2008). *Introduction au développement international. Approche, enjeux et acteurs*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 70-86.

- MAZHAR, Farhad, BUCKLES, Daniel, SATHEESH, P. V. et AKHTER, Farida (2007). « Food Sovereignty and Uncultivated Biodiversity in South Asia – Essays on the Poverty of Food Policy and the Wealth of the Social Landscape », Academic Foundation New Delhi, International Development Research Centre, Ottawa, 75 p. + 1 CD.
- MAZOYER, Marcel et ROUDART, Laurence (1997). *Histoire des agricultures du monde – du néolithique à la crise contemporaine*. Paris, Éditions du Seuil, 535 p.
- MELLOS, Koula (2003). « Une science objective? », Chapitre 20, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 541-559.
- MENDOZA, Luz (2013). *Gobierno de Bolivia incrementa la Renta Dignidad en Bs 50. Eju!* 2013-05-01 [En ligne]. (<http://eju.tv/2013/05/gobierno-de-bolivia-incrementa-la-renta-dignidad-en-bs-50/>). Page consultée le 20 septembre 2013.
- MÉRENNE-SCHOUMAKER, Bernadette (1999). *La localisation des productions agricoles – Mutations récentes et méthodes d'analyse*, Paris, Nathan, collection Géographie d'aujourd'hui, dirigée par J.-R. Pitte, 192 p.
- MICHEL, Andrée (2000). *Le féminisme*. Paris, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je?, 125 p.
- MIKKELSEN, Britha (2005). *Methods for Development Work and Research. A New Guide for Practitioners*. Second Edition. New Delhi, Sage Publications India Pvt Ltd. 375 p.
- MINISTERIO DE COMUNICACIÓN (2014). *Municipios de Cochabamba reciben recursos del Programa "Bolivia cambia, Evo cumple"*. Estado plurinacional de Bolivia. [En ligne]. (<http://www.comunicacion.gob.bo/?q=20130913/12624>). Page consultée le 18 juillet 2014.
- MORALES AYMA, Evo et al. (2006). *Decreto supremo N°28899*. [En ligne]. (<http://www.ine.gob.bo/indicadoresddhh/archivos/alimentacion/nal/Decreto%20Supremo%20N%C2%BA%2028899.pdf>). Page consultée le 20 septembre 2013.
- NAGELS, Nora (2013). *Genre et politiques de lutte contre la pauvreté au Pérou et en Bolivie : quels enjeux de citoyenneté ?* Genève, l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, thèse de doctorat N° 977, 616 p.
- NAZARE-AGA, Isabelle (2014). *Les parents manipulateurs*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 279 p.

- OIT, (2014). *Ratifications de C169 - Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989. Organisation Internationale du Travail. [En ligne]. (http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11310:0::NO:11310:P11310_INSTRUMENT_ID:312314:NO). Page consultée le 16 juillet 2014.
- OIT (2011a). *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989 *Ratifiée par Etat plurinational de Bolivie le 11:12:1991*. Organisation Internationale du Travail. [En ligne]. (<http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconvf.pl?host=status01&textbase=ilofre&document=5549&chapter=19&query=C169%40ref&highlight=&querytype=bool>). Page consultée le 12 novembre 2011.
- OIT (2011b). *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux*, 1989. Organisation Internationale du Travail, Genève. [En ligne]. (<http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convdf.pl?C169>). Page consultée le 12 novembre 2011.
- OLSON, Elisabeth et SAYER, Andrew (2009). "Radical Geography and its Critical Standpoints : Embracing the Normative". *Antipode*, vol. 41, n° 1, p. 180–198.
- PANIAGUA DELGADILLO, Vladimir Ilich (2013), *Seguridad alimentaria con soberanía – Propuesta práctica de desarrollo rural para zonas alto andinas*. La Paz, Soluciones prácticas, 116 p.
- PATRIANUEVA (2011), *Bolivia Nueva constitución política del Estado* [En ligne]. (<http://www.patrianueva.bo/constitucion/>). Page consultée le 10 décembre 2011.
- PNUD (2014a). *Bolivia en breve* [En ligne]. (<http://www.bo.undp.org/content/bolivia/es/home/countryinfo/>). Page consultée le 12 juillet 2014.
- PNUD (2014b). *Table 1: Human Development Index and its components*. [En ligne]. (<https://data.undp.org/dataset/Table-1-Human-Development-Index-and-its-components/wxub-qc5k>). Page consultée le 12 juillet 2014.
- PNUD (2014c). *Table 3: Inequality-adjusted Human Development Index*. [En ligne]. (<https://data.undp.org/dataset/Table-3-Inequality-adjusted-Human-Development-Index/9inv-7hyp>). Page consultée le 12 juillet 2014.
- PNUD (2014d). *Table 4: Gender Inequality Index*. [En ligne]. (<https://data.undp.org/dataset/Table-4-Gender-Inequality-Index/pg34-nwq7>). Page consultée le 12 juillet 2014.
- PNUD (2011a). *Rapports sur le développement humain. L'indice d'inégalités de genre (IIG)*. [En ligne]. (<http://hdr.undp.org/fr/statistiques/iig/>). Page consultée le 25 novembre 2011.

- PNUD (2011b). *Rapports sur le développement humain. L'IDH ajusté aux inégalités (IDHI)*. [En ligne]. (<http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idhi/>). Page consultée le 25 novembre 2011.
- PNUD (2011c). *Tableau 3. Indice de développement humain ajusté aux inégalités*. [En ligne]. (http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table3.pdf). Page consultée le 25 novembre 2011.
- POLANYI, Karl (1983, original 1944). *La grande transformation – Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard, 420 p.
- RECALDE, Aranzazu (2012). *'Are We Now Equal?' Recent Experiences and Perceptions of South American Migrants in Argentina under MERCOSUR*. Montréal, Université de Montréal, Département d'anthropologie, Faculté des arts et des sciences, thèse de doctorat, 264 p.
- RAFFESTIN, Claude (1986). « Ecogenèse territoriale et territorialité », in Auriac, F., Brunet R., *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard & Fondation Diderot, p. 175-185.
- RICO NUMBELA, Elisabeth et RIVAS VALENCIA, Claudia (2004). *Manejo Integrado de Cuyes*. Centro de excelencia universitaria MEJOCUY, Universidad Mayor de San Simón, Cochabamba, Bolivie.
- RICO NUMBELA, Elisabeth et RIVAS VALENCIA, Claudia (2010). *Conservación y aprovechamiento sostenible de líneas de cuyes exóticos en Bolivia*. Conférence, août 2010, MEJOCUY, Universidad Mayor de San Simón, Cochabamba, Bolivie.
- RHOADS, Bruce L. et WILSON, David (2010). "Observing Our World", Chapter 3, in B. Gomez & J.P. Jones (dir.) *Research Methods in Geography – A critical introduction*, London, Willey-Blackwell, collection Critical Introductions to Geography, p. 26-40.
- ROSE, D. et GILBERT, A. (2005). "Glimpses of social and cultural geography in Canada and Québec at the turn of the millennium" et « Aperçu de la géographie sociale et culturelle au Canada et au Québec au tournant du millénaire », Country report, *Social & Cultural Geography*, vol. 6, n° 2, Avril 2005, p. 271-298.
- ROUSSEAU, Stéphanie (2009). « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2, 2009, p. 135-160.

- ROUX, Jean-Claude (2007). « La crise agraire : entre agriculture « ethnique » et agriculture de rente dans la mondialisation », Chapitre 15, in Rolland, Denis, Chassin, Joëlle (coord.). *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris, L'Harmattan, p. 336-360.
- SASSEN, Saskia (2010). « Mondialisation et géographie globale du travail », in Falquet, J., Hirata, H., Kergoatet, D. et al., *Le sexe et la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 27-41.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2003). « L'entrevue semi-dirigée », Chapitre 12, in Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale – De la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 293-316.
- SCOTT, A. J. (2000). "Economic geography: the great half-century", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 24, p. 483-504.
- SPAHNI, Jean-Christian (1974). *Les Indiens des Andes*, Paris, Payot, 315 p.
- STEFANINO, Pablo (2009). « "Indianisation" du nationalisme ou refondation permanente de la Bolivie ». Dans « La Bolivie d'Évo – Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16-2009 / 3, Paris, Éditions Syllepse, p. 27-44.
- STEPHENSON, Marcia (1999). *Gender and Modernity in Andean Bolivia*, Austin, University of Texas Press, 259 p.
- STIGLITZ, Joseph E. (2002). *La grande désillusion*. Paris, Fayard.
- SVAMPA, Maristella (2009). « Evo ou l'articulation du "communautaire-indigène" au "national-populaire" ». Dans « La Bolivie d'Évo – Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16-2009 / 3, Paris, Éditions Syllepse, p. 45-61.
- TORANZO ROCA, Carlos (2009). « Visibilizar a los mestizos en Bolivia », Dans CRABTREE, John, GRAY MOLINA, George et WHITEHEAD, Laurence (ed.) *Tensiones irresueltas : Bolivia, pasado y presente*. Informe nacional sobre desarrollo humano en Bolivia, La Paz, Plural, 295 p.
- TOUPIN, Louise (1998). *Les courants de pensée féministe*. Version revue du texte *Qu'est-ce que le féminisme? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années*, 1997. Montréal, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine/Relais-femmes.
- TRUDEL BELLEFEUILLE, Janie (2011). *Le rôle de l'État bolivien face à l'impact de la justice communautaire sur les femmes campesinas*. Maîtrise en droit international, Montréal, Université du Québec à Montréal, 116 p.

VILLAREAL, Pamela (2007). « L'agriculture ». Fiche, in Rolland, Denis, Chassin, Joëlle (coord.). *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris, L'Harmattan, p. 277-278.

ZIMMERER, K. S. (2013). "The compatibility of agricultural intensification in a global hotspot of smallholder agrobiodiversity (Bolivia)", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, PNAS, February 19, 2013, vol. 110, n° 8, p. 2769-2774. [En ligne]. (<http://www.pnas.org/content/110/8/2769.full.pdf>). Page consultée le 22 mai 2015.

LEXIQUE

Afrecho : mot générique qui signifie une préparation de différentes céréales moulues, avec la *cáscara** (l'écorce, l'enveloppe, la pelure), utilisé pour l'alimentation des animaux, dont les porcs.

Arroba : une unité de mesure de poids d'environ 12,5 kg.

Bartolinas : Abrégé de *Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia "Bartolina Sisa"* (CNMCI OB-BS), Bartolina Sisa étant une héroïne aymara du XVIII^e siècle. Fondée en 1980, la Confédération nationale des paysannes indigènes originaires de Bolivie « Bartolina Sisa », communément appelée « les Bartolinas », est une organisation de paysannes qui vise, entre autres, l'égalité de genre, la reconnaissance indigène, la souveraineté alimentaire, l'amélioration économique (CNMCI OB – BS, 2014). Les Bartolinas sont très présentes et connues dans les campagnes de l'Altiplano. La CNMCI OB-BS est proche du gouvernement d'Evo Morales.

Bono dignidad : pension de vieillesse, de 200 Bs* par mois donnée aux personnes de 60 ans et plus qui n'ont pas de fonds de pension (Autoridad de fiscalización y control de pensiones y seguros, non daté). En 2013, le *bono dignidad* (qui signifie « bon dignité »), aurait été augmenté à 250 Bs par mois (Mendoza, 2013), mais les paysannes ont parlé de 200 Bs par mois.

Bono Juancito Pinto : subvention accordée par le gouvernement bolivien aux enfants qui fréquentent une école publique de la 1^{ère} à la 8^{ème} année de scolarité. Le *bono*, instauré par le gouvernement Morales en 2006, est de 200 Bs* par an, versé en début d'année scolaire (Morales Ayma et al., 2006).

Bs : Bolivianos. Ceci est la manière bolivienne de marquer la devise, le boliviano. Dans le système international, le boliviano s'écrit BOB (comme le dollar canadien s'écrit CAD), mais en Bolivie il est couramment nommé Bs, nous avons choisi cette dénomination. En 2013, lors de nos séjours, le taux de change était d'environ 6,5 Bs pour un dollar canadien. À titre informatif, le salaire minimum mensuel légal était de 1200 Bs en 2013, bien que plusieurs personnes nous aient mentionné travailler pour moins que ça (800 ou 900 Bs/mois, comme domestique). Le tarif d'un minibus du centre ville de La

Paz à l'entrée de la ville d'El Alto est d'environ 2,5 Bs (cela peut varier d'un type de transporteur à l'autre), un copieux repas du midi dans un restaurant populaire coûte entre 8 et 12 Bs.

Carga : une unité de mesure de poids d'environ 37,5 kg. Certaines unités de mesure sont variables ou approximatives. La *carga* semble à mi chemin entre une unité de poids et une unité de volume. Officiellement, une *carga* vaut 100 kg, mais parfois 46 kg (moins de la moitié). En Bolivie, il y a normalement 3 *arobas** dans une *carga*; ainsi, une *carga* devrait peser environ 37,5 kg. En fait, un sac de grosseur moyenne c'est une *arroba* et le plus gros sac qu'une personne puisse porter c'est une *carga*. Les femmes sont très courbées sous les *cargas*...

Cáscara : Terme espagnol a plusieurs sens en français : pelure, écorce, enveloppe, coquille... Le terme *cáscara* est très utilisé par les paysannes et nous avons choisi de conserver ce terme englobant lorsque la situation s'y prêtait. Les *cáscaras* sont des « enveloppes » : ce sont soit les pelures de pommes de terre, soit l'enveloppe d'une céréale comme le quinoa ou le blé ; bref, ce sont donc des parties que les humains ne mangent pas des productions de la ferme.

Charki : viande séchée et salée (par exemple : *charki* de bœuf, *charki* de lama).

Chicha : boisson alcoolisée à base de maïs, très prisée dans la région de Cochabamba. La *chicha* est de confection artisanale, réalisée par les paysannes.

Chuño : pomme de terre déshydratée, par un processus de gel et de séchage successif grâce au froid nocturne et au soleil ardent de l'hiver dans l'Altiplano (voir figure 17). Les *chuños* peuvent se conserver plus d'un an. En termes d'apparence, les *chuños* ressemblent à des petites pommes de terre grelots, d'environ 3 cm de diamètre et sont noirâtres. Les *chuños* sont très présents dans l'alimentation bolivienne.

Comadre : En Bolivie, la comadre est une femme avec qui une autre femme a un lien important de confiance et de partage. Les comadres se soutiennent l'une l'autre, peuvent se fier l'une sur l'autre. Étymologiquement, ce terme espagnol signifie « avec la mère ».

Cuy : cochon d'Inde. *Cuy* (ou *cuyes* au pluriel) est le nom indigène utilisé en Bolivie pour parler de cet animal qui fait partie de l'alimentation originaire (les paysannes parlent parfois de *conejo*, le terme espagnol). Viande de très bonne

qualité nutritive, le *cuy*, négligé avec la colonisation et par la république qui a suivi, est de plus en plus réintroduit; c'est une viande très prisée.

Feria : Marché périodique. Certaines ferias sont hebdomadaires ou bihebdomadaires (par exemple, les marchés alimentaires dans les villages, les petites villes), d'autres sont annuels ou bisannuels (comme les marchés agricoles pour vendre les animaux).

Fiambre : plat constitué uniquement d'aliments locaux secs, de féculents et de légumineuses : pommes de terre, *chuños**, fèves...

Hectare (ha) : unité de mesure de surface; un hectare = 10 000 m² = 0,01 km².

Oca : un tubercule comestible, semblable au topinambour, cultivé sur l'Altiplano.

Pachamama : la terre-mère. Nommée dans le préambule de la Constitution bolivienne de 2009, la *Pachamama* fait partie de la cosmogonie indigène, aymara et quechua. Les liens des indigènes avec la *Pachamama* sont un peu comme avec une mère. De nombreux rites honorent la *Pachamama*.

Paja brava : une paille très rêche qui sert comme pâturage et pour faire des toits de chaume.

Papalisa : un tubercule comestible, semblable à la pomme de terre, cultivé sur l'Altiplano.

Pasto : pâturage, soit ce qui pousse sans être cultivé (paille, *paja brava**, autres plantes sauvages) et qui est mangé directement dans le champ.

Pito : une céréale moulue et cuite, un genre de gruau, fait de blé, d'avoine, de quinoa ou d'orge, qui se mange généralement au déjeuner.

Programme « *Evo cumple* » : Le Programme « *Bolivia cambia, Evo cumple* » (La Bolivie change, Evo réalise) est un programme gouvernemental qui fournit des subventions pour la construction d'infrastructures de santé, d'éducation et de développement de la production (Ministerio de comunicación, 2014).

Quañawa : Céréale semblable au quinoa.

Quintal (q) : unité de mesure de poids d'environ 45 à 50 kg, en Amérique latine. Le quintal et la *carga** sont souvent considérés comme des unités de poids équivalentes, mais la *carga* vaut environ 37,5 kg.



Figure L.1 Pommes de terre séchant au soleil de l'Altiplano (et qui gèleront la nuit) pour devenir, après plusieurs jours, des *chuños* (Photo : Cécile Collinge).

Feria : Marché périodique. Certaines ferias sont hebdomadaires ou bihebdomadaires (par exemple, les marchés alimentaires dans les villages, les petites villes), d'autres sont annuels ou bisannuels (comme les marchés agricoles pour vendre les animaux).

Fiambre : plat constitué uniquement d'aliments locaux secs, de féculents et de légumineuses : pommes de terre, *chuños**, fèves...

Hectare (ha) : unité de mesure de surface; un hectare = 10 000 m² = 0,01 km².

Oca : un tubercule comestible, semblable au topinambour, cultivé sur l'Altiplano.

Pachamama : la terre-mère. Nommée dans le préambule de la Constitution bolivienne de 2009, la *Pachamama* fait partie de la cosmogonie indigène, aymara et quechua. Les liens des indigènes avec la *Pachamama* sont un peu comme avec une mère. De nombreux rites honorent la *Pachamama*.

Paja brava : une paille très sèche qui sert comme pâturage et pour faire des toits de chaume.

Papalisa : un tubercule comestible, semblable à la pomme de terre, cultivé sur l'Altiplano.

Pasto : pâturage, soit ce qui pousse sans être cultivé (paille, *paja brava**, autres plantes sauvages) et qui est mangé directement dans le champ.

Pito : une céréale moulue et cuite, un genre de gruau, fait de blé, d'avoine, de quinoa ou d'orge, qui se mange généralement au déjeuner.

Programme « *Evo cumple* » : Le Programme « *Bolivia cambia, Evo cumple* » (La Bolivie change, Evo réalise) est un programme gouvernemental qui fournit des subventions pour la construction d'infrastructures de santé, d'éducation et de développement de la production (Ministerio de comunicación, 2014).

Quañawa : Céréale semblable au quinoa.

Quintal (q) : unité de mesure de poids d'environ 45 à 50 kg, en Amérique latine. Le quintal et la *carga** sont souvent considérés comme des unités de poids équivalentes, mais la *carga* vaut environ 37,5 kg.

Quispiña : une galette ou un pain de quinoa, qui se mange généralement au déjeuner.

Réciprocité : Système d'échange par lequel les personnes s'entraident et se « remboursent » en services, en biens produits, parfois en argent. Le principe de réciprocité « est d'ordre social et il existe dans toutes les tribus humaines de la planète. Il représente le réflexe naturel de vouloir rendre d'une façon ou d'une autre ce qui vient de vous être offert par autrui » (Nazare-Aga, 2014, p. 115). Le "retour de dette" s'effectue « au moment approprié et selon vos ressources. Autrement dit, vous choisissez quand et comment votre "retour de dette" se fera. C'est ainsi que s'exprime naturellement le principe de réciprocité » (Nazare-Aga, 2014, p. 115). Le « remboursement » du service ou du bien peut avoir lieu longtemps après le don. Chez les paysannes rencontrées, ce système est surtout familial – la famille pouvant être élargie. Par exemple, un enfant adulte vivant en ville, vient travailler aux champs lors de périodes intensives des semailles et des récoltes, il recevra des pommes de terre pour nourrir sa famille tout au long de l'année. Autre exemple : alors qu'un membre d'une fratrie prend soin d'un parent âgé, son frère ou sa sœur qui vit en Argentine enverra de l'argent pour combler certains besoins financiers du parent âgé ou du ménage qui en prend soin. Dans *La grande transformation*, Polanyi (1983 [1944]) traite de la réciprocité d'une manière qui enrichit notre propos : « toutes les obligations sociales sont à long terme réciproques, et [...] en les observant l'individu sert également au mieux ses intérêts "donnant donnant" » (p. 91). « Tous les échanges s'effectuent comme des dons gratuits dont on attend qu'ils soient payés de retour, quoique pas nécessairement par le même individu » (p. 92). « Le principe général de réciprocité contribue à assurer et la production et la subsistance de la famille. » (p. 93).

Segundo : littéralement, en espagnol, *segundo* signifie second, deuxième. En ce qui concerne la nourriture, le *segundo* est le plat principal, qui suit la soupe, élément fondamental du repas du midi en Bolivie. Le *segundo* est normalement constitué d'une bonne ration de féculents (pommes de terre, riz, maïs...) d'une portion de viande (dont la taille est très variable, selon les moyens) et d'une petite portion d'un légume.

Tienda : Petit commerce, un peu comme les dépanneurs québécois, qui peut vendre des produits de consommation courante qui se conservent (huile, sucre, pâtes, papier hygiénique...), des produits de piètre valeur nutritive et souvent sur-emballés (biscuits, sucreries, boissons gazeuses...), parfois du pain frais (à l'heure de grande affluence, le matin), etc.

Totora : Un jonc qui pousse sur le bord du lac Titicaca. Il est surtout connu pour les barques que les indigènes fabriquent avec ce jonc. Les paysannes l'utilisent pour nourrir les animaux.

Tunta : pomme de terre déshydratée, par un processus utilisant de l'eau et du séchage. Les *tuntas*, blanchâtres et plutôt oblongues, peuvent se conserver plus d'un an. Elles sont moins présentes que les *chuños**, un autre type de pommes de terre déshydratées.

Unités de mesure de poids : les unités de mesure semblent souvent aléatoires et approximatives. Ainsi, il y a deux – ou trois ! – *arrobas** dans une *carga**, la *carga* et le quintal c'est relativement la même chose. Le quintal vaut entre 45 et 50 kg, mais 37,5 kg à certains endroits. La *carga* vaut approximativement 37,5 kg. L'*aroba* vaut environ 12,5 kg. En fait, un sac de grosseur moyenne c'est une *aroba* et le plus gros sac qu'une personne puisse porter c'est une *carga*. Les femmes sont très courbées sous les *cargas*...